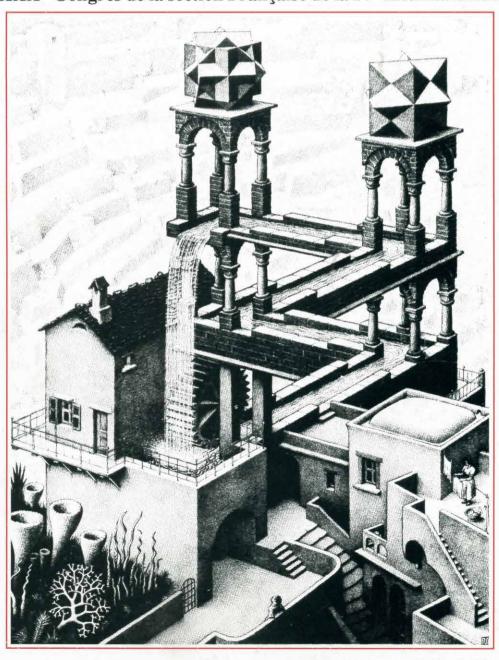
Critique Communiste

9 e Congrès de la LCR

XXX e Congrès de la section Française de la IVe Internationale



Numéro spécial . Supplément au n° 78. Novembre 1988. 30 F.

Projet de thèses politiques pour le IXè congrès de la LCR Dix thèses sur la situation politique et les tâches de la LCR (SFQI) fgrès. C'est pour quet de countier document es public; de la même manière la discussion et Redonner un sens à la construction de la LCR p. 41 Pour une nouvelle organisation politique p. 55 ord present as respect convert par 8.1 at 5 carparates du CC conce Quatre questions décisives p. 69 es a let inicises sur la sinaction politique et les triches de la LCR (SEQI) a som prése Projet de thèses sur la construction du Parti p. 79 * le projet «Redenner une rans à la construction de la ACR» est présenté par 5 camandes du CC La cible, la flèche et l'archer per la supplication de la cible p. 95 p. 107 Sur le Parti

remière specifique, des textes contéguiem ent présentés sur la consumer, en dul'artires origionnaire

SOMMAIRE TO THE OWN OF THE PARTY OF THE PART

Illustration de couverture : Mouvement perpétuel. Escher 1961

To project - Sur Ja pora » ost présenté par 6 camandos do CE

PRÉAMBULE

Le IXè Congrès de la LCR (XXXè Congrès de la Section française de la IVè Internationale) se tiendra les 19-20-21-22 janvier.

Il portera sur l'analyse de la situation politique nationale et internationale et l'orientation de la LCR dans ce cadre. Seront plus précisément abordées les questions concernant le contexte politique en France, né de l'élection présidentielle en 1988, la politique du gouvernement Rocard, les actuelles luttes ouvrières, la lutte contre la racisme, etc...

Nous reviendrons également sur l'expérience récente de la campagne de soutien à Pierre Juquin, les leçons à en tirer et plus généralement notre analyse et notre orientation vis-à-vis de la crise du mouvement ouvrier et des phénomènes de recomposition.

Le Congrès aura également à son ordre du jour de la construction du Parti révolutionnaire, dans le cadre des débats déjà engagés à ce sujet dans une brochure publique de février 1988.

Le Congrès abordera aussi l'orientation femmes de la LCR.

Des thèses d'organisation seront soumises au vote avec un temps spécifique consacré aux questions de féminisation de notre organisation et de ses directions.

Les débats du IXè Congrès de la LCR font écho aux préoccupations et interrogations de nombreux (ses) militants (es), travailleuses et travailleurs, bien au-delà de nos rangs. Nous ne voulons pas restreindre celuici à nos propres adhérents, même si ceux-ci seront amenés, seuls, à les trancher par des votes lors du Congrès. C'est pourquoi ce premier document est public; de la même manière la discussion sera répercutée dans nos organes de presse, Rouge et Critique communiste.

A l'entrée du débat préparatoire au IXè Congrès, plusieurs positions traduites en différents textes, se trouvent en présence :

- * le «Projet de thèses politiques pour le IXè Congrès de la LCR» est présenté par 19 camarades du CC, pour ses parties I, II, III et IV (de la p. 3 à la p. 18); parmi ces mêmes camarades, trois versions différentes sont présentées respectivement par 8, 6 et 5 camarades du CC concernant la partie V du même document, qui traite plus précisément de la recomposition du mouvement ouvrier (p.18 à p. 27);
- * les «10 thèses sur la situation politique et les tâches de la LCR (SFQI)» sont présentées par 12 camarades du CC;
 - * le projet «Redonner une sens à la construction de la LCR» est présenté par 5 camarades du CC;
 - * le projet «Pour une nouvelle organisation politique» est présenté par 3 camarades du CC;
 - * le projet «Quatre questions décisives» est présenté par 1 camarade du CC.

De manière spécifique, des textes sont également présentés sur la construction du Parti révolutionnaire :

- * le «Projet de thèses sur la construction du parti» est présenté par 13 camarades du CC;
- * le projet «La cible, la flèche, l'archer» est présenté par 9 camarades du CC;
- * le projet «Sur le parti» est présenté par 5 camarades du CC.

Ces documents rassemblés dans la brochure de débat publique, ont été soumis au vote du Comité central des 22 et 23 octobre. A l'issue de ces votes, 7 déclarations de réunions nationales de «regroupements» ont été déposées.

PROJET DE THESES POLITIQUES POUR LE IX° CONGRES DE LA LCR

(texte présenté par 21 camarades du CC et de la CCC)

Les élections présidentielle et législatives de 1988 ont ouvert une nouvelle situation politique en France. Deux événements majeurs caractérisent cette évolution et lui donnent toute sa dimension.

Le resour à mos plans longue d'expansion suspenerait en effet un redefessament

D'une part, la Vè République entre dans une nouvelle phase de son histoire. Percutée par l'apparition du Front national, qui s'en nourrit et l'exacerbe, la droite connaît sa crise de direction la plus grave depuis 1958 : elle ne dispose plus de force capable de la rassembler dans une majorité et la défaite de Chirac face à Mitterrand consacre le déclin du parti gaulliste qui hégémonisait jusqu'alors le camp réactionnaire. Cela permet à la social-démocratie d'achever l'aggiornamento entamé entre 1981 et 1986, de renoncer à l'Union de la gauche et de rechercher une alliance avec une partie de la droite.

D'autre part, le mouvement ouvrier voit modifier son équilibre politique. Autrefois hégémonique sur la classe ouvrière et son avant-garde, le PCF enregistre l'accélération d'un déclin historique qui se concrétise par ses reculs électoraux, par la régression de son influence dans ses plus fortes zones d'implantation, par sa crise interne. Ainsi s'achève un cycle entamé au milieu des années trente et à la faveur de la Résistance, cycle qui déterminait jusqu'alors les formes de structuration prévalant dans le mouvement ouvrier.

Ces éléments s'inscrivent dans le contexte d'une nouvelle donne internationale, marquée par quatre coordonnées essentielles.

I. Une nouvelle donne internationale

I.1. Conformément à ce que laissaient prévoir ses développements, la *crise mondiale* qui affecte le système capitaliste a connu une brusque accélération à l'automne 1987, avec le krach boursier le plus important depuis 1929. Mais, cette secousse ne s'est pas encore traduite par une nouvelle récession. Les classes dominantes du monde occidental et leurs gouvernements ont en effet su mettre sur pied un dispositif propre à limiter les effets de la tempête agitant les marchés financiers. En conjuguant leurs efforts en matière de taux d'intérêt et en encourageant les banques centrales à recourir massivement au crédit, ils ont évité que la crise de la Bourse finisse par toucher l'ensemble de l'économie.

Ainsi s'explique l'embellie temporaire qui caractérise la situation des pays industrialisés. Le premier semestre 1988 a enregistré des taux de croissance parmi les plus élevés depuis 1973. Les faillites d'établissements bancaires sont demeurées limitées. On assiste à une reprise significative de l'investissement dans les trois pôles impérialistes (Etats-Unis, Japon, Europe). Et, pour la première fois depuis longtemps, les statistiques officielles du chômage tendent à marquer un fléchisse-

ment, au profit toutefois d'un essor considérable du travail précaire.

Ces éléments trouvent leur explication dans la phase conjoncturelle que traverse l'économie capitaliste mondiale. Le cycle même du capital rendait impératif un redémarrage limité de l'investissement, alors que le rythme de formation du capital fixe durant les années précédentes s'avérait si faible qu'il ne pouvait répondre à une reprise de la croissance, si relative fût-elle. D'autant que les profits ayant poursuivi leur ascension grâce à l'approfondissement des politiques d'austérité, une telle réorientation devenait parfaitement possible. L'instabilité des marchés financiers fit le reste, en incitant les capitalistes à corriger leurs choix d'affectation au profit de l'investissement.

Cette conjoncture ne pouvait qu'accélérer la ré-orientation des politiques bourgeoises de gestion de la crise. Doublement frappé par le krach d'octobre 1987 et par les secousses sociales qui commençaient à se manifester, le libéralisme a cédé la place à une approche pragmatique, mâtinée d'un certain retour au keynésianisme, de la crise. Pareille évolution a trouvé sa concrétisation dans les programmes des deux candidats à l'élection présidentielle américaine, comme elle explique, en France, l'échec de Chirac face à Mitterrand. Ce revirement se traduit notamment par une volonté de retrouver le chemin d'une concertation avec les bureaucraties syndicales, par une redistribution limitée d'une fraction des profits aux salariés, par un allègement des charges patronales dans le but d'encourager le développement d'un travail précaire (par la systématisation du temps partiel ou des contrats à durée déterminée etc.)

L'onde longue dépressive qui frappe le système ne s'est pas pour autant achevée. Le retour à une phase longue d'expansion supposerait en effet un redressement beaucoup plus conséquent des taux de profit, un accroissement des débouchés susceptible de répondre à la surproduction de marchandises, une capacité des classes possédantes à maîtriser la concurrence qui les met aux prises pour assurer des conditions favorables à la reproduction élargie. Rien de cela n'est aujourd'hui perceptible. Les tendances aux dérapages protectionnistes qui caractérisent les relations entre les différents pôles impérialistes, la persistance d'une dette qui dégrade la situation des pays non industrialisés, l'instabilité maintenue de la sphère financière attestent qu'aucune voie véritable de sortie de la crise ne se dessine.

Aussi, dans un délai plus ou moins rapproché, une troisième récession verra-t-elle le jour. Elle se traduira probablement par des attaques coordonnées des Etats bourgeois européens contre les systèmes de protection sociale, afin de diminuer le salaire indirect, socialisé, et d'augmenter ainsi la plus-value de l'ensemble des capitalistes. Ces attaques devraient s'accompagner d'une relance des suppressions d'emplois et des licenciements, touchant non seulement l'industrie mais également les services, ainsi que de nouvelles remises en cause de conquêtes sociales telles que le salaire minimum.

I.2. Le choix des classes dominantes du vieux continent d'atteindre un nouveau seuil dans la construction de l'Europe capitaliste n'en prend que plus de signification. Il exprime le stade atteint par la concentration du capital, la montée en puissance des firmes multinationales européennes sur le marché mondial et l'imbrication croissante entre les économies de la Communauté. Des tendances que ne peut que confirmer la volonté des secteurs déterminants du capital européen de dépasser la contradiction entre l'internationalisation croissante de la production et l'existence d'Etats nationaux. Les coups portés aux travailleurs des pays concernés rendent désormais possible la réalisation d'une nouvelle avancée vers l'intégration européenne. Cette dernière constitue d'ailleurs une condition pour parvenir à un

abaissement coordonné du coût de la force de travail.

De l'ouverture des frontières en 1993, les fractions performantes des bourgeoisies européennes attendent tout à la fois un développement des mécanismes protecteurs de leurs économies, un renforcement de la coopération monétaire propre à assurer la fluidité maximale des échanges et à faire face aux offensives du dollar, une base politique plus solide pour leur permettre d'affronter les impérialismes rivaux. C'est la raison pour laquelle elles ont décidé d'accélérer les rythmes de l'intégration.

Une telle option ne va toutefois pas sans contradiction. La principale d'entre elles tient au fait que, si l'Etat national n'apparaît plus à la mesure des défis que doit affronter le capitalisme européen, il demeure un cadre essentiel de régulation des rapports de classes sur le continent. Plus précisément, l'harmonisation des législations sociales risque de favoriser l'unification d'un prolétariat jusque ici largement prisonnier de la concurrence engendrée par les cadres nationaux. Au sein même des classes possédantes, et tout particulièrement de la bourgeoisie française, l'intégration européenne provoque des antagonismes d'autant plus aigus, que les secteurs totalement internationalisés restent encore minoritaires et que, à l'inverse, ceux qui se trouvent les moins engagés sur le marché européen redoutent de voir gravement lésés leurs intérêts.

Ces éléments, conjugués aux rivalités qui opposent les bourgeoisies face aux offensives américaines ou japonaises, aux difficultés rencontrées dans l'unification politique ou militaire et à la crainte que le «grand marché unique» ne provoque une exacerbation des tensions sociales du fait du gigantesque mouvement de restructuration qu'il impliquera, représentent autant de freins pour le processus engagé.

Dans la mesure où les gouvernements de la CEE se sont d'ores et déjà fixé l'échéance de 1993 pour renforcer leur unification, les modalités de cette dernière - et par conséquent leurs limites - feront probablement l'objet de vifs affrontements au sein des classes dominantes concernées.

I.3. Les contradictions présentes du système impérialiste mondial provoquent une série d'ébranlements majeurs dans les pays dominés. Même si ces phénomènes ne sauraient être assimilés mécaniquement, du fait de formations sociales et de traditions politiques différentes, les dictatures se voient de plus en plus confrontées au soulèvement en masse des peuples placés sous leur joug. Les Philippines, Haïti, la Corée du Sud, la Birmanie et, plus récemment, l'Algérie et le Chili constituent autant de manifestations de l'aspiration des masses à la démocratie et à la justice sociale.

Ces événements, qui prennent fréquemment la dimension de véritables insurrections, reflètent en premier lieu l'impasse politique et économique dans laquelle se trouvent les régimes dictatoriaux, ainsi que l'amenuisement de leur base sociale, au terme de longues périodes de domination. Ils traduisent également la révolte des peuples concernés contre les conséquences d'une crise mondiale qui se traduit, pour eux, par l'application des choix économiques dictés par le Fonds monétaire international, entraînant une dégradation insupportable de leurs conditions d'existence déjà précaires. En ce sens, ils peuvent être rapprochés des émeutes de la faim qui, ces dernières années, ont secoué divers pays d'Amérique latine, en réaction au poids de la dette.

De telles explosions, dont la jeunesse urbaine représente l'avant-garde, demeurent le plus souvent dépourvues de débouchés conformes à l'intérêt des peuples. Le recul des perspectives révolutionnaires, au cours de la décennie passée, fait ici pleinement sentir ses implications. Cela n'en rend que plus aisées les manoeuvres de toute nature pour les diviser, les dévoyer ou les récupérer. Il reste cependant que, au travers de ces combats, de nouvelles générations font l'apprentissage de l'action politique, de la confrontation centrale aux pouvoirs établis. Et, lorsque la classe ouvrière dispose d'une force concentrée, d'une expérience et d'une organisation suffisantes, une dynamique sociale se greffe à l'exigence démocratique.

D'ores et déjà, ce nouveau climat constitue un facteur d'instabilité de la situation mondiale. Il conduit les classes possédantes et l'impérialisme à rechercher des solutions politiques aptes à désamorcer la poudrière. Ce qui se révèle d'autant plus difficile que le mode de domination qui prévalait jusqu'alors a eu pour principale conséquence de détruire toute alternative bourgeoise crédible, rendant pour le moins problématique l'engagement de «transitions» négociées.

Dans les pays capitalistes développés, ces soulèvements en chaîne contribuent à la reconstitution d'une conscience internationaliste dans la jeunesse. Même si cette dernière s'effectue d'abord sur le terrain de la démocratie et des «droits de l'homme», elle débouche rapidement sur une remise en cause des règles de la domination impérialiste mondiale. La grande manifestation de Berlin, à l'automne 1988, contre la réunion du FMI, préfigure une situation qui gagnera en ampleur à mesure que se développeront les luttes de masse dans le tiers monde.

I.4. Face à la crise multiforme qui affecte sa domination, la bureaucratie soviétique, sous l'impulsion de Mikhaïl Gorbatchev, tente d'engager un vaste mouvement de réformes. Ce dernier vise à créer les conditions d'une libéralisation de l'économie, par une réorganisation globale de l'appareil du parti et de l'Etat, par une ouverture culturelle sans précédent, par un retour critique sur la période stalinienne et celles qui l'ont suivie et par le retour à une coexistence négociée avec l'impérialisme.

En dépit de son ampleur, ce mouvement rencontrera rapidement ses limites. Le processus de «débureaucratisation» de la bureaucratie ne peut que susciter la résistance croissante des fractions dont il heurte les prérogatives. Dans le même temps, les appels à la «transparence» et à la «restructuration» ouvrent une dynamique peu maîtrisable par les sommets de l'Etat, provoquant notamment l'apparition

d'une activité politique et sociale indépendante du régime et du parti.

Et, si elle assume jusqu'au bout la logique productiviste et marchande qui la soustend, la réforme économique a toute chance d'engendrer la résistance de la grande masse des travailleurs, pour lesquels elle se confondrait avec la remise en cause d'une série d'acquis. Autant dire qu'en ouvrant les vannes tout en se gardant de remettre en question les fondements du pouvoir bureaucratique, Gorbatchev met en branle des forces dont il aura les pires difficultés à conserver le contrôle. Quel que soit l'avenir du secrétaire général et de son clan à la tête du PCUS, cette évolution modifie profondément la configuration politique du monde.

Dans les pays du Pacte de Varsovie tout d'abord, elle provoque l'éclatement du fragile équilibre sur lequel reposait les régimes alliés de Moscou et déclenche une réactivation coordonnée des mobilisations sociales et démocratiques. Les turbulences qui agitent les partis tchécoslovaque, hongrois ou polonais, les explosions ouvrières de Yougoslavie ou de Roumanie, les épreuves de forces à répétition entre le général Jaruzelski et Solidarnosc, le resurgissement de toutes les questions nationales non résolues en sont les principaux indices. Si éloignés qu'ils soient d'une véritable révolution antibureaucratique, tous ces mouvements n'en attestent

pas moins d'un notable changement de climat.

Parallèlement, la Perestroïka rend possible une tentative d'entente stratégique entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme. Moscou ne pouvant plus suivre la militarisation que lui imposaient les Etats-Unis depuis la fin des années soixantedix, elle propose à Washington le retour à une période de détente. Ce à quoi les dirigeants américains trouvent un double intérêt. Après avoir offert un débouché de substitution à un appareil productif frappé par la dépression, la course aux armements révéla vite ses contreparties. Elle transforma en gouffre le déficit de leur budget et les sommes colossales affectées aux technologies militaires finirent par nuire à l'amélioration des capacités compétitives de l'économie d'outre-Atlantique. L'offre gorbatchévienne leur permet donc non seulement d'inverser la tendance mais également d'espérer pénétrer massivement sur le marché soviétique et sur ceux des pays satellites. Au stade actuel, cette politique de «détente» se traduit non seulement par la signature du traité sur les armes nucléaires intermédiaires ou par l'annonce de désengagements en diverses zones de la planète, mais également par une pression du Kremlin sur les avant-gardes révolutionnaires d'Amérique centrale ainsi que sur les mouvement de libération d'Afrique australe et du Proche-Orient, afin qu'ils subordonnent leurs combats à la logique de la nouvelle coexistence pacifique.

Cette tentative peut toutefois se transformer en boomerang pour ses inspirateurs. Dans les pays capitalistes développés, les négociations de «désarmement», liées au terrible gaspillage provoqué par la spirale militariste de la dernière décennie, peut créer des conditions favorables à une reprise des mobilisations pour le démantèlement des dispositifs nucléaires et pour la diminution radicale des budgets d'arme-

ment au profit des besoins sociaux non satisfaits.

Parmi les avant-gardes du tiers monde qui percevaie

Parmi les avant-gardes du tiers monde qui percevaient auparavant l'URSS comme un appui dans leur lutte, le nouveau cours de la diplomatie gorbatchévienne peut également agir comme un révélateur et engendrer une série de décantations politiques.

Enfin, au sein du mouvement ouvrier des pays capitalistes développés, les conséquences de la *Perestroïka* commencent à peine à se faire sentir.

La modification du climat idéologique qu'elles induisent, la réapparition, fût-ce de manière déformée, de débats stratégiques occultés depuis la période stalinienne, imprégneront sans nul doute les recompositions à venir. Mais ce sont les partis communistes qui réfracteront le plus immédiatement cette tendance.

En levant le voile sur la monstruosité du stalinisme, bien plus complètement qu'en son temps le rapport Kroutchev, en réhabilitant la plupart des représentants assassinés de la vieille garde bolchévique, en allant jusqu'à reconnaître le rôle de Trotsky dans la révolution d'Octobre, le gorbatchévisme les déstabilise. Le cas est flagrant en France, où les dirigeants du PCF ont traditionnellement manifesté une sourde résistance à la déstalinisation et où la réhabilitation partielle de Trotsky ne peut que mettre en porte-à-faux leur attitude envers l'extrême gauche révolutionnaire.

II. Une longue phase d'instabilité politique et sociale

II.1. La victoire de François Mitterrand sur Chirac lors du scrutin présidentiel, le recul des partis de droite aux législatives qui suivirent, mais aussi les formes que revêtirent ces événements et la marge relativement étroite séparant la droite et la gauche lors de ces consultations révélent la donnée majeure de la situation

présente : un équilibre instable du rapport des forces entre les classes.

Depuis le milieu des années soixante-dix, la classe dominante est certes parvenue à marquer des points importants dans son offensive pour restaurer ses taux de profit et aggraver l'exploitation de la classe ouvrière. L'orientation mise en oeuvre par la gauche entre 1981 et 1986 lui a, sur ce plan, apporté un précieux concours. Le blocage des salaires sur plusieurs années a entraîné un recul net du pouvoir d'achat. L'existence d'un volant de chômage en extension constante, le développement de situations de précarité et de marginalité dans la jeunesse favorisent la division de la classe ouvrière et entament ses capacités d'action collective. La suppression d'un nombre important de postes de travail, l'accroissement du nombre des licenciements entraînent une certaine déstructuration du collectif de travail, portant du même coup atteinte à l'organisation ouvrière. De la même façon, si les développements du mode de production capitaliste confirment la tendance à l'élargissement du prolétariat, les restructurations du procès de travail, par lesquelles la classe capitaliste recourt à la sous-traitance et à la multiplication de petites unités de production, accentuent les différenciations internes à la classe ouvrière. Des tendances que renforce le début de remise en cause des systèmes de protection sociale, conquis au terme de décennies de combat, dans l'ensemble de l'Europe.

Tous ces facteurs conjuguent leurs effets avec la politique des directions réformistes pour contribuer à la dégradation des rapports de forces au détriment des

travailleurs.

Toutefois, cette tendance a rapidement rencontré ses limites. Les forces accumulées durant la période antérieure, le maintien d'une série d'acquis sociaux et institutionnels inentamés, le potentiel de combat de divers secteurs limitent les avancées de l'offensive bourgeoise, au regard des exigences de l'accumulation du capital. Ils interdisent tout particulièrement aux possédants d'espérer franchir une étape nouvelle dans la remise en cause des conditions de vie et d'activité de la classe ouvrière, sans risquer d'engendrer des confrontations sociales d'ampleur. Certains grands acquis continuent, de ce point de vue, à cristalliser la résistance ouvrière. Il en va ainsi de la protection sociale qui, si elle s'accompagne fréquemment d'illusions sur l'«Etat-providence», n'en symbolise pas moins, pour la masse des salariés, un seuil infranchissable face aux empiètements capitalistes.

II.2. Ces coordonnées constituent la toile de fond de la situation ouverte par les scrutins du printemps 1988.

Si la défaite électorale de la gauche, en 1986, sanctionna une politique tournée contre les travailleurs, celle de la droite, deux ans plus tard, traduisit un rejet massif du néolibéralisme qui inspirait la gestion chiraquienne. Cet échec, dont l'origine remonte aux reculs du gouvernement Chirac sur la loi Devaquet, la Sécurité sociale ou la réforme du Code de la nationalité, témoigne donc de la réalité des rapports de

forces dans le pays.

Le 8 mai 1988 ne saurait pourtant se confondre avec une répétition de la victoire de 1981. Bien que ci conscrite au terrain électoral et intervenant dans un contexte d'intériorisati n de la crise par les travailleurs, c'est une profonde aspiration au changement social qu'exprimait la première défaite de la droite. En 1988, Mitterrand profita certes de la mobilisation massive de l'électorat populaire et de la jeunesse qui reflétaient de cette manière leur hostilité à la politique libérale et à l'alliance implicite de la droite classique et de l'extrême droite.

Mais, à la différence du discours qui prévalait sept ans plus tôt, pour l'emporter

sur Chirac, Mitterrand basa sa campagne sur l'exaltation du «réalisme» gestionnaire et l'ouverture aux fractions «républicaines» du camp réactionnaire. Cette perspective tirait l'essentiel de son impact de l'inexistence d'un débouché alternatif, la cohabitation ayant élargi les zones de consensus entre la droite classique et la social-démocratie. Le porte-drapeau de cette dernière s'en trouva conforté pour présenter l'idée d'une gestion moderniste et sociale de la crise comme un moindre mal. Conjugués au bilan positif que pouvait tirer du premier septennat une fraction de la grande bourgeoisie, ces éléments permirent à Mitterrand et au PS d'accroître les contradictions internes au bloc réactionnaire et d'obtenir le report d'une partie des voix de droite au second tour.

Ainsi apparaît l'une des principales contradictions de la situation présente : le président de la République n'a pu obtenir le renouvellement de son mandat qu'en obtenant le soutien des salariés face à la droite ; mais sa recherche d'une entente avec une fraction du bloc réactionnaire va à l'encontre de ce sentiment, pourtant massivement exprimé.

Au regard de ce contexte, la disymétrie enregistrée par les élections présidentielle et législatives n'en prend que plus de relief. Sur la base de sa défaite, la droite connaît sa crise la plus grave depuis trente ans et les équilibres politiques et institutionnels sur lesquels reposait la Vè République s'en trouvent bouleversés. L'extrême droite est aujourd'hui en mesure de canaliser la radicalisation d'une partie non négligeable de l'électorat traditionnel des partis bourgeois et d'attirer un nombre significatif de suffrages populaires. Un phénomène d'autant plus marquant qu'il n'est nullement contrebalancé par une polarisation équivalente à gauche. De ce côté, même si le vote du 8 mai manifesta un rejet de la droite et de Le Pen, même si des résistances se font jour au sein du «peuple de gauche» à mesure que se développe la politique d'alliance du PS avec la droite, ces facteurs ne marquent pas pour autant une radicalisation à gauche. Ni la dynamique des luttes de classes, ni les forces de l'extrême gauche, ni l'existence de courants de gauche issus de la crise du PS ou du PCF n'atteignent une ampleur telle que l'espace libéré par la crise du Parti communiste se voit occupé par de nouvelles forces, traduisant une recomposition du mouvement ouvrier sur des bases de classe.

En conjuguant leurs effets, ces modifications ouvrent à présent la voie à une recomposition d'ensemble du champ politique.

II.3. La politique d'«ouverture» pratiquée par l'équipe au pouvoir en apparaît comme la première traduction institutionnelle. En développant un programme de modernisation libérale et modérée de l'appareil productif et de la formation sociale française, elle cherche à jeter les bases d'une alliance durable avec une aile du bloc bourgeois.

Pareil choix est dicté par les besoins nouveaux de l'aile moderniste et européenne du capital français. En prévision des bouleversements et des chocs sociaux qu'induira inévitablement l'ouverture du grand marché unique de 1993, celui-ci doit remodeler les formes de sa domination politique. Il lui faut en effet disposer d'un système plus efficient que celui qui conduit à l'affrontement de blocs antagonistes dont les contours reproduisent les polarisations de classes dans le pays. A une logique bipolaire exacerbée, succéderait de cette manière l'institutionnalisation d'une alternance entre une alliance sous hégémonie social-démocrate et un pôle conservateur, l'une et l'autre s'inscrivant dans une commune logique de gestion de l'ordre existant.

Si ce type de dispositif est rendu possible par les traits négatifs caractérisant la situation, sa mise en place effective risque cependant de se heurter à de nombreuses difficultés, reflétant l'équilibre instable des rapports de forces politiques et sociaux. Il pourrait même engendrer de nouvelles contradictions difficilement gérables par les gouvernants.

Tout d'abord, l'alliance du Parti socialiste et d'une fraction des partis bourgeois va à l'encontre des réflexes unitaires auxquels l'union du PS et du PCF a habitué l'électorat de gauche durant de nombreuses années. Le désaveu enregistré par le parti du président lors des législatives de juin 1988 constitue, à cet égard, un indice de l'étroitesse de sa marge de manoeuvre. D'autant que la droite entamant un mouvement de redéfinition dont l'issue est incertaine, l'«ouverture» restera soumise, durant de longs mois, à des turbulences qui altéreront sa crédibilité.

Ensuite, toute poussée des luttes de masse tendra à exacerber l'opposition existant entre le projet mitterrando-rocardien et la base sociale sur laquelle le PS fonde sa position sur l'échiquier politique. Ce qui peut susciter en son sein des secousses d'autant plus importantes que le gouvernement Rocard, comme ses éventuels successeurs, connaîtra une usure rapide de sa crédibilité, en se frottant à la gestion de la crise et au mécontentement des salariés.

Enfin, ce remodèlement institutionnel approfondira le décalage entre les réalités sociales et les représentations politiques, décalage dont les luttes comme les

échéances électorales des derniers mois portent amplement témoignage. L'emprise des grands appareils politiques sur leur camp respectif risque de s'en trouver un peu plus affaiblie, au point de devenir une source de grande instabilité, dans un contexte de crise globale du système. Dans les circonstances actuelles, l'extrême droite peut en particulier prétendre occuper l'espace laissé vacant, et renforcer du même coup son enracinement dans le tissu social. Ce qui, en retour, peut catalyser des affrontements de grande ampleur.

II.4. Pour l'heure, le gouvernement Rocard place des jalons dans la réalisation de son projet. Il entend être la force motrice des recompositions politiques auxquelles aspire l'aile performante du grand capital.

Ainsi, la petite coalition, formée avec des personnalités bourgeoises d'envergure, préfigure-t-elle le gouvernement de grande coalition qu'il appelle de ses voeux avec la fraction des partis bourgeois qui s'avérerait prête à se détacher du front de l'opposition. De même, l'orientation appliquée depuis le retour des socialistes aux affaires entend-elle concourir au démantèlement d'une série de positions et de conquêtes de la classe ouvrière.

D'emblée, tout en s'efforçant de désamorcer les conflits les plus explosifs, Rocard et ses ministres se sont inscrits dans la continuité de la gestion chiraquienne, en reprenant à leur compte ses orientations budgétaires, en s'opposant à tout assouplissement du blocage des salaires, en poursuivant une politique de «traitement social» du chômage ou en refusant d'abroger les dispositions scélérates de leurs prédécesseurs, sur le droit de grève, les libertés ou l'immigration.

Dans la foulée, les mesures «symboliques» du gouvernement ont pareillement obéi à une logique de régression sociale. Il en va ainsi de l'instauration d'un revenu minimum d'insertion qui représente tout à la fois une remise en cause du salaire minimum, une atteinte au droit des femmes à l'emploi par l'instauration d'un salaire familial déguisé, une discrimination supplémentaire contre les jeunes ou les immigrés, renvoyés à leurs conditions de travailleurs précaires ou d'exclus, une nouvelle attaque contre la vocation fondatrice de la Sécurité sociale. Et le rétablissement d'un impôt dit de «solidarité sur la fortune» qui épargne au maximum le pouvoir de l'argent, protège les actionnaires des grandes sociétés, plafonne au plus bas le montant de l'impôt.

II.5. Les principales forces politiques se voient contraintes de s'adapter à cette configuration politique.

II.5.1. La droite se trouve à présent menacée d'un véritable processus d'implosion. La défaite de Chirac sanctionnant l'échec des tentatives néolibérales de son gouvernement, l'incapacité de Barre à incarner une politique de gestion pragmatique de la crise la privent de tout projet susceptible d'unifier les principales fractions de la classe dominante. Se disputant le même électorat, représentatifs des mêmes secteurs, impuissants à concurrencer le PS dans certaines fractions du salariat, ses appareils politiques ontrévélé leur totale inadaptation aux défis que devra affronter le capitalisme français dans la prochaine période. Le parti gaulliste n'est plus en mesure de constituer la colonne vertébrale du camp conservateur, tandis que le caractère hétérogène de l'UDF ne lui permet pas d'assurer la relève. Enfin, le discrédit frappant ses chefs de file accentue les tendances centrifuges à l'oeuvre.

Aussi, la droite subit-elle la double polarisation d'une social-démocratie qui ouvre la perspective d'une «troisième force» et d'une extrême droite qui prétend gagner l'hégémonie sur les franges radicales de sa sphère d'influence.

II.5.2. Le Front national incarne, dans ces circonstances, un pôle d'attraction à l'extrême droite. La progression de cette force fasciste à partir de 1983 est tout d'abord le produit d'une crise économique rendant de plus en plus précaire la situation d'une masse de laissés-pour-compte et accentuant des divisions sociales grâce auxquelles le racisme parvient à se développer. Elle profite simultanément de l'impasse dans laquelle s'enlise la droite traditionnelle - impasse qu'elle accentue en retour - et de l'impuissance des partis réformistes à offrir une issue à la crise dans le cadre du système. Elle bénéficie de surcroît des frustrations engendrées dans le corps social par les échecs à répétition d'un impérialisme déclinant comme du retour en force des thèmes traditionnels de la droite, que le consensus idéologique issu de la Libération avait jusqu'alors occulté.

Au stade actuel, le phénomène demeure essentiellement électoral et largement lié à la personnalité de son leader. Pour importantes qu'elles soient déjà, les positions institutionnelles conquises par le parti lepéniste restent limitées. Aucune fraction significative de la grande bourgeoisie ne fait en outre le choix d'une solution fasciste, l'état de la polarisation de classes ne le rendant nullement nécessaire à la défense de leurs intérêts. Ce qui permet de mesurer ce qui différencie le Front

national d'un parti fasciste de masse semblable à ceux qui s'imposèrent en Europe dans les années trente.

Cela fonde sa grande fragilité et explique les soubresauts qui l'agitent depuis les élections législatives comme les revers électoraux qu'il a subi. Privé de représentation parlementaire, ne disposant pas d'un réseau de notables implantés localement, il éprouve d'importantes difficultés à apporter une réponse crédible à la situation héritée du 8 mai 1988. Il doit redéfinir sa stratégie d'accession au pouvoir alors que ses principaux relais institutionnels ont disparu et qu'il ne possède pas la faculté de se transformer en parti fasciste de combat, agissant sur le terrain extraparlementaire. D'où la grave crise interne qui le frappe et les scissions en série qu'elle engendre.

Il n'en demeure pas moins que le FN continue à capter près de 10 % des suffrages. L'instabilité politique, l'affaiblissement des capacités attractives du mouvement ouvrier sur une série de catégories sociales, les ébranlements qui se profilentà l'orée de 1992, conjugués au fossé qui sépare le mouvement de la société et les représentations politiques, lui permettent de continuer à occuper la scène centrale. La pression qu'il exerce sur les états-majors réactionnaires se traduit par l'intégration de bon nombre de ses thèmes dans les programmes du RPR ou de l'UDF

Autant d'éléments qui l'encouragent à persister dans ses tentatives de consolidation de son influence populaire grâce à un début d'implantation dans certains syndicats ouvriers (Force ouvrière, organisations autonomes etc.) et d'intervention sur le terrain social, comme l'illustra sa démonstration du Premier Mai 1988. C'est dire que ce courant constitue une donnée durable de la situation française, qu'il dispose d'atouts non négligeables pour arracher de nouvelles positions institutionnelles, à l'occasion notamment des élections municipales de mars 1989.

En dernière analyse, l'avenir d'une telle formation dépendra des rythmes de la crise, de ses répercussions sur le tissu social, de l'usure du système politique, ainsi que de l'aptitude du mouvement ouvrier à récupérer ses capacités de polarisation sociales et politiques.

II.5.3. Quoique confirmant son hégémonie électorale à gauche, le *Parti socialiste* doit également en affronter les conséquences.

La formule de collaboration de classes qu'il impulse se différencie notablement de celles auxquelles la social-démocratie participa dans le passé. En effet, si elle exerça déjà le pouvoir au compte de la bourgeoisie, elle le justifiait toujours au nom des compromis nécessaires, continuant simultanément à proclamer ses «idéaux» socialistes. Aujourd'hui, c'est son programme, sa politique- celle de François Mitterrand - qui constituent la base de l'alliance avec la classe dominante. Nul compromis, aussi formel soit-il, au regard du programme ou de la doctrine ne subsiste.

Cette place nouvelle sur le champ politique crée de nouvelles contradictions entre sa nature de parti ouvrier réformiste, disposant de liens particuliers avec le mouvement ouvrier, et une politique qui l'amène à prendre de plus en plus directement en charge les affaires de la classe capitaliste. Et ce, même si l'appareil social-démocrate en France, n'exprime que de façon atténuée les pressions sociales.

L'«ouverture» dont il assume seul la recherche au gouvernement va de pair avec la disparition de son projet antérieur. Sa place ayant été relativisée dans le cours des campagnes électorales de 1988, subordonné aux volontés présidentielle et gouvernementale, il est simultanément frappé de plein fouet par le malaise qui se répand parmi l'électorat populaire. La position charnière occupée par le PCF à l'Assemblée nationale, comme les pactes d'union conclus avec lui dans de nombreuses communes, mettent en outre régulièrement à l'épreuve la recherche d'alliances à droite.

Il en résulte un flottement constant de la ligne politique du parti, le déploiement de tactiques électorales divergentes en fonction des coordonnées locales, éléments que le poids des notables et des hauts fonctionnaires en son sein ne parvient pas à absorber complètement.

II.5.4. Sans être parvenu à endiguer véritablement son d'áclin et quoique sa crise interne se traduise aujourd'hui par l'existence de facto d'une fraction semi-publique regroupée derrière les «reconstructeurs», le Parti communiste a toutefois su profiter du refus de l'«ouverture» à droite manifesté à l'occasion des législatives de 1988. L'amélioration relative de ses résultats électoraux, la position d'appoint de son groupe pour constituer des majorités au Parlement, le recentrage de la social-démocratie et les limites des recompositions à sa gauche, lui permettent de retrouver, au moins temporairement, un discours en apparence plus cohérent. Il combine ainsi un soutien conditionnel au gouvernement Rocard avec la poursuite d'une politique de division des rangs ouvriers, en prétendant rechercher une

nouvelle union avec le PS, sur des bases de gauche, union qu'il sait impossible à

concrétiser dans la configuration politique du moment.

Pour plus confortable qu'elle puisse apparaître aux militants, cette position risque de générer, à moyen terme, de nouvelles contradictions. En demeurant circonscrite au terrain parlementaire et en contournant le problème de l'unité à tous les niveaux entre socialistes et communistes, son interpellation du PS peut se trouver fortement déséquilibrée face à un développement significatif des luttes. D'autant que, en prévision du renouvellement des administrations municipales, il devra reconduire les pactes d'Union de la gauche dont il constate publiquement l'impossibilité au plan national.

C'est dire que cette formation subira en permanence une situation d'écartèlement entre le cours sectaire qu'elle se refuse officiellement à abandonner et le retour à une Union de la gauche qui consacrerait de nouveau sa subordination à la social-démocratie, voire son intégration à une formule de «Front républicain».

III. Une question clé:

LA REMOBILISATION DU MOUVEMENT OUVRIER

III.1. Un nouveau climat social s'instaure aujourd'hui, sous les effets conjugués de la crise, du tournant politique amorcé en 1986 et du krach de l'année suivante. Alors que la courbe des luttes n'avait cessé de fléchir à partir de la fin des années soixante-dix, jusqu'à atteindre son point le plus bas en 1985, les grandes mobilisations de l'hiver 1986-1987 marquèrent une réactivation du mouvement social.

Les éléments de remobilisation perceptibles depuis deux ans n'effacent cependant pas les points marqués par la bourgeoisie depuis le début de la crise dans une série de domaines (emploi, précarisation du travail, restructurations de l'outil productif, etc.). La succession de grèves et de luttes partielles depuis 1986 (SNCF, EDF, Télécoms, Thomson, Chausson, SNECMA, chantiers navals de Saint-Nazaire), n'en est pas moins significative. Elle traduit en particulier une modification de la dynamique des mobilisations sociales, en mettant la question des salaires et du rattrapage des pertes de pouvoir d'achat au centre des revendications. Certes, du fait des restructurations qui s'accélèrent, les conflits pour la défense de l'emploi se poursuivent. Mais la place plus importante des luttes sur les salaires révèle un changement de l'état d'esprit qui prévaut dans des secteurs significatifs de la classe ouvrière.

De la fin des années soixante-dix à 1985, la situation sociale fut marquée par la liaison existant entre des conflits portant sur l'emploi et la baisse de la combativité. La phase présente voit s'amorcer une certaine reprise économique, encore timide si on la mesure à la production industrielle ou à la croissance des investissements, mais plus significative quant au redressement des taux de profit. Dans ce contexte, la poursuite et l'accentuation des attaques patronales et gouvernementales contre le pouvoir d'achat des salariés apparaissent dénuées de fondement. D'où la remontée de la combativité de fractions importantes du monde ouvrier sur cette question.

Ces conflits, et surtout leur accumulation, font de plus en plus apparaître que, face au blocage des rémunérations depuis 1982, face à la politique salariale des capitalistes (individualisations, salaires au mérite etc.), tous les travailleurs sont concernés par des augmentations générales, rattrapant les pertes des dernières années. Aussi, les revendications catégorielles voire corporatives - celles qui portent sur les statuts, les grilles, les conditions de travail -, si elles semblent plus accessibles en l'absence de solutions d'ensemble crédibles, se combinent-elles également avec l'apparition de revendications unifiantes, comme l'exigence d'augmentations uniformes.

Cette remontée des luttes demeure toutefois marquée par l'empreinte de la crise sur la classe ouvrière, comme par les conséquences des reculs de la conscience politique enregistrés depuis la fin des années soixante-dix. Cela explique la place acquise, dans le renouveau des luttes, par les secteurs plus ou moins protégés des attaques contre l'emploi, comme le secteur public. Cela explique également que, paradoxalement, la faible crédibilité de grandes luttes d'ensemble ou de mouvements généralisés depuis la fin de la décennie passée, ait encouragé la formidable

SNCF, autour de revendications corporatives ou catégorielles.

Les mouvements du printemps 1988 ont en outre confirmé la tendance à l'autoorganisation de toutes les luttes grévistes. Ce qui aurait pu n'être lié qu'au caractère catégoriel de certains conflits - à la SNCF ou chez les instituteurs par exemple - s'est ultérieurement reproduit dans d'autres mobilisations, en particulier sur les salaires, à Chausson, à la SNECMA, chez les infirmières et personnels de la santé, etc.

combativité de certaines fractions de salariés, comme les agents de conduite de la

Dans le même temps, la remontée de l'activité gréviste faisait systématiquement apparaître une nouvelle génération de jeunes travailleurs combatifs, appelés à jouer un rôle décisif dans les combats de classe futurs.

Cette caractéristique illustre et explique l'extrême difficulté que rencontrent les appareils syndicaux pour contrôler les luttes. Et elle révèle la formidable aspiration des travailleurs à prendre en main leurs affaires, à contrôler le déroulement et l'issue de leurs mouvements.

Autant d'éléments qui peuvent éclairer de manière décisive l'état des processus de restructuration du mouvement ouvrier. Il n'en reste pas moins que la situation demeure marquée par l'existence d'une désynchronisation entre le développement des luttes, comme de la combativité de franges nouvelles, et la traduction politique de ces phénomènes. La crise d'organisation et de direction du mouvement ouvrier, les effets persistants des reculs subis au cours des années précédentes, le poids maintenu de la crise économique, la faiblesse des révolutionnaires représentent des obstacles importants sur la voie d'une contre-offensive des travailleurs. Ainsi, l'entrée en action de la nouvelle génération ouvrière demeure-t-elle lente et moléculaire.

Fusionner les meilleurs éléments issus des luttes et les processus de recomposition du mouvement ouvrier constitue donc une tâche décisive pour les révolutionnaires. Elle détermine une perspective clé pour la construction de la LCR : combiner une présence active dans les luttes revendicatives et une intervention déterminée dans les manifestations de la crise et de la recomposition du mouvement ouvrier.

III. 2. Dans ce cadre, une orientation en faveur de l'unité d'action, de l'unité syndicale, du front unique des organisations ouvrières pour la défense des revendications s'avère indissociable de la bataille visant au développement de toutes les formes d'auto-organisation. Cette dernière occupe une place d'autant plus centrale dans l'intervention des révolutionnaires qu'elle possède une dimension stratégique.

Dans la conjoncture actuelle, cette place est encore accrue par la faiblesse du taux de syndicalisation, par l'amenuisement des capacités de contrôle des appareils syndicaux sur les travailleurs en lutte, du fait notamment de la dynamique présente des conflits. Dans ces coordonnées, s'enracine une profonde défiance envers les directions bureaucratiques et s'alimente une puissante aspiration démocratique et unitaire de la classe ouvrière. Ce qui explique que l'on assiste à une floraison de manifestations d'auto-organisation - sous la forme d'assemblées souveraines, de comités de grève ou de coordinations -, plus impétueuse qu'au lendemain immédiat de Mai 68.

Cela guide l'action des militants et militantes révolutionnaires. Ils n'epposent pas l'auto-organisation au front unique des organisations ouvrières. Au contraire, comme le confirme l'expérience, ils voient dans la mise en place d'assemblées générales, dans l'élection de délégués, dans la constitution de comités de grève, un moyen de réaliser l'unité des travailleurs, le levier le plus efficace pour combattre la division entretenue par les directions syndicales. Aussi prennent-ils en compte l'ensemble des formes d'auto-organisation qui surgissent des luttes, même s'ils considèrent l'existence d'AG souveraines et l'élection de comités de grève élus et révocables devant les travailleurs, comme les garanties les plus sérieuses du bon déroulement des combats.

A travers cette expérience, l'enjeu n'est autre que l'unité des travailleurs dans l'action, la progression de l'indépendance de classe, l'élévation du niveau de conscience, le renforcement d'une volonté massive de prendre en mains ses affaires.

III.3. En dépit de la désyndicalisation qui les frappe, les organisations syndicales demeurent les instruments élémentaires de défense des revendications et de représentation des salariés. Ce qu'attestent les élections professionnelles comme la remontée relative des résultats de la CGT.

Dans le même temps, malgré les tentatives visant à faire correspondre au poids électoral du Parti socialiste : un instrument syndical crédible, à direction social-démocrate, marquent le pas. Elles se heurtent en effet à des obstacles considérables : la conjoncture sociale, la situation interne du PS, les intérêts propres des appareils de Force ouvrière, de la CFDT ou de la FEN, la politique gouvernementale d'«ouverture».

Dans ce cadre, les révolutionnaires, les militants syndicaux de lutte de classe doivent en permanence développer une ligne de combat contre la division et contre toute tentative de briser le mouvement syndical, de le réduire à un cadre aseptisé, de l'inféoder aux projets politiques des directions réformistes.

Cela implique tout d'abord de tourner le mouvement syndical vers les luttes, de développer une ligne de défense intransigeante des revendications, d'affirmer en permanence la nécessité de l'unité d'action, de la démocratie souveraine, de la

12

coordination des luttes. And noted per sharp and analysis and supply and supp

Cela implique encore de le lier aux secteurs radicaux et combatifs de la classe ouvrière, en articulant cette démarche à la construction de courants syndicaux unitaires et de lutte de classe.

Cela implique enfin de faire vivre la perspective d'une centrale unique et démocratique, seule à même de répondre à l'intérêt des travailleurs et de s'opposer à toutes les manoeuvres orchestrées par les états-majors.

III.4. Comme l'annonce la grande mobilisation des infirmières et des personnels de santé de l'automne 1988, des conflits sociaux d'ampleur sont à l'ordre du jour. Ils pourront rester confinés à des secteurs particuliers ou, au contraire, toucher des catégories entières, se développer sur le terrain des salaires comme sur ceux de l'emploi ou des conditions de travail. A ces occasions, la tâche des révolutionnaires sera de combiner la popularisation de ces confrontations, le développement d'initiatives visant à leur extension, la bataille pour que les directions syndicales s'engagent dans la voie d'un mouvement d'ensemble.

Il ne saurait donc s'agir d'opposer les luttes partielles ou les mouvements catégoriels aux perspectives d'une action générale. Au contraire, c'est à travers le développement des combats partiels et catégoriels qu'il conviendra de faire mûrir la perspective de luttes coordonnées et de défendre la nécessité d'un «tous ensemble». Ce faisant, il faudra tout à la fois éviter de résumer l'intervention des militants et militantes révolutionnaires à la simple interpellation des directions réformistes, et endiguer les risques de division susceptibles d'apparaître entre les franges les plus radicales et la masse des salariés mobilisés.

Face au blocage que constituera, pour chaque lutte partielle, la confrontation à un gouvernement de collaboration de classe, appliquant une politique de restructuration capitaliste et de rigueur salariale, la LCR développera systématiquement des propositions de centralisation et de coordination intermédiaires (grèves de branches ou de secteurs), posant de cette manière des jalons dans la voie d'un mouvement

d'ensemble.

III.5. Dans les processus actuels de remobilisation, la jeunesse représente un enjeu de première importance. Beaucoup dépendra, en effet, de la manière dont la nouvelle génération réagira à la crise et viendra à l'action politique. A cet égard, l'hiver 1986-1987 marqua son premier éveil, alors qu'elle n'avait eu, auparavant, qu'à se confronter à un gouvernement de droite et alors que le contexte économique, social et international s'avérait fondamentalement différent des années soixante.

Née sous les auspices de la crise, ayant fait la triste expérience d'un gouvernement de gauche, cette nouvelle génération infligea un cinglant démenti au discours libéral et à ses prétendues «valeurs». Dans la foulée, elle vota massivement à gauche, à l'occasion de l'élection présidentielle de 1988. Pourtant, le décalage apparaît patent entre le caractère massif des mobilisations de 1986 et leur traduction limitée en matière d'engagement militant.

Un déblocage de ce point de vue dépend donc, avant tout, de la capacité d'attraction du mouvement ouvrier. Des raisons historiques - liées notamment aux effets internationaux de la crise du stalinisme -, et conjoncturelles - celles qui ont trait au bilan désastreux de la gauche française -, expliquent cette situation. Il n'en demeure pas moins que ce n'est pas l'apolitisme qui prédomine dans la jeunesse, mais une défiance profonde envers les formes de représentation et d'organisation politiques traditionnelles.

De nouvelles épreuves majeures seront, par conséquent, indispensables pour lever ces hypothèques. Elles interviendront tout à la fois sur le terrain de la formation et de l'emploi, pour une nouvelle génération ouvrière, sur le terrain des combats internationaux, par le passage d'une disponibilité «humanitaire» ou pacifiste à l'engagement internationaliste, sur le terrain de l'antiracisme et de l'antifascisme, grâce à l'existence et au capital d'organisations comme SOS-Racisme.

IV. DÉGAGER UNE PERSPECTIVE DE CLASSE MOBILISATRICE

IV.1. Pour les révolutionnaires, l'enjeu de la phase qui s'ouvre apparaît clair. Dans le mouvement ouvrier, l'alternative peut se résumer ainsi :

- Ou l'affirmation du projet social-démocrate de gestion sans fard de la crise, de

«troisième force», dans un contexte de confusion idéologique croissante, sous couvert de «consensus». Cette voie ne peut que déboucher sur les pires impasses, en permettant à la classe dominante de réaliser de nouveaux progrès dans le démantèlement des grands acquis sociaux et dans la déstructuration de l'organisation de la classe ouvrière en France. Il en résulterait une désorientation et des divisions accrues dans les rangs des travailleurs, ainsi que de nouveaux reculs de leur conscience politique.

- Ou l'émergence d'une nouvelle perspective de classe, fondée sur la remobilisation du mouvement social, autour des exigences les plus urgentes de l'heure et passant par la restructuration du mouvement ouvrier sur de nouveaux axes, aptes à favoriser l'émergence d'une force suffisamment crédible pour faire renaître l'espoir d'un changement radical. C'est la voie dans laquelle la LCR entend poursuivre

Rien n'est encore joué. Dans l'instabilité des rapports de classes, dans l'usure des formes de domination politique bourgeoises, dans la réactivation du mouvement social à l'échelle de l'ensemble des pays industrialisés, le prolétariat peut trouver les ressources nécessaires à sa contre-offensive. Il dispose du potentiel susceptible de porter un coup d'arrêt aux tentatives de lui faire payer le coût d'une sortie capitaliste de la crise. Les confrontations à venir n'en prennent qu'une plus grande importance. Cela fonde la détermination de la LCR à impliquer toutes ses forces dans ces batailles.

Aussi, aux discours qui cherchent à distiller la résignation dans le corps social, opposera-t-elle la défense intransigeante des revendications susceptibles de stopper la dégradation des conditions de vie et de travail de la population laborieuse. Pour donner toute sa cohérence à cette orientation, elle liera systématiquement la popularisation d'une série d'objectifs immédiats et des propositions d'action permettant de les faire aboutir à une perspective globale de transformation révolutionnaire de la société, à un projet socialiste. Dans un contexte marqué par le recul de l'espoir d'un changement radical ainsi que par le faible crédit de l'idéal socialiste, une telle démarche transitoire peut seule surmonter l'inégalité des niveaux de conscience, tracer un pont entre la remontée de la combativité et le débouché politique qui fait plus que jamais défaut.

Confrontée à un gouvernement qui s'obstine à jeter les bases d'une alliance durable avec une fraction des appareils réactionnaires, et dont l'orientation tourne résolument le dos à ceux qui lui donnèrent la victoire, la LCR exprimera le refus de toute coalition avec les représentants patentés du patronat et elle dénoncera la présence, à des postes clés, de ministres incarnant cette volonté. Elle appellera les travailleurs à rejeter la politique d'un tel gouvernement et à lui opposer leur unité, le front unique de leurs organisations, afin qu'ils se trouvent en situation d'imposer leurs exigences face à la logique des restructurations du système. S'appuyant sur l'expérience tirée de la période 1981-1986 par de nombreuses fractions populaires et sur la réactivation du mouvement de masse, elle oeuvrera au développement des mobilisations, en s'efforçant de faire mûrir les conditions de leur extension et de leur coordination, posant de cette manière des jalons vers un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière.

A partir de cette approche, alors qu'existe à l'Assemblée nationale une majorité de députés du PS et du PCF, elle appellera les travailleurs à exiger de cette dernière qu'elle réponde à la volonté de celles et ceux qui l'ont désignée et qu'elle prenne les mesures d'urgence qu'impose la crise capitaliste. Et, face à la perspective mystificatrice d'un consensus alliant le mouvement ouvrier à ses pires ennemis, elle montrera que si les partis dominants de la gauche acceptaient de s'engager dans cette direction, il existerait un débouché conforme à la volonté que l'électorat populaire exprima dans les urnes en juin 1988 : un gouvernement issu du PS et du PCF qui, à l'inverse de 1981, développe une politique de lutte contre le pouvoir de l'argent.

Sur cette base, les militants de la LCR s'adresseront aux militants socialistes et communistes. Aux premiers, ils diront que leur parti n'a nullement besoin de l'appoint de la droite pour gouverner et qu'il pourrait disposer d'une majorité absolue à l'Assemblée, sur la base d'une politique radicale, portant un coup d'arrêt à la dégradation de l'emploi ou du pouvoir d'achat, imposant la grande fortune ou reconnaissant le droit à l'indépendance du peuple kanak. Aux seconds, ils montreront que le PCF serait autrement plus crédible s'il tirait réellement le bilan de son action passée et de sa participation au gouvernement entre 1981 et 1984, s'il combinait des propositions unitaires d'action pour imposer les exigences ouvrières et une bataille propre à réunir les conditions d'un débouché politique qui ne sombre pas, comme en 1982-1983, dans la capitulation face à l'adversaire.

IV.2. C'est, en premier lieu, sur le terrain des luttes et dans les entreprises que les militantes et militantes révolutionnaires concrétiseront cette orientation.

Pour répondre à l'accumulation du contentieux revendicatif, ils avanceront systématiquement un ensemble de mesures susceptibles de mettre un terme à l'austérité: SMIC à 6000 F, rattrapage des pertes salariales subies et augmentations égales pour tous, arrêt des licenciements et réduction massive de la durée du travail sans diminution des salaires, abrogation du plan Séguin sur la Sécurité sociale, etc.

Confrontés aux premières dispositions législatives du gouvernement en matière de pauvreté, ils y opposeront les objectifs susceptibles d'unir les exploités, d'assurer une défense ouvrière de l'emploi et d'un niveau de vie décent : un revenu minimum égal au SMIC, assorti d'un travail à durée indéterminée, la conversion de tous les emplois précaires en emplois fixes, une formation sans sélection payée par le patronat. A l'inverse d'un impôt dit de «solidarité», qui se garde bien de s'en prendre effectivement aux privilèges de la fortune, ils préconiseront une réforme de la fiscalité pour permettre de financer cet ensemble de mesures.

Alors que, comme il est de tradition dans un contexte de crise, les femmes se trouvent plus particulièrement victimes des attaques contre l'emploi et les salaires que, sous le couvert du «revenu minimum d'insertion», le gouvernement en revient aux recettes éculées du salaire familial, ils combattront pour l'égalité totale des

droits entre travailleurs des deux sexes.

Face au développement du racisme et d'un courant fasciste disposant d'une indéniable influence populaire, ils mettront en avant les objectifs qui peuvent seuls former un rempart efficace contre la démagogie : l'arrêt immédiat des expulsions et l'abrogation des lois Pasqua-Pandraud, la fermeture des camps de rétention, le refus de toute nouvelle discrimination à l'encontre de la population immigrée, la reconnaissance d'une égalité totale de droits entre Français et immigrés, en commençant par l'instauration du droit de vote dans toutes les consultations.

IV.3. Au cours des prochains mois, la Nouvelle-Calédonie continuera à cristalliser nombre des enjeux de la situation française.

Certes, profitant des rapports de forces défavorables au FLNKS sur le territoire, des difficultés que rencontrait ce dernier pour déployer une stratégie globale et cohérente de lutte contre le colonialisme français, le gouvernement Rocard est parvenu à lui faire ratifier les accords de Matignon. Ceux-ci représentent un redoutable piège pour le mouvement indépendantiste. En l'absence d'une réforme foncière et agricole radicale, d'un renversement du pouvoir colonial à Nouméa, les réformes entreprises au travers du système des provinces ne changera rien aux mécanismes structurels de la dépendance et du sous-développement. Rien ne viendra bouleverser le système du crédit et le poids des réseaux commerciaux de la bourgeoisie locale. L'aide économique de la métropole demeurera, dans ce cadre, un terrain miné pour le peuple kanak et son unité. La perspective d'un référendum dit d'autodétermination dans dix ans s'avère donc extrêmement aléatoire pour les indépendantistes. Nul ne sait quelle sera exactement la proportion de Kanaks parmi la population du territoire, et, surtout, nul ne peut prévoir ce que deviendra la revendication indépendantiste, après être passée à l'épreuve du plan néocolonial du gouvernement.

Dans ces conditions, il est clair que rien ne sera réglé, en Nouvelle-Calédonie, tant que le peuple kanak ne disposera pas de la possibilité de faire reconnaître son droit à devenir maître de son destin, tant que ne sera pas mis fin à la ségrégation foncière, tant que subsistera le système colonial. C'est dire que, tôt ou tard, le rideau de fumée se dissipera et qu'il faudra au peuple opprimé reprendre la lutte pour obtenir

satisfaction.

Cela fonde la détermination de la LCR. Parce qu'il n'existe pas de paix possible, en Nouvelle-Calédonie, sans reconnaissance du droit des Kanaks à l'indépendance, elle continuera à faire du soutien à la revendication indépendantiste et de la solidarité avec le FLNKS l'un de ses principaux axes. Elle déploiera toute son énergie pour éviter que le mouvement de solidarité unitaire, construit en France depuis 1984, ne se démobilise. Elle s'efforcera, dans ce cadre, de susciter une vaste mobilisation unitaire en faveur de l'amnistie pour tous les militants indépendantistes emprisonnés ou poursuivis, amnistie à laquelle se refuse le plan Rocard pour donner des gages à la droite coloniale.

Parallèlement, pour combattre les effets désagrégateurs du plan Rocard dans l'opinion anticolonialiste, elle développera les éléments d'une autre politique pour la Nouvelle-Calédonie. Une politique qui, partant de la reconnaissance immédiate de l'indépendance, désarmerait les milices caldoches, entreprendrait - de concert avec le FLNKS - une réforme foncière favorable aux Kanaks, favoriserait un plan de développement de Wallis et Futuna afin de stopper l'immigration sur le territoire, mettrait fin à la transformation du Pacifique-Sud en zone d'expérimentation nucléaire pour l'impérialisme français.

grave danger pour le mouvement ouvrier. Dans ces conditions, la lutte pour éradiquer la menace est au centre de l'action des révolutionnaires. D'autant que les velléités de formation d'un «Front républicain», loin de répondre au danger, ne peuvent qu'accroître la désorientation des rangs ouvriers et favoriser la poursuite de la décomposition sociale dont se nourrit précisément le Front national.

La LCR poursuivra donc ses efforts pour construire un front des organisations ouvrières et démocratiques contre le fascisme et le racisme. Celui-ci doit se concrétiser en mobilisations ou manifestations unitaires, au plan local ou national, face à toute provocation de l'extrême droite. Le succès de la bataille unitaire du 1er Mai 1988 prouve assez l'efficacité d'une pareille orientation et la disponibilité d'un nombre important de jeunes, de travailleurs, à des ripostes de ce type.

Au-delà d'actions ponctuelles, ce front uni anti-fasciste et antiraciste doit aussi pouvoir déboucher sur des formes de structuration permanentes, dès lors que des secteurs du mouvement de masse se trouveraient en butte à des provocations directes émanant de l'extrême droite. Pour favoriser l'apparition de telles structures, les militants de la LCR articuleront, dans leurs explications, la bataille pour l'unité la plus large et la nécessité de l'organisation, sur le terrain, de l'autodéfense de masse, pour mettre en déroute les prétentions fascistes.

Au stade actuel, le mouvement antiraciste représente la colonne vertébrale de ce front uni. Ses capacités de mobilisation, la radicalisation de la jeunesse d'origine française ou immigrée autour des valeurs d'égalité, de l'exigence du droit de vote des immigrés ou de l'abrogation de toutes les dispositions ségrégatives sont des leviers décisifs pour entraîner l'ensemble du mouvement ouvrier dans la lutte. A cet égard, la construction des organisations antiracistes, à commencer par SOS-Racisme, demeure l'objectif immédiat d'un combat conséquent contre le lepénisme.

Ce dispositif trouve sa cohérence dans la défense constante des grandes revendications mises à l'ordre du jour par les mobilisations antiracistes des dernières années. Au moment où le Front national fait de l'immigration le principal aliment de sa démagogie, où la droite tente de le concurrencer avec ses discours sur l'«identité nationale», où la gauche réformiste ne cesse de céder aux pressions sécuritaires, ne pas reculer d'un pouce sur ce terrain est une condition de la mobilisation, de l'unité entre Français et immigrés et, au bout du compte, de la riposte antifasciste.

En même temps qu'ils se situeront en première ligne de cette bataille, et parce qu'une formation comme le Front national se nourrit des effets désagrégateurs de la dépression, les révolutionnaires montreront que l'on ne peut faire durablement reculer le fléau sans qu'apparaisse une alternative politique, propre à refonder l'espoir à gauche. C'est pourquoi, sur ce terrain aussi, ils ne sauraient dissocier le combat pour l'unité sans exclusive et la défense des exigences d'égalité, d'un ensemble de solutions ouvrières traçant la voie d'une sortie anticapitaliste de la crise.

IV.5. Les échéances électorales marqueront l'année à venir. Elles représenteront autant de tests dans la redéfinition du champ politique. Elles permettront de procéder à de nouveaux reclassements et mettront à l'épreuve les politiques d'alliance, à droite comme à gauche.

revenorusies undépendentiale, après l'irepresée \$11 épieure displan néoculonial de

Il en va ainsi des élections municipales de mars 1989. Pour les révolutionnaires, elles doivent permettre de délimiter un large courant favorable à une politique alternative à celles des partis réformistes. Des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes doivent pouvoir exprimer en toute clarté leur volonté de battre la droite une nouvelle fois, mais aussi leur refus de l'»ouverture» à des secteurs bourgeois et d'une gauche qui gère l'ordre existant. Cela suppose que la bataille engagée à cette occasion permette de défendre les axes politiques répondant aux grandes exigences de l'heure.

* Pour la défense des revendications et la préparation d'une vaste mobilisation sociale, par l'unité des organisations ouvrières et l'auto-organisation des travailleurs.

* Pour une politique au service des travailleurs, qui offre une alternative au gouvernement Rocard et affirme la nécessité de rompre avec la droite, ses hommes, ses partis.

* Pour des municipalités au service des travailleurs et de leurs luttes, contre toute forme d'austérité municipale, de ségrégation et d'exclusion.

* Pour la défaite de la droite et de l'extrême droite, pour l'unité des organisations ouvrières au second tour, afin de leur barrer le chemin.

C'est en fonction de ces considérants que la LCR s'adressa, aux plans local et national, à toutes les forces et courants susceptibles de partager sa démarche (comités d'initiative pour une nouvelle politique à gauche, rénovateurs communis-

16

tes, PSU, Lutte ouvrière, PCI, Verts, etc.), afin d'oeuvrer à la constitution du maximum de listes, à partir d'un texte d'accord et d'un sigle national communs. C'est également en fonction de cette approche qu'elle a considéré illusoire - et donc génératrice de la plus grande confusion - la formation de listes d'unité ouvrière, où les partisans d'une autre politique pour le mouvement ouvrier s'allieraient au PS et au PCF.

Pour la LCR, cette proposition devrait aboutir à la présentation prioritaire de listes dans les villes importantes du point de vue de sa construction, dans les villes où l'élection peut se jouer au premier tour et où il serait possible de passer la barre des 5 %, dans les villes où le PS mettra sur pied ou participera à des listes d'«ouverture» à droite significatives, dans les villes où la crise du PS et du PCF peut conduire à des ruptures et à des apports de voix significatifs.

Au second tour, face à une droite fréquemment alliée au Front national, la LCR se prononce dès aujourd'hui en faveur des listes emmenées par des représentants du PS ou du PCF. Elle refusera toutefois d'accorder le moindre soutien aux listes au sein desquelles ces partis seraient engagés derrière des politiciens bourgeois ou bien sur lesquelles figureraient des personnalités significatives des formations réaction-

naires ou de la politique d'«ouverture».

Dans l'hypothèse où les candidats qu'elle soutiendra obtiendraient 5 % des suffrages au premier tour et où existerait la possibilité légale de recomposer les listes en présence au second, elle serait favorable à la constitution de blocs électoraux avec les partis de gauche, pour mettre en échec la droite et l'extrême droite. Elle proposerait alors que les listes s'adressent en ce sens au PS et au PCF. Ce type d'accords techniques, qui se traduirait par la formation de nouvelles listes, communes à toutes les organisations ouvrières, ne recèleraient pas les mêmes dangers qu'une alliance au premier tour. C'est sur la base de la bataille clarificatrice du premier tour que la proposition serait formulée, l'électorat de gauche ayant pu effectuer son choix entre les options en présence. Et elle ne risquerait pas d'apparaître comme une caution apportée au PS et au PCF, les différentes composantes conservant leurs propres programmes, ne se regroupant que pour défaire l'adversaire commun et conservant leur pleine liberté quant à l'attitude qu'elles observeraient ultérieurement au sein du conseil municipal. Il va bien évidemment de soi qu'en aucun cas la LCR ne figurerait sur des listes comportant un ou plusieurs candidats bourgeois. disportible, dos lors que les condicions on sersiom réunics, à la construction e

IV.6. Au cours de la prochaine période, l'échéance européenne de 1993 deviendra un enjeu national de première importance. C'est la raison pour laquelle les révolutionnaires doivent, dès à présent, intervenir sur cette question et opposer à l'intégration communautaire les objectifs qui correspondent à l'intérêt des classes ouvrières du vieux continent, fondés sur leur propre mobilisation, sur le renforcement de leur unité, de leur indépendance, sur l'élévation des niveaux de conscience et d'organisation.

Dans ce but, ils combattront tout d'abord les plans capitalistes destinés à harmoniser les conditions d'exploitation de la force de travail. Ils dénonceront corrélativement le renforcement des pouvoirs juridiques, coercitifs ou militaires, au travers desquels les bourgeoisies de la Communauté entendent imposer leurs orientations de régression sociale. Et ils s'efforceront de susciter une riposte

coordonnée des travailleurs, par-delà les frontières.

Ce faisant, ils dessineront la seule ligne stratégique grâce à laquelle le mouvement ouvrier peut mettre en échec l'intégration capitaliste européenne : les Etats-Unis socialistes d'Europe. Loin de représenter un simple mot d'ordre programmatique, cette perspective peut s'actualiser en axes de combat immédiats, synthétisant l'expérience sociale accumulée dans les différents pays :

* pour un Acte social unique, par l'alignement des règlementations européennes

sur les législations sociales les plus avancées ;

* pour les trente-cinq heures sans diminution de salaires, avec embauche correspondante;

* contre la répression et pour l'extension des droits démocratiques ;

* pour l'égalité des droits entre hommes et femmes ;

* pour une Europe dénucléarisée, pour la diminution drastique des budgets militaires, pour les droits des appelés ;

* pour la reconnaissance des droits des minorités nationales ;

- * pour l'égalité des droits entre Européens et immigrés et la libre circulation de ces derniers sur l'ensemble du continent.
- * pour la défense de l'environnement et le refus de la construction de toute nouvelle centrale nucléaire ;
- * pour l'annulation de la dette du tiers monde, pour des rapports débarrassés du pillage de ses richesses.

Ces axes, les militants et militantes de la LCR s'efforceront, de concert avec les sections et adhérents de la IV Internationale, de les traduire dans leur activité quotidienne, au sein des syndicats comme des entreprises. Ils oeuvreront par exemple à la coordination systématique des luttes au niveau des multinationales. En prenant des initiatives appropriées, comme la conférence automobile de l'automne 1988, ils aideront à l'échange d'expériences entre les avant-gardes de lutte des différents pays. En établissant des rapports unitaires réguliers avec les courants révolutionnaires ou radicaux agissant au sein de la CEE, ils tenteront de susciter l'organisation de grandes campagnes internationales sur les axes ci-dessus.

Les élections européennes de juin 1989 seront un premier moment d'affirmation de cette démarche. C'est la raison pour laquelle la LCR a proposé aux sections concernées de la IV Internationale de s'adresser en commun aux forces révolutionnaires, anticapitalistes, nationalistes révolutionnaires et écologistes afin que s'exprime dans tous les pays le rejet de l'Europe du chômage, des profits, du surarmement, de la répression, du nucléaire. Sur cette base, en France, elle proposera aux organisations et courants susceptibles de partager sa démarche de former un bloc électoral sur une plate-forme en quelques points résumant le refus de l'Europe capitaliste. Un tel bloc, sans impliquer obligatoirement un accord sur l'approche du problème européen, permettrait d'éviter l'éparpillement des listes à gauche des partis réformistes, et d'avoir éventuellement des élus dans le cadre du mode de scrutin proportionnel.

V- La crise du mouvement ouvrier et les tâches de la LCR

Le dernier congrès a correctement défini la politique de l'organisation face à la crise du mouvement ouvrier, en réponse, notamment, à l'émergence du courant des rénovateurs communistes.

Il s'agissait de construire une LCR ouverte aux phénomènes de recomposition, disponible, dès lors que les conditions en seraient réunies, à la construction d'une nouvelle organisation avec des courants comme les rénovateurs. Affirmation liée à la compréhension qu'une dynamique de regroupement allait se dessiner avec l'autonomisation du courant rénovateur et le lancement de la candidature Juquin, et qu'il s'agirait là d'un test pour une «nouvelle force politique». Notre objectif étant, dans ce processus, de mener bataille pour un «nouveau parti révolutionnaire à influence de masse».

A juste titre, nous écrivions dans les thèses: «S' il surgissait de la crise du PCF un courant prêt à tirer un trait sur le passé stalinien sans renoncer au communisme, c'est-à-dire à la construction d'un parti d'action luttant pour l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière, pour un projet socialiste et démocratique, pour une solidarité active avec les peuples en lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie, nous serions les premiers à explorer avec eux la possibilité d'une organisation commune ouverte à tous ceux qui seraient disposés à s'engager dans cette voie.»

Depuis sa création, et conformément à une démarche qui fut celle de la IV° Internationale dès ses années de fondation, la LCR n'a jamais réduit la construction du parti à son propre grossissement. Elle s'est toujours efforcée de trouver les leviers et de s'appuyer sur de possibles processus de fusions. Dans tous ces cas, il s'agissait de rapports avec des organisations déjà constituées, indépendantes des partis traditionnels. Ce champ limité nous était imposé par les limites de la situation. Notre détermination pour intervenir activement dans les processus de recomposition ne date donc pas de ces dernières années.

Lors du dernier congrès, nous avons enregistré les différences radicales entre les conditions et les formes de recomposition des années trente et celles du début des années quatre vingt (contexte international, effets de la crise, situation du mouvement ouvrier...). Nous en concluions: «Il ne s'agit pas seulement de remplacer une direction politique faillie à la tête d'un mouvement ouvrier riche de traditions révolutionnaires et profondément attaché à un projet socialiste.» D'où l'idée que la recomposition serait l'objet d'une bataille de longue haleine, impliquant la réorganisation du mouvement ouvrier aussi bien sur le plan social et syndical que sur le plan politique. D'où aussi l'importance particulière, dans le cadre de ce processus prolongé, des médiations politiques et organisationnelles permettant de progresser dans la construction d'un parti révolutionnaire à influence de masse.

Enfin, dans le cadre de ces orientations générales, le dernier congrès s'est engagé dans une initiative spécifique : celle de la campagne Juquin, «comme vérification

pratique quant aux possibilités d'émergence d'une nouvelle force politique révolutionnaire». Tout en réaffirmant la nécessité de construire la LCR, nous nous déclarions prêts à envisager, dès lors que les conditions politiques en seraient réunies, la construction d'une organisation commune avec d'autres courants. Nous prenions ainsi en compte l'ouverture d'une période de crise et de bouleversement du mouvement ouvrier, et, plus spécifiquement, l'apparition des rénovateurs communistes.

V. 1. Un premier bilan riche d'enseignements.

Deux années, face aux phénomènes historiques qui sont à l'oeuvre, c'est évidemment trop peu pour tirer un véritable bilan. Mais d'ores et déjà trois réflexions s'imposent.

a) La recomposition existe, nous l'avons rencontrée!

Aujourd'hui notre politique doit répondre à une situation tout à fait nouvelle dans la mesure où les éléments de recomposition touchent à la fois les grandes organisations ouvrières, en particulier le PCF, mais aussi les syndicats, et se développent sur fond de changements sociaux tant à l'échelle internationale que française : émergence d'une nouvelle génération politique dans la jeunesse, apparition de nouvelles formes de radicalisation au sein de la classe ouvrière, effets du poids croissant des femmes dans la société... S'est ouverte ainsi une période de redéfinitions et de reclassements. Elle connaîtra inévitablement des avancées et des reculs. Mais nul ne peut nier les phénomènes représentés par l'existence de milliers de «rénovateurs» et de «reconstructeurs», la création de centaines de comités pour la campagne Juquin, la participation à ses meetings... Bref, une première dynamique de regroupement, qualitativement supérieure à tout ce qui s'était produit depuis 68, du fait de la jonction entre une fraction du mouvement ouvrier traditionnel et d'autres courants, dont le nôtre, et ce en fonction d'une nouvelle situation politique. Cette première vérification constitue un acquis positif.

b) Les limites de l'expérience.

Notre analyse et la démarche adoptée étaient fondamentalement justes, mais nous avons sous-estimé certains problèmes :

° La contradiction entre les aspirations des travailleurs et la politique gouvernementale ne conduit pas automatiquement à une radicalisation de la conscience politique. Le poids des échecs passés, les conséquences de la crise et l'absence d'alternative révolutionnaire crédible constituent autant d'éléments qui pèsent lourdement.

Par ailleurs, la radicalisation de la jeunesse emprunte ses voies propres et obéit à des rythmes spécifiques, ce qui fait que la jonction avec ses éléments avancés à partir de la campagne n'a pu se faire malgré des éléments prometteurs.

- ° L'apparition décisive des phénomènes d'auto-organisation et de nouvelles équipes de lutte ne conduit pas mécaniquement à une prise de conscience révolutionnaire et à la volonté de construire un parti y répondant. Il existe un décalage entre cette combativité et la politisation qu'elle rend possible, ce dont témoignent les faibles capacités de recrutement de la LCR et de LO lors des derniers conflits, aussi bien que l'impact limité de la campagne Juquin et des comités dans la jeunesse.
- ° La difficulté des courants syndicaux luttes de classe à s'articuler au plan politique, du fait de l'absence de projet politique convaincant, ainsi que du poids persistant des méfiances par rapport à tout appareil politique alors que des expériences majeures n'ont pas encore pu permettre une clarification des enjeux.
- ° La faiblesse et l'hétérogénéité des oppositions au sein du PS et du PCF. Si les rénovateurs ont rompu avec le PCF sur sa gauche, en se référant aux mobilisations de l'hiver 1986, il est clair que les limites des conflits sociaux qui ont suivi et les difficultés de la recomposition ont en partie bloqué leur évolution, provoquant certaines évolutions régressives et une polarisation par les «reconstructeurs» qui s'inscrivent dans une logique de combat interne au PCF. D'où le retour en force des confusions liées à leur héritage (référence eurocommuniste, électoralisme, confusion entre union de la gauche et unité ouvrière...).

Dans le PS, le ralliement du CERES et du courant Poperen et leur implication dans le gouvernement limite, au moins à l'étape actuelle, l'impact des positions plus à gauche, telles celles de Questions socialistes et de Données et arguments dont l'évolution ne va pas dans une direction révolutionnaire.

° Les effets du score réalisé par Juquin conduisent dans la phase présente à l'enlisement de la dynamique qui avait été enclenchée, et tend à décrédibiliser le regroupement qui s'était opéré. Pourtant, les conditions existaient pour un score quelque peu supérieur qui aurait donné une véritable dynamique au projet.

Il n'empêche qu'un constat s'impose : l'état présent des comités Juquin et la situation des rénovateurs ne peuvent nous permettre d'effectuer un saut qualitatif et d'envisager une nouvelle organisation à partir de ces forces. Toutefois, au terme de cette première phase, nous ne sommes pas revenus à la «case départ»: demeurent des acquis très positifs pour le présent et l'avenir de la bataille menée.

c) Une démarche qui s'est avérée positive.

Au regard de notre politique d'ensemble, deux années ne sauraient suffire pour arriver à des conclusions probantes, d'autant que celles-ci ont été marquées par un contexte essentiellement électoral et par des données sur lesquelles nous ne pouvions peser. Nous pouvons pourtant considérer que la campagne Juquin a constitué une première expérience collective d'intervention et de débat entre des forces issues d'origines différentes, porteuses d'expériences diverses. Ces forces ont ainsi pu tester la nécessité et la possibilité de recompositions de grande ampleur. Et ce, sur la base d'une campagne politique centrale qui a mis en son centre le combat contre la droite et l'extrême-droite et la nécessité de rompre avec la politique de collaboration de classes du PS et du PCF, la défense de valeurs et revendications clés: contre l'austérité et le chômage, pour l'égalité des droits, dont celui de vote pour les immigrés à toutes les élections, l'indépendance de la Kanaky, l'égalité hommes-femmes, l'exigence de la mobilisation unitaire et de l'autoorganisation...

- ° Notre politique nous a permis de saisir l'importance des phénomènes de recomposition et d'être en prise sur les premiers effets positifs de la crise du PCF. Résultat qui n'était pas joué d'avance! Des centaines de militants du PCF ont travaillé avec nous, nous ont découverts. Au regard de tout développement futur de la crise du PC, sous la forme de l'affirmation de courants refusant l'attraction social-démocrate, la LCR est en situation d'apparaître comme un possible partenaire.
- ° Nous avons participé activement durant plusieurs mois à la convergence de secteurs significatifs du mouvement ouvrier, ceux-ci n'ayant auparavent jamais eu l'occasion de travailler avec nous ou s'y étant refusé.
- ° Pour tous ces militants, la LCR est apparue comme une organisation utile, efficace et ouverte, ce qui laissera des traces pour les phases ultérieures. Ainsi, des militants se sont rapprochés de nous et perçoivent ce que sont les responsabilités des uns et des autres dans la situation présente.
- ° Cette politique nous a ouvert un espace nouveau d'intervention. En même temps, nous avons su confirmer notre capacité à être en situation de direction dans la plupart des grands conflits (jeunesse, cheminots, instits, Thomson, SNECMA, infirmières etc...).

V. 2. Poursuivre cette politique en l'adaptant.

a) Garder le cap : les recompositions sont toujours à l'ordre du jour!

La crise du mouvement ouvrier ne fait que s'approfondir. Le chamboulement de l'ensemble de ses coordonnées politiques va y compris, au moins à terme, se trouver accentué par l'onde de choc de l'expérience Gorbatchev. Cette crise est grosse d'une possible recomposition du courant révolutionnaire. C'est ce à quoi nous devons travailler. Nous sommes convaincus que la LCR constitue un instrument indispensable au regard de ces tâches. Par son intervention propre dans les luttes et les actions de classe, par la continuité historique et programmatique dont elle est porteuse, par sa volonté de construire un parti révolutionnaire de masse, la LCR représente en effet un élément clé d'une telle recomposition révolutionnaire. Cellecine se fera ni en un jour ni en une fois, il s'agit d'un processus complexe qui passera par de multiples médiations. La LCR prendra sa place dans toutes les transitions qui permettront d'avancer sur cette voie. Le seul critère étant ce qui aide au développement de la lutte de classes et à l'avancée vers le parti révolutionnaire et la révolution.

Il est donc manifeste que nous sommes toujours dans une situation que caractérise

20

l'ampleur des bouleversements et des recompositions à l'oeuvre au sein du mouvement ouvrier. C'est en fonction de cette appréciation que nous devons étudier les évolutions en cours.

°La crise du PCF :

La crise du PCF ne peut que se poursuivre et s'aggraver. En effet, il ne s'agit pas d'un simple déclin électoral, mais d'une crise historique qui touche à son identité même et à sa place dans le mouvement ouvrier. Ses coordonnées renvoient, en dernière analyse, à la crise du stalinisme, et mettent en cause aussi bien ses références historiques, idéologiques et internationales, que ses relations à la classe ouvrière et à ses diverses organisations, en particulier la social-démocratie et les courants trotskystes.

La politique Gorbatchev, ainsi que les ébranlements profonds qu'elle induit en URSS et dans les pays de l'Est, ne peuvent qu'accroître en profondeur cette crise

Certes, le PCF s'appuie sur son implantation municipale et sa place dirigeante dans la CGT pour enrayer son déclin. D'autant que la politique d'ouverture à droite du PS lui laisse un espace politique. On ne peut donc écarter la possibilité de sursauts. Reste que la direction du PCF ne peut cacher son incapacité à proposer une réelle perspective politique susceptible de redonner crédibilité à son action.

En ce sens, d'autres développements, voire de nouvelles scissions, peuvent être retardés, mais non empêchés. C'est pourquoi le phénomène rénovateur n'épuise pas les potentialités de cette crise. Quelles que soient les difficultés rencontrées par ce courant, il a aidé à mettre un terme à la prétention du PCF de se présenter comme «le» parti de la classe ouvrière, porteur de ses traditions révolutionnaires. La jonction qu'il a réalisée avec nous n'en prend que plus d'importance. Elle doit nous convaincre de l'importance de poursuivre et d'approfondir les relations avec ces camarades.

Le courant des reconstructeurs situe son combat au sein du PCF, en fonction d'échéances et d'objectifs qui ne sont pas définis clairement. Mais, en s'instaurant comme quasi «fraction publique», il établit un pont entre la contestation interne et la critique externe. C'est une réalité qui ne peut qu'aggraver l'isolement et le discrédit du groupe dirigeant et offrir, à terme, de nouvelles possibilités politiques.

Le PCF reste «l'homme malade» du mouvement ouvrier français. Nous devons rester attentifs aux développements de sa crise, afin de resserrer les liens avec les militants critiques et de savoir saisir toute opportunité d'initiative politique.

° Les contradictions du PS:

Sous la houlette présidentielle, le PS a su jusqu'à présent, à travers l'expérience gouvernementale, la cohabitation, la seconde expérience gouvernementale placée sous le signe de l'ouverture, réaliser son aggiornamento sans crise interne et en contrôlant ses contradictions. De «parti du changement», il est devenu un parti parfaitement adapté à la gestion de l'Etat bourgeois, sans que des courants de gauche contestent une telle évolution.

On peut cependant penser que la crise est devant lui. L'ouverture à droite est la ligne de pente de sa politique qui ne peut, à terme, qu'entrer en contradiction avec les aspirations des travailleurs et le mouvement social. Il s'agit pour sa direction de réunir les conditions d'une coalition avec une partie de la droite, non réduite à quelques individus significatifs, mais incluant des forces substantielles (cette partie de l'UDF que symbolisent des dirigeants bourgeois de premier plan comme Barre et Veil).

Une telle politique se combine avec les débats sur l'adaptation du PS à la nouvelle situation et à sa place prédominante au regard de celle-ci, autour du thème de sa transformation en un «parti démocrate à l'américaine».

De telles évolutions peuvent amener les militants les plus attachés aux valeurs du mouvement ouvrier à rompre avec les délices du pouvoir et poser des problèmes autres que politiciens. L'apparition de courants décidés à renouer avec des bases de classes modifierait fondamentalement les équilibres actuels du mouvement ouvrier et créerait d'inédites possibilités de recomposition plus large. D'où l'intérêt que nous devons porter aux évolutions internes du PS.

° LO et le PCI :

LO s'efforce de se protéger des turbulences de la crise du mouvement ouvrier en limitant son activité politique à son intervention dans les entreprises et les luttes, souvent plus préoccupée d'y découper sa fraction élargie que des tâches de direction et d'unification de ces mobilisations, de la gestion économe de son capital électoral, et d'une vie organisationnelle limitée aux échéances internes programmées (cercles, fête annuelle...). Le seul angle sous lequel LO apparaît sensible aux problèmes de la recomposition est celui de la crise du PCF, avec pour préoccupation la jonction

entre les militants de LO et la «base ouvrière» du PCF. Cette dernière étant perçue comme encore fidèle à la direction du PCF et hostile aux oppositions structurées, dénoncées par LO comme «petites bourgeoises» et «social-démocrates». Attitude qui est grosse de sectarisme, comme on l'a vu au cours de la campagne Juquin, sans éviter des dérapages opportunistes illustrés par la proposition faite à la direction du PCF de listes communes sur des bases minima à l'occasion des législatives.

Une telle politique rend difficile l'action commune avec LO. Reste que ses références politiques, son poids réel dans les entreprises et parmi les travailleurs combatifs doivent nous amener à maintenir notre volonté unitaire en direction de ces camarades. Discussions régulières, et propositions systématiques d'unité dans les luttes et les élections doivent permettre de concrétiser cette volonté.

Le PCI, pour sa part, a perçu l'ampleur de la crise du mouvement ouvrier et des recompositions à l'oeuvre. Il y a répondu par la politique de proclamation du MPPT qui alliait de façon originale un sectarisme et un opportunisme des plus débridés. Sectarisme, par le caractère purement manipulatoire d'une opération consistant à appeler «mouvement pour un parti des travailleurs» ce qui n'était pas plus qu'une enveloppe à peine étoffée du PCI. Opportunisme, par le caractère minimaliste et platement démocratique des bases politiques proposées pour ce nouveau parti. La faillite de cette politique a ouvert une crise d'éclatements en chaîne au sein du PCI, marquée par les scissions du «groupe Just» et du courant «Convergences socialistes» qui allait rejoindre le PS. La candidature Boussel, qui est apparue comme une opération survie face au discrédit frappant le PCI, était dans ces conditions condamnée à l'échec et ne pouvait qu'ouvrir une nouvelle crise au sein du PCI.

Sur la base de notre politique, nous continuons donc le débat et, si possible, l'action commune avec LO et le PCI qui, malgré leur politique, sont concernés par la recomposition du mouvement révolutionnaire. De leur part, comme de celle de nos autres partenaires, nous n'acceptons aucune exclusive, les accords politiques ne devant être dictés que par les possibilités de base politiques communes.

Le phénomène vert traduit la cristallisation électorale d'un courant qui ne surgit pas du mouvement ouvrier. Il bénéficie du contexte européen et, au sein de l'espace politique français, occupe une place différente de celle des Grünen allemands. Il exprime la montée réelle des problèmes écologiques et d'environnement laissés en friche par le mouvement ouvrier traditionnel, ainsi que la méfiance envers la politique sous ses formes institutionnelles. Il apparaît gros de plusieurs trajectoires possibles par rapport auxquelles nous devons et pouvons agir.

L'écologie constitue un véritable enjeu, crucial pour l'humanité, et une dimension indispensable du combat socialiste et internationaliste. Il n'y a pas de doute làdessus pour nous, même s'il faut prendre en compte le temps nécessaire d'assimilation de cette dimension par le mouvement ouvrier (de la même manière que pour le féminisme), de la difficulté à nous transformer nous-mêmes en organisation assumant pleinement le combat écologiste, et ce contre les traditions scientistes et

productivistes des partis ouvriers réformistes.

Nous devons donc agir de façon ouverte et unitaire pour assimiler les apports du mouvement écologiste. Et nous battre pour que ces mouvements se définissent par rapport au mouvement ouvrier : refus de la neutralité gauche/droite, de l'écologie réformiste (type Lalonde et autres...), de l'opposition entre écologie et revendications ouvrières (cf. problème de l'emploi).

En revanche, ce qui se loge souvent sous l'enveloppe d'un débat sur l'importance de l'écologie ce n'est ni plus ni moins qu'un enjeu stratégique. Ce débat, sous des formes nouvelles, est encore celui du gradualisme, de l'indépendance de classe, de la confrontation entre une alternative révolutionnaire et écologiste et la perspective d'un mouvement de pression, pas rouge sans être vraiment vert, sur la social-démocratie.

° Les courants «alternatifs» et autogestionnaires (FGA, PAC, PSU...) :

Ces courants ont connu ces dernières années des évolutions contradictoires. D'un côté le ralliement croissant au «réalisme» et l'intériorisation des difficultés à militer pour un véritable changement social. De l'autre, des résistances à renoncer au combat politique ou à se laisser satelliser par le PS.

Leur insertion dans la campagne Juquin a témoigné de ces dernières et de leur

réceptivité à la recomposition d'un pôle communiste rénové.

Déçus par les résultats de cette campagne, rétifs à l'alliance avec nous, fascinés par le phénomène Vert et sa crédibilité électorale, menacés par les pressions social-démocrates, ces courants apparaissent aujourd'hui profondément désorientés et en panne de projet.

22

Nous devons poursuivre avec eux le débat politique et la recherche de l'unité d'action la plus systématique possible.

° Les courants syndicaux lutte de classe : Sousables collections autobacht que

Quelles que soient les difficultés que rencontrent ces courants, qui renvoient à la crise générale du syndicalisme et aux limites des relais politiques possibles de leur combat, ils constituent toujours des éléments clés de toute perspective de recomposition. Ils ont en effet pour spécificité d'être directement en prise avec les mobilisations sociales, d'une part, les crises des partis politiques, d'autre part. Tout changement positif au plan politique et social ne peut donc qu'accélérer leurs évolutions et leur permettre de jouer un rôle décisif, non seulement dans de possibles recompositions syndicales mais aussi dans l'éventuelle formation d'une force politique nouvelle. C'est ce qui a pu être testé à travers l'écho rencontré par le phénomène rénovateur et la campagne Juquin au sein de la gauche CFDT et de l'Ecole émancipée, et les ébranlements en profondeur subis pas la CGT dans ce nouveau contexte.

° Nous assistons à des formes nouvelles de radicalisation, sur le terrain des luttes contre l'austérité et le chômage, de l'antiracisme, du féminisme, de l'écologie, de la démocratie de masse... qui sont riches de potentialités de recompositions politiques. Mais celles-ci emprunteront des voies complexes, en partie imprévisibles, les formes traditionnelles d'expression politique apparaissant en grande partie inadéquates à leurs aspirations. Pour qu'elles se concrétisent, il y faudra un projet et des formes politiques neuves, qui seront sans doute en partie le produit de ces radicalisations. C'est vrai de la jeunesse, mais aussi des femmes, et des nouvelles équipes dirigeantes des luttes (qui pour une part traduisent l'interférence des deux précédentes).

° En ce qui concerne la jeunesse, le mouvement de l'hiver 1986 a témoigné de l'émergence d'une nouvelle génération politique. Confrontée directement et de longue date à la crise, sous la forme du chômage, des problèmes liés à la formation, et de la montée du racisme, cette jeunesse connaît une radicalisation à bien des égards originale, en particulier à travers son rejet du racisme et la confrontation au néo-libéralisme sur le terrain des études et de l'emploi. Dans ce cadre, on assiste à des formes spécifiques de radicalisation des jeunes femmes et des jeunes issus de l'immigration. Cette radicalisation ne se fait que très indirectement en référence aux organisations existantes. Il y a là un potentiel considérable au regard de la recomposition des mouvements sociaux et du mouvement ouvrier en général. C'est un enjeu majeur pour le mouvement révolutionnaire, qui se pose en termes de possibilité de jonction entre cette génération et la précédente.

L'insertion de cette jeunesse dans les luttes et les mobilisations ouvrières constitue d'ores et déjà un ferment de remobilisation sociale et influe sur les formes

de celles-ci, favorisant en particulier leur organisation démocratique.

° Le bilan des directions syndicales alimentant une méfiance de masse à leur égard, la tendance à l'auto-organisation (assemblées générales souveraines, comités de mobilisation et de grève, coordinations...) apparaît de plus en plus comme une donnée centrale de toutes les luttes. Elle favorise la cristallisation de nouvelles équipes dirigeantes et dessine la perspective d'une recomposition d'ensemble du mouvement ouvrier. Gagner ces militantes et militants à la perspective révolutionnaire constitue un autre enjeu majeur pour toute recomposition d'ampleur.

Favoriser ces évolutions et permettre l'interaction entre mobilisations sociales et recompositions politiques constituent donc pour nous les enjeux de la situation actuelle. Pour une organisation comme la nôtre, ce sont autant de défis qui, pour être relevés, supposent de savoir combiner continuité historique et politique avec ouverture aux formes nouvelles de radicalisation, insertion dans les luttes et action sur le champ politique...

° Une caractéristique de ce rapide tableau d'ensemble est que sa complexité renvoie aux relations intimes qui lient entre eux tous ses élements, aussi divers soient-ils. Toute modification substantielle de l'un d'eux est inévitablement appelée à agir sur les autres. C'est pourquoi nous devons être vigilants par rapport à toute évolution se dessinant, afin d'être prêts à la saisir et à faire jouer les effets multiples qui en résulteraient. En même temps, nous devons être conscients que ce sont les évolutions en profondeur, au coeur même du champ social, qui seront déterminantes.

Une caractéristique de la situation est en effet la distanciation importante qui s'est opérée entre les formes diverses de radicalisation sociale et les formes d'expression politique institutionnalisées. Qu'on pense, à ce sujet, à l'ampleur prise par l'absten-

tionnisme électoral, l'acuité de l'esprit critique à l'égard des organisations politiques et syndicales, la désaffection militante dont elles souffrent, l'autonomie croissante des mobilisations et des équipes militantes qui les dirigent par rapport aux directions syndicales (phénomène des coordinations).

b) Pour les deux ans à venir : une nouvelle étape.

La LCR reste attentive à tous les développements probables de la recomposition et travaille à peser de tout son poids en leur sein. Aujourd'hui, les conditions ne sont pas réunies pour qu'une avancée qualitative puisse se concrétiser dans le sens de l'affirmation d'une force politique nouvelle. Il y faudra de nouveaux développements politiques. C'est dans cette perspective que nous devons travailler, en fonction des nouvelles coordonnées de l'étape qui s'ouvre. Ce qui implique aussi une répartition des tâches permettant à la LCR de renforcer sa construction tout en poursuivant sa démarche.

° En direction du PCF:

La crise du PCF est appelée à s'approfondir : le coup d'arrêt à l'effondrement électoral qu'ont manifesté les scores des législatives ne constitue qu'une «rémission» d'un mal toujours à l'oeuvre. Celui-ci, à terme, ne peut que s'accentuer avec les effets de l'expérience Gorbatchev en URSS, des remises en cause historiques qu'elle provoque, et de ses développements à venir.

Dans l'immédiat, l'accent «unitaire» donnée par la direction à son discours, en particulier lors des élections, et le rôle clé joué par le groupe parlementaire communiste au regard d'une possible majorité de gauche à l'Assemblée, ne sauraient répondre à l'absence d'orientation cohérente et cacher les contradictions de la politique défendue.

La prétention à se présenter comme un «parti de lutte», champion des revendications, apparaît vite illusoire dès lors que la direction du PCF étouffe sous son contrôle bureaucratique la CGT, travaille à stériliser toute dynamique de mobilisation unitaire et s'oppose aux formes démocratiques des luttes actuelles. Quant à l'affirmation que c'est le PS seul qui refuse de s'appuyer sur une possible majorité de gauche pour cultiver les alliances à droite, elle n'apparaît pas pleinement convaincante dans la mesure où elle ne s'accompagne d'aucune proposition unitaire réelle pour modifier cette situation. Il est au contraire clair que le PCF a remisé son identité de «parti de gouvernement» et se satisfait pleinement d'être «ailleurs» (ni dans la majorité, ni dans l'opposition).

Notre politique doit viser à peser sur ces contradictions, en montrant qu'une véritable orientation de lutte de classe ne saurait cultiver la division et le sectarisme, ni opposer les «luttes à la base» au nécessaire débouché politique en termes de majorité parlementaire de gauche et de gouvernement y correspondant. Dans le même temps, tous les éléments tendent à se réunir pour que les questions stratégiques sur le communisme, la révolution, le parti révolutionnaire débouchent sur une réflexion qui, brisant le carcan hérité du stalinisme, concernent des secteurs larges du mouvement ouvrier.

La scission des rénovateurs, et à présent la constitution des reconstructeurs comme fraction ouverte constituent des éléments positifs au regard de la crise du PCF et des possibilités qu'elle ouvre de recompositions. Outre la recherche de l'unité d'action avec ces militants, nous devons rechercher toutes les possibilités de débat sur le fond avec eux. Existe en effet la possibilité qu'un tel débat, dans ces conditions, déborde des cadres limités de l'extrême-gauche traditionnelle et, touchant des secteurs beaucoup plus vastes du mouvement ouvrier, favorise les recompositions que nous souhaitons.

* Les contradictions du PS :

Derrière la politique d'ouverture à droite, encore essentiellement perçue comme se jouant sur le terrain parlementaire et médiatique, des contradictions sont à l'oeuvre qui touchent aux rapports entre ce parti, aujourd'hui hégémonique à gauche, et sa base sociale. La politique concrète que scelle la volonté de rechercher une coalition gouvernementale avec des forces de droite significatives ne peut en effet qu'entrer en conflit avec les aspirations des travailleurs et de la jeunesse, et mettre en porte-à-faux les directions syndicales social-démocrates. Quelles que soient les précautions prises, et les rythmes nécessaires à la maturation des conflits et à la radicalisation qu'ils entraînent, il est clair, comme le montrent lesmobilisations récentes, que ces contradictions ne peuvent que développer et ouvrir un espace politique à la gauche de la social-démocratie. Celui-ci agissant, à son tour, sur les débats internes du PS.

C'est pourquoi nous devons poursuivre une démarche systématique de front

24

unique ouvrier pour la lutte, de façon à développer les mobilisations et la radicalisation de celles et ceux qui y participent. Et, dans le même temps, poursuivre avec ces militants le débat politique et chercher à aider, à travers le débat et l'action, les oppositions à se structurer sur des positions de classe. C'est ce que nous devons faire en particulier avec les rénovateurs, les reconstructeurs ou d'éventuels courants gauche du PS. Chaque fois que c'est possible, nous appuyons la mise sur pied de structures de débat et d'action (comités, fronts, cercles d'études....).

Les comités nés de la campagne présidentielle :

La campagne présidentielle et les comités de soutien ont rassemblé des forces autour d'engagements militants qui rompent avec la politique de la gauche au gouvernement et s'opposent à une perspective de gestion respectueuse de la société capitaliste et de ses institutions : refus de l'austérité salariale et du chômage, désarmement, indépendance de la Kanaky, droit de vote des immigrés, égalité hommes/femmes... La fidélité à ces engagements de la majorité des militants engagés dans la campagne s'est confirmée dans le refus d'un ralliement aux propositions du PS lors des législatives de juin, comme dans le refus du référendum Rocard sur la Kanaky, ou dans l'adoption de campagnes sur le revenu minimum égal au SMIC et le droit de vote des immigrés. Il s'agit là d'objectifs communs qui constituent des acquis importants.

En même temps, un constat s'impose : les limites des convergences constatées dans la campagne, l'existence de projets politiques et organisationnels contradictoires, les choix et la trajectoire de la direction des rénovateurs font que la constitution d'un instrument organisationnel qualitativement supérieur à ce qui existe ne saurait être mise pratiquement à l'ordre du jour. Elle ne le sera vraisemblablement pas avant de nouveaux développements majeurs (luttes sociales d'en-

vergure, nouvelles fractures dans les partis traditionnels...).

Les faiblesses du score obtenu et les limites de la dynamique enclenchée tendent aujourd'hui à aiguiser les contradictions politiques et à mettre en cause les comités comme cadres unitaires de débat et d'action. A travers la proposition de transformation des comités en un «mouvement vert-rouge» se dessinent en fait des projets politiques divers et encore flous, d'autant que ne sont pas explicitées leurs conséquences en termes de place politique (en particulier par rapport aux Verts et à la social-démocratie), de type d'intervention par rapport aux échéances politiques, de fonctionnement et de rapports aux organisations présentes dans les comités. Pour notre part, nous défendons l'idée que les comités doivent se maintenir sur la base qui était la leur de poursuite et d'approfondissement de la bataille politique engagée avec la campagne présidentielle, c'est-à-dire l'affirmation dans les luttes comme dans les élections d'une force indépendante du PCF et du PS, fidèle à ses engagements, tournée vers la mobilisation de la large masse des travailleurs autour de propositions d'action. Et, dans le même temps, d'être des lieux où se poursuit le débat stratégique sur les différentes positions en présence.

Aller au-delà dans les conditions présentes, dans le sens de la proclamation d'un mouvement politique à partir des comités, avec directions élues et substitution de la loi majoritaire au fonctionnement au consensus, loin de marquer un progrès, conduirait inévitablement à un affaiblissement, et à la dislocation des comités.

C'est pourquoi nous ne saurions être partie prenante d'un projet de constitution, à partir des comités, d'une nouvelle organisation tel que le propose l'appel de P. Juquin (avec orientation, statuts, processus de congrès constitutif...).

O'une façon générale : horsones l'inq biov reale 318 a II 373 als relations.

Il doit y avoir complémentarité entre la construction de la LCR et son intégration dans les processus de recomposition du mouvement ouvrier, tant au plan syndical que politique. Néanmoins, cette intervention crée inévitablement des distorsions qu'il convient de savoir maîtriser, en sachant fixer des priorités de travail. C'est en particulier la condition pour capitaliser de façon militante ce travail.

V. 3. Construire la LCR.

Quels que soient ses dysfonctionnements et ses divisions, la LCR apparaît plus que jamais porteuse d'une responsabilité historique. Ses traditions, son programme, son implantation, son savoir-faire doivent la rendre incontournable. Elle se doit de poursuivre sa politique en l'adaptant en fonction des aléas de la recomposition, gardant ainsi le visage d'une organisation utile, qui refuse le sectarisme et l'isolement.

Nous devons montrer, pas seulement dans les mots mais dans les faits, notre détermination à construire l'instrument nécessaire au combat contre la crise, contre

la montée de l'extrême-droite, pour une transformation radicale de la société, pour une renaissance de l'internationalisme militant, pour une Europe des travailleurs et des nationalités, féministe et écologiste. Ce sont des défis gigantesques. Ils réclament un instrument à la hauteur de la tâche. Nous sommes convaincus qu'il s'agit d'un parti : au-delà des traumatismes et des dangers de bureaucratisation dont nous sommes conscients, c'est toujours la forme d'organisation qui permet le mieux, à partir d'une adhésion volontaire et d'un accord sur les grandes questions stratégiques, de discuter sur la base d'une pratique commune, d'élire des directions responsables de leurs mandats, de traiter des divergences tactiques sans fragmentations permanentes. Loin de conjurer les risques de bureaucratisation ou d'abus de pouvoir, des modalités moins contraignantes favorisent en fait la manipulation, les porte-parole médiatiques incontrôlés, les alliances d'humeur, au détriment d'un engagement collectif seul à même de peser sur les rapports de forces et de tester en pratique la portée des décisions précises, pour pouvoir au besoin les rectifier.

Nous sommes aussi convaincus que ce parti, s'il vise réellement à l'instauration d'une société égalitaire et solidaire, à mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme, et de l'oppression de la femme par l'homme, sera confronté au pouvoir politique de classe concentré dans l'Etat bourgeois et à la nécessité de sa destruction et de l'instauration de la démocratie socialiste des producteurs associés.

C'est cela que nous entendons par parti révolutionnaire.

Dans l'immédiat, le renforcement de la LCR est une nécessité, pour les luttes, pour l'avant-garde, et aussi pour le processus de recomposition lui-même. Ce renforcement est possible, même dans une situation qui reste difficile et où les recompositions sont limitées. Il existe en effet des potentialités de nous construire sur la base de notre intervention propre, en particulier dans la jeunesse, et dans les luttes. C'est sur la base d'un projet d'ensemble maîtrisé par tous, que nous serons capables de jouer pleinement le rôle qui est le nôtre. La richesse de nos interventions traduit notre place actuelle. Encore faut-il adapter notre fonctionnement à ces données. La situation décrite plus haut implique une meilleure centralisation et une répartition davantage contrôlée de nos tâches.

De ce point de vue, nous renvoyons à la résolution d'organisation qui fixe cinq

- formation et politisation des cellules

- centralisation du travail ouvrier et des feuilles de boîtes
- construction des JCR
- féminisation
- diffusion de la presse.

по Notes:

* Ce texte (Partie V, dans son intégralité) a été présenté par 7 camarades du CC et 1 camarade de la CCC.

Politic pur expensive meet in campagne prisidemiclic, c'est-û-duc l'uffernation dans l'est up page de la compagne d'une forte indépendent aduRCE : uduRE fidete francisco les lugas d'une forte indépendent aduRCE : uduRE fidete

Il a été voté par 9 camarades du CC et 1 camarade de la CCC.

* Ce même texte (Partie V) avec les suppressions suivantes a été présenté par 5 camarades du CC. Il a été ainsi voté par 9 camarades du CC.

Suppression, dans la phrase suivante, de «à un affaiblissement et» :

«Aller au-delà dans les conditions présentes, dans le sens de la proclamation d'un mouvement politique à partir des comités, avec directions élues et substitution de la loi majoritaire au fonctionnement au consensus, loin de marquer un progrès, conduirait inévitablement à un affaiblissement, et à la dislocation des comités.»

Suppression de la phrase suivante :

«C'est pourquoi nous ne saurions être partie prenante d'un projet de constitution, à partir des comités, d'une nouvelle organisation tel que le propose l'appel de P. Juquin (avec orientation, statuts, processus de congrès constitutif...),»

* Les deux amendements suivants à la Partie V ont été présentés comme suit par 5 camarades du CC et 1 de la CCC. Ils ont été votés par 5 camarades du CC et 1 de la CCC.

26

1°-Remplacer les deux derniers paragraphes de la partie concernant les comités par :

«Il faut donc maintenir ce cadre dans la continuité des bases politiques de la campagne présidentielle, autour d'un fonctionnement essentiellement consensuel et de directions de type fédératives appuyées sur les comités tout en permettant l'impulsion et la coordination réelle des activités et des débats; c'est en ce sens que nous répondons positivement à l'aspiration légitime de nombreux militants des comités à disposer d'un instrument plus efficace; nous expliquons ce qui relève des difficultés réelles de la situation politique, des limites de la dynamique des comités, qui ne peut être surmontée artificiellement par l'auto-proclamation d'une nouvelle organisation et ce qui relève des possibilités réelles de tests et de meilleur fonctionnement du mouvement des comités. Vouloir transformer les comités en une nouvelle organisation alors que les conditions n'en sont pas réunies, aboutirait à la marginalisation et précipiterait l'affaiblissement d'un processus déjà fragilisé. Nous pouvons convaincre les comités de nos options essentielles à ce sujet et de notre volonté de poursuivre l'expérience en cours face aux échéances à venir de la lutte des classes.

Si la perspective de construction d'une nouvelle force à gauche reste inscrite dans la situation de crise du mouvement ouvrier, elle ne se traduit pas en termes concrets aujourd'hui; il faudra d'autres développements qualitatifs et d'autres convergences de courants pour lui redonner son actualité immédiate.»

2°- Supprimer dans le 3è paragraphe - Construire la LCR - le passage qui va de «nous devons montrer» à «Parti révolutionnaire».

Reconstructed description of a proposal description conformant less confidences.

eff fact 4 an emineral control dand a comment des bases politiques de la curryagne prisedentable, autour d'un functionnement cammellancent consensuel et de duranteurs de type tétératives apprayées sur les comités tous en permettent impulsion et a constitue de relie des net vises et des débases d'est entre sens que non-répondons posit, vernem à l'espiration l'égitaire de combreux relitants des non-répondons posit, vernement à l'espiration l'égitaire de combreux et planteurs de posit et posit d'un surry constitue des difficultes et positiques de la dynamique des combres des la dynamique des combres qui releve des possibilités réclies de rests et de mesileur exertamenteur du vous sont des combres et de mesileur entre constitue et et proupairent des combres vous entre les combres et la rengue de la familie de la rengue de la constitue de la consti

Si la perspective de districción d'une nouvelle l'orce à gadebe leste inscrite dues la busicion descrise de mayvement ouverier, elle les se traduit pas en jarmes concrets oujouret boi. Il landra d'autres developpement qualitatifs et d'eutres convergences de l'ouverts pour lui radrance, son actualité unireduite.

 Supprimer dans et le paragraphe — Constraire la LCH — le passage qui su de mous desons montress à d'arts révolutionneme.

10 THESES SUR LA SITUATION POLITIQUE ET LES TACHES DE LA LCR(SFQI)

(Texte présenté par 13 camarades du CC et de la CCC) "

Furnan nº 1

PRÉAMBULE DE SELOS DE COME DE LA COME DE LA COMPANIO DEL COMPANIO DE LA COMPANIO DE LA COMPANIO DEL COMPANIO DE LA COMPANIO DEL COMPANIO DEL COMPANIO DEL COMPANIO DE LA COMPANIO DEL CO

La double crise de l'impérialisme et du stalinisme s'est traduite, depuis la fin des années soixante, par l'explosion de nombreuses crises révolutionnaires et la chute des vieilles dictatures en de nombreux points du globe : de France en Italie, du Portugal à la Grèce, du Vietnam à l'Algérie, de Cuba au Nicaragua, des Philippines à Haïti, de la Birmanie au Chili, de la Tchécoslovaquie à la Pologne, partout les peuples ont cherché la voie contre l'oppression et l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les luttes de libération nationale, anticolonialistes, les révolutions en Chine et en Europe de l'Est, qui, aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, avaient remis en cause l'ordre établi à Yalta, se sont produites en même temps que venaient à maturation des explosions sociales dans les pays capitalistes avancés et des crises aiguës au sein des Etats ouvriers bureaucratisés.

La grande vague révolutionnaire de 1968 a été un tournant mondial et elle a ouvert une nouvelle période où les rapports de force, instaurés dans l'immédiat aprèsguerre, étaient remis en cause en profondeur par les nouvelles générations.



Tandis qu'un tiers de l'humanité vit dans des pays où la collectivisation des moyens de production l'a emporté contre la loi du marché; tandis que dans ces pays, les travailleurs se soulèvent contre la caste bureaucratique qui y a usurpé le pouvoir, l'impérialisme lui-même entre en crise, engendre des revendications chez les millions de salariés, de chômeurs, de jeunes, qu'il ne peut satisfaire, l'impérialisme pille les maigres richesses des pays dominés et accule des centaines de millions d'êtres humains à la famine et à la misère. Ebranlé dans sa propre sphère, vaincu au Vietnam, contesté en Amérique Centrale, le puissant impérialisme US s'est orienté vers un militarisme exacerbé et une offensive économique sauvage contre les travailleurs et les peuples. Dépendants de cette crise économique mondiale, euxmêmes paralysés par la faillite du système bureaucratique, les nouveaux dirigeants bureaucratiques de l'URSS, en retour, se sont engagés dans une négociation globale avec Washington, sur le dos des peuples, cherchent à imposer le désarmement de tous les conflits régionaux. Ce faisant, au plan intérieur, en URSS même, la politique dite de «perestroïka», nécessaire à la survie de la bureaucratie, mais en même temps provoquant des divisions en son sein, se développe sous la pression croissante des masses et donne prise à des contradictions explosives ayant leurs répercussions en chaîne dans tous les pays de l'Est mais aussi sur les différents appareils des PC européens.

Mais cette nouvelle tentative d'entente mondiale entre impérialistes et bureaucrates, pour endiguer les luttes de classes, pour canaliser les exigences des peuples dominés n'est pas du tout assurée du succès car le rapport des forces instauré par les luttes des ouvriers et des paysans, de la jeunesse, ces 20 dernières années, n'est pas inversé. L'internationalisation croissante du capital, du marché, se heurte en retour à l'internationalisation des luttes de classe, à leur interdépendance dans les différents secteurs de la révolution mondiale, luttes de libération nationales et sociales, révolutions socialistes et révolutions politiques antibureaucratiques.

Les bourgeoisies européennes, dans ce contexte international, ne peuvent en rester au statu quo actuel, aussi essaient-elles à l'occasion de la mise en place de «l'Acte Unique» de 1992, de faire reculer les acquis sociaux et les règlementations du travail, d'imposer enfin une défaite d'ensemble au mouvement ouvrier, d'augmenter la productivité et les marges de profits de façon assez conséquente pour faire face à la concurrence inter-impérialiste, notamment celle des USA et du Japon.

Thèse n° 1

(Texte présenté par 13 camarades du CC et de la CCC)

La période ouverte en mai 68 ne s'est pas traduite, en France, par un développement linéaire et croissant des luttes du mouvement ouvrier, mais un rapport de forces a été instauré, des conquêtes sociales ont été arrachées, une issue politique nouvelle a été sans cesse recherchée, au point que malgré des hauts et des bas dans la courbe des luttes grévistes et dans l'activité syndicale, les classes fondamentales, bourgeoisie et classe ouvrière, continuent un combat très serré, aucun des deux camps n'ayant réussi à l'emporter sur l'autre. Au cours de cette longue période on a assisté à une extension du salariat, constituant une majorité arc-boutée sur la conquête puis la défense d'acquis sociaux importants. De 68 à 77, les luttes ont été amples et profondes jusqu'à ce que les directions des grands partis ouvriers, alliés au sein de l'Union de la gauche, parviennent à les freiner et à les diviser. De 78 à 81, tout en continuant à se battre, les travailleurs ont cherché un débouché politique au plan électoral et c'est ainsi que la victoire de mai-juin 81 a été un effet différé de mai 68.

Une fois majoritaires, les directions du PS et du PC ont gouverné pour le compte de la bourgeoisie et, après quelques concessions aux exigences des travailleurs, elles ont mis en oeuvre l'austérité exigée par le CNPF. De 81 à 86, la gestion gouvernementale par les deux partis ouvriers majoritaires, avec l'appui des directions syndicales, a abouti à porter un coup supplémentaire aux grèves et aux luttes ouvrières. Le nombre des chômeurs a continué d'augmenter jusqu'à trois millions, il y a eu une désyndicalisation importante, une montée du racisme et des thèmes réactionnaires du Front national. Pour autant le patronat et la droite n'ont pas pu infliger une défaite aux travailleurs. Dès 83, la jeunesse s'est remobilisée et c'est l'explosion de décembre 86 suivie d'une vague de grèves ouvrières qui a donné un coup d'arrêt à l'offensive de la droite revenue au pouvoir. Ce sont les mouvements

de grève de l'hiver 86-87 qui ont débouché lors des élections de mai-juin 88. Après 23 ans de droite, 5 ans de gouvernement de gauche faisant le jeu de la droite, 2 ans de libéralisme revanchard, la majorité des travailleurs et de la jeunesse a de nouveau battu la droite et c'est le signe profond d'un rapport de forces sur lequel nous devons nous appuyer.

Thèse n° 2

Alors que Reagan, Thatcher, Kohl l'ont emporté dans les autres grands pays capitalistes avancés et ont fait payer brutalement à la classe ouvrière la crise économique, (et bien qu'en France, la gauche au pouvoir n'a pas été en reste) la droite française, par deux fois en huit ans, s'est vue écartée du pouvoir après un règne de 23 ans sans partage. Le gaullisme, après le deuxième échec de Chirac, a reçu un coup redoutable, sinon définitif: menacé sur sa droite par le Front national, coupé des bases populaires traditionnellement encadrées par ce parti bonapartiste, louvoyant entre le libéralisme reaganien et une démagogie participationniste, le RPR est en crise profonde. L'UDF, toujours hétérogène, écartelée entre le Front national et les partisans de l'alliance avec le PS, est paralysée : le Parti républicain dirigé par Léotard, le CDS dirigé par Méhaignerie ont constitué des groupes parlementaires séparés, premier pas d'une scission qui mine la présidence de Giscard d'Estaing revenu in extremis pour tenter de sauver ce conglomérat. Eclatée en trois pôles de force presque égale, Chirac, Barre, Le Pen, aux dernières présidentielles, la droite ne se voit d'avenir qu'en retrouvant un leadership susceptible d'emporter l'élection décisive des institutions de la Vè République.

Tout cela ne se passe pas sans crises, scissions, ruptures collectives et individuelles au son de «l'ouverture» claironnée par Mitterrand, Rocard et le Parti socialiste. «On a essuyé à la fois Waterloo et Sedan» explique Seguin. Ainsi des éléments du CDS «vont-ils à la soupe» et Barre lui-même cherche-t-il à gouverner avec le PS, en échange de quelques concessions. Tandis que d'autres radicalisent radicalement leur discours pour mordre sur les terres électorales de Le Pen. Les passerelles entre le Front national, le RPR et l'UDF sont multiples, à tel point que le refus de l'alliance régulièrement réaffirmé est difficile à tenir sur le terrain.

Mais aux élections régionales, municipales, cantonales, européennes de 83, 84, 85, la droite avait conquis de fortes positions locales qui ne sont pas annulées par les scrutins de mai-juin 88 et la déception populaire causée par le gouvernement Rocard, en se traduisant de nouveau par des abstentions de gauche, peut - en l'absence de mobilisation sociale ample - laisser la place, lors de prochains scrutins, à de nouvelles avancées du Front national.

L'éclatement de la droite ne diminue donc pas la menace qu'elle représente. Le FN, raciste, fascisant, est une pression permanente sur la société française. Les libéraux et les gaullistes ont en commun de vouloir faire reculer spectaculairement le mouvement ouvrier et régresser les acquis sociaux. Et le CNPF, «parti de l'entreprise», milite pour réunifier cette droite, tout en contraignant la gauche à approuver ses exigences. Ainsi faut-il se garder d'affirmer que «la droite est K.O», comme le dit Mauroy, tout autant que «la société a viré à droite», comme le dit Marchais. La politique «d'ouverture» à la droite et de gestion de la crise du capitalisme ne peut, à terme, que la renforcer et alimenter la division au sein du mouvement ouvrier - comme on l'a vu lors des législatives de juin - et nourrir l'abstention comme aux cantonales de septembre 88. Au contraire, il faut utiliser les divisions et les paralysies actuelles de la droite pour lui porter des coups plus forts et, dans l'unité ouvrière et en développant les luttes, imposer un vrai changement.

THÈSE N° 3 up most salaman confirmation and concepts most inched miles with the management of the confirmation of the confirma

Le fait principal c'est la contradiction entre ces aspirations profondes des masses et la politique des directions des deux partis de gauche majoritaires.

Toute montée du mouvement des masses se traduit d'abord par un mouvements vers les organisations traditionnelles. En France ce fut vrai après mai 68. Le PS

profita de cet effet, notamment au plan électoral en gagnant la majorité absolue en 1981. Une telle poussée est évidemment contradictoire : les masses, en même temps qu'elles cherchent à les utiliser, portent la crise au sein des partis traditionnels. Leur succès même accroît les contradictions des directions. Les liens organisés de la social-démocratie avec le mouvement des masses sont beaucoup plus lâches que ceux noués antérieurement par les staliniens. Si le PCF a payé le prix de la crise du stalinisme, de sa politique de division et de sabotage des luttes, il n'y a pas pour autant de fatalité à son déclin, il demeure l'une des deux organisations réceptacles de l'exigence de changement à gauche. Ainsi les 5 et 12 juin, après la victoire du candidat PS, Mitterrand, (obtenue avec 8 % d'avance sur le candidat de droite) c'est une Assemblée nationale à majorité absolue de députés PS-PC qui a été élue (le PC progressant relativement de 6 à 11 %.)

Ces deux partis ont les responsabilités premières de la situation actuelle. Il est faux de prétendre comme le fait Marchais, que la croissance du PS correspond à un virage à droite de la société: derrière le PS, électeurs et adhérents cherchent à battre la droite et à favoriser une issue à gauche que le PCF n'a pas été capable de leur offrir.

Hier, de 71 à 77 et de 81 à 84, PS et PC canalisaient cette poussée des masses dans le programme de collaboration de classes de l'Union de la gauche. Ensuite, de 77 à 81 et de 84 à 88, PS et PC se divisaient, s'opposaient à tous les niveaux, empêchant le changement, faisant le jeu de la droite. Aujourd'hui le PS prône l'ouverture à droite, tandis que le PC mine le combat pour un véritable gouvernement de gauche. Tour à tour, et parfois côte à côte, ces deux directions mettent en avant une politique qui s'oppose aux aspirations de leurs électeurs et militants. Les dirigeants syndicaux suivent ces variations du PS et du PCF ce qui est à l'origine de l'affaiblissement des structures militantes syndicales.

Cette politique des directions est, au fond, le principal obstacle qui empêche travailleurs et jeunes de tirer avantage de leurs luttes et de leurs victoires électorales... C'est sur cette contradiction que nous devons nous appuyer au travers des mobilisations pour arracher les masses à l'emprise de la social-démocratie et des staliniens.

THÈSE N° 4 METTER OF THE TOTAL A DESCRIPTION OF THE SEE Nº 4

Le PS est maintenant le parti électoralement dominant parmi les travailleurs, les femmes, la jeunesse. Sa genèse historique, sa place objective dans les luttes des classes, la nature et la continuité de son appareil dirigeant, la composition sociale de sa base militante et électorale, ses liens avec le mouvement syndical, tout cela le caractérise comme un parti ouvrier bourgeois. La longue histoire de sa direction contre-révolutionnaire nous conduit à exclure la possibilité que cet appareil puisse modifier les rapports de production capitalistes et conduire la révolution socialiste, tout au contraire.

Tout mouvement révolutionnaire victorieux devra arracher à cette direction, en la démasquant, en la faisant éclater, en la minorisant, les millions de travailleurs, de femmes, de jeunes qui la suivent encore aujourd'hui. Si des millions de travailleurs utilisent le PS comme un instrument contre la droite, ils ne font pas confiance dans la politique menée par la direction, ne se reconnaissent pas, par exemple, dans «l'ouverture» à droite. C'est de ce ressort qu'il faut jouer. Le vote «socialiste» n'est pas, quoique les dirigeants tentent de faire croire, un vote pour l'austérité : d'ailleurs si la gauche et le PS ont reculé de 83 à 86 c'est à cause de cette politique d'austérité. Il en a découlé une forte abstention populaire. Il y a une différence entre la puissante mainmise organisationnelle qui était celle du PCF dans les décennies précédentes où il était le principal parti ouvrier et le type de rapports plus lâches, moins susceptibles d'efficacité dans les luttes, qu'entretient maintenant le PS avec les travailleurs, avec les syndicats. L'appareil de ce parti est riche en contradictions, son contrôle organisé sur la classe ouvrière est plus faible, sa base populaire est d'autant plus perméable aux courants suscités par les luttes, ce qui crée un espace important pour séparer une authentique gauche, pour qu'elle se construise sans s'institutionnaliser, qu'elle opère des ruptures et, à l'occasion de grandes crises sociales, en rapport avec l'activité des révolutionnaires, bascule, par pans entiers, du côté de la révolution.

La place politique de premier plan occupé par le Parti socialiste exige à la fois la plus grande fermeté dans la lutte idéologique, une politique offensive de front unique, et la plus grande attention tactique pour se faire entendre et se lier aux

THÈSE N° 5

L3 PCF est un parti en crise ouverte et approfondie, alors que la crise du PS n'est encore que latente. Ce parti stalinien qui a, naguère, contrôlé de façon incontestée la classe ouvrière, subit lourdement les effets de la crise internationale du stalinisme. De 45 à 68 il a été au premier rang pour tout ce qui a été des trahisons des luttes ouvrières et la continuité de sa pratique stalinienne l'a amené à se minimiser électoralement mais aussi syndicalement.

De 71 à 77, de 77 à 81, de 81 à 84, de 84 à 88, le PCF a cumulé les inconvénients de ses zigzags politiques : il a d'abord freiné les luttes, puis a brisé l'Union de la gauche, la victoire électorale et l'accession au gouvernement pour diviser et entamer le procès du PS ; il a mis en avant en cette occasion un programme verbalement «plus gauche» que celui du PS mais s'est empressé d'y renoncer lorsque Giscard fut battu ; il approuva ensuite toutes les mesures de blocage des salaires et de rigueur jusqu'à ce que, les masses étant déçues et démobilisées par cette politique, il y renonce, quitte le gouvernement et cultive à nouveau la division. Chacun de ces tournants a conduit davantage de travailleurs vers le PS.

Mais il conserve, ne serait-ce que parce qu'il est majoritaire à la direction de la CGT, une influence organisée encore importante dans des secteurs ouvriers décisifs. Aucune fatalité ne conduit ce parti à un déclin irréversible : il a des liens traditionnellement établis avec les travailleurs et malgré la politique de sa direction stalinienne, malgré le sectarisme, la division, une partie des travailleurs et de la jeunesse croient, en votant communiste, se prononcer pour une gauche radicale et combative.

Ses voltes-face ont cependant créé des strates dans l'appareil dirigeant et dans la base militante : de profondes contradictions minent ce parti et, par tranches successives, des oppositions spectaculaires se font jour. Après les «rénovateurs», l'existence de «reconstructeurs» prouve que des pans entiers peuvent rompre avec ce parti stalinien. Comment exclure de participer au gouvernement avec le PS le 8 mai 88 au soir et proposer l'Union de la gauche aux municipales de mars 89 ? Comment s'opposer à des crédits pour l'armée et défendre l'avion «Rafale» ? Comment prôner le SMIC à 6 000F et accepter le RMI à 2 000F ? Sur tous les terrains le PCF louvoie : entre une ligne sectaire au sein de la CGT et un attentisme forcé dans ses propres rangs à l'égard de ses opposants. L'appareil ne sait comment trancher entre durcissement stalinien et suivisme à l'égard du cours gorbatchévien. L'appareil manoeuvre entre dénonciation du PS lié à la droite et appel au rassemblement à gauche avec le PS. Il y a ainsi une place énorme pour les révolutionnaires, à condition qu'ils mettent en oeuvre une ligne intransigeante pour l'unité et sans brader les revendications, pour influencer et détacher des secteurs combatifs de ce parti.

Toute montée substantielle des luttes, des syndicats, toute crise sociale importante verra encore la direction du PCF se dresser contre les aspirations des masses.

Il en sera ainsi, pour le PC comme pour le PS, jusqu'à que ces partis traditionnels soient détruits et remplacés par un nouveau parti ouvrier révolutionnaire : ni l'un, ni l'autre ne tomberont d'eux-mêmes. Mais pour arriver à cela il faudra influencer des millions d'électeurs et sympathisants du PC comme du PS : cela implique de se lier à eux, à leurs aspirations unitaires, à leur combativité sincère, à leur volonté de changement. Composant de la majorité de gauche à l'Assemblée, qu'il le veuille ou non, le PCF est devant ses responsabilités, tout comme le PS.

THÈSE Nº 6 and should straight of miles of should should be should

L'activité de la classe ouvrière, en matière de grèves notamment, a été largement stoppée par la trahison du PS et du PCF. Lorsqu'ils sont venus au gouvernement, après avoir fait quelques concessions sociales à la victoire de 81, PS et PC ont en effet organisé la rigueur, et mené la politique que leur dictait le CNPF.

Confrontés à cette austérité conduite par leurs directions traditionnelles, confrontés à leurs directions syndicales passives et complices, les travailleurs ont encaissé les coups, mais sans baisser les bras. C'est la jeunesse qui, la première, a contreattaqué, sur le terrain de l'antiracisme, de la mobilisation contre le Front national, puis contre le libéralisme chiraquien. De 84 à 86, une génération s'est levée, indépendante du PS et du PC, et c'est elle qui a donné un coup d'arrêt à Chirac en décembre 86. En l'occurrence, comme d'habitude, la jeunesse jouait le rôle de plaque sensible, révélatrice du redémarrage des luttes ouvrières de l'hiver 86-87 jusqu'aux grèves de la SNECMA, de Michelin, de l'EDF, du printemps 88. C'est là le fond social de la défaite de Chirac et de l'élection de Mitterrand.

Comme un des effets de l'affaiblissement de l'emprise organisationnelle et politique des appareils bureaucratiques, on a vu de nouvelles générations, de nouvelles équipes militantes se doter de formes collectives, unitaires, démocratiques d'organisation de luttes. L'exemple des coordinations nationales de délégués des grévistes, élisant des responsables mandatés pour diriger les luttes s'est révélé remarquable et efficace, tant pour les étudiants et les lycéens que pour les cheminots et les instituteurs. D'autant que cette auto-organisation ne se faisait pas fondamentalement au détriment du syndicat ni contre le syndicat, mais en remplacement des carences ou des blocages des directions syndicales. Nous appuyons une tendance à ce type d'auto-organisation, une aspiration à la démocratie et à l'unité. Sur des objectifs de luttes élevés, un an après les mouvements sociaux de l'hiver 86-87, cela s'est reproduit dans d'autres conflits, notamment celui à la SNECMA, Michelin, à l'EDF, mais aussi dans le bâtiment, l'audiovisuel, la santé, avec les infirmières, les ASH, les postiers, etc...

C'est cette poussée de la classe ouvrière et de la jeunesse qui permet d'affronter la politique d'austérité et d'alliance à droite suivie par le gouvernement de Rocard avec l'espoir de la battre en brèche. Alors que Rocard recherche l'alliance avec le CDS, avec l'UDF, avec la droite, nous nous appuyons sur cette poussée sociale pour qu'elle débouche sur l'exigence d'un gouvernement de gauche : consciemment, c'est à nous de tracer cette voie, d'opposer «unité ouvrière» à «ouverture à droite», «gouvernement PS-PC» à «gouvernement PS-UDF». En nous appuyant sur les aspirations nettement à gauche manifestées en mai-juin 88, nous pouvons, au travers des luttes, comme lors des élections, tracer une orientation frontalement opposée à celle du gouvernement Rocard-Soissons.

Nous ne cultivons pas d'illusions : la politique de Rocard ne serait guère davantage orientée à gauche si elle n'avait l'alibi de la recherche de «l'ouverture». Nous nous opposons au programme de Mitterrand et de Rocard («La lettre aux Français») car il ne s'agit pas là d'une orientation de rupture avec le capitalisme mais d'une orientation de gestion du capitalisme. Tout comme nous nous opposons à la «couverture» de cette politique : la recherche d'alliances à droite, de ministres CDS, UDF. En nous opposant à «l'ouverture à droite» nous dénonçons en même temps la politique suivie par Rocard.

C'est au coeur même des luttes et en exigeant qu'il satisfasse nos revendications que nous oeuvrerons à opposer un gouvernement appuyé sur la majorité de gauche de l'Assemblée, à l'actuel gouvernement Rocard-Soissons, c'est dans ce clivage que se découpera une perspective d'unité et d'indépendance du mouvement ouvrier. Dans le PS. Dans le PCF. Dans le mouvement syndical.

THÈSE N° 7

Il convient de concentrer notre agitation autour d'axes qui se déduisent de la situation immédiate, des aspirations des travailleurs et de la jeunesse.

Nous cherchons, par des mots d'ordre populaire, à nous faire comprendre par des millions de travailleurs et de jeunes, et, ainsi à nous situer au coeur - et non pas aux marges - des préoccupations des militants dans le mouvement ouvrier tel qu'il est.

Dans la conjoncture présente, après les présidentielles, lors des municipales et dans l'agitation quotidienne, nous devons mettre en avant face à la politique du gouvernement Rocard et à celle du patronat : de motred' cythr unifiants, répondant aux

1°) Des revendications unifiantes, immédiates telles que : l'exigence d'une contrile imique et démourai que ma

. le SMIC à 6000 F;

. 35 heures sans diminution de salaires;

. défense de la Sécurité Sociale : gratuité des soins ;

défense de l'école publique ; man avenue l'annéhoust plantage et militaire

. démantèlement de toutes les lois scélérates de la droite (lois Pasqua, Pandraud, Méhaignerie, Séguin, Lamassoure);

. égalité des droits, égalité sociale, égalité des droits hommes/femmes, égalité des chances pour la jeunesse, égalité Français/Immigrés : droit de vote à tous :

Mais aussi l'exigence du désarmement unilatéral immédiat, suppression de la force de frappe, des crédits à la loi de programmation militaire. Et aussi indépendance pour la Kanaky, les TOM-DOM.

- 2°) Un profil unitaire: l'exigence de l'unité syndicale à tous les niveaux, d'un syndicat unique et démocratique, de l'unité d'action, l'appel à l'unité de toutes les organisations ouvrières en premier lieu du PS et du PCF, la démocratie et l'autoorganisation dans les luttes. Et aussi de l'unité CGT-CFDT-FO-FEN. Une volonté exprimée de réaliser l'unité dans les luttes comme lors des élections pour battre la
- 3°) Une exigence politique au niveau du pouvoir : opposition au gouvernement Rocard-Soissons, à sa politique, à ses alliances à droite. Appel à un gouvernement formé à partir de la majorité actuelle de gauche dans le pays et à l'Assemblée, dont nous exigeons, avec les travailleurs qu'il rompe avec la bourgeoisie, ses partis, ses hommes, ses institutions et satisfasse les revendications. Ceci implique, à partir des luttes, d'interpeller les directions du PS et du PCF, des directions syndicales, pour qu'une telle voie de rupture avec le capitalisme soit choisie.

Nous mettons cela en avant dans les luttes en reliant chaque combat, chaque revendication aux moyens unitaires qu'il faut mettre en oeuvre pour aboutir et au débouché politique qui en résulte au niveau du gouvernement. récillement l'artifo d'action ou une cantrale unique et de mocrate que, aux que extre

Dans les élections municipales, de tels mots d'ordre doivent être présents en lien avec la nature du scrutin, avec son caractère local, avec les questions concrètes qui permettent de toucher les électeurs. Impulser l'extrence de lartes, de artives. L'estrocomb

Pour les élections européennes, il faut relier ces mêmes mots d'ordre avec le refus de l'Acte unique de 1992, l'exigence d'un Acte social unique, les revendications et l'unité pour battre les droites et faire entendre un courant pour l'unité et l'indépendance ouvrière en Europe. unicates de ce syndicas, contre la politique et les numeraures de ses directions. Lons La

défendre lockerendimente les personnels en concession 8 °N ASÉHT. un la défendre de l'école publique. A ous valonneme le dront de 8 °N ASÉHT. en faire un example metitaux pour arus le niouvement sonnical.

Notre démarche est celle du Front unique ouvrier. Nous cherchons à mettre en avant, en pratique, sur des mots d'ordre précis, correspondant aux aspirations des masses, des mouvements unitaires, démocratiquement conduits, allant jusqu'au bout pour obtenir satisfaction. Il faut avoir le souci dans chaque cas de rassembler, malgré les directions, l'ensemble du mouvement ouvrier autour des revendications fondamentales mise en avant par les travailleurs ou la jeunesse. C'est par l'organisation de campagnes de masse nationales bien choisies que l'on peut le plus concrètement faire progresser (en dehors des grèves ou luttes) le Front unique ouvrier. Dès que de tels mouvements de masse naissent, croissent, les directions social-démocrates et staliniennes sont en porte-à-faux et nous pouvons mieux qu'elles nous faire entendre, nous lier aux mobilisations, consolider ou construire des structures démocratiques, soit temporaires (comités de grève) soit durables (des sections syndicales vivantes). Et au sein de tels mouvements, nous pouvons par un travail de politisation, d'éducation, gagner l'avant-garde qui en émerge. L'exemple de la mobilisation démocratique, unitaire, des jeunes en décembre 86 est une leçon. L'exemple des coordinations de cheminots, d'instituteurs en janvier 87 est une voie à suivre, ainsi que celle des infirmières, des ASH, des postiers, etc...

Ceci implique une priorité au travail syndical, de masse, en profondeur pour construire et faire vivre des sections vivantes autour de l'aspiration-clef à l'unité et de mots d'ordre unifiants, répondant aux aspirations élémentaires des travailleurs. Nous agissons avec constance pour l'unité d'action syndicale, pour faire mûrir l'exigence d'une centrale unique et démocratique rassemblant tous les salariés sur la base de la défense concrète, active, de leurs intérêts. Au cours des luttes, nous oeuvrons à impulser les assemblées du personnel, l'élection de comités de grève associant les syndicats, favorisant la prise en main collective, responsable, de la lutte par les salariés eux-mêmes.

Dans la CGT, premier des syndicats, menacé par la politique de division, de manipulation des luttes par les staliniens qui la dirigent, nous défendons l'idée d'un grand syndicat de masse, unitaire, pluraliste, démocratique, appuyé sur les luttes. Nous nous opposons aux journées d'action télécommandées, non unitaires, ainsi «qu'aux coups de mains» imposés pour faire valoir le sigle CGT plutôt que d'oeuvrer à faire faire un pas en avant collectif de tous les salariés quel que soit leur degré d'organisation. Nous cherchons à faire vivre et débattre le syndicat comme reflet sensible des exigences de la base, comme instrument naturel de tout salarié quelle que soit son opinion politique, philosophique ou religieuse.

. Dans la CFDT, contre les méthodes bureaucratiques et le participationisme accru du noyau dirigeant à la gestion des affaires du capitalisme, nous luttons pour y défendre la conception élémentaire du syndicalisme de lutte des classes, revendicatif et indépendant. Là aussi nous y luttons pour l'unité d'action, sans préalable, sans exclusive; dès lors qu'il y a revendication surgie de la base et soutenue par elle, nous prônons la lutte jusqu'au bout, pour gagner contre l'adversaire patronal. Les intérêts de l'ouvrier et du patron ne sont pas conciliables, tel est l'essence des expériences de toute l'histoire du syndicalisme dans le monde, à défendre au sein de l'actuelle CFDT.

. Dans Force ouvrière nous augmentons notre présence, car on ne peut imaginer réellement l'unité d'action ou une centrale unique et démocratique, sans que cette centrale soit associée. L'appareil de ce syndicat louvoie difficilement entre les pressions d'une base qui veut davantage «d'action», - et pour cela, ne peut ignorer «l'unité d'action» avec la CGT et la CFDT - et la traditionnelle préférence de la direction pour les négociations à froid dans les divers organismes paritaires. Impulser l'exigence de luttes, de grèves, c'est reconfronter ce syndicat à l'ensemble du mouvement ouvrier, c'est nourrir les débats en son sein.

. Dans la FEN, nous appuyons tout ce qui peut conserver et élargir la vocation unitaire de ce syndicat, contre la politique et les manoeuvres de ses directions. La FEN conserve une place particulière parce qu'elle a refusé la scission syndicale et nous la défendons en ce sens. Mais il reste à faire vivre réellement ses structures de base, à ne pas se replier sur les seules tendances, à affirmer son indépendance pour défendre les revendications des personnels, sans concessions, ni sur les salaires, ni sur la défense de l'école publique. Nous valorisons le droit de tendance et cherchons à en faire un exemple meilleur pour tout le mouvement syndical.

. Dans les UNEF, nous luttons pour un grand syndicat, démocratique et indépendant unifié des étudiants - et pareillement pour un syndicat lycéen et collégien. Nous développons dans l'UNEF-ID une large opposition à vocation majoritaire contre la direction social-démocrate et ses différentes composantes. Il y a des revendications propres à la jeunesse en formation qu'il faut défendre pas-à-pas, par une présence régulière sur ce terrain dans les facultés et les lycées : c'est la meilleure approche de la masse du milieu, celle qui permet de le mettre en mouvement et, vu qu'il se politise très vite dès qu'il lutte, de gagner les éléments d'avant-garde à la construction des JCR (les JCR étant elles-mêmes investies dans le travail syndical, à fond, et se distinguant, en tant qu'organisation de jeunes liée à la IVè Internationale, par l'animation de campagnes politiques, le savoir faire dans les mobilisations de Front unique, l'éducation des militants d'avant garde émergeant du mouvement de masse).

unique est l'avenir de la LCR. C'est ainsi durablement qu'elle se forgera une nouvelle image au coeur du mouvement ouvrier. C'est ainsi profondément qu'elle dépassera ses difficultés chroniques actuelles.

Cette même conception de front unique, faisant vivre des organisations de masse, des comités, en fonction de buts précis, de thèmes délimités susceptibles de rassembler largement, conduit notre activité sur des terrains aussi divers que la construction de «SOS-Racisme», la construction d'un mouvement autonome pour les droits des femmes, le développement du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud, la solidarité permanente avec la révolution nicaraguayenne, l'activité antimilitariste, pour le désarmement et pour les droits démocratiques des soldats. Chaque fois, en tenant compte des spécificités, en adaptant les mots d'ordre, nous avons la même méthode globale de Front unique.

Un exemple est la construction de «SOS Racisme» comme organisation de masse, antiraciste, unitaire et indépendante. Par ses campagnes sur des thèmes populaires, par la continuité de ses initiatives sur une période de plusieurs années, «SOS» s'est taillé une audience de masse qui a donné un coup d'arrêt à l'extrême-droite et a pesé notamment dans la jeunesse, par les grèves de décembre 86. Le bilan de l'existence de SOS est positif, nous y militons en priorité pour construire l'association, mais nous y avons une responsabilité particulière pour y développer la démocratie, pour y populariser une politique unitaire sans exclusives et y défendre jusqu'au bout les revendications.

principes mais en una qu'elles de la res indépendantes, de on ASÁHT entragné dans la critique de la politique du gonvernement le et d'ASÉHT

Les élections sont un terrain de la lutte politique entre les classes. Elles sont l'occasion de campagnes politiques centrales qui nous permettent de nous faire connaître et de nous construire en défense des intérêts historiques des travailleurs. C'est en toute indépendance que nous élaborons, à partir de notre programme et de nos analyses de la situation politique des plate-formes adaptées à chaque échéance électorale. Nous ne sommes pas enfermés dans un cadre d'alliances permanent qui conditionnerait nos plate-formes ou nos candidatures. Au coup par coup, nous décidons de la meilleure façon de nous présenter, de faire partager notre conception de l'unité ouvrière, des luttes, des institutions, etc. Ainsi la LCR avait-elle à l'occasion de la présidentielle, en soutenu P. Juquin sur la base de «3 axes», résumant à ce moment-là ce qui pouvait être un véritable discours populaire pour une campagne de masse. A l'avenir, cette méthode doit être adaptée

A. Pour les municipales de mars 1989, nous élaborons indépendamment la plateforme politique qui nous semble appropriée : nous sommes pour des listes d'unité ouvrière indépendante de la bourgeoisie, indépendantes du gouvernement de coalition Rocard-Soissons.

La première condition claire, inscrite au frontispice de tout accord, c'est-à-dire le refus de l'ouverture, c'est le refus de l'alliance avec la droite et la critique à l'égard de la politique du gouvernement Rocard, c'est la première chose que nous exigeons pour discuter ensuite d'une liste.

Cette plate-forme pourrait être discutée à tous les niveaux. Notre projet est cependant national et pas seulement municipal. Nous entendons présenter des listes sous un même label autour d'un appel commun dans le plus grand nombre de communes possibles - en évitant autant que possible la dispersion des listes défendant la même politique. Pour qu'une telle démarche ait un sens, il n'est pas pensable de ne pas avoir de grandes références communes :

⁻fest evendles nons cleft ne marcate si tre révisées en batssectors la plate : •1.

^{. 35} heures sans diminution de salaire.; Moderal acus est alle la salaire de la salair

. Indexation des salaires sur les prix, rattrapage du pouvoir d'achat ;

. SMIC à 6 000 F; contre le RMI de Rocard, pour un RMI égal au SMIC ;

. défense de l'école publique : fonds publics à l'école publique ;

. défense pour tous de la Sécurité Sociale ;

. droit de vote pour les immigrés ;

. égalité des droits hommes/femmes ;

abrogation de la loi Méhaignerie.

sommotion de <503-Karlimete, la constructivo d'un monveccent entragme por les trolls des formas, le développament du monventent acti-spuripent en Atr**.°S** . soutien aux luttes des travailleurs, des jeunes ;

. soutien à l'unité et à la démocratie syndicale ;

. appel à l'unité des organisations ouvrières contre la droite,

. engagement au désistement pour battre les listes de droite au 2ème tour.

3º-

. opposition à la politique et aux alliances conduites par le gouvernement Rocard : non à l'ouverture à droite;

. gouvernement de gauche issu de la majorité de gauche pour un véritable

changement, pour le socialisme;

. pas de participation à des listes comprenant des bourgeois, hommes de droite, pas de désistement pour des listes de «gauche» dirigés par des bourgeois. nous y avens une responsabilité particulière peur y développes la dé auxemile, pour

copulariser uso polarique unitalre sans exclusives et y defendre josqu' au bor Nous proposons à nos partenaires potentiels, sans exclusives, de discuter d'une telle plate-forme et nous sommes prêts à la négocier à condition que les éléments indispensables, selon nous, à une vraie politique de gauche ne soient pas supprimés.

Nous cherchons à avoir des élus : pas par des compromis ni par des accords sans principes mais en tant qu'élus de listes indépendantes, d'unité ouvrière, sans ambiguïté dans la critique de la politique du gouvernement Rocard, sans participer à des listes cautionnant «l'ouverture à droite».

Au premier comme au second tour, tout dépend de la plate-forme politique cidessus résumée, que nous mettons en avant : nos alliances et notre tactique y sont totalement subordonnées.

Nous proposons cette plate-forme à toutes les forces concernées :

- 1°) Si les directions de LO, du MPPT, du Mouvement des Rénovateurs Communistes, de la FGA, du PSU acceptent de répondre à nos offres de rencontre, de débat, d'accord sur une plate-forme de ce type, nous chercherons à constituer des listes communes partout où cela se pourra, en référence à un sigle et une plate-forme nationale. 5011 il fanta ma ambimilion seb assitut seb assituto edinuf
- 2°) Si des sections ou des militants du PS et du PC en opposition ouverte à la politique gouvernementale et «à l'ouverture à droite» acceptent le débat et la participation à des listes communes, nous sommes prêts à passer un accord pour peu que la clarté soit faite sur cette plate-forme.
- 3°) Si les CIPUNPAG ou ce qu'il en reste au lendemain des Assises des 3-4 décembre 1988, approuvent une telle plate-forme, nous travaillerons ensemble pour les municipales.

Le paragraphe ci-dessous sera soit remanié, soit enlevé et transformé en annexe,

en motion séparée d'ici au Congrès :

«Mais la question des CIPUNPAG se pose différemment dans la mesure où, à l'automne 88, nous en sommes encore partie prenante : ces "comités" ont changé de nature et de composition depuis leur lancement à l'occasion de la campagne présidentielle de Pierre Juquin fin 87, début 88. Ces comités n' ont toujours pas de plate-forme politique mais sont traversés de courants inconciliables. Ces comités tendent à se survivre et à s'organiser mais sans avoir la base d'une force politique durable nouvelle. La LCR entend conserver toute son indépendance à l'égard des CIPUNPAG, elle n'entend pas se plier à une décision majoritaire de ceux-ci, elle ne reconnaît pas leur exécutif ou leur coordination comme étant représentatifs. Aussi nous proposons notre plate-forme municipale à la discussion des comités, de leurs Assises, mais en précisant à quelles conditions et selon quelles modalités nous entendons en discuter :

- l'attitude par rapport au gouvernement Rocard et à sa politique d'ouverture n'est pas négociable;

-les revendications clefs ne sauraient être révisées en baisse dans la plate-forme;

- l'exigence de l'unité contre la droite, du désistement doit être présente;

-les listes présentées localement doivent être rattachées à un label national et une plate-forme de référence nationale, nous ne saurions participer à un "patchwork" de listes et de plate-formes au profil incohérent ("vert et rouge", "arc-en-ciel", et

"Union de la gauche").

Si le débat et les décisions des CIPUNPAG permettent l'accord, sans exclusives à l'égard des autres partenaires susceptibles de s'associer, nous ferons des listes communes. Si tel n'est pas le cas, les organisations, les comités composant ce regroupement issu de la campagne présidentielle passée de Pierre Juquin agiront chacun de leur côté».

B. Pour les élections européennes de juin 1989. Notre démarche est guidée par les mêmes principes. D'abord l'élaboration d'une plate-forme : celle adoptée par le CC de la LCR en juin 88, soumise au SU et au CEI de la IV Internationale.

. Contre l'Acte unique de 92, pour un Acte social, pour l'harmonisation des législations sociales par le haut. C'est le thème central.

. Pour les revendications clefs;

. pour l'unité internationale dans les luttes;

. pour battre les droites, pour gouverner à gauche, pour l'Europe des travailleurs et de la jeunesse.

Une campagne d'agitation politique. Pas une campagne vert-rouge, arc-en-ciel, rose, tous azimuths. Un point de vue de classe, pas un point de vue interclassiste.

Nous soumettons cette plate-forme à tous nos partenaires, notamment aux Rénovateurs, LO et le MPPT, mais aussi au PSU, à la FGA, et à tout groupement qui pourrait être concerné par la discussion et la constitution d'une liste sur de telles bases.

Cette méthode pour nouer telle ou telle alliance lors d'échéances électorales est une question de principes : en aucun cas nous ne commençons une négociation sans avoir préalablement, publiquement et en toute indépendance, notre plateforme politique en tant que LCR.

Ensuite, nous voyons quel type de compromis si cela s'avère nécessaire, quels candidats soutenir, quelle tactique, tout en respectant les principes fondamentaux

de notre plate-forme indépendante.

Ceci dit, nous avons un préjugé sur la nature de nos alliés : il convient de nous tourner vers des groupes, forces, courants qui ont une influence sur les larges masse ou sont en prise réelle avec la crise du mouvement ouvrier et non pas à priori sur des secteurs dits «avant-garde large» ou «alternatif», ou «à gauche de la gauche». Un tel enfermement nous coupe de la large majorité des travailleurs, des femmes, des jeunes qui votent par millions PS et PCF.

Thèse n° 10

Nous avons le souci de faire passer le programme de la LCR (SFQI) dans l'action, de former et de recruter des cadres expérimentés au travail de masse sur une ligne de Front unique et tout à fait liés aux préoccupations quotidiennes des travailleurs et de la jeunesse d'aujourd'hui.

La LCR (SFQI) est l'instrument indispensable pour cela. Elle est, comme section indépendante de la IV Internationale, ayant accumulé des acquis théoriques et pratiques irremplaçables, le cadre unique aujourd'hui, pour construire une direc-

tion, sélectionner et former des militants d'avant-garde.

L'analyse politique et les orientations en matière de travail de masse, sur tous les terrains, exposées dans les présentes thèses, n'ont de sens qu'à la condition de renforcer d'abord la LCR, de la réorienter et de la dynamiser à nouveau.

Nous nous tournons vers les larges masses influencées par le PS et le PC. Nous oeuvrons à faire naître des contradictions entre les aspirations des masses et les

directions de ces organisations.

Nous proposons pour la LCR une méthode de construction basée sur une démarche de Front unique ouvrier, comme elle ne l'a jamais pratiquée jusque là, durablement et méthodiquement. Nous proposons de rompre avec une orientation erronée vers «la gauche de la gauche» et de prendre toute notre place *au coeur* du mouvement ouvrier tel qu'il est, d'y faire reconnaître notre efficacité en même temps que la justesse de notre programme.

Nous pensons, par notre histoire et notre programme, être le noyau de la

construction d'un parti révolutionnaire.

Théorie et pratique sont liées. Sans théorie, pas de parti révolutionnaire. Mais sans illustration pratique de la théorie, sans définition commune des tâches, sans accord sur une politique concrète de Front unique, une nouvelle majorité, une nouvelle direction de la LCR ne pourrait se constituer sérieusement et agir durablement.

Inversement, une conception pragmatique, purement tactique et immédiate des tâches qui ne se situerait pas clairement dans une même projet de construction révolutionnaire aboutirait à un gaspillage, à une usure des forces actuelles de la LCR (SFQI).

C'est pourquoi ce présent projet de 10 thèses se complète par un projet de thèses sur «la construction du parti». Les 13 camarades qui, au CC de la LCR, présentent ces deux projets de thèses complémentaires sont à l'ouverture du débat de congrès, le 22 octobre 1988, non seulement le regroupement le plus important numériquement, mais le *seul* qui présente en cohérence deux documents sur les deux points à l'ordre du jour du CC.

Note:

Ce texte a été voté par 12 camarades du CC
et 1 camarade de la CCC.

your Funds internationality dans les lunes; som bature les écuites, pour gouverner à gauche, pour l'Ecope des prevailleurs « la senesse,

case, tous assimuths. Un'point de vao de classé, pas un point de vao inarclassista. blais socialations cetre plate-forme à nois nos partonaires, notamment aux Rénovaleurs, LO et le MPPT, mais aurai au PSU, à la PGA, et à tout groupement qui pourrai étre cracerné par la discussionnet la constitution d'une liste aur de rolles.

Lette methode pour nauer telle ou telle tillistice lets d'échémices électorales est une question de principts. I en aucun cas nous ne commançons une négaciation sans a voir préalibliement, publiquement et en tours indépendance, notre plans forme politique en trait que LCD.

Finautte, mus voyons quel tyre de compromis si cela s'avore nécessiro, quels capitants sourenis, quelle usuque, royi en respeciant les principes frontamenaux de nouve pinte-forme indépendants.

Ceel dit, nous avans un préingé sur la notare de nos alliés — : il convient de nous routeur vers des groupes, forçes, contrauts qui ont une influence sur les larges masse ou sont en prisendelle avec la orise de mouvement envyler et nou pas à prior i sur des certeurs dus vavant-garde larges ou entremanie, ou «à practie de la gauche». Les rel enfermement nous coupe de la large reajoneé des traveilleurs, des fernases, des jeunes que votent par millions PS et PCF.

THESE Nº 10

Nous avenale souci de faire passer le programme de la LCE (SEQI) cana l'action, da former et de recruier des cadens expérimentés au travail de musses our une lique de Frant unique et tout à fait lids aux préoccupations quantificants des travailleurs et de la sourierse d'autouriffind.

La LCR (SPGI) est l'instrument indispertable pour cela. Ellerat, comme section ontependante de la IV Internationale, avant accumulé des acquis théoriques et pranques irremplaçables, le cedic unique aujourd hui, pour construire une direcion, sclectionner et fermer des quilitants d'avant-pande.

many as pointing craises of organization and the scale of a sound of the sound of t

Notes none commons work les larges massas influencées par la PS et le PC. Nous converse à faire noture des contradictions entre les aspirataies des masses et les de res de provinciations.

None proposons pour la LCR une méthode de construction basée site une déseaut ne de Front amoise contret, occume elle re l'a jamais pratiquée jusque là, desablament et méthodiquement, biens proposons de cargote avec, une occuminn entrode vers «la gauche de la gauche» et de prendre unes noure place un cocab du mouvement consider de la citate de la gauche recommitte notre effecteur en même mouvement de restosse de nour proconceine.

Nous persons, par notre histoire at notre programme, être le noyen de la crester ten d'un parti révolutionneire.

Trécon-espanique sont lière, Sans théorie, pas de partiner obtionner et bluis auns d'us person president de la trécone, saint déficition commune des électes, sons recond sur une politique concrute de Pront unique, une nouvelle majorité, une nouveille descriton de le LCPs personneux en consultater sérieurement et unit duraitement.

L'enjeu du IXè Congrès de la LCR (XXXè de la SFQI)

REDONNER UN SENS A LA CONSTRUCTION DE LA LCR

(Texte présenté par 6 camarades du CC et de la CCC)

La LCR est en crise. Ce n'est pas nouveau. Mais jamais sans doute, depuis deux décennies, notre parti n'a été aussi près d'atteindre un point de non-retour.

Les manifestations de la crise sont connues: une organisation qui voit s'effriter lentement mais sûrement ses effectifs, dont les instances de base, ses cellules, se meurent d'ennui, dont la presse est peu et mal diffusée... et qui n'est donc plus vécue par la plupart de ses militants et de ses sympathisants comme le levier indispensable pour leur intervention, pour la construction du parti. Il en résulte une perte de substance politique et programmatique qui ouvre la possibilité de dérapages en série et à tous les niveaux. La question de la direction - comment est dirigée l'organisation et pour quoi faire - concentre de manière explosive tous ces symptômes.

Quiconque prétendrait trouver dans la situation objective l'explication à cet état de fait commettrait une faute majeure. Il n'est pas vrai que la situation est défavorable pour les révolutionnaires, ni à court terme ni même à l'échelle du

moyen ou long terme prévisible. Nous n'avons pas été confrontés à une longue période de reculs et, depuis l'hiver 1986-1987 au moins, les développements sociaux inscrits dans la réalité des rapports de forces nous ont donné maintes occasions de mettre en oeuvre et de faire valoir notre politique. Il faut en conséquence rechercher ailleurs, dans les choix d'orientation majoritaires, les causes d'une aggravation sans précédent de la crise du parti.

1. Autopsie d'une crise

La crise actuelle de la LCR s'est ouverte avec le VIIè Congrès (novembre 1985) après avoir connu ses premiers développements au niveau du comité central un an plus tôt, en septembre 1984. Ce qui était alors en jeu, c'était la politique dite de

l'alternative par opposition à celle dite du petit parti d'action.

A l'époque, les camarades majoritaires ne «voyaient» pas, disaient-ils, entre ces deux orientations des contradictions insurmontables... La vie et les faits ont tranché. Par glissements successifs, mois après mois, CC après CC, les acquis de la politique de construction mise en oeuvre après la scission de 1979 et poursuivie - avec des hauts et des bas - jusqu'en 1984, ont été remis en cause. Et même si la politique concrète de l'alternative fut un fiasco retentissant, elle n'en resta pas moins la référence obligée - quant à ses fondements - de la direction («recomposition à froid, à gauche de la gauche, à la faveur de médiations-détours»).

C'est dans ce contexte que le VIIIè Congrès (mai 1987) et dans la foulée la Conférence nationale de novembre 1987 s'engagèrent dans un soutien pratique et sans condition à la campagne réformiste de Pierre Juquin. Il n'était pourtant pas difficile de prévoir - certains camarades l'ont fait - le cours politique qu'allaient suivre Juquin et la majorité des forces engagées derrière lui et avec la LCR dans les comités.

Mais il y eut pire: l'engagement pris par 80 % de l'organisation de «tester» à cette occasion la possibilité de construire une nouvelle force politique à l'issue de la campagne. Se trouvait ainsi confirmé le risque que la perte de substance consécutive à l'application de l'orientation de l'alternative ne débouche sur un dérapage majeur.

Et du dérapage majeur à la théorisation de celui-ci, il n'y a qu'un pas que certains camarades ont allègrement franchi dans le débat sur la construction du parti, dessinant les contours d'un courant liquidateur qui s'assume en tant que tel. Pour ceux-ci, le mieux que puissent espérer les révolutionnaires aujourd'hui en France, en Europe (et ailleurs?), c'est la construction d'un parti centriste, et encore s'agit-il d'un optimum qui ne sera peut-être même pas atteint. Logiquement, ces camarades proposent que nous nous attelions à la construction directe de ce parti au mieux

centriste, au pire réformiste, puisque ce serait à l'ordre du jour.

D'autres camarades ont perçu le danger, y compris dans les rangs de la direction mais, par trop préoccupés à justifier leurs propres erreurs, ils en sont venus à accréditer une approche «théorique» de notre propre histoire qui nous tire très loin en arrière. Au nom d'un «trotskysme non sectaire» (qu'est-ce que le «trotskysme sectaire»?) et de la recherche de médiations-détours ou de médiations-raccourcis, ils présentent une vision qui n'est pas dégagée du lourd héritage entriste et des déviations «pablistes» concommitantes à celui-ci ; ils préconisent entre deux médiations, entre deux aventures, la construction de la LCR, mais le font comme s'il s'agissait d'un mal nécessaire, d'une sorte de parenthèse en attendant que la situation s'éclaircisse sur le front des médiations. Un projet de construction sur la durée est incompatible avec une telle vision de la tactique de construction, qui est parfaitement inadaptée à la construction d'un parti qui soit toute autre chose qu'un simple courant d'idées. Les faits confirment amplement cette perte de substance, y compris au sein du noyau de direction réputé «historique» C'est précisément des rangs de la majorité qu'est venue par exemple s'imposer une conception et une politique adaptationnistes dans l'intervention en direction du parti social-démocrate. Le cours pour le moins ambigu quant aux problèmes que nous pose le gorbatchévisme - le «chiche» -, par exemple, a exactement la même origine. Il s'agit du danger principal dont doit s'écarter le parti au travers de son IXè Congrès : le renoncement, revendiqué ou non, à la construction de la LCR sur la durée, comme organisation révolutionnaire indépendante, comme organisation communiste ouvrière, avec ses implications concrètes, politiques et idéologiques.

'et de la CCC)

2. VINGT ANS APRÈS... THE STATE OF THE PROPERTY OF THE PROPERT

En proie à une démoralisation profonde, beaucoup de camarades tirent implicitement un bilan largement négatif de deux décennies de construction de la LCR comme organisation indépendante. Combien de fois n'entend-on pas des propos du genre : «On a tout essayé depuis vingt ans et nous en sommes toujours au même point, voire nous avons même régressé...» Voilà pourquoi il importe de reprendre, une nouvelle fois, la question de notre bilan à bras le corps.

Nous devons souligner en premier lieu que la situation actuelle de l'organisation n'est que dans une certaine mesure le produit de facteurs objectifs. Avec la situation que nous avons connue depuis 1968, nous pouvions nous construire. Certes, en l'absence d'événements majeurs de la lutte des classes, nous ne pouvions certainement pas construire à froid un parti révolutionnaire de plusieurs dizaines de milliers de membres. En revanche, la construction d'une force deux fois, trois fois plus forte que la LCR actuelle - en terme d'effectifs et d'implantation - était objectivement à notre portée. Remarque qui n'est pas de détail car chacun peut imaginer ce qu'une force dynamique, correctement centralisée, disons de quatre à cinq mille membres, largement implantée dans la classe ouvrière et disposant d'une organisation de jeunesse correspondant à son rayonnement, serait en mesure de faire dans la situation politique que nous connaissons. Que l'on songe aux luttes de l'hiver 1986-1987 ou bien encore au printemps dernier, si nous avions développé par rapport à la SNECMA une activité comparable à ce que nous avions fait en 1973 par rapport à Lip... Cela modifierait à l'évidence le paysage politique général et il ne se trouverait probablement pas grand-monde dans nos rangs pour remettre en cause une tactique de construction mettant au centre la construction d'un parti indépen-

Il faut donc s'entendre, en allant à l'essentiel, sur nos échecs des vingt dernières années. C'est sans doute la condition pour qu'apparaissent clairement les questions qu'il faut résoudre à l'avenir si nous voulons remettre la construction de la LCR sur de bons rails.

Ces échecs ne sont que très partiellement imputables à des problèmes d'orientation politique au sens étroit où on l'entend généralement dans nos rangs (analyse de la conjoncture politique, définition dans ce cadre de mots d'ordre généraux, consignes et campagnes électorales, formule de gouvernement, etc.). Ces questions ne prennent pour les révolutionnaires une importance décisive que lorsqu'ils sont en mesure de décider du cours réel des choses par ce moyen, autrement dit dans des situations assez exceptionnelles. Le reste du temps, quand nous sommes le plus souvent cantonnés à un travail de propagande et d'éducation, même à une échelle large, entrecoupée de phases d'embellie où nous pouvons passer directement à l'agitation de masse, mieux vaut naturellement avoir la politique la plus juste possible... mais son degré de correction ne détermine pas directement notre construction sur la durée. C'est au plan du projet pratique de construction que se joue d'abord et avant tout l'affaire. Nos échecs - évidemment toujours relatifs, en particulier par rapport aux autres courants révolutionnaires - dans la jeunesse et dans la classe ouvrière l'attestent.

2.1. Dans la jeunesse

Nos échecs sur ce plan sont sans doute de ceux qui ont le plus marqué une génération qui avait trouvé ses marques politiques à partir de la place qu'elle avait su gagner dans la jeunesse. Notre capacité réelle à intervenir dans la gestion des luttes jeunes ne saurait se confondre avec le fait de se construire en tant qu'organisation d'avant-garde parmi les nouvelles générations. C'est précisément cette incapacité à polariser au-delà du conjoncturel la radicalisation jeune et à construire une authentique organisation qui aboutit à la réalité actuelle des JCR. Il n'y avait pourtant aucune fatalité à ce qu'il en soit ainsi.

La politique suivie ces quatre dernières années par la LCR, de l'alternative à la campagne Juquin, la concentration quasi exclusive des forces jeunes dans les facultés selon la pente de la plus grande facilité et la volonté de la direction de la Ligue d'accrocher à n'importe quel prix les wagons jeunes au convoi de ces politiques ont forcé le trait jusqu'à la caricature.

2.2. Dans la classe ouvrière

L'échec est au moins aussi patent. Le sort réservé au vieux serpent de mer du tournant vers l'industrie en témoigne. D'où, trop souvent, un sentiment largement répandu parmi ceux «qui ont donné» à tel ou tel moment de notre histoire que ce fut toujours en vain... Et il est vrai que jusqu'alors la vague déferlante des résistances a toujours fini par devenir dominante, emportant à chaque fois une bonne partie de l'ouvrage patiemment construit précédemment. Nous ne repartons pas fort heureusement à chaque fois de zéro, mais face aux maigres acquis que nous conservons après chaque phase de régression pèse l'immense gâchis, difficilement quantifiable, de la démoralisation et de la perte de crédibilité du projet lui-même.

Pourtant, s'il est une question qui devrait nous unifier, c'est bien celle de la nécessité du tournant pour une implantation dans les entreprises dans sa dimension stratégique. Pour être candidat à la direction de la classe ouvrière, pour battre en brèche l'influence des réformistes et orienter le combat de classe vers la conquête du pouvoir, encore faut-il que les révolutionnaires soient implantés là où se dénouent ces problèmes. Tout le reste - le comment faire - peut et doit être (re)discuté en permanence, mais à partir de cette approche générale. En vingt ans, nous pouvions, nous devions par un effort volontariste et durable modifier le gros de notre implantation pour en changer le centre de gravité et mettre au coeur de notre dispositif l'implantation dans la classe ouvrière industrielle... Nous ne l'avons pas fait principalement parce que la direction ni dans sa totalité ni même dans sa majorité n'a pu ou voulu se résoudre à un tel choix qui heurtait de front sa manière particulière de concevoir l'intervention politique et la construction du parti.

Au bout du compte, l'organisation est extrêmement perméable à l'illusion qui consiste à espérer que tel raccourci, que tel détour peut nous dispenser d'une politique de construction, définie et appliquée sur la durée, dans la classe ouvrière.

De plus, nous avons beaucoup régressé dans la dernière période par l'effet combiné d'un cours opportuniste et d'un centre de gravité de l'activité qui s'est situé bien loin des entreprises.

La discussion sur la tactique de construction du parti pour le IXè Congrès s'ouvre dans ce contexte précis où l'affaiblissement constant de l'organisation depuis que la majorité de sa direction a décidé à l'automne 1984 de l'engager dans l'impasse de l'alternative - nourrit les théorisations les plus dangereuses.

Signe tout à la fois d'une désorientation profonde, d'un aveuglement coupable et de méthodes inacceptables, la direction n'a d'ailleurs pas hésité à proposer de faire l'impasse, pour le congrès, sur la tactique de construction du parti. En outre, cette question qui divise profondément les rangs de la section française rebondira inévitablement dans le cadre de la préparation du Treizième Congrès mondial. Les débats, les différenciations qui s'opèrent dans d'autres sections ou groupes de l'Internationale, notamment en Europe, renvoient à la même question de la tactique de construction, même si les termes concrets du débat varient bien évidemment d'un pays à l'autre.

3. L'ACTUALITÉ DE LA RÉVOLUTION

Si l'histoire de toutes les sociétés humaines jusqu'à nos jours se confond avec celle de la lutte des classes comme le proclame le Manifeste communiste, le vrai visage du capitalisme sénile de la fin du XXe siècle confirme plus que jamais la vieille alternative entre socialisme ou barbarie. Le siècle qui s'achève aura en effet connu bien des drames historiques dont le moindre ne fut pas la trahison de l'espoir qui s'était levé pour des dizaines de millions d'hommes et de femmes en octobre 1917.

L'étranglement de la première révolution prolétarienne victorieuse, la destruction méthodique par Staline du Parti bolchevik et de l'Internationale communiste, la confiscation par la bureaucratie du pouvoir conquis et détenu pour la première fois de l'histoire humaine par la classe ouvrière organisée dans les soviets devaient imprimer un cours tragique à l'histoire de ce siècle.

Dans la première partie de celui-ci, les forces contre-révolutionnaires purent de ce fait endiguer les poussées des masses au prix de défaites sanglantes pour le prolétariat devant Mussolini, Tchang-Kaï-Chek, Hitler ou Franco que n'ont pu totalement annuler jusqu'à ce jour les victoires ouvrières depuis 1943. Le système capitaliste continue en effet à se survivre dans ses citadelles principales, aux Etats-Unis, au Japon et dans la Vieille Europe capitaliste notamment. L'impérialisme maintient sous le joug de sa domination barbare des centaines de millions d'êtres humains dans les pays dominés. Le pouvoir bureaucratique lui-même n'a pu se maintenir durablement en URSS, en Chine qu'à la faveur de cette situation que

n'avait pu prévoir aucun dirigeant révolutionnaire depuis Marx. Là réside la raison objective, la base matérielle qui a permis que renaissent de leurs cendres, avec une force apparemment renouvelée et en dépit de leur faillite, les théories et perspectives réformistes, les staliniens et les sociaux-démocrates, joignant partout leurs efforts à ceux des capitalistes pour désarmer le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière.

Cependant, l'actualité de la révolution se fait plus pressante depuis le milieu des années quatre-vingt, entrant en écho avec la levée de nouvelles générations dans les trois secteurs de la révolution mondiale.

A l'Est, les développements récents tant en URSS que dans les autres «démocraties populaires» annoncent une nouvelle poussée de la révolution politique. Ni les réformes économiques sous le label de la «perestroïka» ni même le cours de coexistence pacifique suivi par l'équipe de Gorbatchev ne sont de nature à différer durablement une telle poussée. La part prise par la nouvelle génération ouvrière dans les grèves du dernier été polonais témoigne, entre autres événements, de l'ampleur de la radicalisation et du champ nouveau qui s'ouvre pour la construction de partis révolutionnaires, de sections de l'Internationale dans ce secteur de la révolution mondiale.

Dans les pays dominés, en particulier ceux qui ont connu un processus rapide d'industrialisation qui a fait naître une classe ouvrière urbaine jeune et puissante, la poussée des mouvements de masse a contraint à des transitions démocratiques aussi fragiles qu'instables, que le nouveau contexte de coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest est censé raffermir. Mais c'est compter sans l'approfondissement de la crise générale de l'économie capitaliste qui engendre un peu partout des situations explosives et, là encore, ouvre le champ pour la construction de forces révolutionnaires indépendantes dont témoigne par exemple l'expérience de construction de nos camarades du PRT au Mexique.

Dans les métropoles impérialistes, la crise qui perdure souligne avec force l'impérieuse nécessité d'une solution de rechange socialiste. A l'heure où les forces capitalistes du Vieux Continent tracent sous la bannière de l'austérité la perspective de leur Europe, entité économique et politique supra-nationale, bâtie sur le dos des travailleurs et des peuples, il y a mieux à faire qu'à désespérer de la lutte de classe. D'autant que le regain de luttes ouvrières face à la politique d'austérité dans plusieurs pays durant le premier semestre de 1988 (RFA, Italie, Portugal, Grande-Bretagne, France), le maintien de courants non prolétariens ancrés dans une problématique d'opposition au système (tels les Grünen en RFA) et la crise profonde de la domination des partis réformistes dans le mouvement ouvrier témoignent des possibilités ouvertes pour une politique et une intervention directes des révolutionnaires parmi les masses, sous le drapeau des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Les réformistes qui parlent de «mutations», de «nouvelle révolution industrielle» pour décrire l'approfondissement de la crise capitaliste, espérant grâce à cette opération de camouflage bénéficier des faveurs des classes bourgeoises qu'ils servent avec zèle, parient de manière totalement irresponsable sur une «sortie douce de la crise». Pour les jeunes et les travailleurs, l'actualité de la crise a en effet un tout autre visage : celui de l'explosion du chômage, de la généralisation de la précarité de l'emploi, des mesures d'austérité sur les salaires, des coups portés contre la protection sociale, qui rendent compte de l'impossibilité d'amender ce système d'exploitation. La crise capitaliste, c'est encore la course aux armements, le massacre de l'environnement à la tronçonneuse du profit, sans compter la renaissance de courants xénophobes et racistes qui préparent le terrain pour une attaque d'envergure contre les droits démocratiques. Dans ces conditions, il est bien difficile d'occulter l'enjeu véritable de la situation : soit les capitalistes infligeront une défaite majeure à la classe ouvrière, soit cette dernière trouvera les moyens d'imposer ses exigences ; mais dans tous les cas l'affrontement est inévitable.

Prétendre dans ce contexte que le clivage réforme/révolution ne serait plus aussi pertinent que jadis, c'est confondre le champ clos des débats en compagnie des revenus de tout, et surtout du socialisme et de la révolution, avec ce qui se joue pratiquement aujourd'hui dans la classe ouvrière, en particulier chez les jeunes où le maillage des réformistes est beaucoup moins serré qu'il ne l'était il y a quelques années encore

Nous devons tout au contraire centrer notre propagande et notre agitation de masse autour de l'actualité pratique de ce clivage pour le temps présent. Nous devons de plus montrer en quoi la solution socialiste est la seule capable d'intégrer les aspirations de l'ensemble de la société, comme par exemple celles concernant l'environnement ou l'antiracisme. C'est sur ce terrain que nous pouvons gagner au combat révolutionnaire de la classe ouvrière ceux qui se mobilisent de manière radicale sur des terrains comme l'écologie, les droits de l'homme ou la paix. Les réformistes sont incapables avec leur politique de répondre à ces aspirations. Encore faut-il que vive dans les rangs de la classe ouvrière une orientation, et donc

une organisation pour la porter, capable de fournir une alternative révolutionnaire aux vieilles directions. Telle peut et doit être notre ambition.

4. DANS UNE SITUATION CHAOTIQUE... un nouvel espace pour les révolutionnaires

Les traits généraux de la situation qui confirment l'actualité d'une perspective révolutionnaire au plan international se retrouvent dans la situation française, sous la forme d'une combinaison naturellement particulière.

La montée en puissance de l'activité gréviste de la classe ouvrière qu'attestent les statistiques faisant état d'un doublement du nombre de journées de travail perdues pour fait de grève au premier semestre de 1988, en pleine période électorale, apporte un démenti cinglant à tous ceux qui doutaient de la capacité de la classe ouvrière à engager une contre-offensive contre la politique d'austérité. Ces grèves ne sont pas le fruit de journées d'action sans lendemain, mais bien celui de luttes de masse. Le recours quasi systématique à des formes diverses d'auto-organisation confirme en outre un niveau de conscience élevé. Les conflits engagés dans de nombreux secteurs sur les salaires dès le printemps de 1988 et qui s'amplifient aujourd'hui font apparaître la nécessité d'une perspective d'ensemble, unifiante, pour gagner sur les revendications face au gouvernement et au patronat. C'est pour une large part dans cette réalité de l'activité ouvrière que s'ancre l'actualité de la grève générale, mais elle répond également à la situation qui prévaut au plan que l'on dit plus directement politique, celui des institutions étatiques, après la réélection de François Mitterrand à la présidence de la République et les législatives de juin 1988 dans un tout autre contexte que celui de mai-juin 1981.

La situation qui s'ouvre sera en effet forcément marquée par une grande instabilité sociale et politique, déterminée par la combinaison de plusieurs facteurs.

4.1. Une crise profonde des partis bourgeois

La bourgeoisie a été incapable de mettre à profit les deux années suivant mars 1986 pour restructurer son assise politique et sociale. La volonté chiraquienne de mise sur pied d'une politique à la Thatcher (dénationalisations, attaque frontale du mouvement ouvrier, «valeurs nationales»...) s'est heurtée de plein fouet aux grèves de l'hiver 1986-1987, moins de dix mois après le 16 mars. L'équipe Chirac fut dès lors paralysée dans la poursuite de son offensive. Aussi, même si le patronat a continué à porter des coups à la classe ouvrière, les difficultés du RPR, bridé par la cohabitation et le rapport de forces global, sans oublier le discrédit pour le «libéralisme» qu'a représenté le krach boursier, ont contribué à maintenir la bourgeoisie dans une prefonde crise de direction politique, stigmatisée par la percée du Front national qui mord largement sur l'électorat populaire de la droite et se nourrit en partie de cette crise. Le contexte de l'après-élection avec le coup tenté et réussi par François Mitterrand et Michel Rocard sur la Nouvelle-Calédonie, le refus de Barre et des «centristes» d'envisager une longue cure d'opposition alors qu'ils partagent les objectifs et l'essentiel de la politique conduite par le PS, ont encore accentué la crise de direction bourgeoise, ouvrant la voie à une possible radicalisation à droite de certains secteurs.

Le vote pour le Front national dans les consultations politiques nationales est en effet d'abord un vote de radicalisation de la petite-bourgeoisie, base électorale des partis bourgeois. Mais cette radicalisation sur les thèmes racistes, nationalistes, sécuritaires polarise autour de la petite-bourgeoisie un électorat populaire, ouvrier, dont une partie vient de l'électorat gaulliste, mais d'autres soit de l'abstentionnisme ouvrier croissant depuis 1982, soit de l'électorat socialiste et communiste dont beaucoup ont voté Le Pen au premier tour de la présidentielle, Mitterrand au second. Il en résulte un double enjeu pour les révolutionnaires et le mouvement ouvrier : faire échec frontalement au développement d'un parti fascisant; réorganiser sur une base de classe les éléments ouvriers dévoyés.

Si, jusqu'à ce jour, Le Pen a été incapable d'organiser les travailleurs, ou même d'adopter un discours démagogique anticapitaliste, sous le gouvernement Rocard, ce volet antigouvernemental, anti-parlementariste peut se développer sur la base d'une crise du mouvement ouvrier. La volonté du Front national de manifester le 1er Mai, le début de mise en avant de revendications sociales (solde égale au SMIC pour les appelés...), le nettoyage interne auquel s'est livrée la fraction groupée autour de Stirbois rendent compte de ce risque. On ne pourra s'y opposer efficacement qu'en traçant la voie d'un combat unitaire et anticapitaliste de la classe ouvrière s'opposant frontalement au consensus gouvernemental de gestion de

l'austérité patronale. C'est pourquoi il importe que le combat antifasciste, loin de se limiter de la dimension démocratique que représente notamment la bataille pour l'égalité des droits, nécessaire mais totalement insuffisante, se charge d'un contenu de classe indispensable. Rejouer des coalitions de Front républicain ou de Front populaire, rejouer Amsterdam-Pleyel face au Front national, en passant par pertes et profits la politique anti-ouvrière du PS et du gouvernement, ne ferait que démobiliser la classe ouvrière qui constitue le seul rempart réel devant l'éventualité d'une poussée fasciste de masse sur le terrain de la crise.

4.2. Une crise non moins profonde de l'ensemble du mouvement ouvrier politique

Jamais sans doute l'écart n'a été aussi grand entre l'apparence formelle des résultats électoraux et la réalité pratique de l'encadrement de la classe par les partis réformistes dont témoigne entre autres phénomènes la désaffection croissante pour

les organisations syndicales.

Ainsi, électoralement, les partis ouvriers ont gagné les échéances principales de la présidentielle et des législatives, avec une avancée très confortable de Mitterrand sur Chirac et un gain appréciable par rapport à mars 1986 dans les deux cas. Mais cela ne saurait occulter l'ampleur de la crise de direction qui sévit dans le mouvement ouvrier où les partis traditionnels ont vu leur autorité reculer de manière inexorable. Au plan électoral lui-même, si le passage d'un grand nombre d'électeurs du PCF au PS ne peut être interprété comme le signe d'un «glissement à droite», il n'en constitue pas moins un affaiblissement - qui va s'accentuer - du niveau d'organisation de la classe ouvrière par les réformistes. Le PCF représente une tradition d'organisation, vieille de plusieurs dizaines d'années, des travailleurs dans l'entreprise et le quartier. La social-démocratie ne représente rien de semblable et son gonflement électoral ne modifie en rien cette faiblesse d'implantation. Parallèlement, dans tous les derniers conflits significatifs, de Chausson et de la SNECMA aux mouvements de la rentrée 1988 dans la santé et l'audiovisuel, la perte de contrôle des réformistes est manifeste et, conséquemment, l'espace plus grand qu'il n'a jamais été pour les révolutionnaires, à condition qu'ils interviennent directement en jouant dans ce cadre leur rôle d'avant-garde, c'est-à-dire qu'ils indiquent clairement les voies et moyens pour gagner, ceux de la mobilisation unitaire et du mouvement d'ensemble vers la grève générale.

Tout cela résulte d'une crise de confiance des travailleurs dans leurs partis traditionnels, même si celle-ci n'a pas encore débouché sur un gain direct des révolutionnaires au plan politique, par exemple à l'occasion d'échéances électorales.

Rarement, en effet, depuis vingt-cinq ans, les travailleurs auront attendu si peu de changement dans leurs conditions de vie de l'accession de partis ouvriers au gouvernement. L'absence de trêve électorale et d'»état de grâce» l'a amplement confirmé. Le vote du 8 mai 1988 pour Mitterrand, massif chez les travailleurs, aura vraiment été un vote «anti-crise», un vote «anti-Le Pen». Si les communautés immigrées et de jeunes issus de l'immigration ont poussé un «ouf» de soulagement de crainte de voir Chirac président aggraver encore leur situation et si les jeunes ont massivement plébiscité Mitterrand comme un «rempart démocratique», dans son ensemble la classe ouvrière sait qu'elle n'a rien à attendre de favorable de ce gouvernement, même si elle avait tout à craindre d'une victoire de la droite. Mai 1988 n'a été en aucune manière le remake de mai 1981. Et, face aux mauvais coups de la rentrée, la riposte ouvrière ne s'est pas fait attendre.

4.2.1. Du PCF... Self-may be of the self-may be of the self-may be self-may be of the sel

La crise endémique du PCF a des coordonnées multiples, tant internationales que nationales, même si les secondes sont aujourd'hui largement plus déterminantes que les premières. C'est une crise qui vient de loin et qui appelle inévitablement de nouveaux développements. Pour autant, celle-ci est marquée par des phases d'aggravation qui peuvent et doivent être des moments privilégiés de notre intervention en direction des militants de ce parti. La phase qui s'achève avait été provoquée par l'onde de choc des résultats électoraux de mars 1986. Il était tout à fait possible d'en sortir avec un gain de plusieurs dizaines de militants ouvriers gagnés au marxisme-révolutionnaire, gain qui pouvait dans une certaine mesure modifier tant notre implantation que notre image dans une série d'entreprises et de localités importantes. Mais, pour cela, il aurait fallu intervenir directement en tant

que parti dans cette crise pour y porter une bataille de clarification autour des questions clés qui établissent une claire ligne de partage entre réformistes et révolutionnaires. Ce n'est pas ce qu'a fait la LCR. Sa direction a préféré accompagner, voire susciter une cristallisation sur des positions intermédiaires, au départ réformistes radicales, du «conglomérat hétéroclite» que constituait la mouvance rénovatrice. Elle n'a pas hésité à soutenir, sans un mot de critique, des campagnes réformistes comme celles d'Amicabile en Meurthe-et-Moselle ou celle de Juquin au plan national, accréditant dans les rangs de notre parti et autour de lui l'idée d'une évolution à gauche - la trop fameuse dynamique - naturelle et quasi inéluctable du courant rénovateur.

Les faits ont tranché et condamnent une nouvelle fois ce cours politique opportuniste. Le résultat est en effet doublement négatif : d'une part nous ne ressortons pas en tant que parti renforcés, mais affaiblis de cette aventure ; d'autre part, nous sommes désormais confrontés à un courant cristallisé sur des positions réformistes et en voie de satellisation dans l'orbite du PS, ce qui constitue un obstacle supplémentaire sur la voie de la construction du parti. Sans compter que d'autres petites forces réformistes comme le PSU ont pu à la faveur de cette situation se refaire un minimum de santé aux dépens des forces révolutionnaires.

De la même manière, il serait tout aussi irresponsable de répéter les mêmes erreurs aujourd'hui en direction du courant dit des «reconstructeurs». Ce courant dont l'acte de naissance - sa contribution à la conférence nationale du PCF - le situe plus à droite que la mouvance des rénovateurs et leur manifeste en leur temps établit un lien direct entre la «perestroïka» qui agite le PCUS et l'état soviétique et son propre projet par rapport au PCF. Il se réclame d'une politique eurocommuniste où la référence aux luttes de la classe ouvrière et de la jeunesse est étroitement bornée à l'horizon de la participation gouvernementale. Il n'y a donc rien de révolutionnaire dans tout cela, mais plutôt une logique - qui se veut raisonnable - d'autoréforme du parti, contre le groupe dirigeant actuel... en appelant à la rescousse le souvenir de Waldeck Rochet. Leur projet, pour l'heure encore flou, de constitution d'une tendance doit être apprécié à la mesure de ces références politiques. En revanche, cette nouvelle fissure au sein du PCF ouvrira sans doute des possibilités d'action commune pour les militants du PC avec les révolutionnaires sur des objectifs précis comme cela se produit après chaque ébranlement du monolithisme du parti stalinien. Nous devons donc tout en restant prêts à saisir toute éventualité qu'offrirait une brusque aggravation, toujours possible, de la crise du PCF, remettre le cap sur une intervention en direction de l'ensemble des militants de ce parti, en leur proposant l'unité d'action chaque fois que possible autour d'objectifs précis et en menant avec les plus avancés d'entre eux un débat sans concessions sur les objectifs stratégiques, le programme et la politique des révolutionnaires.

4.2.2. à la crise... à venir du PS

Le Parti socialiste connaîtra lui aussi inévitablement une crise. Il est devenu le parti électoralement dominant dans le mouvement ouvrier. Il gère l'austérité patronale avec le concours de la droite. Il n'est donc pas difficile de prévoir des différenciations en son sein à l'heure où le mouvement social se réactive. Cela dit, encore faut-il apprécier correctement la portée réelle de ces différenciations : seront-elles de nature à produire une poussée à gauche de certains secteurs de ce parti qui nous intéresseraient? C'est le premier problème, et il appelle une réponse catégorique. Aucun des regroupements internes actuels ne met en avant les lignes de force d'une différenciation politique susceptible d'entrer en écho avec les préoccupations de l'avant-garde ouvrière. Il n'y a effectivement aucune raison de valoriser tel ou tel de ces groupements. Tous se situent explicitement sur le terrain du réformisme le plus plat, quelques soient les différences qui les séparent. Et, en la matière, il n'y a jamais de génération spontanée.

Dans ces conditions, toute perspective éventuelle de travail de fraction dans ce parti, et à plus forte raison celle d'un «entrisme» profond en son sein, est non seulement vouée à l'échec mais forcément génératrice d'un cours d'adaptation au réformisme. Loin d'innoculer le «virus bolchevick» à un secteur, fût-il très minoritaire, de cette formation, la présence de révolutionnaires en son sein ne pourrait servir que de courroie de transmission pour les pressions les plus malsaines sur l'organisation indépendante. Deux autres arguments de poids militent contre cette perspective que la LCR se doit d'écarter résolument à l'occasion de son IXè Congrès.

Le premier tient à ce qu'est en vérité le Parti socialiste, une machine électorale aux liens des plus distendus avec la classe ouvrière. Dès lors, pour y être efficace, des révolutionnaires devraient quitter le terrain politique de la lutte des classes pour se porter sur celui des institutions étatiques, de la commune à l'Etat national. C'est une différence fondamentale avec, par exemple, le travail dans les organisations de

base du PCF en d'autres temps. Le second est encore plus fondamental et en quelque sorte principiel. Y aurait-il des différenciations positives au sein du PS, ce qui n'est pas le cas, que cela ne changerait rigoureusement rien à la nécessité d'agir en tant que parti constitué de manière séparée et indépendante, pour faire évoluer les secteurs concernés vers une rupture réelle avec le réformisme, toute autre politique

ne pouvant engendrer que l'effet inverse à celui escompté.

Au terme de ce tour d'horizon dans un mouvement ouvrier en crise profonde, où l'influence et surtout le maillage organisationnel des réformistes ne sont plus ce qu'ils ont été, une double conclusion devrait s'imposer à la LCR comme à toutes les forces révolutionnaires. Il y a bien un espace, un créneau pour la construction d'une force révolutionnaire substantiellement plus implantée que ne le sont aujourd'hui toutes les organisations existantes. La place que les militants de ces organisations ont acquise, par-delà leurs différences, dans les luttes sur le terrain rend la chose possible et nécessaire en liaison avec les phénomènes plus profonds qui agitent la classe ouvrière tel le recours en voie de généralisation à des formes d'auto-organisation. Aussi, rien ne peut justifier aux yeux des travailleurs qui se radicalisent en rompant avec le réformisme, non pas même l'existence séparée de plusieurs organisations, mais l'éparpillement des forces révolutionnaires au plan des échéances politiques, par exemple électorales, quand ils savent que, sur le terrain, c'est l'unité de ces forces et elle seule qui permet de battre en brèche efficacement l'influence et la politique des réformistes. Cette leçon vaut pour toute la période qui s'ouvre.

La LCR, pour sa part, doit la faire sienne, en regardant la réalité en face : d'un côté la collaboration toujours possible, y compris si elle doit être conflictuelle, avec les militants de Lutte ouvrière, voire du PCI, quand il s'agit de se battre sur le terrain de la lutte des classes ; de l'autre, un compagnonnage douteux avec des individus, des forces ou courants qui sont le plus souvent absent du terrain des luttes ouvrières ou jeunes et qui n'ont d'autre objectif que de combattre l'influence et la politique des révolutionnaires. Voilà les termes du choix premier que doit faire le IXè Congrès en ce qui concerne la tactique de construction, un choix essentiel parce

qu'il détermine tous les autres...

5. Nos tâches

5.1. Sur le terrain social de lessant l'essantiel de la social del la social della social della

Les tâches des révolutionnaires dans un contexte marqué par la crise générale du mouvement ouvrier et les possibilités de se construire que cela leur ouvre doivent s'articuler autour de quelques points forts qui dessinent un profil de masse sans

ambiguité.

C'est en tout premier lieu dans les luttes de masse de la classe ouvrière et de la jeunesse que nous pouvons et devons faire nos preuves. La LCR doit agir comme une force organisatrice des grèves et des mobilisations. Dans la propagande et l'agitation, elle défend inlassablement les revendications unifiantes, du type «1500 F pour tous, garanti par l'échelle mobile des salaires, avec un revenu minimum égal au SMIC pour ceux qui sont privés d'emploi ou de ressources», dans le contexte actuel des mobilisations prioritaires sur la question des salaires. En oeuvrant par tous les moyens à l'extension des conflits, elle trace dans la foulée la seule perspective politique, mobilisatrice et unifiante face au gouvernement et au patronat, qui soit à la hauteur de l'enjeu, celle d'un mouvement d'ensemble vers la grève générale. Ce faisant, elle n'ignore pas l'éventualité de la mise en avant dans l'agitation d'un mot d'ordre de gouvernement du type «Gouvernement PS-PC sans ministres bourgeois» dans le cours même de la mobilisation, mais seulement si ce mot d'ordre peut alors prendre un sens utile aux yeux des travailleurs en lutte, pour dénouer à chaud une crise politique ouverte. Faute de quoi, un tel mot d'ordre, avancé à contre-temps, reste une formule abstraite, sans rapport avec la réalité sociale et politique vécue par l'écrasante majorité des travailleurs. Ceux qui y ont recours en tout temps, et tout lieu, croyant ainsi répondre à la nécessaire politisation de l'activité sociale de la classe ouvrière, risquent fort en effet de s'en détourner au profit d'une pseudo-politique de Front unique, au contenu avant tout institutionnel, FU électoral par exemple - particulièrement droitière et néfaste dans ses conséquences pratiques. The Even supplication assessed on the another life appropriate

Les militants de la LCR ne se contentent pas de défendre une autre orientation pour les luttes; ils la mettent en œuvre en s'adressant à la masse des travailleurs sans jamais subordonner celle-ci à l'accord préalable d'autres forces, courants ou individus avec lesquels ils travaillent par ailleurs, par exemple au plan syndical.

Cela passera désormais souvent par la mise en place de comités de mobilisation minoritaires au départ, nécessaires pour organiser le noyau combatif, qu'il s'agit de tourner alors vers la masse des travailleurs. La multiplication des coordinations l'indique assez clairement.

Nous sommes dans ce cadre les partisans inconditionnels d'un recours systématique à l'auto-organisation sous toutes ses formes, au nom de la supériorité absolue de la démocratie ouvrière sur toute autre forme d'organisation. Nous oeuvrons en conséquence à la mise en place d'authentiques comités de grève, élus démocratiquement, indispensables dans la perspective de leur coordination et de leur centralisation au plan vertical à l'échelle d'un groupe, d'un trust, d'un secteur, et à plus forte raison au plan horizontal à l'échelle d'une localité ou d'une région.

Le comité de grève ne se réduit pas au front uni des organisations syndicales; ce n'est pas d'abord le moyen de réaliser l'unité de ces dernières. Il structure l'ensemble des travailleurs, brisant même momentanément et la division et l'extériorité de la masse des travailleurs quant aux décisions sur la direction de la lutte. Il s'agit de la structure qui réalise l'existence de la classe, rendant chacun conscient de la force et du pouvoir de l'action collective. C'est une arme redoutable de prise de conscience politique et d'amélioration du rapport de forces. Il faut tendre à ce qu'il devienne la direction effective de la grève et imposer sa reconnaissance aux directions syndicales comme au patronat, voire au gouvernement dans le cadre d'un mouvement national.

La centralisation nationale des comités de grève jouerait en outre un rôle réellement révolutionnaire en remettant en cause les formes traditionnelles de la démocratie bourgeoise et ferait peser le poids direct de la classe ouvrière face à l'Etat bourgeois.

En se situant donc sans ambiguïté possible dans l'opposition au gouvernement Mitterrand-Rocard, nous sommes ceux qui défendent jusqu'au bout les revendications ouvrières et jeunes, oeuvrent à la multiplication et à l'extension des conflits, se battent pratiquement pour la grève générale et mettent en avant toutes les formes possibles d'auto-organisation. Telle est la carte de visite, le profil des révolutionnaires, de la LCR, pour la prochaine période.

5.2. Sur les autres terrains d'activité

L'intervention des révolutionnaires ne se réduit pas à leurs tâches sur le terrain social, qui constitue cependant l'essentiel de leur carte de visite aux yeux de la masse des travailleurs. Ainsi, nous risquons dans la prochaine période, compte tenu de la situation, d'être particulièrement sollicités au plan de l'activité internationaliste en solidarité avec les luttes de masse qui se mènent dans les trois secteurs de la révolution mondiale, à commencer par le combat pour l'indépendance de la Kanaky et des autres possessions françaises d'outre-mer. L'émergence de luttes de masse en Europe de l'Est, spécialement en URSS, en raison de l'importance décisive qu'elles revêt, nécessite également un soutien actif. Enfin, nous devons nous attacher à lier pratiquement, concrètement, les luttes et combats que nous engageons à ce qui se passe de manière similaire dans d'autres Etats de l'Europe capitaliste.

Cela dit, pour qu'une telle activité soit efficace, encore faut-il se donner les moyens qu'elle «fasse du bruit» et que les leçons politiques principales qui s'y attachent soient tirées à chaque fois par le maximum de ceux et celles qui s'engagent activement dans la solidarité. C'est pourquoi, en règle générale, ce n'est que ponctuellement, pour une initiative de mobilisation ou pour une campagne précise datée dans le temps, que les révolutionnaires peuvent dégager l'essentiel de leurs forces pour ce travail. Dans ce cas, c'est à tous les niveaux, à commencer dans les entreprises, qu'une telle activité devient prioritaire. Cela exige donc du temps et des moyens spécifiques, autrement dit la maîtrise de réelles campagnes, judicieusement sélectionnées, au nom du bon vieux principe «Mieux vaut moins, mais mieux». Naturellement, le travail régulier de camarades spécialisés dans le suivi de ces questions est indispensable pour pouvoir, le moment venu, servir de base à l'investissement de tout le parti, mais il s'agit bien de deux niveaux d'activité différents.

L'échéance du bicentenaire de la Révolution française et l'évolution du contexte international vers une coexistence pacifique entre l'impérialisme et la bureaucratie, sur la toile de fond de la crise, militent en faveur d'une unification possible de notre profil autour du contenu de classe précis que revêt aujourd'hui la lutte pour la paix et les libertés, avec en point de mire les initiatives prévues par le gouvernement français en juillet 1989 (Sommet des sept et forum Nord-Sud). De la lutte pour l'égalité, contre toutes les restrictions à la libre circulation des flux migratoires, jusqu'au combat pour l'annulation des dettes des pays dominés, nous pouvons en

effet unifier notre propagande et notre agitation pour les rendre plus claires et plus efficaces, notamment dans la jeunesse. Les récentes manifestations de Berlin contre le FMI annoncent suffisamment clairement la réactivation d'un mouvement anti-impérialiste de masse sur ces thèmes, en Europe, impliquant avant tout les nouvelles générations. Les jeunes révolutionnaires doivent en être le moteur, y compris en France.

5.3. Au plan des échéances politiques centrales

Dans une période ordinaire, ce qu'il est convenu d'appeler des échéances politiques centrales relève le plus souvent du calendrier électoral. Malheureusement, sans aucun doute... Mais aussi longtemps que ceux d'en haut pourront continuer à gouverner comme avant, il en ira forcément ainsi. Il serait donc stupide pour des révolutionnaires de ne pas saisir ces occasions où les travailleurs font malgré tout plus de politique qu'à l'accoutumée pour se faire entendre et faire progresser leurs idées, même si le terrain reste pour nous miné.

En revanche, il est parfaitement malsain de voir la vie d'une organisation révolutionnaire rythmée par le calendrier électoral, comme c'est le cas pour la LCR depuis plusieurs années. Il y a deux raisons principales à cet état de fait avec lequel nous devons rompre : en premier lieu, nous n'avons pas à proprement parler de tactique générale pour les questions électorales, ce qui est une erreur ; en second lieu, chaque échéance ou presque donne lieu à un débat où se mêlent des considérations de tactique électorale et d'autres sur la tactique de construction du parti.

Depuis 1984, la direction prétend à chaque échéance électorale avoir trouvé la médiation qui permettra de faire un pas en avant dans la construction du parti, testée au travers de la campagne électorale correspondante. Il en fut ainsi avec l'alternative pour les législatives de mars 1986; il en fut ainsi avec les comités Juquin à l'occasion de la dernière présidentielle; et la prochaine échéance des municipales est abordée par la direction avant tout de ce point de vue. Il s'agit d'une méthode totalement erronée car, s'il est vrai que notre parti peut se construire - de manière non prioritaire - y compris en participant à des campagnes électorales, il est certain que le test d'une activité commune à ce même plan ne peut être en aucune manière un critère opérant, suffisant pour apprécier les éventuelles conditions de fusion et de regroupement avec d'autres forces. C'est évident lorsqu'il s'agit de forces révolutionnaires, à plus forte raison quand il s'agit de forces qui ne le sont pas. Faute de quoi l'on entretient la pire confusion, au risque de créer de nouveaux obstacles dans la voie de la construction du parti et à celui de ne pas exploiter de manière offensive les opportunités de campagne commune avec d'autres, quand elles sont ouvertes.

Il n'y a en effet aucune raison de principe pour que les révolutionnaires, sur la base de ce qu'ils sont et de ce qu'ils font, ne passent pas d'accord conjoncturel, explicite, avec des forces qui ne le sont pas, en vue d'une campagne électorale sur quelques points précis, au travers d'un bloc, d'un front ou d'une coalition définis comme tels. A chaque occasion, nous devons voir à travers quel éventuel cadre unitaire nous pouvons le mieux nous faire entendre, voire avoir des élus même si ce n'est pas une priorité, et quel bénéfice politique nous tirerons pour notre parti d'une telle alliance. Dans tous les cas, évidemment, cela suppose que nous gardions une totale liberté de parole et d'action. C'est d'ailleurs le seul moyen, en annonçant la couleur au départ, de ne pas être suspecté un jour ou l'autre - comme c'est à chaque fois arrivé! - d'entretenir secrètement de noirs desseins sectaires à l'encontre de nos partenaires, desquels en règle générale nous ne pouvons pas répondre et pour lesquels en conséquence nous n'avons à prendre aucune responsabilité devant les travailleurs. Ce n'est évidemment possible que sur la base d'une conception des campagnes électorales à l'opposé de celle qu'entretient la direction de la LCR.

Une campagne électorale, c'est la possibilité de faire passer à une assez large échelle quelques axes et mots d'ordre d'agitation qui ne réclament pas de longues

explications si l'on veut que le message soit reçu cinq sur cinq.

Ainsi, pour les prochaines municipales, nous devons adopter le profil d'une opposition irréductible à l'austérité patronale gérée par le gouvernement Rocard et les conseils municipaux PS-PC; nous devons être porteurs des exigences mises en avant dans les luttes à propos des salaires ou du RMI. C'est pourquoi s'impose l'absolue nécessité de refuser par avance quelque accord que ce soit avec les partis réformistes qui en sont comptables aux yeux des travailleurs. Une fois posée en ces termes, l'équation est facile à résoudre : au plan national, un accord n'est envisageable pour une campagne commune au premier tour qu'avec les autres forces révolutionnaires.

Quant aux européennes, il importe d'adopter un profil de masse similaire contre la construction de l'Europe capitaliste qui signifierait à coup sûr une dégradation des conditions de vie et de travail du plus grand nombre, en refusant le piège réformiste d'un acte social européen prétendant féconder la construction de l'Europe - toujours capitaliste! - d'un contenu positif pour notre classe.

Une fois fixé le cadre général d'une tactique électorale correspondant à l'étape actuelle de construction du parti et ses limites, nous pourrions agir à chaque fois de la manière la plus efficace, sans perdre de temps en d'interminables débats internes sur le bon choix, qui sont tout à la fois meséducatifs et stériles.

Au plut des échéances politiques centrales

6. Pour transformer la LCR en Petit Parti d'action :

3 priorités indissociables.

Pour que la LCR devienne un authentique petit parti d'action, qu'elle soit en mesure de peser pour son propre compte sur le champ politique, dans les luttes et dans la crise du mouvement ouvrier, il faudrait une transformation radicale de ce qu'est aujourd'hui notre organisation.

depuis physicum anutes. If y a deux misons principales A cet den de fait avec leque!

Au moment où l'évolution de la situation politique permet de battre en brèche, dans les faits, les doutes sur la possibilité de construire une organisation communiste ouvrière, une organisation léniniste, nous devons tendre à homogénéiser nos rangs, sur la base d'une vision commune de notre propre construction. C'est le seul moyen de faire reculer politiquement la cartellisation et la tendance à l'éclatement

politique et organisationnel du parti.

Nous devons mettre au centre de notre intervention une politique visant à conquérir la direction effective des mouvements de masse. Le développement de l'auto-organisation est une condition extrêmement favorable pour que cet objectif se réalise, au moins partiellement, à la condition cependant que nous disposions d'une implantation de parti acquise dès avant l'éclosion et la généralisation de telles conditions en faveur desquelles nous luttons pied à pied contre les forces réformistes. Mais, même avec la multiplication d'éléments d'auto-organisation - qui nécessitent une bataille permanente -, il ne suffit pas de faire les bonnes propositions au bon moment pour ouvrir la voie à la généralisation et à la centralisation et pour se construire en tant qu'alternative concrète aux vieilles directions.

Il faut disposer d'une implantation, même modeste, dans les entreprises, d'une force connue des travailleurs pour ce qu'elle dit, mais surtout pour ce qu'elle fait pratiquement.

6.1. Des noyaux communistes dans les entreprises

Les problèmes de construction ont souvent buté sur ce que nous appelons la centralité ouvrière. Toute l'évolution de la situation sociale démontre, s'il en était besoin, que l'on ne peut pas faire l'impasse sur cette question. Elle est en effet à plus d'un titre décisive. Elle relève d'une conception stratégique sur le rôle et la place de la classe ouvrière dans le processus révolutionnaire. Elle relève d'une tactique de construction qui vise dès aujourd'hui à disputer la direction de fractions de la classe aux appareils réformistes : c'est à partir de ce qui se passe dans les entreprises, sur le terrain, que se noue le rapport des forces entre les révolutionnaires et les réformistes. Elle conditionne la définition d'un centre de gravité pour le travail de l'ensemble de l'organisation et notamment pour ce qui concerne le travail de direction. Elle conditionne l'homogénéisation de l'organisation autour d'une vision commune de sa propre construction, au-delà des divergences d'analyse, en ce qu'elle définit des objectifs communs à tous qu'il s'agit d'adapter à tous les niveaux, celui de la section, de la fédération ou de la région, au plan national. Elle conditionne enfin une démocratie interne vivante partant de la réalité d'une pratique commune, centralisée, qui seule permet de vérifier accords et désaccords.

En terme de choix, cela signifie que notre intervention politique à l'entreprise doit être la priorité absolue avec, comme enjeu, l'implantation de la LCR, de ses sections, de ses fédérations disposant de leurs propres bastions. La remontée des

luttes sociales et la crise généralisée du mouvement ouvrier politique en renforcent et la nécessité et la possibilité. Nous devons donc intervenir sur des aspects très divers mais en sachant intégrer ces questions dans une activité politique continue de parti, que nortradada l'ellat circa en l'ellacorte dans la remanda la norte del

6.2. Une organisation de jeunes révolutionnaires

La construction d'une organisation de jeunes révolutionnaires, politiquement solidaire de la LCR et de la IVème Internationale doit être une priorité pour l'ensemble de la LCR. Elle doit être un instrument pour orienter la radicalisation large de la jeunesse vers la mobilisation aux côtés de la classe ouvrière. Elle doit constituer une école du parti pour ses membres. Elle doit permettre un recrutement permanent du parti et ainsi assurer la continuité d'une génération à l'autre. Dans la situation présente, nous sommes très loin du compte sans que la situation objective - celle des jeunes en particulier - puisse être appelée en renfort pour justifier cet état de fait où les JCR apparaissent trop souvent comme une force marginale parce qu'elles le sont. Il faut donc réorienter le travail en direction des jeunes en commençant par remobiliser les rangs du parti dans ce but. La mise en place de campagnes de masse dans la jeunesse qui doit constituer la norme en terme de mode d'intervention pour une organisation de jeunes exige tout à la fois la collaboration politique et l'investissement pratique des directions et des militants de la LCR à tous les niveaux. De plus, l'ensemble de l'intervention «jeune» du parti n'est pas réductible à la sphère d'activité des jeunesses qui doivent avoir pour cible les 15/20 ans. Pour n'en prendre qu'un seul exemple, la mobilisation dans la santé, exigeait une forte dimension «jeune» en direction des écoles d'infirmières qui était avant tout du ressort de l'organisation adulte. Voilà pourquoi, une conférence d'organisation commune au parti et aux jeunesses doit-être convoquée d'ici juin 89 avec pour objectif la redéfinition et le renforcement du travail de notre courant en direction de

6.3. Une intervention de parti

S'il y a accord sur cette méthode de travail, et ces priorités cela implique aussi de définir à partir d'elles l'ensemble de notre système directionnel et de définir aussi le cadre d'initiatives politiques dépassant le cadre du travail à l'entreprise d'une part, celui du travail jeune d'autre part. Il s'agit d'apprendre à traiter toutes les questions de manière à les expliquer à un public large non convaincu. Il est en effet très important que la LCR se profile nationalement sur l'ensemble des terrains, sur toutes les questions, ce qui ne veut pas dire qu'elle intervient de façon militante sur toutes ces questions.

aussi la reseau de direction au veus large. Cone volomé ne dépond par du caractier

Ce qui est valable à l'échelle nationale l'est aussi au niveau local où nos sections doivent savoir coupler une apparition locale comme petit parti et des choix d'intervention sur quelques questions sur lesquelles nous faisons peser toutes nos forces. Puisque notre objectif est de mettre les travailleurs à la tête de toutes les mobilisations sociales et politiques avec les méthodes de la lutte de classe, et que pour le faire il faut construire le plus possible de noyaux communistes, la question du tournant, de la prolétarisation est au coeur des conséquences de cette politique globale de construction.

La prolétarisation, ce n'est pas simplement l'embauche pour avoir des militants dans les entreprises; c'est une méthode d'intervention et d'organisation globale de la Ligue qui met au centre l'effort pour aider les cellules d'entreprise. Que ce soit sur les questions d'élaboration (formulation, rythmes de campagne), d'investissement prioritaire des meilleurs cadres de l'organisation dans les entreprises et dans l'encadrement des cellules des grosses concentrations, pour ce qui concerne les choix proprement organisationnels.

6.4 Pour la centralisation politique:

Des moyens organisationnels adaptés, cellules, directions locales et nationales

La LCR souffre d'un mal chronique : l'absence de centralisation politique aggravée par le cours suivi depuis quatre ans. Sans centralisation des expériences, des discussions, des interventions, il n'y a pas collectivisation du capital théorique et pratique de l'organisation sur la base de laquelle devrait s'élaborer le point de vue global du parti. Tenter d'y remédier, affirmer une volonté politique de direction pour faire travailler toute l'organisation sur la base d'une centralisation utile des choix d'orientation arrêtés collectivement, est essentiel pour combattre la cartellisation et donner à tous les moyens de l'efficacité dans l'élaboration comme dans l'intervention.

Notre approche programmatique, notre conception du parti devraient nous conduire à privilégier sur toutes les autres instances la cellule - sur les lieux d'intervention - et les directions horizontales (DV, CC), investies par leur élection de la légitimité de l'organisation. Il faut restituer aux cellules leur rôle primordial, pour collectiviser au premier niveau l'intervention des militants, en ayant le plus souvent possible recours à la pratique des bilans écrits d'intervention. Cela a des conséquences multiples : du point de vue du type de cellule que nous constituons pour l'intervention (taille, ancrage dans un milieu précis, moyens de l'intervention politique, etc.), du point de vue du travail quotidien de direction pour alimenter politiquement les débats de ces cellules (faire en sorte par exemple que la «Lettre Rouge», les bulletins intérieurs de compte rendu de CC ou de DV soient conçus dans ce but).

Au plan des directions intermédiaires, il faut cesser de tout confondre. Y compris dans le cadre d'une priorité clairement affirmée aux instances horizontales, celles-ci ne peuvent pas être toutes considérées sur un pied d'égalité. Il n'y a pas grand chose de commun entre une direction de fédération disposant d'une certaine implantation, du type de celles des grandes villes de province ou de la région parisienne, et les DS de villes, petites ou moyennes, qui ne sont pas le fait de choix d'implantation. Ce qui ne veut pas dire, bien sûr, qu'il n'y ait pas des localités où nous sommes faiblement implantés et où nous souhaitons nous développer pour des raisons politiques... Notre problème, c'est, dans ce cadre, de trouver les moyens de mettre sur pied des instances intermédiaires du type direction régionale qui puissent être dans les deux sens de réels relais entre les cellules d'une part, le CC et ses commissions de travail, d'autre part. A ce stade de notre développement, la plupart d'entre elles ne correspondent pas à de vraies entités politiques. Mais y renoncer pour ce motif serait passer du même coup à côté de ce qui peut être centralisé.

La condition première de la mise en oeuvre d'une politique de construction audacieuse, c'est la volonté politique qui doit animer la direction centrale mais aussi le réseau de direction au sens large. Cette volonté ne dépend pas du caractère plus ou moins trempé de ses membres, mais de la cohésion collective sur la base d'une ligne effective de construction. Actuellement, les axes constitutifs pour une ligne de construction qui corresponde à nos possibilités sont claires : centralité ouvrière, intervention jeunes et priorités, rôle des cellules et des directions horizontales au plan de la centralisation politique de l'intervention et homogénéisation sur cette base de l'organisation. Il reste que tout cela ne se fera pas sans impulsion centrale. C'est pourquoi il nous faut placer au centre des préoccupations la définition du rôle du comité central dans ce cadre, c'est-à-dire sa capacité à maîtriser de bout en bout l'élaboration de l'orientation pour l'intervention et la construction de l'organisation, le suivi de la mise en oeuvre pratique des décisions prises et, sur la base de bilans véritables, la vérification des accords et désaccords, seule méthode pour les dépasser réellement.

Ce n'est que dans un pareil cadre, autrement que par de vaines proclamations d'intention, que la féminisation de l'ensemble du réseau directionnel pourra trouver un début de solution, avec l'objectif affirmé de parvenir à une parité homme/femme à tous les niveaux de direction, à commencer par le Comité central. Il en va de même pour l'intégration de jeunes afin de conjuguer continuité et rajeunissement des cadres. Il en va de même enfin pour assurer l'intégration dans les directions, à commencer par le CC de nos meilleurs cadres ouvriers, intégration indispensable à une élaboration conforme à nos positions. Certes les trois problèmes sont de natures différentes et sont le produit de facteurs spécifiques, mais leur résolution commune exige une politique globale de construction articulée, pour l'ensemble du Parti.

6.4 Pour la centralisation politique : Des moyens organisationnels adaptés, celtules, directions ocales et nationales

POUR UNE NOUVELLE ORGANISATION POLITIQUE

(Texte présenté par 3 camarades du CC)

Préambule

Les coordonnées générales de la situation

L'enjeu du congrès est de fixer l'orientation de la LCR dans une situation marquée par le développement inégal d'un processus de recomposition du mouvement ouvrier. Ce processus, quelles que soient ses difficultés et ses limites, représente pour nous le cadre dans lequel doit s'inscrire la LCR, non seulement en tant que cadre d'activité et de débat, mais aussi comme cadre plus général, visant l'émergence d'une nouvelle force politique. Quelle que soit l'issue pratique et organisationnelle d'un tel processus, la manière dont la LCR s'y investira conditionnera pour une large part son avenir. D'où la nécessité de ne pas déconnecter notre intervention dans ce cadre et le débat du congrès des questions stratégiques aujourd'hui posées aux révolutionnaires. Pour notre part, c'est dans la continuité des positions que nous avons déjà défendues sur les conditions et le contenu d'une alternative socialiste autogestionnaire que nous soumettons ce projet de thèses.

Les mutations du capitalisme et leurs conséquences

La longue phase d'expansion qu'a connu, avec l'ensemble des pays capitalistes développés, l'économie française, de 1945 au milieu des années 70, s'est traduite par un bouleversement de la structure de classe de la société. Au déclin de la population active agricole et des couches traditionnelles de la petite bourgeoisie a répondu un essor sans précédent du salariat. Aujourd'hui, le monde du travail,

l'ensemble de ceux et celles qui pour vivre doivent vendre leur force de travail, représente environ 75 % de la population active française.

Cette extension du prolétariat s'est accompagnée d'un processus de différenciations croissantes en son sein. Le poids de la classe ouvrière industrielle directement productive s'est réduit au profit d'une augmentation du nombre d'employés, techniciens, cadres moyens, travailleurs intellectuels. Ces différenciations croissantes constituent à l'évidence un obstacle à l'émergence d'un projet de transformation socialiste de la société porté par une large majorité de travailleurs.

Qui plus est, la crise du capitalisme, ouverte au milieu des années 70, se traduit par l'accentuation des divisions au sein du monde du travail. Celui-ci est aujour-d'hui affaibli par un chômage structurel de masse, représentant environ en France 10 % de la population active. Outre le chômage, le développement du travail précaire souligne que la crise du capitalisme se traduit pour, des millions d'êtres humains, par un phénomène d'exclusion sociale, produit de la négation par la bourgeoisie du droit à un travail et à un revenu décent.

La crise structurelle internationale que nous connaissons depuis 15 ans produit la plupart des effets classiques des crises précédentes du monde capitaliste : limitation de la demande solvable, austérité salariale, concurrence accrue, impossibilité d'une relance coordonnée et durable. Mais elle se caractérise aussi par l'impératif d'un remodelage d'ensemble des processus productifs et de l'organisation du travail, de restructuration des rapports sociaux de production. L'impossible ajustement de ces derniers aboutit à une dégradation lente, grosse de décompositions sociales, sans que des tendances perceptibles de transformation des rapports salariaux ne laissent deviner l'ébauche cohérente d'un nouvel ordre productif.

Ces transformations du capitalisme entraînent, entre autres conséquences, une crise profonde du mouvement ouvrier. Les batailles perdues ou non livrées, la division entretenue par les directions syndicales, ont renforcé, dans de larges secteurs du prolétariat, le désarroi et la démoralisation. Cette crise du mouvement ouvrier a des aspects organisationnels, essentiellement au niveau du mouvement syndical. Profondément divisé, le mouvement syndical ne regroupe plus que quelques 12 % du salariat. Mais elle a aussi une dimension stratégique. Pour des millions de travailleurs, l'incapacité du mouvement syndical à faire face à l'offensive de la bourgeoisie, le bilan désastreux, en terme de changement social, de la présence du PS (et du PC) au gouvernement après 1981, ont considérablement éloigné toute perspective crédible de transformation radicale de la société.

Cette crise n'atteint pas uniquement les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Elle affecte aussi le projet révolutionnaire de la IVè Internationale, projet qui, au-delà de ses acquis théoriques incontestables, ne saurait aujourd'hui suffire à l'élaboration d'une orientation pour le renversement du capitalisme et la transition vers une société socialiste. Le projet marxiste-révolutionnaire souffre en particulier d'un grave retard dans l'analyse des transformations sociales et politiques dues aux mutations du capitalisme et de l'absence d'hypothèse stratégique sur la nature d'un processus révolutionnaire victorieux dans un pays capitaliste développé, marqué, comme la France, par plusieurs décennies de démocratie bourgeoise.

Les transformations des Etats bureaucratiques

Une dimension complémentaire de la crise actuelle à l'échelle internationale réside dans les transformations qui affectent aujourd'hui la politique des Etats bureaucratiques, l'URSS en particulier sous la direction de Gorbatchev. L'acuité de la crise des rapports sociaux, les dysfonctionnements chroniques d'une économie sous gestion bureaucratique ont conduit la partie la plus moderniste de la bureaucratie à conclure à la nécessité de réformes politiques allant dans le sens d'une certaine démocratisation. Par les effets sociaux qu'il peut induire, comme par la modification probable des rapports des Etats bureaucratiques avec l'économie et le monde capitaliste, ce cours politique constitue une donnée importante de la situation mondiale.

Une stratégie de convergence des combats anticapitalistes

Le processus de différenciations croissantes dans le prolétariat souligne, plus encore qu'hier, la dimension stratégique de la lutte pour la réalisation de son unité. Face aux objectifs de la bourgeoisie, à la remise en cause d'acquis sociaux, à la multiplication des exclusions sociales, la défense en toute occasion du rassemblement et de l'unité du monde du travail est essentielle. Mais cette unité ne se réalisera pas spontanément ou par le seul effet de luttes anticapitalistes. Elle implique la reconstitution à une échelle de masse d'une conscience de classe prolétarienne, elle implique de redonner crédit à un projet de transformation radicale de la société.

Enfin, le développement au sein du capitalisme de nouvelles contradictions qui

56

ne recoupent pas mécaniquement la contradiction capital/travail, même si elles n'en sont pas déconnectées, l'émergence depuis les années 70 de mouvements sociaux (mouvement des femmes, mouvement écologiste, mouvement de la jeunesse) soulignent la nécessité de la convergence de ces mouvements avec le mouvement ouvrier, qui ne saurait prétendre aujourd'hui être le seul acteur de la transformation de la société. Le féminisme et l'écologie en particulier représentent aujourd'hui deux dimensions incontournables de tout projet révolutionnaire émancipateur.

Ces coordonnées générales de la situation, au premier plan la crise du mouvement ouvrier et celle du projet révolutionnaire, soulignent la nécessité pour la LCR de l'adoption d'une nouvelle stratégie, rompant avec le choix fait en 1968 de construction de la LCR comme organisation révolutionnaire indépendante sur la base d'une délimitation théorique et programmatique issue d'une phase antérieure de l'expérience ouvrière. Aujourd'hui, face à la crise du capitalisme et des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, face aussi au bilan des organisations d'extrême-gauche, des forces diverses témoignent de la nécessité d'un renouvellement des pratiques politiques et des références programmatiques : courants de gauche de la social-démocratie, Democrazia proletaria en Italie, courants verts dans divers pays européens, équipes syndicales à la recherche de réponses alternatives, courants militants issus d'autres expériences... En France même, l'apparition du courant communiste rénovateur, le développement des comités de soutien à la candidature de P. Juquin soulignent pour la LCR la nécessité d'une insertion dans les processus de recomposition du mouvement ouvrier qui prenne en compte toutes ces dimensions. Cela signifie aussi qu'une perspective politique doit être développée : celle de la construction d'une nouvelle force politique, anticapitaliste, autogestionnaire, féministe et écologiste.

I. La situation politique aujourd'hui

La victoire de Mitterrand et le succès relatif du PS aux législatives, ont permis à ce parti de revenir au gouvernement. Mais ces succès sont intervenus dans des conditions différentes par rapport à 1981.

1. L'éclatement de la droite et la montée du FN

Nous assistons aujourd'hui à une véritable crise de direction politique de la droite, renforcée par la victoire de Mitterrand en 1988.

La défaite de Chirac a non seulement brisé sa tentative d'imposer son leadership sur la droite, mais elle a déstabilisé le RPR : le gaullisme comme culture politique, permettant d'opérer une jonction entre une partie dynamique de la classe dominante et certaines couches de la petite bourgeoisie traditionnelle, tout en gardant un certain ancrage populaire, s'est effondré. Face à la crispation d'une fraction de la droite, un centre essaie de se structurer pour apparaître comme un point d'équilibre et de passage pour les combinaisons parlementaires. Il traduit aussi la volonté de fractions des couches dominantes de jouer effectivement, au vu de son bilan, en particulier en matière de gestion de la crise, la carte de l'alliance avec la social-démocratie.

Devant cette relative paralysie de la droite et devant aussi l'incapacité du mouvement ouvrier à offrir une alternative et des perspectives face à la crise, le Front national est apparu comme un pôle dynamique à l'extrême-droite.

Il exprime les effets sociaux de la crise (chômage, précarité, marginalisation, crise urbaine) et l'approfondissement des divisions sociales (racisme). Il reflète également des phénomènes politiques comme les frustrations accumulées par l'impérialisme français, la levée des tabous qui masquaient l'existence d'une droite profondément réactionnaire (problèmes de la Résistance, du nazisme, de l'antisémitisme) et l'élargissement du fossé entre le mouvement de la société et la représentation politique et parlementaire.

Le «phénomène» Le Pen est encore essentiellement électoral, dans le sens où un ancrage social encore limité ainsi que les conditions des luttes de classe ne permettent pas à court terme la généralisation d'une implantation fasciste de masse (même si dans certaines régions des scores de plus de 20 % traduisent des enracinements locaux plus profonds). Pour autant, et contrairement à certaines analyses autorassurantes, les dernières législatives confirment l'existence d'un électorat stabilisé autour de 10 %, en accord avec les thèmes de Le Pen. Les prochaines élections municipales peuvent être l'occasion pour le FN de trouver une assise

institutionnelle et donc d'élargir son audience. Il continuera d'exercer une pression importante sur le RPR et l'UDF en se présentant comme l'opposant le plus résolu et le seul défenseur des valeurs traditionnelles de la droite, tout en recherchant des alliances pour faire reconnaître sa place.

2. Le Parti socialiste et l'élargissement de son espace politique.

Le PS est aujourd'hui la première force sur l'échiquier politique. Le renforcement de l'audience politique de la social-démocratie apparaît aujourd'hui comme une

donnée durable qui renvoie à des facteurs profonds.

La victoire de Mitterrand en 1988 a traduit le refus, dans une majorité du salariat, des outrances libérales et réactionnaires de la droite, l'attachement maintenu à la préservation des acquis sociaux essentiels. Cet élargissement de l'espace politique de la social-démocratie est aussi un produit indirect des transformations sociales issues des mutations du capitalisme, et en particulier du développement de couches sociales, éloignées des valeurs traditionnelles de la petite-bourgeoisie ou de la bourgeoisie, mais conduites à raisonner leur avenir dans le cadre de la perpétuation du système capitaliste. Cet élargissement réfracte aussi l'étape actuelle de la crise et les formes des offensives bourgeoises et patronales. Ces offensives ne prennent pas la forme d'un affrontement centralisé visant le démantèlement des acquis sociaux essentiels et recèlent des marges de manoeuvre suffisantes pour s'accommoder de modes divers d'exercice du pouvoir politique, dont l'alternance entre gouvernements conservateurs et sociaux-démocrates. Enfin, cet élargissement renvoie à la crise historique du PCF, aux aberrations et au sectarisme de sa politique, et à l'absence d'alternative crédible à gauche. Dans ces conditions, la perspective politique proposée par le PS apparaît crédible à une large partie de son électorat qui, par résignation ou par adhésion, en accepte la signification, celle d'une gestion de la crise et de la modernisation capitalistes. Le passage du PS au pouvoir de 81 à 86 a d'ailleurs marqué une étape significative avec l'abandon aujourd'hui assumé de toute politique de rupture sans que cela provoque de remous significatifs en son sein.

Cela ne signifie pas qu'aucune différenciation ne s'opèrera dans ce parti. Elles sont prévisibles, ne serait-ce parce qu'une série de questions demeurent ouvertes, tel le choix entre l'approfondissement des alliances à droite et le maintien d'un certain cadre d'alliances électorales avec le PCF. Par ailleurs, la crise endémique de l'Etat-providence déstabilise les politiques social-démocrates traditionnelles et confronte à terme ces partis à la difficile gestion de l'équilibre entre la préservation d'une base populaire et la prise en charge des restructurations capitalistes. A l'étape actuelle de la crise, ces contradictions ne sont pas explosives. Cela, outre l'état de la vie interne au sein du PS, et les limites politiques du mouvement social explique la portée limitée des différenciations aujourd'hui perceptibles. Le développement d'une éventuelle aile gauche au sein du PS supposerait à la fois une réactivation du mouvement social, et une maturation des composantes potentielles d'un tel courant qui devraient s'avérer capables de dépasser le stade de batailles ou critiques internes ponctuelles, ou des seules alliances d'appareil, pour contribuer sur le fond politique et programmatique à l'émergence d'un nouveau projet socialiste.

Par ailleurs, le poids électoral du PS n'a pas aujourd'hui de traduction directe en terme de structuration de la classe ouvrière et d'encadrement de la société civile. Mais l'individualisation des rapports sociaux, les formes et le contenu de l'adhésion à la perspective social-démocrate, n'imposent pas à court terme un tel encadrement. Cela d'autant plus que des relais existent, même s'ils ne prennent pas la forme traditionnelle du modèle social-démocrate d'Europe du nord: dans les syndicats, même s'ils opèrent sur le fond d'une crise générale du syndicalisme ; dans la jeunesse, la social-démocratie a acquis une audience non négligeable confortée par des courants tels l'UNEF-ID ou les animateurs de SOS-Racisme.

3. Le déclin historique du PCF

Malgré une bonne résistance aux dernières législatives, due à un ancrage local encore solide dans certaines régions et au refus d'une fraction de l'électorat de gauche des alliances à droite, et même si des rémissions passagères sont possibles, le PCF n'est pas sorti d'une crise et d'un déclin de longue durée dont les déterminations sont toujours à l'oeuvre : incapacité du PCF à s'adapter aux transformations du monde du travail, effets particuliers de la rétraction, sous le choc

de la crise et des mutations du procès de travail, de ses bases industrielles d'implantation; incohérence d'une ligne en zigzags passant de l'opportunisme au sectarisme ; incompréhension et refus du pluralisme, de l'unité et de l'autoorganisation dans les mobilisations; bureaucratisme interne, mise en tutelle des organisations de masse, chauvinisme. En arrière-fond se profile aussi l'alignement sur les Etats bureaucratiques de l'Est et le bilan tiré à une échelle de masse de ces Etats, c'est-à-dire une dimension fondamentale de la crise historique de la référence communiste. L'effet Gorbatchev n'est pas en tant que tel susceptible d'enrayer ce déclin; d'une part parce que la direction actuelle ne peut en intégrer pleinement la logique, dangereuse pour sa survie; d'autre part parce que la politique de Gorbatchev implique des accords directs avec les partis sociaux-démocrates, et que le relais que pourrait représenter le PCF en la matière n'est que de peu d'intérêt.

La tactique adoptée aujourd'hui par la direction vis-à-vis du gouvernement Rocard (soutien ou critiques ponctuelles sans participation) est motivée essentiellement par le souci de la direction de ménager le PS en vue des élections municipales. L'option en faveur de listes d'UG s'impose en effet dès lors que le PCF souhaite préserver ses implantations locales, ou plutôt éviter leur disparition. Mais la combinaison d'un communisme municipal et d'une orientation faisant alterner soutien à des mesures et démarcation sur d'autres points, mais sans perspective politique et gouvernementale, ne représente pas une orientation susceptible sur le fond d'enrayer son déclin. C'est tout au plus une modalité d'adaptation à cette logique de régression qui peut tout à fait d'ailleurs déboucher sur de nouveaux

Conjoncturellement la marge de manoeuvre de la direction Marchais est accrue par le score limité de la candidature Juquin et le fait que le Mouvement des rénovateurs communistes n'a pas fait la preuve qu'il était possible de construire une deuxième organisation communiste apte à véritablement disputer son audience au PCF. La bataille de la «Reconstruction interne» est aujourd'hui plus difficile. Dans ce cadre, il est probable qu'au moins une fraction significative de ce courant choisira d'inscrire ses perspectives dans le cadre du PCF en choisissant de se positionner sur des questions telles que la démocratie interne, l'unité avec le PS, une orientation plus cohérente vis-à-vis du gouvernement. Mais il ne faut pas exclure la perspective de reprises en main bureaucratiques, d'exclusions, pour l'après-municipales, qui conduiraient alors à de nouveaux départs.

4. Les Verts L'écho électoral non négligeable de la candidature de Waechter signale la disponibilité de l'électorat vis-à-vis des thèmes écologistes. S'exprime aussi par ce biais un certain refus du capitalisme et de son mode de développement, et une certaine défiance notamment au sein de la jeunesse vis-à-vis du PS et du jeu politique. Forts de ce relatif succès électoral, les Verts se sentent confortées dans une logique d'auto-affirmation et dans une ligne éloignée de toute perspective de convergence avec les forces à la recherche d'une alternative socialiste. Mais cette ligne est aussi, en un sens, le produit des retards et lacunes du mouvement ouvrier (y compris révolutionnaire) dans le domaine de l'écologie politique. En fait cette dimension apparaît aujourd'hui comme une dimension nécessaire de la refondation d'un projet socialiste.

5. Les forces à gauche de la gauche

Du point de vue de l'existence d'une gauche révolutionnaire, la situation d'il y a un peu plus d'un an était celle d'un éclatement de ses composantes et d'une marginalisation politique accrue (cf. les résultats électoraux de 86). Cette situation trouvait, entre autres, son origine dans l'épuisement des tentatives d'affirmation de l'extrême-gauche d'origine trotskyste, et dans l'impasse de tentatives de contournement du mouvement ouvrier et des questions politiques centrales, type Arc-en-Ciel. Avec la mise en mouvement autour de la campagne Juquin d'un arc de forces politiques (rénovateurs, LCR, PSU, FGA) et de militant(e)s associatifs, syndicalistes, féministes, écologistes, antiracistes, s'est amorcé un processus nouveau qui a mobilisé beaucoup plus largement que ne pouvait l'espérer isolément chacune des composantes engagées dans ce processus. Ce processus est encore très fragile mais il est urgent de comprendre qu'il représente aujourd'hui la seule possibilité de contribuer à l'émergence d'une alternative politique à gauche. S'orienter dans ce processus, lui donner une issue positive n'est pas affaire d'abord de tactique, cela suppose une orientation fondamentale, éclairée par les principaux enjeux devant lesquels sont aujourd'hui placés les révolutionnaires.

6. Le renouveau des luttes sociales

L'inflexion dans les coordonnées sociales de la période, sensible à partir des luttes

de l'hiver 1986, a été confirmée et amplifiée au cours de ces derniers mois. Le réchauffement du climat social s'est traduit par un accroissement des journées de grève en 1988 dans un ensemble de conflits salariaux.

Ces luttes n'annulent pas le recul subi depuis le début de la crise, en matière de pertes d'emploi, de division du salariat, de dérèglementation, de montée du

chômage et du travail précaire.

Mais elles témoignent de la détermination d'une partie croissante du prolétariat large à ne plus subir des pertes de pouvoir d'achat. Leur caractère massif, unitaire, le fait qu'elles se soient souvent conclues par des avancées significatives contribuent, avec la possibilité de luttes victorieuses, à amorcer une modification des

rapports de forces globaux.

L'un des traits caractéristiques de ces luttes aura été la persistance et le développement des formes d'auto-organisation et particulièrement des coordinations. Ces
dernières sont vraisemblablement en train de devenir une référence durable dans la
culture et la conscience du monde du travail. Surgies dans un contexte de crise du
syndicalisme et de discrédit des organisations syndicales, leur force est d'offrir dans
les luttes une forme d'organisation supérieure : souveraineté des Assemblées
générales, caractère directe de la démocratie ainsi réalisée, possibilité de contrôle
d'implication, de responsabilisation donnée à chacun, transparence des décisions;
toutes ces fonctions, remplies aujourd'hui par les coordinations sont manifestement
perçues comme nécessaires pour gagner.

Le caractère partiel et corporatiste des luttes, leur séparation d'avec une perspective de transformation sociale réfractent les traits généraux de la période, la méfiance à l'égard des «récupérations politiques», la difficultés à concevoir et mettre en oeuvre des solutions politiques centrales. Elles témoignent des limites des expériences politiques et sociales cristallisés au sein des jeunes générations. Mais elles indiquent également la profondeur des aspirations démocratiques, le rejet des pratiques bureaucratiques, le désir d'une prise en charge de leur sort par les intéressés aux-mêmes. A ce titre elles constituent des points d'appui importants pour avancer dans la voie de l'autogestion socialiste et d'une nouvelle force

planceháreme vis à visdu gouvernement. Mais il re fini pavexe sure la perspective

L'écho électoral non négligeable de la cardidante de Waechter signale la

politique démocratiquement autogérée mi pagraciant au sup refinit en company sob

II. LES REDÉFINITIONS NÉCESSAIRES

1. Un point de départ et deux exigences.

Nous prenons au sérieux la crise du mouvement ouvrier et celle du projet révolutionnaire. Les ignorer ou ne les considérer que comme des épiphénomènes conjoncturels ne serait pas témoigner de la fidélité nécessaire vis-à-vis de la méthode et des acquis du marxisme révolutionnaire. Car c'est leur rendre service que de les soumettre non pas tant à la critique rongeuse des souris qu'à celle de l'histoire. Toute autre position nourrit le conservatisme et ne peut que générer à terme au pire le dogmatisme, au mieux le pragmatisme. Or il ne suffit pas aujourd'hui d'être pragmatique. Il faut raisonner les redéfinitions nécessaires.

Et cela d'autant plus que la crise du mouvement ouvrier et du projet révolution-

naire ont des dimensions profondes, structurelles, stratégiques.

Elles sont d'abord le produit des transformations du capitalisme et du salariat, des bouleversement qu'elles induisent dans les procès de travail, les modes de vie, les identités collectives.

Elles sont renforcées par la crise actuelle, les offensives bourgeoises, les défaites déjà enregistrées par le monde du travail. Elles sont redoublées par le bilan des Etats bureaucratiques, la rupture du lien entre les luttes de libération nationale et l'émancipation sociale, l'absence de tout modèle, l'obscurcissement de toute perspective de rupture socialiste internationale et plus généralement le brouillage des cartes historiques.

Elles sont rendues plus aiguës par l'échec des stratégies d'auto-affirmation recherchant l'émergence d'un parti révolutionnaire à audience de masse par

développement autour d'un noyau.

Ces facteurs de crise ne seront pas surmontés par la seule réactivation des luttes sociales. Une telle réactivation n'empruntera pas en tout état de cause la voie d'une généralisation et d'une centralisation posant le problème du pouvoir. Les luttes récentes ont d'abord mis en évidence une volonté d'auto-organisation, une défiance par rapport aux appareils politiques et syndicaux, le souci de «voir le bout de ses actes», de se mobiliser et de gagner sur des objectifs tangibles. Les luttes de la



jeunesse, à l'école ou contre le racisme, ne débouchent pas directement sur l'adhésion à un projet socialiste de rupture. Il existe à l'inverse une certaine déconnexion entre l'engagement dans des mobilisations et l'adhésion explicite à un projet et une organisation politiques. Dire cela signale en même temps un enjeu important : parvenir à créer une jonction entre les luttes telles qu'elles peuvent aujourd' hui se dérouler, ceux et celles qui les animent, et les éléments disponibles de la génération précédente. Il ne s'agit pas là d'un voeu pieux, mais d'une nécessité pour la conduite et le succès des luttes partielles et la reconstruction dans les entreprises et les localités d'un réseau fonctionnel permanent d'équipes militantes. Cette jonction n'est pas spontanée en effet, elle suppose qu'on y consacre du temps, des efforts, elle implique aussi souvent un renouvellement des pratiques politiques et syndicales. En ce sens aussi les luttes, en elles-mêmes, ne résolvent pas les questions stratégiques posées aux révolutionnaires. semble du changement social et du

De tout cela découlent deux exigences.

. La nécessité de redonner crédit à un projet révolutionnaire, d'une redéfinition stratégique des buts et des moyens du socialisme à l'aube du XXIème siècle ;

. la nécessité d'oeuvrer à la recomposition du mouvement ouvrier.

Ces deux exigences sont inséparables : prétendre oeuvrer à la recomposition sans avancer sur les questions stratégiques serait au mieux se limiter à une politique unitaire conjoncturelle, mais peu efficace, car dénuée de toute perspective de moyen et long terme, et ne pouvant répondre aux interrogations et doutes qui traversent aujourd'hui la conscience de milliers de militants et de militantes. Et prétendre s'engager dans la redéfinition d'un projet socialiste sans lier cela à une démarche de mobilisation, de regroupement, de convergence, serait oublier que les idées ne transforment le monde que si elles sont portées par des forces sociales et politiques.

2. Pour un nouveau programme

Historiquement, les ruptures anticapitalistes ont été le produit de trois types de dynamique : l'effondrement d'un appareil d'Etat autocratique dans une situation de guerre et la prise du pouvoir à l'occasion d'un processus révolutionnaire rapide et brutal ; l'occupation d'un pays par les armées staliniennes ; la transcroissance d'une lutte anti-impérialiste dans un pays dominé. Aucune de ces situations n'est

prévisible dans un pays capitaliste développé.

Les transformations du capitalisme et des modes de vie, le niveau culturel des salariés, le caractère complexe des sociétés modernes, la légitimité acquise par les institutions démocratiques bourgeoises, les imbrications de l'Etat et de la société civile font que la victoire éventuelle d'un processus révolutionnaire ne pourra être que l'issue d'une crise révolutionnaire de longue durée qui, loin de se limiter à une phase d'affrontement centralisé pour le pouvoir d'état, se déploiera aux divers niveaux du fonctionnement et de la régulation de la société. Considérer cela n'est pas nier le moment nécessaire de l'affrontement pour le pouvoir, sans lequel il ne peut y avoir d'engagement véritable de la construction d'un autre type de société répondant à une autre logique sociale. C'est comprendre que la complexité des sociétés modernes impose de disposer de réponses et de formes d'action adaptées à la diversité de ces niveaux. C'est donc une condition, tant pour une mobilisation révolutionnaire que pour jeter les bases d'une réorganisation socialiste. Celle-ci en effet ne se réduit pas à un basculement du pouvoir politique ; elle suppose un remodelage de l'ensemble des fonctions économiques et des relations sociales, qui impliquera lui-même avancées, reculs, expérimentations et un remodelage qui ne peut être qu'un processus conscient.

Il faut pour cela une démarche d'ensemble, qui ne peut être que celle de l'autogestion socialiste, comprise non seulement comme le contenu que nous voulons donner au socialisme, mais aussi comme une dimension fondamentale de

la stratégie révolutionnaire elle-même.

Cette référence n'invalide en rien la nécessité d'une organisation d'avant-garde, elle la confronte même à des exigences accrues tout en transformant ses fonctions. Plus s'accroît en effet le degré de complexité sociale, culturelle, technique de la société, plus est mis en évidence le caractère nécessairement multiforme d'un processus de transformation révolutionnaire, et plus s'accroît aussi l'importance des fonctions de synthèse pratique, politique et programmatique. A partir de là, le rôle premier d'une organisation révolutionnaire doit être, par la qualité de son programme et par ses initiatives, d'aider pratiquement et politiquement l'autoorganisation des travailleurs.

Un nouveau programme, c'est aussi la reconnaissance de la pluralité des sujets de la transformation sociale, et donc le respect de l'autonomie d'activité, d'élaboration de mouvements sociaux sur divers terrains dont les logiques ne s'identifient pas spontanément avec celles du mouvement ouvrier, fut-il révolutionnaire.

Le féminisme en premier lieu représente une dimension fondamentale de la remise en cause des expériences du passé, d'une part, mais aussi de tout projet émancipateur. Ce qu'a représenté et ce que continue à représenter le féminisme, c'est une critique radicale des formes et du contenu de l'oppression spécifique concernant la moitié du genre humain, des modèles organisationnels, des rapports à la politique et au pouvoir, des programmes, qui ignorent cette oppression et l'entretiennent, des structures profondes de la société et des comportements individuels et collectifs qui la génèrent et la reproduisent. L'intégration véritable d'une dimension féministe, la reconnaissance de la portée d'un mouvement autonome, ne sont donc pas affaire de circonstances, elles ne limitent pas à l'adjonction d'une série de revendications, elles impliquent une conception d'ensemble du changement social et des modèles politiques et organisationnels visant à l'influencer.

L'écologie à un autre niveau, est elle aussi porteuse de remises en cause et de renouvellements importants. Posant la question des finalités de la croissance économique, de l'utilité sociale de la production, de la maîtrise collective de la technologie, de la prise en compte sur le long terme des impératifs de la protection et de l'amélioration de l'environnement, elle représente, quelle que soit l'expression organisée des Verts aujourd'hui, une dimension nécessaire de tout projet socialiste et condamne les programmes ou les organisations qui ne feront pas l'effort pour intégrer pleinement cette dimension.

Un nouveau programme, c'est aussi l'actualisation d'un corps de revendications transitoires et la rupture avec une conception purement dénonciatoire, abstraite et

en ce sens négative, de ces revendications.

Pour ne prendre qu'un exemple, il est clair, aujourd'hui, que le seul mot d'ordre de «zéro licenciement» ne peut répondre aujourd'hui à la question du chômage de masse, ni sur le plan de la cohérence, ni sur le plan de la mobilisation. C'est une redéfinition d'ampleur articulant la réduction du temps de travail, le droit à des reconversions contrôlées par les travailleurs, la généralisation du droit à la formation et aux requalifications, la création d'emplois socialement utiles, qu'il faut envisager avec une préoccupation permanente de déboucher sur des mobilisations sociales.

Le seul jusqu'auboutisme revendicatif ne répond pas à la situation : et ce n'est pas céder sur la défense pied-à-pied des droits, des acquis, des revenus du travail, que de comprendre que cette défense acquerra d'autant plus de force, de crédit idéologique et politique, qu'elle sera éclairée par une élaboration et des contrepropositions sur les solutions face à la crise. Et c'est en ce sens que démarche revendicative et démarche propositionnelle doivent mutuellement se féconder, doivent être l'objet d'une nouvelle articulation qui illustre en quoi et comment le monde du travail est historiquement appelé à se porter candidat à l'exercice du pouvoir dans l'entreprise et la cité.

Ajoutons que l'internationalisation croissante des économies accroît la force de cette exigence. C'est en particulier le cas à l'échelle européenne où le stade déjà atteint par l'internationalisation des forces productives et du capital rend caduc tout projet pour une alternative socialiste qui serait raisonné dans un cadre national. Le cadre européen est aujourd'hui d'autant plus important qu'il est pour une large part le cadre nécessaire et potentiel de la recomposition des forces dans le mouvement

ouvrier. Let all a se of the providence of the political and the second out of the s

3. Une méthode pour la recomposition

Il n'y aura pas de recomposition porteuse d'une issue positive à la crise du mouvement ouvrier sans convergence d'expériences politiques et sociales diversifiées. Cela découle d'abord de ce que les composantes potentielles de la recomposition sont diverses et de ce qu'aucune d'entre elles ne dispose d'acquis et d'une légitimité tels qu'elle puisse les présenter comme le socle ou le cadre achevé de la recomposition. Cette convergence est complexe : parce que les traditions d'ignorance mutuelle sont fortes, parce que la situation générale des luttes de classe est difficile, parce que les composantes potentielles sont hétérogènes et cela d'autant plus qu'elles ne se limitent pas aux frontières traditionnelles du mouvement ouvrier.

Rendre efficace la convergence suppose le *pluralisme*. Sa reconnaissance ne se limite pas à une option unitaire. Elle renvoie d'abord à la nécessité de fédérer des expériences et au-delà des cultures politiques diverses mais qui ont toutes des briques à apporter à l'édifice. Mais elle renvoie aussi aux tâches de demain, c'est-

à-dire non seulement à la possibilité de faire travailler ensemble des courants hétérogènes par leur trajectoire et leur histoire, mais aussi à la nécessité d'aller audelà de la cohabitation, d'oeuvrer à une synthèse enrichie de ces expériences, dans un processus de longue haleine. La reconnaissance du pluralisme en ce sens, devient, dans les processus auxquels nous sommes et seront confrontés, une condition de l'efficacité et de la rigueur politique. C'est en particulier une dimension nécessaire pour mener le débat stratégique dans de bonnes conditions.

Reconnaître la nécessité de la convergence et du pluralisme implique aussi de reconnaître la nécessité de l'expérimentation. Cela signifie en particulier que toute attitude qui prétendrait fixer les bornes et le contenu de la recomposition sur la base d'a priori et indépendamment de l'expérience collective du mouvement doit être bannie. Cela implique aussi de reconnaître la nécessité pratique des diverses dimensions d'un processus de recomposition et de convergence; bien sûr l'action collective, la participation aux luttes, l'engagement dans les mobilisations, l'animation de campagnes répondant aux exigences de l'heure; mais aussi le débat stratégique, et de telle façon qu'il ne soit pas mené de manière académique, que son objectif ne soit pas de précipiter les clivages, mais de contribuer à une progression collective, à l'émergence d'une identité enrichie par rapport aux identités partielles, renvoyant à des phases particulières de l'expérience du mouvement ouvrier, et enfin la confrontation aux échéances politiques, au champ politique tel qu'il est structuré, si tant est en effet que la recomposition n'opère pas sur un terrain vierge.

4. Les échéances électorales de la rapport aux institutions.

C'est dans ce cadre en particulier que se pose la difficile question des échéances électorales et du rapport aux institutions. Leur rôle est en effet aujourd'hui incontournable vu leur place dans les formes de la domination politique bourgeoise, dans la régulation sociale, mais aussi dans l'engagement et le déroulement des luttes et dans les voies concrètes de la recomposition. Se battre pour une présence contestataire dans les institutions électives, les utiliser comme des lieux de contrepropositions sociales, des points d'appui pour les mobilisations, au niveau de luttes locales ou régionales, bref rechercher vis-à-vis d'elles et en leur sein une amélioration du rapport de forces de l'auto-activité des travailleurs et des mouvements sociaux est une dimension nécessaire aujourd'hui d'une stratégie pour le socialisme. C'est aussi une étape qu'il ne faut ni surdimensionner ni ignorer dans l'avenir à court terme des forces qui se sont manifestées à l'occasion de la campagne présidentielle.

* Pour les municipales, le mouvement des comités pour une nouvelle politique à gauche doit se doter d'une plate-forme politique concrétisant au niveau local ses objectifs généraux : abandon de la politique de rigueur qui ne pèse que sur les travailleurs; droit de vote des immigrés; revenu minimum au niveau du SMIC et refus de l'exclusion sociale; droit au logement, à la santé, protection de l'environnement, contrôle sur les industries à risques, refus de la construction des centrales nucléaires, développement des transports en commun et des énergies alternatives; développement de la démocratie locale, d'une nouvelle citoyenneté dans la perspective de la prise en charge par les habitants et les travailleurs des problèmes de la commune.

Les comités doivent servir de cadres politiques unitaires pour présenter nationalement des listes à gauche de l'Union de la gauche. Ce cadre peut être élargi à d'autres forces en fonction d'un accord sur la plate-forme politique dont les objectifs sont incompatibles avec toute alliance d'ouverture à droite. Pour des raisons d'efficacité, vu le mode de scrutin, et parce que nous devons avoir des élus locaux pour asseoir la crédibilité d'une force politique nouvelle, un accord de répartition pourra être cherché localement ou régionalement, avec les Verts ou d'autres forces d'extrême-gauche.

*Les élections européennes doivent être l'occasion d'affirmer une nouvelle force politique à gauche se plaçant dans l'espace stratégique nécessaire aujourd'hui à la recomposition du monde du travail. Elles peuvent servir à lancer une nouvelle campagne politique centralisée dépassant le mouvement d'opinion déclenché au moment de la campagne de Pierre Juquin. Des liens doivent être tissés avec les forces européennes à gauche des partis ouvriers traditionnels, en particulier avec Democrazia proletaria et les Verts allemands, dans la perspective d'une convergence de nos forces sur des axes communs à l'échelle de l'Europe :

- pour une autre logique économique face à la gestion de la crise capitaliste : réduction massive du temps de travail, création d'emplois socialement utiles, droit

à la formation permanente pour tous, revenu minimum décent pour tous et refus de l'exclusion sociale;

- pour un programme européen de défense de l'environnement et de sauvegarde des équilibres écologiques, pour la maîtrise par les populations de leur cadre de vie, pour une sortie programmée du nucléaire;

- pour une Europe reconnaissant le droit des régions à l'autonomie;

-pour une Europe de l'égalité réelle entre femmes et hommes, égalité qui devrait se retrouver dans la constitution paritaire des listes; contre les discriminations sexistes à l'embauche et dans la formation; pour l'avortement libre et gratuit pour toutes;

- pour le droit de vote des immigrés et l'égalité des droits à l'échelle de l'Europe;

- pour une Europe du désarmement, banissant l'arme nucléaire;

- pour une Europe solidaire du Tiers monde, annulant sa dette, mettant en place des politiques de coopération fondées sur les besoins des populations;

-pour une Europe solidaire des luttes d'émancipation, en Pologne, au Nicaragua,

en Afrique du sud;

- pour un Acte unique social et écologique européen étendant et unifiant les droits des travailleurs, les législations sociales, les politiques de l'environnement sur les dispositions nationales les plus avancées.

III. Une nouvelle forme d'organisation pour une nouvelle stratégie

1. La candidature de P. Juquin à l'élection présidentielle a eu un effet extrêmement positif illustrant par la pratique les conditions de la recomposition du mouvement ouvrier. En quelques mois se sont constitués plus de 600 comités de soutien, regroupant des militants d'origines diverses, dont 50 % de non-organisés. Le caractère d'emblée pluraliste de la campagne d'un candidat issu du mouvement communiste rénovateur révélait son effet d'entraînement organisationnel. Du point de vue programmatique, de nouvelles propositions ont vu le jour : parité hommesfemmes pour tous les postes de responsabilité, annulation de la dette du Tiers monde, RM;, les 35 heures ou le droit de vote pour les immigrés suscitaient le débat sur les moyens concrets de les faire appliquer (séparation citoyenneté-nationalité, contrôle de l'embauche d'effectifs en cas de réduction du temps de travail). D'autre part le travail effectué dans les diverses commissions a permis de sortir du cadre traditionnel revendicatif incantatoire pour tendre à proposer des solutions alternatives.

2. Le mouvement ne pouvait se renforcer qu'en s'affirmant de façon totalement autonome par rapport au PC et au PS et en se démarquant des échecs de la stratégie

d'Union de la gauche de 1981-1986.

Le score obtenu (2 %) a traduit un effet d'opinion significatif (600 000 voix) mais limité. En particulier il ne démontrait pas une capacité du mouvement à dépasser dans l'opinion le vote populaire radical de LO et le vote écologiste. Malgré le caractère novateur de ses réponses sur bien des points, il n'a pas su dégager une série limitée de revendications qui répondent à la fois aux préoccupations de son électorat potentiel (syndicalistes oppositionnels, féministes, partie des écologistes, jeunes issus du mouvement de décembre 86) et permettre, dans un même temps, à une large frange de l'électorat traditionnel de la gauche de se reconnaître dans des propositions répondant à ses préoccupations quotidiennes. Le caractère par trop abstrait de la campagne n'a pas permis que se dégage un courant significatif qui puisse se reconnaître dans une telle candidature.

Cependant, les comités de soutien, constitués durant la campagne, n'étaient pas de simples comités électoraux. Il s'agissait de comités politiques réagissant aux événements politiques qui suivirent la campagne: compréhension des responsabilités du nouveau mouvement face au vote Le Pen, manifestation pour l'indépendance de la Kanaky et soutien au FLNKS après le massacre d'Ouvéa, bataille réussie pour un ler mai unitaire, présentation de 60 candidats aux législatives pour commencer un travail d'implantation politique locale, malgré les réticences des communistes rénovateurs. Là où les militants des comités étaient implantés localement, les scores électoraux furent supérieurs à ceux enregistrés par P. Juquin.

3. La vie concrète des comités a montré que le problème posé est celui de la construction d'une force politique nouvelle à gauche de la gauche. Mais la façon dont le problème se pose est radicalement nouveau par rapport au vieux schéma d'unité des révolutionnaires porté par la LCR dans les années 70. Il ne s'agit pas de

confronter divers courants politiques, d'apprécier les convergences et les divergences pour déboucher sur des compromis supposés viables dans une organisation commune. Il s'agit de participer à un processus de recomposition dans lequel chaque force doit accepter de se transformer, dans lequel il s'agit d'accepter de travailler en commun à l'émergence d'une nouvelle force politique, synthétisant différentes cultures politiques en présence.

4. La constitution des comités a montré des aspirations neuves quant aux règles de fonctionnement d'une nouvelle organisation politique et la volonté d'expérimenter ces nouvelles règles. L'exigence programmatique d'une égalité totale entre les hommes et les femmes dans la société a conduit les comités à adopter le principe de la parité pour la coordination élue. Ce principe répond aux aspirations des femmes qui souhaitent participer égalitairement à la vie politique. Il doit être défendu par les marxistes révolutionnaires qui doivent lutter pour son application à tous les niveaux de responsabilité. L'exigence de la démocratie et du contrôle sur les responsables élus a aussi conduit les comités à adopter le principe de la révocabilité des élus.

L'expérience des comités a confirmé la nécessité de choix politiques à partir de positions différentes. La convergence de cultures politiques diverses conduit nécessairement à la diversité des positions - majoritaires comme minoritaires. Celles-ci doivent s'exprimer publiquement au nom de principe de transparence de l'organisation politique qui n'est pas un corps séparé du prolétariat mais une de ses formes autour d'un des avant-projets possibles pour le monde du travail.

5. La constitution des comités pour une nouvelle politique à gauche pose le problème d'une force politique nouvelle. Elle ne le résoud pas. L'insuffisance du score électoral de Pierre Juquin a freiné la dynamique enclenchée lors du lancement de la campagne présidentielle. Elle montre les difficultés à affirmer une force originale, à gauche, dans un espace politique déjà fortement occupé.

Depuis la fin de la campagne présidentielle, on note un affaiblissement numérique significatif des comités de l'ordre de 50 %. Les comités se maintiennent surtout dans les localités; ils diminuent fortement sur les entreprises, même si se maintiennent des réseaux militants; ils n'ont pas réussi à s'implanter dans la jeunesse malgré

un écho important de la campagne, à son début, à l'Université.

Les organisations politiques soutenant la campagne Juquin n'ont pas joué un rôle globalement dynamique. Au contraire, certains militants politiques se sont désengagés de la campagne ou ont accentué les tendances centrifuges. La direction nationale des rénovateurs communistes a été plus préoccupée par la construction de son mouvement que par celui des comités, perçus comme de simples comités électoraux ou comme un vivier pour recruter. Après les présidentielles, elle a privilégié les contacts avec les reconstructeurs, à l'intérieur du PCF, contre l'affirmation des comités comme force politique. Une partie des communistes rénovateurs a manifesté son désaccord avec une telle attitude, en continuant à construire les comités et en soutenant les candidats des comités aux législatives. Mais les élus communistes rénovateurs ont le plus souvent gardé une totale autonomie vis-à-vis des comités, négociant pour leur compte leur participation à des listes d'Union de la gauche aux municipales.

Une fraction de la LCR a refusé publiquement de s'investir dans les comités; tandis qu'une autre tendance affirmait vouloir faire éclater le mouvement à la réunion nationale de juin et aux Assises de novembre. Enfin, devant le courant d'opinion favorable aux Verts, certains militants des comités ont adhéré au parti

vert.

Dans ces conditions difficiles, le mouvement des comités ne peut aujourd'hui prétendre constituer la force politique porteuse d'une alternative socialiste autogestionnaire dont le monde du travail a besoin. Mais, s'il ne veut pas perdre tout le capital politique engrangé depuis l'annonce de la candidature Juquin, il doit faire avancer le processus constitutif de cette nouvelle force politique. Il doit rester ouvert à d'autres composantes de la recomposition en cours. Il doit démontrer ses capacités à rassembler et à s'élargir par des campagnes politiques, une insertion militante dans les luttes sociales, une implantation locale.

6. Malgré les difficultés et les remises en cause qu'elle suppose, nous sommes favorables à la poursuite de l'objectif de la reconstruction d'une nouvelle organisation politique, dans la mesure où la dynamique demeure celle d'une alternative socialiste face aux partis de la gauche traditionnelle. Nous prenons en compte les opportunités de la recomposition du mouvement ouvrier dans la situation politique; mais aussi l'état actuel du mouvement social, de la LCR et le fait que la radicalisation politique est loin de favoriser les organisations d'extrême-gauche.

La perspective de la LCR doit être la construction d'un parti politique, à gauche

de la gauche, dont le fonctionnement organisationnel soit radicalement nouveau par rapport aux modèles existants: porteur d'un nouveau programme et d'une nouvelle stratégie de transition, offrant une alternative socialiste autogestionnaire à la crise du capitalisme, intégrant les apports de l'écologie, du féminisme et du mouvement de la jeunesse.

7. Le processus qui conduira à la naissance d'un tel parti n'empruntera pas les voies classiques du clivage réforme/révolution. Des batailles d'idées entre courants politiques sont nécessaires articulant décisions conjoncturelles et perspectives stratégiques. Il est donc utile qu'un courant marxiste révolutionnaire, large, ouvert, s'y exprime et s'y organise pour établir les liens nécessaires avec les expériences antérieures du mouvement ouvrier et pour contribuer à une actualisation d'une stratégie pour le socialisme autogestionnaire.

Ce courant construira la nouvelle organisation et respectera ses règles démocratiques de fonctionnement. L'objectif de ce courant ne serait pas de faire de l'entrisme comme une fraction disciplinée dans une organisation réformiste. Il serait de contribuer à construire cette nouvelle force politique et d'y être un ferment

pour la progression collective à partir de cultures politiques diverses.

IV. Avancer aujourd'hui

VERS UNE NOUVELLE FORCE POLITIQUE

1. Depuis maintenant de nombreux mois, la LCR a été amenée à s'engager dans un processus de recomposition dont nous avons depuis longtemps expliqué qu'elle

ne maîtrisait pas l'ensemble des éléments.

Il apparaît plus clairement encore aujourd'hui que, loin de saisir l'importance stratégique des phénomènes de recomposition que représentent la mise en place de plusieurs centaines de comités regroupant organisés et inorganisés, la politique développée par la LCR tient plus, dans le meilleur des cas, d'une acceptation quelque peu contrainte d'une politique unitaire, faisant suite à celle déjà préconisée dans des domaines aussi variés que la regroupement de l'extrême-gauche trotskyste ou le rapprochement avec LO. Mais elle ne témoigne pas d'une volonté consciente de s'engager résolument dans la construction d'une nouvelle force politique dont les contours ont déjà pu être dessinés lors de la première réunion nationale des comités en juin 88.

2. Aujourd'hui il n'existe que deux possibilités face auxquelles il va bien falloir trancher. Soit la LCR se déclare publiquement partie prenante de la recomposition en cours et met l'ensemble de ses moyens politiques et organisationnels au service de cette recomposition, en considérant qu'il s'agit là d'une priorité; soit elle accepte de ne la considérer que comme un nouveau détour dans son histoire, avant de retrouver le droit chemin de la construction du noyau du futur parti révolutionnaire. Trop souvent la LCR a été amenée à changer de ligne politique, au gré des retournements conjoncturels de la situation sociale ou des rapports de force internes. Il apparaît très clairement aujourd'hui que les enjeux de ce congrès, loin d'être académiques, ont peut-être, pour la première fois depuis de nombreuses années, une réalité palpable, pour nous mêmes, et pour plusieurs milliers de personnes que nous avons côtoyées ces derniers mois.

Nous avons touché du doigt ce que pourrait être une nouvelle force politique, dans un pays capitaliste avancé, à l'étape actuelle de recomposition du mouvement ouvrier, qui dépasserait les frontières de notre seule organisation. Il nous appartient de décider si nous allons continuer à donner corps à cette première tentative depuis plus de dix ans de regrouper les forces se réclamant d'une autre politique à gauche; ou si nous allons abandonner un processus qui reste encore certes très fragile mais qui a su prouver à diverses occasions déjà sa maturité politique et son désir de dépasser les clivages partisans. Tel est l'enjeu de ce congrès. Ne pas tenir compte des conditions qui président à la recomposition d'une gauche révolutionnaire, aussi difficile soit la tâche, ne pourrait que nous être préjudiciable, si ce n'est suicidaire. Le «noyau prolétarien» faisant jonction avec les luttes ne permettra pas la transcroissance de la LCR en authentique parti révolutionnaire. Le processus actuel tel qu'il a été initié par la candidature de Pierre Juquin est incontournable. Il est beaucoup plus simple de noircir les difficultés inhérentes à une telle démarche que d'avancer des propositions concrètes de construction engageant l'ensemble de l'organisation. Il est plus simple de se réfugier, une fois n'est pas coutume, dans notre virginité révolutionnaire, que d'affronter avec courage les récifs d'un phénomène qui sous bien des aspects ne correspond pas au schéma que nous nous faisons de la marche vers une future gauche révolutionnaire.

Il convient au contraire de partir de l'expérience réelle de milliers de militants, organisés ou non, afin de proposer les premiers éléments de réponses dont nous disposons. Car nous le savons : la question lancinante pour certains de la nouvelle force politique, des moyens pour y parvenir, a été et sera plus encore à l'ordre du jour dans les comités. Elle fait pour ainsi dire partie de la réalité objective.

3. L'initiative politique de Pierre Juquin, se prononçant pour une avancée significative vers une nouvelle force politique à gauche par la naissance aux Assises des comités de fin novembre, d'un mouvement politique indépendant, doit être considérée comme positive. Le maintien du premier capital militant des comités, en bonne partie des inorganisés, nécessite en premier lieu une bataille pour l'adoption aux Assises d'un texte d'orientation politique. Celui-ci devra préciser le projet stratégique du mouvement - pour nous la construction d'une société socialiste autogérée - et son positionnement comme force radicalement à gauche, indépendante tant du PS que du PC. Les thèmes essentiels de la campagne de Pierre Juquin peuvent constituer le premier point d'appui pour l'élaboration de ce texte. Mais il faut aller plus loin, et la LCR peut, dans ce cadre, jouer un rôle de premier plan par la mobilisation de ses acquis théoriques. L'absence d'adoption d'un tel texte aux Assises placerait les comités dans une situation d'incertitude complète quant à leurs choix politiques et donc quant à leur avenir organisationnel. Sans première précision des choix stratégiques, le projet de maintenir les comités comme simples cadres unitaires de campagne s'avérerait vite une illusion, et se traduirait par un affaiblissement progressif du mouvement.

La construction du mouvement des comités, comme première avancée vers une nouvelle force politique, implique aussi des choix organisationnels. La LCR doit donc répondre positivement à la proposition de Pierre Juquin de donner au mouvement les moyens nécessaires à son fonctionnement (finances) et proposer la mise en place de moyens d'expression propres (presse, sigle national). Construire le mouvement politique indépendant des comités, c'est aussi pour la LCR participer pleinement à la direction qui devra être élue aux Assises. Les Assises des comités doivent déboucher sur des choix pour avancer vers la construction d'une nouvelle force politique à gauche, anticapitaliste, autogestionnaire, féministe et écologiste. Se pose dès lors la question des organisations politiques, impliquées dans le mouvement. Leur participation sans ambigüité à la construction d'une nouvelle force politique est indispensable. La LCR, en particulier, apportera au processus la capacité d'intervention collective de ses militants dans le mouvement social et les acquis du marxisme révolutionnaire. Le stade de construction du mouvement des comités n'implique pas, pour le moment, le dépassement des organisations parties prenantes du processus. Dans une premier temps, les militants des organisations doivent avoir un statut de double appartenance au mouvement et à leur courant politique propre, cette double appartenance permettant la mise au service du mouvement des acquis des organisations. Mais, dès maintenant, la LCR doit affirmer sa volonté de participer pleinement à la recomposition et se prononcer publiquement pour la perspective d'un dépassement des différentes organisations parties prenantes du mouvement des comités.

- 4. La question d'une nouvelle force politique est d'ores et déjà d'actualité. Celle du mouvement rouge-vert a été mal posée. Si nous sommes partisans d'une force politique qui crée les conditions d'une convergence rouge verte (mais aussi d'une convergence avec le féminisme, les aspirations de la jeunesse, les luttes internationales...), nous pensons par ailleurs que celle-ci ne peut se satisfaire d'un vague mouvement informel alors que le champ politique français reste structuré par des forces politiques. C'est pourquoi quelque soit le nom de la force politique nouvelle qui verra le jour, celle-ci jouera le rôle d'un parti politique, elle connaîtra un certain degré de centralisation politique et de formalisation des règles de fonctionnement.
- 5. Le courant communiste rénovateur est aujourd'hui confronté à la question de sa définition programmatique et organisationnelle. Il a un rôle essentiel à jouer : celui d'être le lieu d'accueil des militants critiques issus de la crise de déclin du PCF. En revanche, il serait illusoire de croire qu'une organisation regroupant essentiellement des militants issus du PCF pourrait être «le lieu» de la recomposition révolutionnaire du mouvement ouvrier. Comme il serait vain pour le mouvement des communistes rénovateurs de croire qu'il pourrait transposer au niveau national le rapport de forces politique local dont il dispose dans certaines poches par le biais de ses élus. Car cette recomposition a besoin d'un cadre pluraliste du point de vue des cultures politiques pour aboutir au renouvellement nécessaire. D'autre part, la crise de tous les partis communistes en Europe démontre que le mouvement social

est à la recherche d'autres formes politique que celles des PC démocratisés. C'est pourquoi les marxistes révolutionnaires ont une responsabilité particulière pour convaincre les communistes rénovateurs de s'inscrire et de participer à la reconstruction d'une nouvelle organisation à gauche de la gauche dans laquelle ils seront un des courants.

6. Nous raisonnons sur les prochaines échéances électorales du point de vue du mouvement actuel de recomposition. Ceci implique que la LCR ne pratique pas une politique qui consisterait à mettre en avant la présentation de ses propres positions, pour les confronter à l'ensemble des forces politiques, LO, PCI... afin de trouver le partenaire conjoncturel pour telle ou telle échéance, mais qu'elle privilégie la constitution du mouvement de recomposition.

Nous considérons par ailleurs que ceci doit passer par la constitution de listes indépendantes à partir des forces rassemblées dans les comités constitués pour la campagne de Pierre Juquin. Ces listes sont mieux à même de répondre à la situation politique, même si une telle option nationale doit passer par un débat au sein de chaque comité, et qu'en aucun cas cela ne doit être une cause de rupture.

Conclusion announcing as these rues a many anoth is camposled kinds

Nous croyons à la nécessité d'une nouvelle force politique. Mais nous ne croyons pas que celle-ci verra le jour par un quelconque phénomène de génération spontanée; le rôle des organisations politiques est déterminant. En effet le cadre actuel de recomposition que constituent les comités aussi important soit-il n'en reste pas moins fragile. Leur transcroissance est liée à la fois au niveau général de l'action revendicative et au degré d'engagement des différentes forces politiques qui le soutiennent. Ces deux facteurs ont leur rôle à jouer. A nous de peser de tout notre poids.

live epolitique est indispensable. La LCR, on particulier, apportentau processus la

Note: Ce texte a été voté par 3 camarades du CC

parties presentes du mouvement des connés.

d. La question d'une nouvement des connés.

d. La question d'une nouvement des connés.

du nouvement rougn-ven a été mat posée. Si nous sommes partients d'une force du nouvement rougn-ven a été mat posée. Si nous sommes partients d'une force poituque qui cace les conditions d'une convergence rouge vene (mais aussi d'une convergence rouge vene (mais aussi d'une convergence rouge vene (mais aussi d'une convergence avoc le tétablaissme les aspirandors de la journesse, les loures internation naixes...), nous pensons par ailleurs que ce de cele-ci ne peut se satisfaire d'un vague meuvement unformet dans que le champ politique français reste surcunt par des forces politiques et journe le journe un certain qui verni le jour, celle-ci jouern le riche d'un parti politique, elle connaitre un certain deu verni le jour, celle-ci jouern le riche d'un parti politique, elle connaitre un certain de la constitue de la constitue de force de connaitre un certain de la constitue de l

S. Le courrait communiste en expanieur est aujourd has confronté à la question de se définition programmentque et organismiquentlle. Il aun rélecessemiel à jouer : celui d'Ére le limit d'accuelt des militaurs en requests de la criscile déclimitur PCF. En reventée, il serait illusoire de crome qu'une organisation regroupeut essentiet lement des militaurs issus du PCF pourrait here «le lieux de la recomposition révolutement du mouvement ouvrier. Comme il sérait vain pour le mouvement des communistes rénovaneux de croire qu'il pourrait transgoser au naveau national le capt un de forces polnique local dont il di mose dons certaines por hespan le biais le capt un de forces polnique local dont il di mose dons certaines por hespan de vue de ses élus. Che cet le recomposition a besoin d'un cadre pluraliste du pont, de vue des collings politiques pour about it no renouvellement aéres saine. D'aque purt, la crisc de rous les partes communistes en l'acrops demontre que le mouvement soc sal

1. L'EVOLUTION DE LA SITUATION POLITIQUE MONDIALE ET L'OUVERTURE D'UNE NOUVELLE PHASE DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE EN URSS ET DANS LES PAYS DITS «DE L'EST»

Plusieurs points caractéris ent la nouvelle sination aroudiale qui se met en place lépais ces demoires années.

Le vériables révolutions ou puerres civiles ont butché des pays dus -sous-leveloppées auxsi différents qu'Haiti, les Philippines, la Birmanie. Elles mettent et valeque? Auxiliant des simples revendéentents désugeralques «bourgeorass» i liberté l'auxilit des simples revendéentents désugeralques «bourgeorass» i liberté liberté des mobilisations capables de converse des dictanges souveur en place benuit à des mobilisations capables de converse que les lepais des décennées. En l'absence d'autre système social de référence que les lémocratics au cin de ces révolutions su situitaires, fautede commits politiques organités au cin de ces révolutions suitais au suffissaument de poide pour faire le lles autre la mise en ceuve des revolutions sont évidement augues et la récessité de la évolution socialiste, ces révolutions sont évidement auchevées par esseure (cl. évolution socialiste, ces révolutions sont évidement modre vées par esseure (cl. évolution socialiste, cas évolutions sont terme.

Ces advolutions démocratiques» rencontrent le scoument profond de la jeunesse à l'achelle planetaire - per l'égalité et la démocrate. Colle et est sensible ajourd'hur à des causes comme la historente! Apartheid en Afrique du Sud, pour l'ibération de Vatson Nondata qui parier con vencinent les symboles de l'internacautisme, de l'artires sine, de la lutte du pouple noir contre la bourgerisie de rétoria.

QUATRE QUESTIONS DECISIVES

(Texte présenté par 1 camarade du CC)

INTRODUCTION "later making not be religious of the production of t

Quatre questions doivent être impérativement traitées au congrès de la LCR.

La joune génération tond en offet à so laiste de le symbole, au même time que la

- La modification importante de la situation internationale ces deux dernières années et plus particulièrement l'ouverture d'une nouvelle période politique dans les pays de l'Est, en URSS en particulier marquée par une relative libéralisation en ce qui concerne les droits d'expression ... et la reprise d'activité, de mobilisation des masses laborieuses de plusieurs républiques fédérées autour de la revendication nationale liée à la lutte pour les revendications sociales élémentaires.
- La remontée des luttes sociales sur le continent européen et la perspective de mise en place du marché unique en 1992 avec ses conséquences sur notre activité militante quotidienne, notre politique d'alliance dans les différents pays d'Europe.
- La stabilisation en France d'un système politique dans lequel la socialdémocratie tient en main les rênes du gouvernement de manière durable avec les conséquences que ceci doit entraîner pour notre activité quotidienne notre démarche revendicative, notre politique de Front unique ouvrier jusqu'à la question de : quel gouvernement voulons nous ?
- La crise approfondie du mouvement ouvrier de notre pays et les propositions indispensables aujourd'hui pour avancer dans la voie de la constitution d'un parti pour la révolution....



1. L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION POLITIQUE MONDIALE ET L'OUVERTURE D'UNE NOUVELLE PHASE DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE EN URSS ET DANS LES PAYS DITS «DE L'EST»

Plusieurs points caractérisent la nouvelle situation mondiale qui se met en place depuis ces dernières années.

De véritables révolutions ou guerres civiles ont touché des pays dits «sous-développés» aussi différents qu'Haïti, les Philippines, la Birmanie. Elles mettent en valeur l'attrait des simples revendications démocratiques «bourgeoises» : liberté d'expression, d'organisation, vie politique parlementaire «démocratique», pour aboutir à des mobilisations capables de renverser des dictatures souvent en place depuis des décennies. En l'absence d'autre système social de référence que les démocraties parlementaires occidentales ou similaires, faute de courants politiques organisés au sein de ces révolutions ayant suffisamment de poids pour faire le lien entre la mise en oeuvre des revendications démocratiques et la nécessité de la révolution socialiste, ces révolutions sont évidemment inachevées par essence (cf. Haïti, Philippines). Les victoires essentielles qu'elles remportent sont donc sujettes à des remises en cause à très court terme.

Ces «révolutions démocratiques» rencontrent le sentiment profond de la jeunesse - à l'échelle planétaire - pour l'égalité et la démocratie. Celle ci est sensible aujourd'hui à des causes comme la lutte contre l'Apartheid en Afrique du Sud, pour la libération de Nelson Mandela qui portent ouvertement les symboles de l'internationalisme, de l'antiracisme, de la lutte du peuple noir contre la bourgeoisie de Prétoria.

La puissante aspiration à la démocratie est en manque de débouché... Notre conception de la révolution permanente vers le socialisme doit être régulièrement popularisée en même temps que nous soutenons les luttes des masses populaires de ces pays. Ceci particulièrement en direction de la jeunesse.

Mais nous ne pouvons proposer les nôtres qu'en participant à plein titre à toute activité de popularisation et de soutien des peuples combattants. Qu'il s'agisse des peuples birmans, haïtiens ou de la lutte du peuple noir d'Afrique du Sud.

En ce qui concerne ce dernier pays, nous devrons faire un effort notable pour devenir partie prenante de toutes les activités militantes et culturelles de soutien à Nelson Mandela.

La jeune génération tend en effet à se saisir de ce symbole, au même titre que la jeunesse en Mai 1968 avait repris la lutte du peuple vietnamien et du FNL, comme symbole de la lutte des peuples opprimés contre l'impérialisme.

La modification de la situation politique dans les pays de l'Est et en URSS aujourd'hui constitue une modification fondamentale de la situation mondiale.

Pour nous, marxistes révolutionnaires, elle doit devenir un axe prioritaire de nos campagnes et interventions internationalistes. La Glasnost, la modification de la politique de ceux qui dirigent l'URSS d'abord, puis la reprise d'activité des masses de plusieurs républiques soviétiques combinant les grèves générales, les manifestations de masse, l'interpellation du système soviétique en place, transforment en effet durablement et en profondeur les paramètres des débats du mouvement ouvrier organisé et de notre intervention en son sein.

La chose est patente dans un pays comme la France dont le mouvement ouvrier est organisé «par rapport à l'URSS». La scission de Tours et l'adhésion à l'internationale de Lénine et de Trotsky restent la pierre angulaire de la séparation du PS et du PC, jamais dépassée.

Cette alternative se retrouve également dans le mouvement syndical séparant la CGT de la CFDT et de FO.

La crise ouverte par la politique de la Glasnost et la reprise d'activité des masses laborieuses dans plusieurs républiques soviétiques ouvre donc un champs nouveau à notre intervention permanente dans notre propre pays, qui va des campagnes pour la réhabilitation de Trotsky et de notre courant en URSS, aux campagnes de solidarité avec les revendications nationales avancées par les masses en Arménie, dans les pays Baltes...

La stalinisation, meilleur instrument qui soit du chauvinisme grand-russe et de la négation des particularités nationales a en effet renforcé les raisons de fond qui militaient déjà lors de la révolution d'Octobre pour la mise en place d'une fédération

70

des Républiques soviétiques respectant la réalité des nationalités.

Le socialisme ne se construit pas en niant l'histoire des peuples. C'est celle-ci qui dicte aujourd'hui en partie le lien entre les revendications nationales et les exigences du mieux vivre qui se trouvent à la base des grèves générales exemplaires, en Arménie par exemple.

Les communistes que nous sommes, doivent être les premiers à soutenir, populariser ces luttes et ces combats. En toute indépendance et en conservant toute

liberté de critique, cela va de soi.

Nous devons en France populariser et donner notre point de vue sur la situation en URSS dans le cadre d'une campagne nationale de meetings de la LCR dans la

plupart des villes où nous sommes présents.

Nous devons organiser des prises de contact sur place en vue de la solidarité active entre les travailleurs, travailleuses et les organisations de notre pays, les travailleurs, travailleuses mobilisés des républiques concernées et les organisations (comités....) dans lesquelles ils se reconnaissent.

Nous devons initier la constitution d'un comité de personnalités en défense du socialisme et des droits démocratiques des travailleurs, et des peuples en URSS.

Cette démarche est indissociable d'une campagne permanente pour que toute la lumière soit faite sur les effets du stalinisme et pour la réhabilitation de Trotsky et du mouvement trotskyste en URSS et dans le mouvement communiste internatio-

Nous nous adressons systématiquement dans ce cadre au Parti communiste français et à l'ensemble de ces militants.

Il est essentiel pour nous de renouer ainsi dans notre propre pays, publiquement, avec notre tradition d'origine : l'intervention sur tous les terrains, dans toutes les questions qui concernent la vie politique en Union soviétique.

La renaissance des perspectives politiques de notre courant en Union soviétique même enfin est la condition sine qua non de la réappropriation par les masses laborieuses de ce pays des perspectives de la révolution politique, anti-bureaucra-

tique, qui peut seule permettre d'en finir avec l'hiver stalinien.

C'est dans ce cadre que nous soutenons toute conséquence positive de la Glasnost... De l'ouverture des colonnes des journaux au début de démantèlement des arsenaux nucléaires. Mais cette politique de la direction Gorbatchev n'a de sens pour nous que pour favoriser la mobilisation des masses pour la reconquête du pouvoir politique dont s'est emparé la bureaucratie et son appareil l'Etat soviétique et le Parti communiste.

2. LA QUESTION DE L'EUROPE ET L'ACTUALITÉ DES LUTTES OUVRIÈRES DANS LES PAYS DU CONTINENT...

La perspective de constitution d'un marché unique européen en 1992 exprime d'abord la réalité du renforcement des liens industriels, commerciaux et financiers entre les différents états du continent européen.

60 % des échanges en moyenne des pays de la CEE s'effectuent dans le cadre de la CEE.

La concentration du capital industriel et bancaire mondial autour de trois pôles, Japon (Asie du sud Est), USA, Europe, s'accommode très mal de l'éclatement politique, géographique, douanier, législatif, institutionnel de ce dernier.

C'est pourquoi la constitution d'un ensemble européen unifié correspond à l'un des voeux les plus pressant du capital multinational. Ce souhait n'oppose pas, fautil le souligner, les multinationales européennes aux multinationales japonaises ou US... Les filiales de celles-ci en Europe ont en effet tout intérêt à la réalisation du marché unique. Au même titre que les multinationales qui ont un pays européen pour origine et dont le poids dans le groupe des 500 premières entreprises mondiales s'est renforcé cette dernière décennie.

La constitution du marché unique européen, la construction de l'Europe n'entraîne pas, cela va de soi, l'invalidation du rôle de chaque état national. Ceux-ci restent indispensables à la classe dominante sur le plan politique, culturel, idéologique, répressif.

Nous assistons, cet impératif national étant respecté, à la tentative de mise en place d'une superstructure administrative, politique et législative commune aux différentes bourgeoisies européennes, qui cherchent ainsi à rationaliser le cadre d'exploitation des classes ouvrières des différents pays de la CEE.

Que le projet soit mené à bien dans son intégralité ou partiellement seulement ... dépend en grande partie des réactions des travailleurs, travailleuses concernées.

La marche vers le marché unique et en effet un processus mis en oeuvre depuis plusieurs années maintenant avec son lot d'attaques régulières aux conditions de vie et des travail des salarié(e)s de la communauté.

Il se traduit par la mise en oeuvre de politiques concertées et communes de rentabilisation/suppression des grands secteurs industriels tels que la sidérurgie, la navale.

Il se traduit par le démantèlement partiel, les restructurations, la dérègulation des différents services publics des états de la communauté (postes, santé, chemins de fer...).

Il se traduit par des politiques d'uniformisation des conditions d'exploitation dans les entreprises des différents pays de la communauté. Dans l'industrie automobile, comme dans les banques, ou les hôpitaux.

Les bourgeoisies du continent appliquent ainsi des politiques identiques à leurs propres classes ouvrières qui consistent à accroître leur exploitation pour mieux les dresser les unes contre les autres dans le cadre de la concurrence accrue d'un marché unifié...

L'uniformisation des conditions de fonctionnement de chaque état européen en ce qui concerne ses ressources et ses prestations : taxes, impôts, cotisations sociales, système de santé et d'éducation, retraite... est dans ce contexte le pas le plus difficile à franchir.

Cet obstacle considérable à la mise en oeuvre en totalité du marché unique de 1992 n'empêchera pas toutefois l'approfondissement du renforcement de la CEE, indispensable aujourd'hui au stade de concentration du capital multinational contemporain.

Ce pronostic s'entend, cela va de soi, toutes choses demeurant identiques par ailleurs. De profondes mobilisations sociales, un nouveau krach boursier et ses conséquences financières et industrielles peuvent évidemment modifier la tendance à l'oeuvre actuellement.

Nous devons par conséquent faire de nos réponses à ce projet des bourgeoisies continentales un axe prioritaire de notre agitation propagande quotidienne dans ce pays.

Cette démarche nous est facilitée par deux facteurs essentiels.

Une remontée des luttes ouvrières en Europe, faisant apparaître des points de convergences possibles entre les classes ouvrières des différents pays de la communauté.

L'existence dans chaque pays de la communauté de sections de la IVè Internationale et d'organisations anti-capitalistes avec lesquelles nous travaillons de concert.

Ces dernières années ontété marquées par des luttes sociales exemplaires dans les différents pays de la CEE. Grève générale de la fonction publique en Belgique, grève de la sidérurgie en RFA, grève des enseignants en France, en Espagne, en Italie... grève des transports ferroviaires en France, en Italie, en Espagne, grève dans la santé et dans l'automobile en Angleterre...

Ces luttes illustraient en général quatres préoccupations communes :

- la défense des services publics existant contre leur dérègulation en court. Cette revendication est commune aux infirmières britanniques aux cheminots français ou italiens... aux enseignants espagnols, aux postiers britanniques...

- la reprise des revendications salariales, sensibles aussi bien chez les enseignants italiens que chez les infirmières britanniques, les métallurgistes français (SNEC-MA) ou les métallurgistes britanniques (Ford);

- la revendication de la garantie de l'emploi et de la diminution du temps de travail face au chômage. Les luttes les plus avancées sur ce terrain restent celles des sidérurgistes en Allemagne, mais il faut rappeler l'importance de la grève générale pour les 35 heures au Danemark, passée quelque peu inaperçue;

- selon des particularités propres à chaque pays, ces grèves marquent enfin une volonté d'expression des grévistes qui échappe en tout ou partie aux organisations syndicales. Cette réalité se retrouve chez les cheminots espagnols, les sidérurgistes allemands, les métallurgistes britanniques.

Il serait faux de parler de tendances homogènes à l'auto-organisation des luttes. Les expériences des COBAS italiens, des coordinations en France, des comités d'initiatives de citoyens dans la sidérurgie allemande sont sur ce point les expériences les plus avancées.

Ces axes revendicatifs et ces méthodes de lutte «démocratiques» expliquent d'ailleurs l'identité des plates-formes des oppositions syndicales lutte de classe qui existent aujourd'hui dans la plupart des pays européens, de la Suède à l'Espagne, en passant par la RFA, la France et l'Italie.

On retrouve dans chaque cas l'axe des 35 heures contre le chômage, la revendication salariale qui marque une reprise des revendications offensives, l'exigence de

la démocratie face à la crise d'organisation et/ou d'orientation des grandes organi-

sations syndicales européennes.

Cette réalité sociale des mobilisations ouvrières fonde de nombreuses opportunités de prises de contact, d'échange d'expériences, voire de convergences dans l'action des travailleurs, travailleuses des différents pays de la communauté européenne.

Cette réalité est essentielle dans les combats que nous devons mener dès maintenant et dans les années qui viennent contre les plans de mise en place du marché unique européen. MONTAUTIE

«Notre» Europe n'est pas celle du parlement de Bruxelles, de la dérèglementation, du marché unique, mais celle des luttes des mineurs britanniques, des métallurgistes allemands, des cheminots espagnols, des enseignants italiens et des infirmières britanniques, des mobilisations des étudiants et de la jeunesse des différents pays d'Europe... Dans bassed al aux bupile

Nous sommes contre les mesures de dérègulation planifiées par les bourgeoisies européennes et pour l'Europe des 35 heures, de l'indexation des salaires sur les prix, de la défense et de la sauvegarde des services de protection sociaux de retraite et d'éducation en vigueur. crise indversible. Ladroite traditionnelle couseit un pre-ce

Face à l'échéance de 1992/1993 et de mise en oeuvre du marché unique qui vise à «dresser» les travailleurs, travailleuses de chaque pays les uns contre les autres, nous avançons la perspective d'Etats généraux des travailleurs, travailleuses des différents pays d'Europe, membres de la CEE et de leurs organisations pour la

défense commune de leurs droits et de leurs acquis.

Cette démarche devrait se donner pour but l'adoption d'une charte des revendications communes des salarié(e)s de la CEE, des droits démocratiques de libre accès à tous et de libre circulation dans une «Europe sans frontières». Cette charte devra s'adresser aux travailleurs, travailleuses des pays de l'Europe dite de l'Est afin de les soutenir dans la lutte pour leurs droits démocratiques, comme aux travailleurs, travailleuses des pays «dominés» afin de leur apporter l'appui et la collaboration indispensable à la lutte pour leurs droits élémentaires face aux grands trusts multinationaux qui exploitent en commun les travailleurs, travailleuses de la planète.

Ces réponses à la mise en place du marché unique européen, appuyées sur les mobilisations dans les différents pays de la CEE nous permettront d'opposer concrètement la perspective politique d'une fédération des Etats unis socialistes d'Europe, à la constitution de la fédération des états capitalistes de la CEE, à l'Europe du Parlement de Bruxelles et des instances étatiques qui en dépendent.

Cette démarche est irremplaçable dans la bataille politique et idéologique que

nous devons mener contre nos propres bourgeoisies.

Elle doit être illustrée sans cesse sur le terrain revendicatif, démocratique et social. - Contre l'Europe du nucléaire et pour la mise en oeuvre et la réactivation des énergies «propres».

- Contre les législations anti-immigrés et pour l'égalité des droits, la libre circulation des personnes.

Contre les discriminations sexistes et pour l'accès des femmes à tous les métiers, à salaire égal.

- Contre les discriminations sexistes et pour la parité hommes/femmes dans toutes les institutions électives.

- Contre l'Europe du gaspillage, de la spéculation financière et du chômage de masse. Pour la mise en commun des savoir-faire, des ressources matérielles, industrielles et techniques au service des besoins sociaux, sous contrôle des travailleurs, travailleuses.

- Contre l'Europe des banques et du capital, pour la renégociation des rapports avec les pays dits sous-développés, l'annulation de la dette, l'échange des savoirfaire et des technologies.

Nous entreprenons systématiquement dans ce cadre la constitution d'alliances des forces politiques en Europe susceptibles de partager tout ou partie de nos propositions. Les sections de l'Internationale présentes dans les différents pays européens ont à ce titre un rôle irremplaçable.

Les prochaines élections européennes seront la première échéance centrale

permettant de tester cette politique dans la pratique.

La plate-forme adoptée par le Comité central de la LCR constitue la base indispensable de ces alliances. Elle nous laisse évidemment toute liberté pour développer l'intégralité de nos réponses, de nos revendications élémentaires à la perspective des Etats unis socialistes d'Europe.



En lien avec ces perspectives, l'Internationale réunira au plus tôt une conférence ouvrière des sections ou des membres de la IV dans les différents pays européens. Celle-ci adoptera entre autre une plaquette diffusable dans tous les pays de la CEE. Les principales sections de l'Internationale en Europe mettront en oeuvre une coordination régulière de leurs organes de presse.

3. LA NOUVELLE SITUATION EN FRANCE ET NOS PROPOSITIONS DE MOBILISATION

Trente ans après la fondation de la Vè République sur la base d'un coup d'Etat et d'une profonde défaite du mouvement ouvrier, le système politique français a définitivement été remis en cause par les dernières consultations électorales.

La social-démocratie est aujourd'hui le parti politique appelé a gérer pendant plusieurs années les intérêts du capital français. Le Parti communiste connait une crise irréversible. La droite traditionnelle connait un processus d'implosion qu'elle n'a pas, pour le moment, les moyens de maîtriser, aggravé par l'existence d'une parti d'extrême droite à l'audience significative.

Notre présence et notre influence sur le terrain politique institutionnel reste marginale.

Elle n'a pas de rapport avec l'audience de nos idées et de nos pratiques - seuls ou dans l'action commune avec nos alliés - dans les mobilisations sociales. C'est une des contradictions essentielles que nous devons viser sans cesse à réduire.

Dans ce but nous prenons d'abord en compte les éléments suivants :

la crise d'organisation et d'orientation du mouvement ouvrier français - inédite - se traduit par une défiance massive des travailleurs, travailleuses à l'égard des forces politiques ou syndicales censées les représenter. Cette réalité explique aussi bien le faible taux d'organisation des salarié(e)s de ce pays dans les organisations syndicales les plus «représentatives» que les phénomènes abstentionnistes les plus significatifs lors des consultations électorales. Les dernières législatives ou les cantonales.

Cette défiance politique n'entraîne pas l'attentisme ou le calme social. Les luttes de l'hiver 1986-1987 ont au contraire marqué le départ d'un nouveau cycle de luttes.

Cette défiance politique est par contre à la racine de la volonté de contrôle de leurs luttes par les travailleurs, travailleuses. Elle est à la base du développement des formes d'auto-organisation qui on pris une importance inédite dans les luttes ces deux dernières années.

Les coordinations des cheminots, des instituteurs, les comités de grève de la SNECMA et la coordination des entreprises du groupe, la coordination des infirmières, constituent des pas en avant substantiel dans les traditions de lutte et d'organisation des travailleurs, travailleuses de ce pays.

Ces formes d'auto-organisation aujourd'hui sont liées à la réappropriation de revendications offensives autour de l'emploi, des salaires et des conditions de travail. Elles prennent place enfin dans le cadre d'une démarche de mobilisation unitaire généralement très attentive à la politique des organisations syndicales sur ce point.

Ces trois éléments : tendances à l'auto-organisation, forte volonté unitaire, revendications offensives constituent, selon nous, un ensemble indissociable pour gagner.

Nous avançons d'abord trois revendications essentielles dans le contexte de la crise actuelle, de la stabilisation du chômage liée à l'écrasement des salaires et au redressement significatif des profits patronaux.

 Aucun revenu minimum ne peut être inférieur au SMIC quelle que soit sa forme (indemnités, prestations, salaires).

- Le droit au travail pour tous impose la réduction du temps de travail de tous, les 35 heures vers les 30 heures.

- Les pertes de pouvoir d'achat cumulées depuis 1982 doivent être rattrapées intégralement, les salaires doivent être indexés sur les prix (comme le démontrent les résultats des entreprises, le blocage des salaires s'est traduit uniquement par la hausse des profits patronaux)

Ces revendications sont «ajustables» à chaque cas concret, à chaque entreprise.

Mais elles peuvent être symbolisées par trois chiffres : 1500 francs pour tous, 35 heures, 6000 francs minimum, toutes revendications qui se sont illustrées dans les luttes récentes.

Lutter pour conquérir ces revendications-là, passe par la mobilisation, l'unité d'action des organisations syndicales. Mais l'efficacité commande de ne pas laisser à celles-ci le monopole de l'animation et de l'organisation des luttes. Le démarrage même de l'action aujourd'hui peut dépendre d'initiatives et de structures extrasyndicales. Des collectifs, comités de mobilisation, comités de base, voire des coordinations provisoires sont susceptibles de rassembler les militants syndicaux et les non/syndiqués qui ne pourraient pas prendre d'initiatives de mobilisation en commun, dans le cadre des organisations syndicales.

La crédibilité même de l'action proposée peut être en jeu dans certaines branches, catégories, selon qu'elle est avancée par le/les syndicats ou par une structure regroupant des militants ou d'ex-militants qui ont gardé la confiance de leurs

collègues de travail.

La possibilité de prendre les garanties minimum d'information, de coordination, d'unification des luttes dans le cadre d'une branche, voire d'un groupe d'industrie, afin d'être efficace dépend également de la mise en place de structures qui ne

dépendent pas étroitement du cadre syndical.

Si l'action gréviste, démarre l'unité d'action ne tient que si les travailleurs, travailleuses, l'imposent et la contrôlent. Toute lutte doit se doter aujourd'hui des formes d'auto-organisation indispensables : assemblées générales démocratiques et souveraines, comités de grève associant les représentants des organisations syndicales, les délégués «de la base», des syndiqués et des non-syndiqués sous contrôle permanent de leurs mandants, coordinations à l'échelle d'un groupe, d'un trust, d'un service public, d'une branche industrielle ou des services, coordination des sociétés de l'audiovisuel, des entreprises de l'automobile, ou des hôpitaux par exemple.

Ces mobilisations dans une entreprise, une société, un établissement au départ ne peuvent constituer un rapport de forces efficace que dans le cadre d'une politique

de lutte coordonnée et généralisée.

Lutter pour gagner impose de globaliser les mobilisations à l'échelle du groupe, de la branche, de la Fonction publique, de l'ensemble des secteurs d'activité.

Nous cherchons en permanence, sans raccourci à faire cette démonstration dans la pratique. Cette méthode - la démonstration dans la pratique - est déterminante dans le cadre des luttes. Elle doit interdire d'opposer le développement d'une mobilisation dite «catégorielle», à la construction d'un mouvement dit «intercatégorie» dont les capacités mobilisatrices seraient moindres au début de l'action. Cette erreur - que commettent systématiquement nos camarades de Lutte ouvrière - conduit en effet le plus souvent à l'effet inverse de celui recherché : elle limite la mobilisation de la catégorie qui démarre, et ne permet donc pas aux autres catégories de prendre exemple sur elle.

Ce cas de figure, courant dans certaines branches de la Fonction publique (Santé, SNCF, ...) n'a généralement pas d'équivalent dans le secteur productif ou la mobilisation dans l'atelier, l'usine, regroupe les diverses catégories, dès le départ.

Dans le cadre de toute mobilisation nous luttons de toute façon contre l'enfermement catégoriel, l'illusion selon laquelle une catégorie lorsqu'elle lutte seule accroît ses chances de gagner. Il n'y aura pas de victoire durable possible sans préparation d'un mouvement d'ensemble, inter-professionnel, à l'échelle du pays, sur les revendications prioritaires.

Toutes les mobilisations aujourd'hui doivent oeuvrer dans ce sens. Elles permettent d'arracher des avantages limités ou de repousser momentanément des attaques dans l'immédiat. Elles favorisent en même temps les expériences de mobilisation indispensables à chaque secteur pour qu'une remobilisation d'ensemble voit le jour.

Cette démarche de mobilisation s'adresse à toutes les organisations politiques et syndicales qui sont censées défendre les intérêts des travailleurs, travailleuses.

Nous traçons ainsi en permanence le lien entre les mobilisations sociales, et le rôle qui devrait être celui des partis censés représenter les intérêts des travailleurs, travailleuses dans le cadre des institutions, municipalités, parlement, gouvernement...

Nous expliquons sans cesse que ces partis qui restent électoralement les représentants des salariés, le PS et le PCF, ont les moyens de contribuer politiquement à la satisfaction des revendications ouvrières s'ils s'appuient sur les mobilisations des travailleurs en cours.

Ces trois éléments, à savoir les revendications, les mobilisations en cours et la

majorité parlementaire conquise par les deux partis de gauche lors des dernières

élections, sont pour nous indissociables.

Nous expliquons que nous serions favorables à la constitution d'un gouvernement d'unité des forces de gauche qui s'appuieraient sur les mobilisations ouvrières pour satisfaire les revendications et réorganiser l'économie en fonction des besoins

Un tel gouvernement au lieu de pratiquer une politique d'ouverture tirerait sa

légitimité d'assemblées générales de travailleurs, de jeunes...

Cette perspective gouvernementale nous permet de nous adresser concrètement à ceux qui sont influencés à des titres divers par les partis de gauche, en expliquant quelle serait la politique que devrait à notre avis développer un «gouvernement des travailleurs».

Cette proposition est opposée évidemment à toute politique d'ouverture. Elle est incompatible de bout en bout avec la politique du Parti socialiste qui a renoncé à toute remise en cause du système d'exploitation capitaliste. Elle est contradictoire avec la politique du Parti communiste qui ne peut s'accommoder d'une mobilisation de masse, contrôlant un gouvernement qui se réclame des travailleurs.

Cette perspective est différente de la simple revendication d'un gouvernement du PS et du PC, qui correspond à une exigence, une revendication immédiate lors de la formation d'un gouvernement issu de la majorité qui siège à l'Assemblée ou lors des mobilisations sociales prenant à contre-pied la majorité PS, PC et le gouver-

nement d»ouverture» du PS à Matignon, par exemple.

Notre démarche consiste donc à lier les revendications élémentaires à la mobilisation dans l'unité des travailleurs, travailleuses et de leurs organisations, à indiquer la voie de l'auto-organisation et du mouvement d'ensemble, à montrer en permanence les responsabilités et les moyens dont disposent les partis de gauche majoritaires au Parlement, o effecte indicate in administration of the parlement of the par

des sociétés de l'euchovisuel, des entreprises de l'automobile, ou des ho La perspective d'un gouvernement d'Union s'appuyant sur les mobilisations

ouvrières renoue avec la problématique de rupture anticapitaliste.

Nous développons sans cesse dans nos explications les raisons de fond qui justifient cette démarche. Les dernières années, particulièrement la politique mise en oeuvre par la gauche depuis 1982 démontrent parfaitement que toute concession au système dominant, le blocage des salaires ou l'indemnisation des sociétés nationalisées se retourne en arme contre les travailleurs.

Ces deux mesures ont permis le redressement des profits patronaux et alimenté la spéculation financière et la réappropriation des principales sociétés du capital industriel et financier par les propriétaires des actions des entreprises nationalisées en 1982. 6 and b un estimated mobility and incommentation at the debut of 1982 in

voice - conduit on all or legion souvent in l'after a gyens de cetui recharche 4. LA CONSTITUTION is in short as all the activation at all miles

D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI

Il n'existe pas de méthode unique de construction du parti qui puisse être appliquée en tout temps :

- lors de la crise des années 20, de la scission des partis sociaux-démocrates et de la constitution des partis communistes sous l'impact de la Révolution russe;

- durant les années 30 où l'entrisme dans la social-démocratie et les tentatives d'alliances avec des organisations centristes sont le lot de la naissance et du développement de la IV;

- durant les années d'après-guerre à l'heure du triomphe du stalinisme et de la politique entriste au sein des partis traditionnels et des jeunesses communistes ;

- à la fin des années 60 lors des ruptures révolutionnaires avec les partis traditionnels, portées par la jeunesse et la création d'organisations indépendante;

 aujourd'hui, alors que le mouvement ouvrier connait une crise de décomposition/recomposition profonde, que les premiers éléments de la crise du PCF concrétisent à nos côtés...

Lors de toutes ces périodes notre existence en tant que courant politique organisé, délimité sur la base de son propre programme était impérative.

Mais à chaque étape nous avons mis en oeuvre une tactique particulière de

construction du parti révolutionnaire.

Les différentes méthodes de construction du parti révolutionnaire à l'oeuvre dans la IVè Internationale aujourd'hui, démontrent également qu'il n'y a pas de tactique universelle de construction d'un parti applicable partout.

Les camarades de la IV en RFA ont choisi de constituer un parti avec un courant

politique venu du maoïsme et mettant en oeuvre une politique de regroupement des socialistes révolutionnaires. En Belgique la section de la IV prône une unité d'action permanente avec le PC belge et le PTB (ex-mao) pour la construction du parti révolutionnaire. Les camarades britanniques, espagnols, italiens, brésiliens ou mexicains appliquent également des tactiques ad-hoc selon les pays.

Aujourd'hui en France, la défiance généralisée à l'égard de la politique des organisations traditionnelles, ne met pas pour autant à l'ordre du jour la transformation de la Ligue en parti révolutionnaire à influence de masse, se construisant et agissant sur la base de l'ensemble du programme de la IV Internationale...

La nécessité d'une stratégie révolutionnaire précise pour rompre avec le capitalisme - qui est un acquis pour nous - est devenue totalement floue pour des dizaines de milliers de militants qui se conçoivent pourtant comme des «révolutionnaires».

Cette réalité repose sur une différence essentielle avec la constitution de la IIIè Internationale : les générations militantes aujourd'hui ont certes connu des épreuves de la lutte des classes importantes. Mais rien qui soit similaire à l'expérience de la Révolution russe : une épreuve historique qui fasse référence. Les organisations parties prenantes de l'I.C provenaient alors du sein du mouvement ouvrier organisé (scissions des partis sociaux-démocrates). Il s'agit toujours pour nous de faire la jonction avec le gros des forces du mouvement ouvrier, après un long détour historique qui nous en a exclu physiquement.

Ceci reste vrai, même si notre implantation et notre rôle au sein des mobilisations ouvrières aujourd'hui sont sans comparaison avec ce qu'il ont pu être depuis notre fondation.

Cette réalité de la crise du mouvement ouvrier français aujourd'hui doit nous amener à ne pas faire de l'accord avec la totalité de notre programme un préalable à la constitution d'une nouvelle force politique, d'un nouveau parti, avec ceux qui veulent rompre avec le capitalisme, aller vers le socialisme.

C'est ce constat qui était à la base de notre engagement dans le mouvement né autour de la candidature de Pierre Juquin aux élections présidentielles. Dans ce mouvement des comités, la plupart des militants sont à la recherche d'une forme d'organisation permanente. Ceux qui n'ont jamais été organisés politiquement -

ou ceux qui ne le sont plus - considèrent ainsi que les comités sont pour le moment le seul cadre d'organisation disponible. Ils aspirent à leur développement, à leur transcroissance vers un mouvement national.

Nous n'avons pas une conception statique des processus de recomposition à l'oeuvre dans le mouvement ouvrier français. La constitution d'un mouvement, alternatif à la forme parti, reste pour nous un non-sens aujourd'hui comme dans le passé. Peser dans les rapports de force entre les classes, contre les partis bourgeois et face aux partis réformistes nécessite toujours un instrument, un outil qui rassemble des militants sur une plate-forme commune, pour l'action consciente. Un parti,

C'est cet objectif qui justifie notre participation au mouvement des comités. Ce regroupement n'est pas le cadre exclusif de construction d'une nouvelle force politique en France. Mais l'une de ses constituantes.

A l'intérieur des comités nous proposons de construire un nouveau parti sur les axes suivants :

- -L'objectif de la démocratie socialiste comme seule réponse valide au capitalisme en crise. L'appropriation collective des moyens de production et l'autogestion de l'économie par les travailleurs associés, sont, dans ce but, indissociables.
 - La solidarité avec les luttes de tous les travailleurs à l'Est comme à l'Ouest.
- Le refus de toute forme d'exploitation, de sexisme, de racisme, d'oppression nationale, de chauvinisme.
- -Le combat permanent pour l'auto-organisation dans les luttes sociales. La lutte jusqu'au bout, au côté des travailleurs, pour leurs revendications, dans l'unité ouvrière.
- -L'opposition politique à toute gestion de la crise telles celles mises en oeuvre par la Gauche en Europe et particulièrement en France ces dernières années.

Nous visons à regrouper dans un même parti tous ceux qui rejettent la politique concrète des partis socialistes et communistes et comprennent que ces partis ne sont pas des instruments adéquats pour transformer radicalement la société.

L'évolution de ces militants est l'enjeu d'une bataille politique permanente. Au fur et à mesure de l'évolution de la lutte des classes, dans une situation où

s'expriment à la fois de nouvelles capacités de lutte et une défiance à l'égard des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier.

Ces axes politiques et cette perspective de construction d'un parti révolutionnaire dans la phase actuelle de crise du mouvement ouvrier constituent la seule méthode qui nous permette une démarche unifiée au sein des comités et à l'égard de tous nos partenaires organisés, Rénovateurs, Lutte ouvrière, MPPT, tout en nous adressant en permanence à des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes inorganisés.

Cette démarche nous permet également de nous adresser en permanence à tous

ceux qui militent aujourd'hui dans le PS et le PCF.

Dans ce parti nous devons accorder une importance de premier plan à l'ouverture d'un débat, d'un dialogue, avec tous ceux qui sont influencés par les «reconstructeurs», avec les membres et si possible avec les dirigeants de ce courant. La constitution d'un parti révolutionnaire en France nécessite de la participation de fractions militantes aujourd'hui présentes et actives dans ce parti.

Nous avons quant à nous notre programme et nos références propres, que nous versons sans attendre au débat, et sur la base desquelles nous construisons notre

courant. Such mix now up non such asmorroum vocado sob amular so savoura

Les tâches rapidement énumérées dans les points 1, 2, 3 démontrent s'il en était besoin, pourquoi la construction de la LCR aujourd'hui est indissociable de notre activité pour la construction d'un nouveau parti dans lequel nous côtoyons et côtoierons d'autres courants politiques.

d'organisation primeaunts, Ceux qui n'un jamais été organisés politiquement

of their aim purits reformings noncessite tendours on insuranent, un outil out

Conviguações a la sargua le carine exclusif de exacuraçãos d'uno nosavello force

Note:

Ce texte a été voté par 1 camarade du CC.

PROJET DE THESES SUR LA CONSTRUCTION DU PARTI

(texte présenté par 13 camarades du CC et de la CCC)

PRÉAMBULE.

S'appuyer sur la nouvelle poussée ouvrière et la combativité de la jeunesse...

Le fait marquant de ces deux dernières années est le tournant de la situation sociale et politique initié par la puissante mobilisation de la jeunesse en novembre-décembre 1986. Sans le recul précipité du gouvernement Chirac et l'assistance que lui ont apporté les directions officielles du mouvement ouvrier, la grève générale étudiante était sur le point de déboucher sur une grève générale nationale. Elle a été immédiatement suivie par des grèves de dimension nationale dans la SNCF et chez les instituteurs et institutrices. Depuis la remobilisation populaire ne s'est pas démentie.

La révélation de ce nouveau potentiel de combat des travailleurs et de la jeunesse a commencé à ôter, et pour une longue période, l'initiative politique à la bourgeoisie. Cette initiative politique, lentement reconstituée à l'ombre du pouvoir «socialiste», de la gestion de la crise capitaliste par les directions du PS et du PCF entre 1981 et 1986, se nourrissait autant de la crise et de l'affaiblissement du mouvement ouvrier organisé que de l'absence de luttes sociales significatives. La bourgeoisie entendait la consolider et la déployer après sa victoire aux élections législatives de mars 1986. Mais cet espoir aura été de courte durée. Même l'offensive idéologique néo-libérale, après s'être heurtée au mouvement de la jeunesse, à ceux des cheminots et des instituteurs, a trébuché sur le crack boursier, révélateur de l'extrême fragilité du capital financier qui domine et structure tout l'édifice capitaliste. Elle s'est finalement achevée dans les miasmes d'une campagne



électorale en 88 qui confirmait la fin de l'initiative politique du camp bourgeois et la poursuite d'une remobilisation populaire en profondeur.

Les grèves du premier semestre 1988 dans la métallurgie (Chausson, SNECMA) et dans différents secteurs, suivie par la grande mobilisation gréviste des infirmières et la poussée sociale de l'automne, en marquant un net infléchissement vers le haut de la courbe des grèves par rapport à 1987, ont confirmé le tournant opéré fin 1986. Celui-ci s'est traduit sur le plan électoral par une imposante mobilisation ouvrière et populaire pour barrer la route à la droite et à l'extrême-droite, écarter Chirac du pouvoir, et donner une majorité à l'Assemblée nationale au P.S. et au P.C.F..

Ce mouvement a de grandes chances de se renforcer, de gagner en ampleur et en conscience de ses objectifs de classe, de chercher une issue politique conforme à ces objectifs, donc opposée à «l'ouverture» à droite du P.S., et finalement d'accélérer les processus amorcés de recomposition du mouvement ouvrier. Car il se nourrit :

- * de la profonde crise des partis traditionnels de la bourgeoisie, écartés durablement de l'exercice direct du pouvoir d'Etat, talonnés par un parti fascisant qui a tiré ses forces de leur impuissance, a fait voler en éclats leur cohésion interne et oblige les différentes fractions à se resituer et à se réorganiser en fonction de lui et des thèmes racistes et policiers qu'il porte;
- * de la remontée des luttes ouvrières et des mobilisations sociales, d'une forte aspiration unitaire pour se mobiliser et lutter qui interdisent tout espoir «d'état de grâce» au gouvernement Rocard;
- *de la crise du P.C.F., qui libère des forces militantes que les dirigeants dissidents («rénovateurs» ou «reconstructeurs») auront le plus grand mal à canaliser. Car elles auront tendance à subir davantage la pression des luttes sociales à la base, de l'aspiration unitaire des travailleurs et de l'activité des révolutionnaires en leur sein, que l'ascendant politique de leaders indécis et tacticiens;
- * des caractéristiques de la plupart des luttes des travailleurs ou de la jeunesse depuis au moins 1986, luttes tirées en avant par les premiers éléments d'une nouvelle génération militante, qui descend progressivement sur l'arène sociale, en y exprimant et en cherchant à organiser les aspirations à l'unité (des syndicats, des syndiqués et des non-syndiqués), au contrôle démocratique (souveraineté des assemblées), à l'auto-organisation (comités de grève, coordinations), y compris à l'extension;
- * de la perte d'hégémonie partielle dans ces luttes des appareils, en particulier syndicaux et stalinien, dont les objectifs, les perspectives et les méthodes se heurtent de plein fouet à ces aspirations, donc aux nouvelles équipes militantes, en général influencées, associées dans la lutte ou composées en partie par des militants révolutionnaires ou lutte de classe;
- * de la combativité de la jeunesse, de sa disponibilité à de grandes mobilisations sur les thèmes de l'égalité et de la justice sociales, qui ont de tout temps constitué l'antichambre de sa mobilisation et de son organisation aux côtés des travailleurs ;
- * du rôle particulier, irremplaçable, des militants révolutionnaires parmi les animateurs des luttes les plus significatives depuis 1986 au moins ;
- * de la poussée révolutionnaire des peuples opprimés par l'impérialisme d'un côté, par la bureaucratie du Kremlin de l'autre, qui peut, à tout moment, modifier brutalement les paramètres de la situation internationale et nationale, et accélérer les processus révolutionnaires en Europe.

Mais la conscience de ces atouts ne doit pas être unilatérale. Au contraire, comprendre ce qui freine le tournant amorcé durant l'hiver 1986, son avance chaotique, ses contradictions, donne une idée plus exacte de ses rythmes de développement, des difficultés réelles qui ralentissent la remobilisation en cours et obscurcissent la conscience qu'en ont ses acteurs eux-mêmes:

- a) La reprise des luttes est nécessairement lente et inégale après des années où elles ont nettement reflué.
- b) Bien que sa puissance sociale reste inentamée et incontournable par la bourgeoisie et le gouvernement, la classe ouvrière aborde la nouvelle conjoncture avec un handicap politique et organisationnel. Politique parce que sa conscience et

DU PARTI

son indépendance de classe ont été diluées par l'intégration de ses partis traditionnels à la gestion de la crise capitaliste au plus haut niveau de l'Etat. Et que ceci a favorisé des années d'offensive idéologique de la bourgeoisie, largement relayée par les appareils du mouvement ouvrier, contre le marxisme, contre la notion même de la lutte des classes et du caractère antagonique des intérêts ouvriers et de ceux de la bourgeoisie. Organisationnel parce que l'effondrement du PCF n'est pas contrebalancé par un renforcement équivalent des organisations révolutionnaires. Et que, d'autre part, le recul de la syndicalisation est difficilement surmontable à froid, étant donné l'image donnée des syndicats par des bureaucraties ouvrières particulièrement sclérosées, éloignées des préoccupations ouvrières et des nécessités de la nouvelle période (là encore la faiblesse des révolutionnaires ne leur permet pas de changer cette image au niveau national, même s'ils commencent à acquérir un poids significatif dans certains secteurs).

c) Dans ces conditions, la mobilisation de la jeunesse n'est pas encore marquée idéologiquement par les valeurs et les perspectives de classe d'un mouvement

ouvrier qui s'est attaché à les piétiner lui-même.

L'ensemble de ces difficultés donnent la mesure de nos tâches. Mais celles-ci ne peuvent être dominées par celles-là. Bien au contraire. C'est en partant et en nous appuyant très fermement sur les potentialités de la nouvelle période, sur la remontée de la combativité ouvrière et sur celle de la jeunesse, que nous pouvons les définir et les assumer.

....Non sur les préjugés et la fatigue des anciennes couches militantes.

Il faut se rendre à l'évidence : l'essentiel des anciennes couches militantes, à part celles des révolutionnaires, et même certaines d'entre elles, voient la situation à travers le prisme déformant de ces difficultés. Et elles subissent à la fois les contrecoups de l'effondrement idéologique du mouvement ouvrier officiel et la pression des préjugés et des argumentaires superficiels de ceux qui ont abandonné les idéaux de la révolution et du communisme.

La plupart des militants qui ne perçoivent pas ou n'apprécient pas à sa juste valeur le potentiel révolutionnaire de la période sont tentés de baisser la barre et de s'adapter à ce qui semble être, c'est-à-dire à une longue période d'accalmie et de collaboration de classes dominée par la social-démocratie.

C'est ainsi que dans un premier temps la crise du PCF tendait surtout à alimenter une opposition interne de type «eurocommuniste» d'un côté, l'électorat du P.S. de l'autre. Que cette tendance a partiellement été freinée par l'apparition et les débuts de structuration indépendante du courant des Communistes rénovateurs, sous l'impact direct des grandes mobilisations de l'hiver 86-87. Que par un effet de balancier compréhensible, l'éloignement de ces mobilisations (qui semblent à leurs yeux ne pas concrétiser leurs promesses), la dominance du contexte électoral, la faiblesse de la démonstration dans ce cadre de la campagne Juquin, les perspectives de plus en plus inconsistantes et aclassistes de celui-ci, la volonté délibérée de la majorité de la direction de la L.C.R d'autolimiter la bataille politique et idéologique vers eux et dans le regroupement autour de Juquin, ont poussé les dirigeants rénovateurs à se replier sur la bataille interne des «reconstructeurs» du PCF, avec en perspective un PC-bis de type eurocommuniste.

Tout cecin'infirme en aucune manière notre appréciation du potentiel militant que la crise du PCF peut dégager pour la construction du parti révolutionnaire. Mais cela confirme que ce ne peut être un processus linéaire; et souligne une dimension constamment reléguée au second plan par la majorité de la direction sortante de notre organisation. Les discussions et tractations de sommet, les concessions politiques à Juquin, aux alliés de la campagne présidentielle, aux rénovateurs, les phrases pour s'auto-féliciter d'une «bonne» campagne, de «vraies» convergences, etc...., ne peuvent remplacer une bataille rigoureuse pour une compréhension commune des potentialités de la situation et des tâches immédiates. Or, dans les périodes de recomposition à froid (qui constituent toujours un laboratoire préparatoire aux processus plus massifs et rapides qui se produisent à chaud), les possibilités de la situation n'apparaissent pas de façon évidente, surtout pour des militants et des cadres éduqués dans le PCF, ou pour ceux qui reviennent à la lutte politique après quelques années de sommeil, et même pour des travailleurs, des syndicalistes et des jeunes impressionnés par l'opinion publique établie des commentateurs et des acteurs de la politique officielle.

Ouvrir les yeux d'au moins une partie d'entre eux sur ce que recèle la situation exige une bataille décidée des révolutionnaires sur tous les terrains : à travers nos

moyens de propagande, dans les organismes de masse (des syndicats aux comités), en faisant des démonstrations concrètes à travers des mobilisations unitaires et dans les luttes. La mobilisation de front unique pour le 1er mai, le rôle des révolutionnaires dans les grèves de Chausson, de la SNECMA et des infirmières, ont été des démonstrations partielles de ce type. Mais la majorité de la direction sortante s'est refusée à les utiliser dans ce but. Et surtout, elles ne s'inséraient pas dans une politique globale de la Ligue pour tirer les choses en avant, délimiter le chemin de classe à emprunter, en nous appuyant sur les nouvelles aspirations et la disponibilité des travailleurs et des jeunes. Mais au contraire dans une politique d'adaptation aux difficultés, aux préjugés de couches militantes sceptiques ou pseudo-réalistes, d'auto-limitation de la bataille politique nécessaire, qui situait notre organisation au même niveau que tous les autres partenaires - non révolutionnaires - de la campagne Juquin.

Or, si cette campagne démontre une chose, c'est que nous ne déterminerons de ruptures significatives dans les vieux partis ouvriers, nous n'entraînerons des couches militantes larges sur une politique de front unique, et au-delà, pour certaines d'entre elles, jusqu'aux positions programmatiques du marxisme révolutionnaire, qu'en étant à la fois très fermes dans la bataille idéologique et en démontrant que notre politique de front unique est une force d'entraînement et d'organisation de la jeunesse et des travailleurs. Et il ne s'agit pas d'un voeu pieu : les nouvelles caractéristiques de la situation politique, énumérées plus haut, le

permettront de plus en plus.

Il faut cesser de considérer que la recomposition du mouvement ouvrier est un processus harmonieux, à travers lequel il suffirait d'apprendre à cohabiter et nous entendre avec un certain nombre de forces pour créer une «nouvelle force politique» attrape-tout. La recomposition est une bataille; une lutte d'influence sans concession dont l'enjeu avant tout est l'organisation de la génération de 86 et de la nouvelle génération de travailleurs qui arrivent et arriveront de plus en plus nombreux à la lutte politique. Nos éventuels partenaires sont aussi des adversaires politiques qui ont leurs propres objectifs, qui veulent marquer la recomposition en cours de leur empreinte, qui cherchent à en sortir une organisation très différente du parti révolutionnaire que nous voulons. Nous devons avoir constamment à l'esprit ces évidences. Et en déduire notre attitude : toujours prêts à collaborer avec d'autres forces dans la lutte des classes et dans la lutte politique, loyaux et très souples sur toutes les questions tactiques pour définir et développer le travail commun, intransigeants sur les orientations de fond, sur leur contenu de classe, sur l'indépendance de classe et dans le débat idéologique. En même temps, il est indispensable d'affirmer notre organisation, même (surtout!) dans les mobilisations unitaires et le front unique; de la construire; de démontrer que c'est une force dynamique, incontournable, attractive pour les jeunes et les travailleurs, parce que révolutionnaire. C'est un ensemble de conditions pour que les couches militantes lutte de classe qui émergent ou émergeront de la crise du PCF, sans doute plus tard du P.S., nous respectent, nous apprécient, considèrent comme incontournable la collaboration militante avec nous, le débat de fond sur le parti, et que certaines d'entre elles arrivent à la conclusion qu'il faut en former un, révolutionnaire, avec nous. Car celles-là - à la différence de forces déliquescentes qui n'ont plus aucune fierté de parti - apprécient l'efficacité, la loyauté et la rigueur idéologique et d'organisation.

En un mot comme en cent, il est temps de reconnaître que le rôle de la L.C.R. dans la recomposition en cours est fondamental, si l'on veut que de cette recomposition sorte un parti révolutionnaire. Elle est le moteur essentiel de cette perspective, quelle que soit la multitude des apports extérieurs nécessaires pour y aboutir. Rien ne serait plus catastrophique que d'adopter le profil d'organisations comme le PSU, la FGA ou le PAC, qui aspirent avant tout à disparaître, ou à renaître de leurs cendres dans un large conglomérat centriste, semi-réformiste ou «vert-rouge».

1 - Un potentiel précieux.

La thèse selon laquelle le bilan des trotskystes serait aussi catastrophique que celui des autres tendances du mouvement ouvrier, que leur programme et leurs principes seraient tout autant inadaptés pour construire un parti révolutionnaire à influence de masse pour cette fin de siècle, est inconsistante.

Quand elle vient d'anciens staliniens repentis, c'est un façon de nous associer à leur propre échec, d'éviter de tirer un bilan sérieux du stalinisme, et dans ce cadre des vraies raisons politiques de l'effondrement du PCF. Quand elle est reprise par des camarades de notre organisation, c'est l'expression d'une attitude ahistorique

et d'une fuite en avant qui les amène, comme tant d'autres, à chercher un raccourci dans la construction du parti et à effacer ce qui est un obstacle pour former un parti centriste avec d'autres : l'histoire réelle, les acquis politiques et la tradition révolutionnaire du trotskysme.

Les trotskystes n'ont pas échoué. Il n'est en tout cas pas temps de porter un tel jugement. Que valaient l'opinion de ceux qui considéraient, dès 1906, que le Parti bolchévique, exsangue après l'échec de 1905 et le reflux qui s'ensuivit jusqu'en 1912, avait échoué? Nous n'avons nous-même franchi qu'une première étape; attendons de voir les autres.

De cette première étape on peut dire que nous avons dégagé un capital précieux qui a prouvé sa valeur et son efficacité dans toutes les grandes luttes qui marquent, depuis fin 86, la remontée de la combativité des travailleurs et des jeunes.

Les trotskystes étaient deux ou trois centaines avant l'explosion de 1968. A la faveur de la crise pré-révolutionnaire de cette année-là et des années d'offensive qui l'ont suivi, ils sont devenus quelques milliers. Ils sont restés quelques milliers malgré plusieurs années de reflux des luttes, à travers lesquelles toutes les autres organisations ouvrières qui tiraient leurs ressources et leurs forces militantes de la lutte des classes, ont disparu ou commencé à s'effondrer sensiblement. S'ils se sont maintenus, c'est indéniablement grâce à leur programme, à la richesse de la tradition révolutionnaire dans laquelle ils s'inscrivent, grâce à des efforts constants pour renouer avec elle, malgré toutes sortes d'erreurs, d'oscillations et de faiblesses.

Ce qu'ont prouvé les vingt dernières années, c'est qu'on n'improvise pas un parti avec une influence significative même à travers dix ans d'offensive des masses. Surtout quand on aborde une telle période avec de très faibles forces, une implantation ouvrière quasi inexistante, peu de cadres, une faible assimilation de l'expérience historique et du programme, c'est-à-dire dans une situation de confusion et de crise sérieuses. Les années d'offensive ont permis de faire un bond en avant important en captant une partie de la nouvelle génération, de commencer à homogénéiser nos rangs, de former des cadres. Les années qui ont suivi ont imposé de poursuivre cette homogénéisation et modifié la composition sociale et l'implantation. Il reste encore beaucoup à faire sur les plans politique et organisationnel. Mais imaginons ce que pourrait produire notre acquis actuel dans une nouvelle offensive semblable à celle des années 68-78!

Non, le bilan des trotskystes en France n'a rien à voir avec celui des autres organisations. Ce n'est pas un hasard, au regard de leurs fondements programmatiques, si les organisations centristes et maoïstes des années 70 ont disparu ou sont déliquescentes. Que reste-t-il du P.S.U., qui était pourtant, avant 68, un parti semblable à celui que certains camarades voudraient nous entraîner à constituer ? Que reste-t-il de la G.P., de l'O.C.T., qui avaient capté au lendemain de 68 de forts courants de radicalisation de la jeunesse ?

Notre bilan ne peut surtout pas être mis sur le même plan que celui du PCF. Sa direction, elle, a mis tout le poids de son appareil en 68 pour éviter que la crise prérévolutionnaire ne se dénoue en crise révolutionnaire, et que l'offensive des années 70 ne débouche sur une nouvelle grève générale. Ce furent des années de luttes très âpres, qui ont concerné des centaines de milliers de jeunes, de travailleurs et de militants, et au cours desquelles les trotskystes et les staliniens se sont affrontés très durement. Il y avait là matière à former un grand parti, mais nous n'étions prêts ni sur le plan politique, ni sur le plan organisationnel. Aujourd'hui, le PCF paie le prix de ses trahisons. Et les trotskystes s'appuient sur les cadres formés durant la période précédente pour animer et diriger les luttes qui recommencent. Où est l'échec ? Qui a échoué? Ne disposons-nous pas d'un capital précieux grâce justement à une lutte constante, interne et externe, pour un parti au programme «délimité», marxiste révolutionnaire?

2 - Eloignement des perspectives révolutionnaires ?

Certains nous parlent de la fin ou de l'éloignement des perspectives révolutionnaires depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe.

Sans remonter à l'insurrection hongroise des conseils ouvriers de 1956, on se demande si l'on a bien vécu dans la même Europe depuis 1968! Car qu'est-ce qu'une crise révolutionnaire? Une situation où ceux «d'en bas», les travailleurs, la jeunesse, ne veulent plus se satisfaire de leur condition, et l'expriment par de puissants mouvements de révolte, et où ceux «d'en-haut», les gouvernants, les capitalistes, ne peuvent plus gouverner comme avant, ne trouvent plus les ressources de la stabilité de leur régime. De telles crises n'ont-elles pas marqué l'Europe des années 70 (pour ne parler que de l'Europe)? Une grève générale de dix millions de travailleurs en France pendant plus d'un mois, une crise révolutionnaire en Tchécoslovaquie, suivie deux ans après d'une grève générale et de mouvements insurrectionnels en Pologne, d'une crise révolutionnaire au Portugal, d'une situation pré-révolutionnaire au moment de la mort de Franco en Espagne, d'une nouvelle vague révolutionnaire en Pologne en 1980... Et tout cela en restant seulement dans le cadre de l'Europe!

La thèse de l'éloignement des perspectives révolutionnaires relève d'un impressionnisme à courte vue. Il est vrai qu'au prix d'efforts gigantesques, les bourgeoisies et les bureaucraties ouvrières européennes ont réussi à contenir la poussée révolutionnaire des années 70. Leurs contre-attaques n'ont pas été sans ampleur ni sans résultats: développement du chômage, chute de l'activité gréviste pendant de nombreuses années, affaiblissement de l'organisation et de la conscience de classe des travailleurs, montée d'un parti fascisant. Mais il n'est qu'à voir comment une grève étudiante en France débouche en moins de deux mois (octobre-novembre 86) sur un risque d'affrontement central entre la classe ouvrière et le gouvernement, pour mesurer à quel point l'équilibre actuel reste fragile, et avec quelle rapidité les travailleurs pourraient reprendre l'initiative politique à grande échelle... La bourgeoisie (pas seulement en France d'ailleurs) l'a bien compris, qui tente de préserver prudemment ce fragile équilibre en mettant à contribution au maximum la social-démocratie...

La situation ne dégage plus de «courants de type révolutionnaire» nous disent les mêmes camarades. Nous avons essayé d'analyser en préambule les véritables paramètres de la situation, ses potentialités et les difficultés politiques de la remobilisation actuelle. Les premières escarmouches ont déjà projeté quelques centaines de jeunes vers les organisations révolutionnaires (en particulier les JCR), avec un potentiel bien plus grand qui reste dans l'expectative. Elles ont commencé à modifier l'état d'esprit général envers nos organisations et l'état d'esprit de nos militants eux-mêmes. Les prochaines, surtout si elles se généralisent et deviennent plus permanentes, pousseront des milliers de travailleurs et de jeunes vers les révolutionnaires, comme le démontrent toutes les périodes historiques semblables. Avec cette différence fondamentale par rapport aux années 70 : l'existence de la LCR peut permettre que ce mouvement n'aille pas dans tous les sens (produisant toutes sortes de «courants de type révolutionnaire» comme disent les camarades) et fournisse les premières forces d'un parti révolutionnaire capable de peser de plus en plus sur la situation.

Il n'est vraiment pas temps de baisser les bras et de changer de cap!

3 - CE QUI FONDE LA NÉCESSITÉ D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

L'existence d'un parti révolutionnaire séparé ne se justifie pas seulement en périodes révolutionnaires. Car les appareils réformistes ne sont pas contre-révolutionnaires seulement durant ces périodes comme l'affirment certains. A l'époque de l'impérialisme, époque du capitalisme décadent, «des guerres et des révolutions» selon la définition de Lénine (et l'Histoire l'a amplement confirmée), les réformistes n'obtiennent aucune réforme substantielle et stable; et leur étiquette, même en période de paix civile, n'est que la couverture d'une activité contrerévolutionnaire permanente dans le mouvement ouvrier lui-même. Les camarades qui soutiennent la thèse inverse seraient bien à mal de nous citer la moindre réforme sérieuse qui serait le produit de la volonté réformiste des appareils. Toutes les réformes, tous les acquis arrachés depuis la Première Guerre mondiale sont des résultats accessoires ou importants de la lutte de classe et souvent de mouvements à caractère révolutionnaire du prolétariat. La collaboration de classes n'est pas réformiste en période de paix civile et contre-révolutionnaire en temps de révolution. Elle assume sa fonction, qui est de désarmer les travailleurs, de les endormir, de les lier à la classe ennemie, de les tromper, d'assurer la stabilité du pouvoir et la défense de l'Etat bourgeois, dans les deux cas. Simplement cette fonction est assurée avec moins de violence dans le premier que dans le second (ce qui n'est déjà plus vrai quand il s'agit des colonies et de la défense par les réformistes des intérêts de leur propre impérialisme).

De même le fameux «clivage entre réforme et révolution» reste à tout moment un clivage entre révolution et contre-révolution, entre aspirations révolutionnaires des travailleurs et conservatisme contre-révolutionnaire des appareils. C'est vrai dans une grève (les vraies, quand les travailleurs cherchent à imposer leurs propres revendications, pas les journées d'action bidon à travers lesquelles les bureaucraties syndicales cherchent à justifier leur existence) autant, même si c'est à plus petite échelle, que lors de poussées révolutionnaires. N'importe quel travailleur d'avantgarde en a fait l'expérience.

Cette réalité fonde la nécessité d'un parti révolutionnaire indépendant des partis réformistes. Son rôle historique est de faire triompher la révolution, mais sa nécessité pratique est quotidienne. Elle est de défendre conséquemment les intérêts des travailleurs, de chercher à les séparer de la bourgeoisie, de leur faire prendre conscience de la nécessité de leur indépendance de classe, de forger ainsi, à travers les petites comme les grandes batailles, une conscience de classe révolutionnaire. Et c'est justement en s'enracinant dans la classe ouvrière et la jeunesse, à travers ces efforts constamment renouvelés, en partageant leurs victoires partielles et leurs défaites, en trempant ainsi une avant-garde centralisée, qu'il peut, le moment venu, se hisser à la hauteur de sa tâche historique.

En réalité, les camarades qui découvrent aujourd'hui que le clivage entre réforme et révolution n'a d'importance stratégique qu'en période de révolution tentent une justification théorique a posteriori de leur projet de construction. Pour justifier la nécessité de construire un parti semi-réformiste, ou «non délimité stratégique-ment» sur les questions de la réforme et de la révolution, il leur faut combler au moins partiellement (pour les temps de paix) le fossé entre réformistes et révolutionnaires. Mais quelles que soient leurs illusions, ceci n'est pas neutre. On ne se prépare pas, et l'on ne prépare pas les militants à la révolution en construisant un parti semi-réformiste. Le parti et son programme modèlent les militants, donnent le cadre de leur éducation, de leurs perspectives, de leur compréhension des situations et des tâches. Un parti centriste ne peut être une avant-garde conséquente préparant consciemment la révolution. Il se contente en général d'être une mouche du coche des partis réformistes. Surtout s'il se fonde sur l'hypothèse préalable de l'éloignement des perspectives révolutionnaires.

4 - Du programme à sa caricature

Le programme marxiste-révolutionnaire est particulièrement riche. Car il a été élaboré à travers des dizaines d'années de luttes de classe et d'expériences révolutionnaires. De l'élaboration marxiste initiale aux premières expériences de grands partis ouvriers, en passant par la rupture du communisme révolutionnaire avec la social-démocratie, puis la lutte contre la dégénérescence stalinienne, et finalement pour la IVème Internationale.

Dans la bataille pour le parti révolutionnaire, on ne peut réduire ce programme à une ou deux questions comme celle de la destruction de l'Etat bourgeois (ce qui est encore manifestement trop pour un certain nombre de camarades). Cela revient à remplacer un corps vivant par sa caricature. Un parti dont la seule base programmatique serait celle-là, même fonctionnant selon un mode centraliste démocratique, risque d'être particulièrement inefficace et inapte à affronter les problèmes de la lutte politique et révolutionnaire de notre temps. Chacun sait qu'il y a loin de la coupe aux lèvres, et que de l'acceptation de l'idée générale de la destruction de l'Etat bourgeois à l'élaboration d'une démarche transitoire pour y arriver, de cette idée générale à une compréhension du rôle et de la fonction de chaque bureaucratie nationale et internationale, qui mènent à des positions très pratiques et très fondamentales dans la lutte des classes, il y a le fossé entre les trotskystes et toutes sortes de regroupements intermédiaires ou centristes.

Il peut n'y avoir pratiquement aucun terrain de travail commun avec des forces qui revendiquent la perspective de la destruction de l'Etat bourgeois (par exemple les maoïstes des années 70). On peut par contre envisager très sérieusement la perspective d'un parti révolutionnaire commun avec des forces issues du PCF ou

du PS, évoluant vers la gauche, qui accepteraient d'engager avec nous les batailles politiques de front unique à l'ordre du jour et rejetteraient toute formule de collaboration de classes. Car sur cette base peuvent s'engager les débats programmatiques nécessaires. Mais il faut être conscients que nous n'avons pas même encore réussi à obtenir ce minimum des rénovateurs et des autres partenaires de la campagne Juquin! Et à moins d'être prêts à s'adapter à eux, de réduire le programme à une liste de revendications, le problème d'un parti politique avec eux ne se pose pas. Une telle fuite en avant ne peut d'ailleurs produire qu'une organisation aussi inconsistante qu'éphémère comme le prouvent tant d'exemples historiques.

La question du nouveau parti ouvrier ne peut être abordée sérieusement à partir de la recherche d'une base minimum d'accord avec d'autres forces. Soit il surgira, comme l'aboutissement de tout un processus de batailles, d'expériences, de démonstrations, de débats, de collaboration militante, à travers lequel la LCR, se construisant elle-même largement en captant la radicalisation croissante de nombreux travailleurs et jeunes, deviendra un pôle d'attraction pour des courants entiers issus du PCF, du PS, des syndicalistes lutte de classe. Et dans ce cas, rien ne serait pire que de réduire à priori les domaines de la bataille programmatique; ne seraitce que parce que dans cette voie, nous avons besoin de toutes les ressources de notre programme pour gagner (et même d'élaborer davantage encore à partir d'elles).

Soit, avant que nous n'ayons nous-mêmes abouti, nous serons confrontés à l'apparition d'un grand parti centriste, produit d'un éclatement du PCF, ou de la convergence de différentes fractions issues du PCF, du PS et des syndicats, ou de tout autre cas de figure analogue, et nous devrons nous poser le problème de la possibilité et de la nécessité de nous y intégrer en tant que fraction révolutionnaire.

Mais même dans ce dernier cas, c'est seulement dans la mesure ou nous aurons travaillé à fond pour réaliser la première hypothèse, c'est-à-dire que nous aurons sensiblement renforcé la LCR, éduqué quelques milliers de militants sur la base de notre programme, de toute notre tradition révolutionnaire, que nous pourrons espérer peser sérieusement dans le nouveau parti et en dégager ou en faire le parti de la révolution prolétarienne. En tout état de cause, nous ne devons pas perdre de vue que de tels partis centristes ne sont jamais apparus dans l'Histoire à froid, qu'ils surgissent toujours (quand ils surgissent) au début ou au milieu d'affrontements révolutionnaires, et qu'étant donné ce que nous sommes aujourd'hui, nous avons le temps d'essayer de réaliser l'hypothèse la plus favorable.

5 - L'OPTIMUM QUE NOUS VOULONS

Notre optimum ne peut être un parti «non délimité stratégiquement», c'est-à-dire en pratique un conglomérat semi-réformiste, hétérogène, inefficace, dans lequel la démocratie sera un mot à l'usage des militants, alors que quelques chefs détermineront la politique. L'expérience avec Juquin et les comités, le fonctionnement du courant des rénovateurs, sont tout à fait significatifs de ce point de vue.

Notre objectif optimum est un parti ouvrier révolutionnaire, trotskyste par sa filiation programmatique, section d'une Internationale révolutionnaire. Mais nous ne posons pas le problème en termes aussi abruptes. A tous ceux qui sont ou seront intéressés par la question d'un nouveau parti ouvrier - L.O., MPPT, Rénovateurs, fractions ou courants du PCF et du PS, militant(e)s divers, etc. -, nous proposons de travailler en commun, dans le cadre d'une politique de front unique, et en même temps d'ouvrir un débat public sur toutes les questions de la lutte des classes nationale et internationale, sur le programme, les méthodes d'organisation et de direction, l'importance stratégique de la construction d'une Internationale révolutionnaire et l'affiliation internationale éventuelle, de ce nouveau parti.

Nous proposons aussi, évidemment, de discuter de la façon dont on pourrait avancer vers cet objectif. Nous mêmes devrions prendre l'offensive sur cette question : en engageant une campagne politique sur le thème de la nécessité d'un parti ouvrier révolutionnaire, en proposant les éléments d'un programme adapté à notre temps, en ouvrant la discussion dans notre presse avec les autres tendances sur les questions de fond qui posent problème pour chacune d'entre elles. Nous cherchons à convaincre de nos positions. Nous sommes prêts à reconnaître tous les apports extérieurs réels. Nous voulons que ce parti soit affilié à la IVème Internationale. Nous ne déterminons pas a priori l'accord programmatique suffisant pour constituer ce nouveau parti. Il devra nécessairement englober les questions fonda-

mentales de la marche à la révolution prolétarienne dans les métropoles impérialistes, du soutien aux combats des travailleurs des pays dominés par la bureaucratie stalinienne, et de ceux des peuples opprimés par l'impérialisme. Mais nous attendons que le problème se pose concrètement pour en discuter sérieusement sur cette base.

Tout autre attitude nous mènerait soit à figer le débat nécessaire, soit à nous adapter préalablement à des partenaires supposés, alors qu'aujourd'hui cela relève de la spéculation intellectuelle.

6 - La crise du PCF, «rénovateurs» et «reconstructeurs»

La crise du PCF - dans la mesure où la nouvelle situation de la lutte des classes favorise davantage la résistance de nombreux cadres et militants face à la direction que la résignation ou la démoralisation - est une véritable chance pour la construction du parti révolutionnaire. Mais l'expérience récente avec les rénovateurs prouve qu'il ne s'agira pas d'un processus linéaire, et qu'il n'entrera certainement pas dans les schémas préétablis de nos concepteurs du «parti centriste large».

Les courants oppositionnels internes ou externes oscillent du point de vue organisationnel entre la perspective du redressement du PCF et la formation d'une organisation indépendante (PC-bis ou regroupement plus large), et du point de vue politique entre l'intégration dans la politique «d'ouverture» du PS et une perspective de front populaire. L'évolution de cette situation est évidemment conditionnée par des facteurs objectifs: l'attitude de la direction du PCF qui peut tourner pour tenter d'absorber tout ou partie de l'opposition et aborder dans de meilleures conditions les prochaines échéances électorales, l'accélération ou une relative accalmie de la lutte des classes. Aujourd'hui nos possibilités d'agir sur cette opposition dépendent avant tout de notre politique de front unique, de nos capacités à la faire pénétrer dans ses rangs, à travers les liens politiques établis avec les rénovateurs ou d'autres militants du PCF dans les comités, les syndicats, sur le terrain et par des initiatives politiques centrales vers eux. Nous devons en particulier avoir une attitude systématique d'intervention et de clarification dans leurs propres débats.

Notre démarche doit être celle-là: il est temps d'élaborer une politique en direction de la crise du PCF, articulée autour d'un travail de base et d'initiatives centrales, intégrant des propositions de débat public (dans les pages de Rouge, de Critique Communiste, à travers des journées d'étude, etc...), au lieu de rester suspendus aux oscillations tactiques du groupe dirigeant des rénovateurs. C'est la meilleure façon de devenir un facteur objectif de cette crise et des reclassements qu'elle entraînera. Cela exige également de prendre l'offensive sur les questions politiques de fond et d'opposer à la campagne de Juquin et consorts pour un mouvement «vert-rouge», ou à l'orientation de redressement du PCF ou de la formation d'un PC-bis, notre propre campagne pour un parti ouvrier révolutionnaire.

En d'autres termes, l'image que nous avons donnée d'une organisation s'adaptant, bon gré mal gré, à Juquin et à la nébuleuse «alternative», devient un réel obstacle pour agir dans la crise du PCF. Il faut rompre d'urgence avec elle.

7 - LES CONTRADICTIONS AU SEIN DU P.S; LEURS POTENTIALITÉS.

Le P.S. occupe aujourd'hui une place importante parmi les travailleurs et la jeunesse: audience électorale, surface militante, réseaux syndicaux et associatifs... Les contradictions latentes au sein de la social-démocratie vont être avivées par l'opposition entre sa politique d'ouverture à droite et d'austérité maintenue d'une part, les aspirations et revendications de sa base sociale de l'autre.

Les tentatives d'élargissement des alliances à des forces bourgeoises significatives ne sont pas récentes, mais la constitution d'une alliance PS-CDS ébranle les fondements sur lesquels le PS s'est réunifié et reconstruit depuis le congrès d'Epinay (1971).

Alors que l'expérience 81-86 (et sa conclusion) reste présente dans la mémoire de nombreux militants, cette politique d'ouverture à droite suscite une grogne et une

opposition souterraine ou parfois organisée. C'est ce qu'ont, par exemple, manifesté les 30 % pour la dissolution de l'Assemblée nationale, lors de la Convention nationale de janvier 88.

Les initiatives autour de Poperen lors du Congrès de Lille (avril 87) et de la Convention nationale, la crise et les tournants successifs de Socialisme et République (ex-CERES), les remous provoqués par les parachutages de candidats d'ouverture, la campagne pour l'autonomie du MJS, le regroupement constitué dans la Nouvelle école socialiste... sont autant de manifestations de la crise du P.S, des possibilités mais aussi des difficultés pour qu'émerge un courant de gauche en son sein.

En dernier ressort c'est l'évolution de la lutte des classes qui déterminera les possibilités et les rythmes pour que des regroupements de gauche naissent, s'orientent (en totalité ou en partie) vers une rupture avec la social-démocratie et participent éventuellement de la construction du parti révolutionnaire.

Une politique globale de la L.C.R en faveur de l'unité ouvrière, de la rupture des alliances à droite, et au-delà de la rupture avec la bourgeoisie, est essentielle pour peser sur ces contradictions, autant pour recruter directement à l'organisation que pour hâter les processus de crise au sein du PS. L'élaboration d'une politique spécifique par rapport à cette crise devrait favoriser sa maturation vers la rupture de militants ou de regroupements avec leurs directions. Dans tous les cas, elle ne peut partir du soutien à tel ou tel courant interne actuel, mais d'une indépendance totale des révolutionnaires et de la définition d'une politique défendant les aspirations des militants ouvriers et jeunes, sans la subordonner aux jeux internes, à la place institutionelle, ou aux limites des divers regroupements existant au sein du PS.

8 - NE PAS CHERCHER DE RACCOURCI.

Cependant, il est vain de chercher un raccourci pour capter les courants de gauche en gestation dans la crise du P.C.F, du P.S ou des syndicats. La bataille idéologique, la démonstration de nos capacités d'initiative, de direction, d'organisation dans la lutte des classes, peuvent les impressionner favorablement, faire évoluer plus rapidement vers nous un certain nombre de militants. Elles forment la base d'un travail préparatoire indispensable. Mais les grandes fractures, celles qui libèrent des pans entiers des vieux partis ouvriers - des pans organisés évoluant vers la gauche - ont toujours lieu dans les périodes d'offensive de la classe ouvrière et de la jeunesse. Notre activité actuelle doit préparer ces moments où les révolutionnaires, s'ils ont su accumuler les conditions politiques et d'implantation nécessaires, peuvent fusionner avec de larges apports extérieurs pour former un parti révolutionnaire conséquent. Chercher à brûler les étapes dans cette voie nous amènerait à adapter notre programme et notre organisation à ce qui existe, les débris de l'offensive précédente, celle des années 7O, sans pour autant attirer ou accélérer la configuration ou l'évolution d'éventuels courants de gauche dans les vieux partis ouvriers.

L'expérience récente le prouve. Les rénovateurs communistes ont commencé à se structurer, à prendre l'initiative face à la direction du PCF, y compris à nouer des liens avec nous sous l'impact des grandes mobilisations de l'hiver 86-87. Parce que ces mobilisations ont semblé marquer le pas, que le contexte électoral a été dominant durant toute l'année passée, la direction du PCF a pu tasser provisoirement la crise, et les opposants «rénovateurs» ou «reconstructeurs» restent dans l'expectative, méfiants par rapports aux ex-»comités Juquin» et à notre rôle dans ce cadre.

Les camarades qui considèrent malgré tout que, même si les conditions n'en sont pas encore réunies, nous devrions jouer un rôle dynamique dans la configuration d'un parti, sinon révolutionnaire, du moins centriste - tout en gardant, affirment-ils, notre identité marxiste-révolutionnaire -, font une grave erreur de méthode. On ne peut à la fois consacrer notre énergie et nos moyens militants à impulser la construction d'un parti centriste, à convaincre les rénovateurs, d'autres forces, les inorganisés des comités, de la nécessité et de la possibilité de le former ensemble sur une base minimum, et en même temps mener bataille pour nos positions programmatiques de fond. En pratique, cela se traduit toujours par : «on garde nos idées, mais on fait une autre politique». Le résultat est catastrophique : les idées révolutionnaires tendent à se dissoudre dans la nouvelle politique, les positions de nos partenaires sont confortées, l'éducation politique des inorganisés est le résultat de ce melting-pot et les rend peu réceptifs aux positions marxistes-révolutionnaires. Dans ces conditions, la tendance qui porte celles-ci se rétrécit au lieu de grandir. L'expérience récente du PCI dans son MPPT - quels que soient les aspects

manipulatoires de l'opération - le démontrerait à ceux qui veulent prendre la peine de l'analyser de façon non superficielle.

D'autre part, ceux qui pensent que la formation d'un tel parti centriste est la meilleure façon d'éviter la marginalisation des révolutionnaires, font peu de cas de l'expérience historique. Le PSU des années 60 fut un parti de ce type. Il se construisit dans un premier temps en captant une véritable fronde de militants ouvriers du PS et même du PCF contre la soumission plus ou moins profonde de leurs partis au colonialisme français, et en se dressant contre la sale guerre faite au peuple algérien. Pourtant, il n'a cessé ensuite de se marginaliser du mouvement des masses durant la période d'offensive des années 70, et il s'est davantage encore marginalisé durant les années de stagnation qui suivirent (au point d'être réduit à une peau de chagrin).

La seule façon d'éviter la marginalisation est de nous ancrer fermement, en apportant nos réponses politiques de façon offensive, dans la remontée des luttes, dans les processus de radicalisation à l'oeuvre dans la classe ouvrière et la jeunesse, et dans ceux de recomposition du mouvement ouvrier. Il n'y a pas de raccourci.

Des vingt dernières années de construction de la LCR de 68 à aujourd'hui, il faut tirer la leçon de notre relative stagnation: on ne construit pas une organisation indépendante en restant à la limite de l'extériorité par rapport aux organisations traditionnelles et au mouvement ouvrier organisé, en cherchant à le contourner par les «nouvelles avant-gardes» et les «alternatives».

Pour mener une politique révolutionnaire dans la France de 1988, il faut une organisation indépendante comme la LCR. Nous ne sommes pas dans la France des années 30, où quelques centaines de trotskystes, quand il était minuit dans le siècle, pouvaient envisager d'entrer en bloc dans le PS pour se construire. Nous ne sommes pas en Grande Bretagne, où le poids du parti travailliste, son hégémonie et ses liens avec le mouvement syndical, peuvent conduire à engager un travail entriste.

Dans la France des années 80, il y a deux gros partis ouvriers, dont la capacité de contrôle quotidien des luttes de la classe ouvrière se sont affaiblis. Il y a une classe ouvrière qui a vécu Mai 68, le programme commun, 81-86; un mouvement de la jeunesse qui a montré sa force en Décembre 86; une extrême-gauche, certes affaiblie, mais qui regroupe des milliers de militants dans les organisations qui se réclament du trotskysme. Donc il y a une place, un espace, pour qu'une organisation comme la nôtre, même réduite à deux milliers de cadres, puisse mettre en pratique, fasse la démonstration, même partielle, d'une ligne d'unité et d'indépendance de classe, rende accessible les éléments clés de notre programme.

9- Une méthode : LE FRONT UNIQUE OUVRIER.

L'aspiration profonde des travailleurs et des jeunes à l'unité pour se défendre, imposer leurs revendications, s'opposer à Le Pen et à la droite, à l'exclusion et à l'injustice sociales, est une donnée fondamentale de la situation. La réponse à cette aspiration et, partant de là, l'agitation politique pour amener les travailleurs à se saisir du combat - indispensable pour avancer - de l'unité ouvrière contre la bourgeoisie, ses hommes, ses partis, ses intérêts, est aujourd'hui une dimension permanente de la construction du parti révolutionnaire et de la préparation des affrontements de classes.

ouvrier organisé, que le sent netivisme militent dans los

Unité ouvrière dans les luttes, pour de grandes mobilisations sociales, antiracistes ou anticoloniales, pour aborder la question du pouvoir à partir de ces luttes ou des élections, pour exiger la rupture avec la bourgeoisie et la satisfaction des revendications, etc. Ce n'est pas un hasard si les alternatifs de toutes sortes réduisent cette question à l'unité syndicale (pour laquelle ils ne luttent même pas conséquemment). Leurs «solutions» alternatives, contre-plans et autres contre-sociétés, sont des propositions pour aménager le système capitaliste, dans ses marges. De ce point de vue, elles constituent un complément petit-bourgeois plus ou moins radical du réformisme ouvrier. Une politique révolutionnaire, elle, doit partir de la nécessité d'avancer pas à pas avec la grande masse des travailleurs et des jeunes, influencés ou organisés par les vieux partis ouvriers, PS et PCF, de les affranchir de cette influence à travers la lutte de classe et la lutte idéologique, de recomposer ainsi une conscience de classe et une perspective politique de rupture avec le capitalisme.

Si l'on veut construire un lobby, une force de pression alternative, une «maison vert-rouge», on n'a pas besoin d'une politique de front unique. Si l'on veut gagner sur les revendications, briser la loi du profit, conquérir le pouvoir et le voir exercé par les représentants de la population laborieuse et sous son contrôle, il faut avancer

avec des millions de travailleurs et de jeunes, quelle que soit leur filiation politique ou syndicale, et les aider à submerger toutes les difficultés sur cette voie. Un véritable parti ouvrier révolutionnaire - qui est lui même un corps de doctrine et d'organisation sélectionné à travers des dizaines d'années de lutte de classe et qui ne se réduit pas à l'unité ouvrière anticapitaliste - se forge dans tous ces efforts pour s'unifier et avancer contre les patrons, les capitalistes et leurs gouvernements. De ce point de vue une politique de front unique conséquente est la principale médiation -c'est-à-dire celle à partir de laquelle toutes les autres, plus tactiques, peuvent être jugées et prennent leur valeur- dans la construction d'un tel parti.

Il est significatif que les camarades qui nous proposent explicitement de construire un parti centriste comme médiation (longue) vers le parti révolutionnaire sont en général hostiles ou pour le moins indifférents ou extérieurs à la préoccupation d'élaborer et de mettre en oeuvre une politique de front unique. Le parti centriste qu'ils nous proposent est en réalité la version «ouvrière» et «révolutionnaire» de «l'alternative»(c'est-à-dire un regroupement marginal de petites forces, lobby de pression sur la social-démocratie). Les camarades qui sont leurs alliés dans l'organisation, et qui restent attachés à la mise en oeuvre d'une politique de front unique, prétendent concilier sans y parvenir deux lignes contradictoires, celle de «l'alternative» et celle du front unique, celle de la construction d'un parti centriste et celle de la construction du parti révolutionnaire. Le résultat est hybride : : même les batailles de front unique correctement menées par l'organisation ne sont pas (ou peu) portées à son crédit, car ils n'osent pas faire apparaître la L.C.R. comme la force dynamique dans ces batailles. Or cette indétermination n'aide pas à la faire apprécier et reconnaître par les travailleurs, les jeunes, les militants mobilisés, à étendre ainsi son influence, c'est-à-dire à avancer concrètement dans la construction du parti révolutionnaire.

D'un autre côté, les camarades qui réduisent le front unique à l'unité dans les luttes font de l'économisme. Car non seulement ils n'établissent pas le lien entre ces luttes et la question du pouvoir (qui l'exerce, qui doit l'exercer et pour le compte de quelle classe sociale), question centrale à l'époque impérialiste, mais ils s'interdisent ainsi de répondre à toutes les préoccupations et aux interrogations politiques des travailleurs et de leur avant-garde, c'est-à-dire en dernière analyse de peser sur la recomposition en cours. D'autant plus que, dans le prolongement de cette conception, ils réduisent l'image du parti révolutionnaire à construire à celle d'un «parti des luttes». Ce qui est plus qu'insuffisant: il est non seulement le parti le plus fidèle et conséquent dans les luttes, mais le parti de la transformation radicale de tous les rapports sociaux, politiques, économiques, culturels, le parti du renversement du capitalisme, celui qui prétend construire une société communiste. Et pour donner cette image là, il faut une intervention autrement plus articulée, dans tous les domaines de la crise sociale et politique, en particulier dans celle du mouvement ouvrier organisé, que le seul activisme militant dans les luttes.

Aujourd'hui, face à un gouvernement «socialiste» ouvert à droite, une politique de front unique doit développer les questions suivantes :

- * exigence d'une politique qui démantèle toutes les lois scélérates héritées de la droite, qui s'attaque résolument au chômage, à l'exclusion et aux inégalités sociales, qui satisfasse les besoins et les revendications de la population laborieuse en faisant payer les capitalistes et les financiers ;
- *rupture de l'alliance à droite, rupture avec la bourgeoisie, ses hommes, ses partis, ses intérêts, pour former un gouvernement au service des travailleurs et des jeunes, reposant sur la majorité parlementaire du P.S et du P.C.F;
- * mobilisations dans l'unité pour imposer les revendications sociales les plus urgentes : augmentation générale des salaires : SMIC et revenu minimum à 6000 fr.; interdiction des licenciements; 35h sans perte de salaire et grands travaux dans le domaine social pour résorber le chômage ; pas d'argent pour les bombes mais pour l'école et la formation ; des mesures concrètes pour l'égalité effective entre les femmes et les hommes, pour protéger l'environnement ; etc...
- *unité contre le racisme et l'extrême-droite : pour imposer l'égalité des droits, une loi donnant le droit de vote aux immigrés ; pacte de défense entre organisations ouvrières, associations de jeunes et de travailleurs immigrés, associations démocratiques, pour assurer l'auto-défense dans les villes et les quartiers.
 - * unité contre le colonialisme français : indépendance pour la Kanaky; soutien au

Cette politique doit être tournée vers la grande masse des travailleurs, vers les militants et les électeurs socialistes pour qu'ils exigent avec nous la rupture de l'alliance à droite et une véritable politique de gauche, s'attaquant aux capitalistes et aux intérêts impérialistes. Elle doit s'adresser aux électeurs et militants communistes pour qu'ils rompent l'isolement suicidaire dans lequel les enferme la politique de division de leur direction, pour qu'ils s'engagent avec leur parti dans la bataille de l'unité ouvrière.

Nous ne nous laissons en aucun cas identifier à l'un ou l'autre de ces deux partis, nous n'appuyons pas l'un contre l'autre: notre organisation indépendante ne prendra ni un profil «construisons avec les militants issus de la "souche communiste" un courant révolutionnaire contre la social-démocratie», ni un profil «avec un grand parti socialiste poussé sur la gauche, fermons la parenthèse du stalinisme». Il faut concrétement s'appuyer sur les militants PC et PS unitaires et lutte de classe, il faut que s'exprime un tel courant dans les syndicats CGT, CFDT, FEN, FO. Il y a des milliers de militants expérimentés, de cadres organisateurs, disponibles pour un courant unitaire et lutte de classe. Notre politique de Front Unique nous permet de nous frayer un chemin vers cette recomposition en profondeur, au coeur de la classe ouvrière.

Cela dit, dans cette bataille, nous ne perdons pas de vue deux écueils. Le premier, c'est que le front unique n'est pas «l'unité de la gauche». Front unique implique unité, indépendance de classe, rupture avec la bourgeoisie alors que l'unité de la gauche se réduit en général à un front populaire qui gère les affaires de la bourgeoisie. Le second, c'est que nous ne sommes pas des conseillers de la gauche, de Mitterrand, des tendances de gauche du PS ou du PCF. Le front unique ne se réduit ni à la recherche d'accords avec ces dernières, ni à une activité pétitionnaire ou incantatoire vers les appareils. Il ne peut être imposé à un niveau même local que par l'entrée en lutte des travailleurs, avec parmi eux des révolutionnaires qui impulsent le contrôle et la vigilance; et à un niveau plus général - en particulier au niveau politique et gouvernemental - par une lame de fond à travers laquelle les travailleurs et les jeunes prennent en main, sous notre impulsion et avec notre aide, la réalisation de l'unité. Les grèves de Chausson et de la SNECMA après celles de l'hiver 86-87, la mobilisation pour le 1er Mai unitaire, et plus récemment encore la puissante grève des infirmières l'ont démontré une fois de plus. Nous devons nous préparer à mener de nombreuses autres batailles du même type, qui seront des contributions décisives à la reconstitution du potentiel d'offensive de la classe ouvrière. The sold of the situation of the second of the s

10 - La place de la jeunesse.

L'enjeu le plus immédiat pour avancer dans la construction du parti révolutionnaire est l'organisation de la nouvelle génération qui arrive à la lutte sociale, revendicative et politique à travers les grandes mobilisation contre le racisme, la révolte estudiantine et lycéenne de l'hiver 1986, les batailles contre la précarité et l'exclusion sociale.

La jeunesse a déjà fait la preuve d'une exceptionnelle capacité d'initiatives et d'une autonomie remarquable lors de la grève générale de novembre-décembre 1986 et des mobilisations contre le racisme. Celles-ci ont exprimé sa combativité, sa disponibilité pour de grandes mobilisations sur les thèmes de l'égalité, de la solidarité et de la justice sociales. Dans leur développement, la jeunesse a cherché à organiser ses aspirations à l'unité pour la lutte, au contrôle démocratique et à l'auto-organisation. Elles traduisent sa méfiance instinctive des politiciens et de leurs appareils, y compris ceux, bureaucratisés, du mouvement ouvrier.

Mais en même temps, dans la mesure où la mobilisation indépendante de la classe ouvrière marque encore le pas, où elle reste dominée par les appareils réformistes, où les révolutionnaires sont très minoritaires, cette mobilisation de la jeunesse, y compris ses couches radicalisées, est encore peu marquée idéologiquement par des perspectives de classe anticapitalistes. Ceci laisse évidemment un large terrain de maneuvre à la social-démocratie pour s'attirer la sympathie électorale de la jeunesse. Par contre, toutes les dernières mobilisations, et singulièrement la principale, celle de novembre-décembre 1986, ont montré que la jeunesse fait confiance aux militants révolutionnaires qui savent exprimer ses aspirations et défendre avec intransigeance ses revendications. Elle les place à la tête de ses luttes. Ils sont indéniablement les mieux placés pour organiser politiquement ses éléments les plus avancés. Pour cela, il leur faut la mobiliser, à travers des campagnes

unitaires pour ses revendications, en cherchant la jonction avec le mouvement ouvrier. En même temps, il est nécessaire de traduire en son sein les campagnes politiques de la L.C.R pour l'unité ouvrière et la rupture avec la bourgeoisie, en développant tout particulièrement les thèmes d'agitation anticapitaliste, anti-

impérialiste et antibureaucratique.

Tout ceci implique évidemment de participer activement à la construction, à l'animation, à la direction de SOS-Racisme, de l'UNEF-ID, des mobilisations et des regroupements autonomes de jeunes travailleurs et de jeunes chômeurs contre la précarité et l'exclusion sociale. Ce sont les viviers naturels de la construction des JCR. Mais cette construction exige aussi une attention permanente, spécifique, de la LCR, de toutes ses directions, du B.P. aux cellules, un effort particulier de propagande et d'agitation politiques dans la jeunesse, de formation et de recrutement des jeunes. Cet investissement militant est bien plus important que toutes sortes de spéculations sur la recomposition du mouvement ouvrier et autres recherches d'alliances. L'organisation nombreuse des éléments avancés de la jeunesse est une condition fondamentale du rapport de force politique et organisationnel nécessaire pour rendre crédible le projet de construction d'un parti révolutionnaire et lui gagner des fractions larges de militants issus des vieux partis et des syndicats ouvriers.

11 - L'IMPLANTATION OUVRIÈRE

Le développement de notre implantation dans les entreprises et les syndicats est le pilier indispensable pour prétendre faire un bond qualitatif vers l'objectif du parti ouvrier révolutionnaire.

Durant les dix années écoulées, nos batailles de résistance aux capitulations successives des bureaucraties syndicales, couplées à leur propre affaiblissement, nous ont permis de conquérir des positions de direction dans les syndicats et de nous situer au coeur d'oppositions syndicales larges traversant essentiellement et de

façon inégale la CFDT, la CGT et la FEN.

La remontée des luttes ouvrières et des mobilisations sociales, la forte aspiration à l'unité et au contrôle démocratique qui s'y manifestent, ouvrent la voie à de nouveaux développements. A partir des réseaux d'opposition intersyndicaux créés à l'occasion de précédentes mobilisations (cf. le 1er Mai 1988), il s'agit de prendre l'initiative de mobilisations unitaires successives sur les grandes revendications sociales. Initiatives menées selon la méthode qui a fait ses preuves lors de la bataille du 1er Mai 88 : en cherchant à réaliser l'unité intersyndicale la plus large et au plus haut niveau, mais sans jamais faire dépendre l'organisation, le développement et l'aboutissement de la mobilisation du bon vouloir des appareils, en cherchant à la faire assumer de bout en bout par les militants unitaires et lutte de classe regroupés pour l'occasion. En même temps, dans les entreprises et à travers les structures syndicales, nous cherchons à organiser la lutte, la grève pour les revendications (salaires, emploi, défense des acquis), en répondant aux aspirations à l'unité et au contrôle démocratique, par la proposition de comités de grève et de coordinations controlés par les assemblées générales. Nous nous battons centralement pour le «tous ensemble» comme le moyen le plus efficace pour faire sauter le verrou patronal et gouvernemental sur les salaires et les autres revendications.

C'est en nous appuyant sur les nouvelles équipes militantes et les jeunes activistes qui surgissent déjà dans les premières batailles (cf. la SNECMA, le 1er Mai, la grève des infirmières, etc.) et qui s'affirmeront dans les prochaines, qu'il sera possible de donner une impulsion qualitative à la bataille interne pour des syndicats lutte de classe, défendant de façon intransigeante les revendications, unitaires et démocratiques, pour renforcer ou constituer des courants oppositionnels ou des tendances

larges sur cette base.

Parallèlement, une tâche centrale de la LCR est de donner à cette recomposition du potentiel d'offensive sociale, sa traduction politique : la construction d'un nouveau parti ouvrier, d'un parti révolutionnaire. C'est pourquoi l'apparition indépendante de la LCR, à travers ses tracts, ses affiches, ses cortèges, sa presse, ses initiatives centrales, couplée à une politique organisée de recrutement et de formation des éléments les plus avancés, constituent un complément indispensable de ces batailles.

12 - Notre politique vis-à-vis de L. O. et du P.C.I-M.P.P.T.

Lutte ouvrière devrait fournir une composante du parti révolutionnaire en

construction. Cependant aujourd'hui, la difficulté fondamentale pour mener cette activité de concert avec elle réside dans son incompréhension profonde de la méthode transitoire, en particulier de la nécessité d'une politique de front unique pour aborder et impulser la mobilisation des masses depuis les luttes quotidiennes jusqu'à la question du pouvoir. Ceci l'amène à osciller entre un propagandisme anticapitaliste abstrait, un enfermement dans les luttes (avec des tendances à la manipulation et au découpage artificiel et suicidaire d'une frange radicale), et un opportunisme marqué vis-à-vis du PCF. La conséquence la plus grave est qu'elle reste ainsi extérieure aux batailles pour l'unité ouvrière et la rupture avec la bourgeoisie, à celle de recomposition du potentiel d'offensive sociale et du mouvement ouvrier politique et donc en général aux interrogations politiques de l'avant garde.

Cela dit, nous ne pouvons nous contenter de ce constat et en conclure qu'il n'est possible de rien faire avec L.O. pour l'instant. Un des enseignements des grèves récentes, de Chausson aux infirmières, en passant par la SNECMA, est que nous rencontrons L.O. dès qu'il s'agit d'impulser et d'organiser les grèves, leur coordination, l'extension. Nous devons donc chercher à chaque fois - s'il est possible! - un accord sur ce terrain.

A partir de là, nous proposons que soit réactivé le débat entre nous sur la question de la construction du parti révolutionnaire, sur le front unique, sur la crise et les processus de recomposition du mouvement ouvrier. En tout état de cause, nous accordons une attention particulière et permanente à l'activité et aux positions de L.O. dans notre presse, et nous polémiquons avec elle, qu'elle accepte ou non un échange régulier dans nos presses respectives.

Il est absurde de passer constamment d'idylle flattant la perspective d'une fusion à la quasi rupture des relations. Il y a eu ces dernières années un réel repli sectaire de sa part. Nous devons être conscients que, dans la mesure où nous considérons qu'une politique de front unique est indispensable pour construire le parti révolutionnaire, il y aura toujours une difficulté objective avec L.O., tant qu'elle n'en sera pas persuadée. Nous devons chercher à l'en convaincre et ne pas considérer, même si elle donne cette impression, que ses positions sur ce plan sont figées une fois pour toutes. La collaboration dans les luttes et le maximum d'expériences et de débats communs nous y aideront. Dans ce domaine aussi il n'y a pas de raccourci. Refusons de nous adapter aux réticences de sa direction à renouer des relations suivies avec nous. Les sautes d'humeurs sont contre-productives en la matière; il faut de la constance.

Les possibilités de relations politiques suivies avec le PCI-MPPT sont sans doute bien plus aléatoires. D'abord du fait de la déloyauté de sa direction, de sa propension aux maneuvres, de son mépris pratique pour les principes de la démocratie ouvrière. Ensuite parce que sa ligne de construction du MPPT jette aux orties une politique de front unique un tant soit peu conséquente et lui oppose une prétentieuse et prétendue reconstruction du mouvement ouvrier à travers le MPPT. Ceci renforce tous ses aspects sectaires et fermés au débat politique loyal et à la collaboration militante avec d'autres tendances.

Il serait pourtant aveugle de ne pas voir combien les oscillations de son orientation gauchiste-opportuniste actuelle, dans la mesure où elle heurte l'éducation tradition-nelle de nombreux cadres et militants, accélère la crise de cette organisation, et ouvre un champ important à notre activité et à nos propositions. Ceci implique d'abord que nous fassions la démonstration d'une politique de front unique conséquente. Ensuite que nous mettions en évidence à quel point une telle politique s'oppose à la ligne de construction du MPPT. Plus généralement que nous polémiquions de façon plus soutenue et consistante avec les considérants et les implications du choix du PCI de construire un parti semi-réformiste (le MPPT), et que nous lui opposions celui du parti ouvrier révolutionnaire. Ainsi se créeront les possibilités de travail commun et de débats avec des tendances ou regroupements issus de cette organisation. Et se noueront les liens militants nécessaires pour avancer avec eux vers la formation du parti révolutionnaire.

13. Nous construisons LA IV Internationale.

L'essentiel des militants mouvementistes, «alternatifs», et même une partie des concepteurs du parti centriste large se caractérisent par un enfermement national du point de vue de leurs explications, de leurs analyses et de leurs perspectives.

La L.C.R. s'est construite comme section de la IV Internationale. C'est dans une large mesure ce qui lui a permis de s'ancrer au plus profond des meilleures traditions du mouvement ouvrier révolutionnaire international. C'est aussi ce qui la différencie de nombreux courants centristes éphémères.

La construction de la IV Internationale, les débats et la confrontation des expériences de révolutionnaires du monde entier, sont une source incomparable d'enseignements, le creuset où se fondent de multiples expériences, où elles deviennent l'acquis collectif des militants. Ce combat pour l'Internationale révolutionnaire depuis 50 ans a fait la richesse politique et théorique de notre courant. La construction du parti révolutionnaire ne peut non seulement pas se passer de cet acquis, mais elle doit continuer à l'enrichir. L'éducation internationaliste de la nouvelle génération militante serait bien pauvre si nous ne l'envisagions que comme une somme de solidarités avec les travailleurs et les peuples en lutte . Seule la construction de l'internationale lui donne tout son contenu, toute sa dimension. D'autant plus que de nombreuses questions de la stratégie et de la tactique révolutionnaires font et feront de plus en plus irruption dans l'activité militante et sur la scène politique en France à travers les bouleversements en cours en URSS et dans les pays de l'Est, la politique de Gorbatchev et son projet de réorganisation de l'appareil stalinien international, la poussée des peuples opprimés par l'impérialisme et la bureaucratie.

Pour les marxistes-révolutionnaires, la construction de l'Internationale est une question au moins aussi stratégique que celle de la destruction de l'Etat bourgeois. Il n'y aura pas de parti révolutionnaire - au sens plein du terme - qui ne l'aborde et ne cherche à la résoudre.

Car l'indépendance de la classe ouvrière ne peut être acquise, ni conquise, ni défendue, dans le cadre national. Elle est dépendante d'une analyse internationale des forces de classes en présence, de l'élaboration d'une stratégie internationale, de la construction d'un parti mondial ; aussi sûrement que la classe ouvrière est une classe internationale.

Une des sources principales du poids politique de la LCR dans la bataille pour le parti révolutionnaire en France, est sa participation à la construction de la IV Internationale. Au lieu de tarir cette source, comme nous y entraîneraient certaines positions, la LCR doit prendre une position dynamique dans le développement de la IV Internationale comme centre international impulsant la construction des partis révolutionnaires dans le monde.

Renforcer, construire la L.C.R (S.F.Q.I.) comme organisation indépendante, tel est notre objectif. Nous avons constaté dans les luttes, dans les débats, avec les forces vives de la classe ouvrière, combien notre organisation s'est avérée utile et capable de jouer un rôle dirigeant. Nous n'envisageons pas de disparaître pour entrer dans une organisation traditionnelle car nous pensons que même du point de vue de la nécessité d'influencer des militants de ces partis, nous pourrons le faire d'autant plus et mieux que nous serons à même de mettre en oeuvre une politique indépendante crédible.

Nous ne voulons pas non plus disparaître dans une organisation «centriste», intermédiaire, au programme confus, aux contours flous, à l'action hésitante.

C'est en défendant notre politique auprès des jeunes et des travailleurs que nous serons plus efficaces.

Pas question de changer d'orientation : construire d'abord la L.C.R. pour peser sur les regroupements nécessaires pour former un parti ouvrier révolutionnaire.

ed to summable one and cover of the south of the considerants of he

Ce texte a été voté par 13 camarades du CC et 1 camarade de la CCC.

LA CIBLE, LA FLECHE ET L'ARCHER...

(texte présenté par 8 camarades du CC et de la CCC)

«Les passants feront le chemin...», mais tous les chemins ne mènent pas toujours à Rome...

«L'expression la plus vigoureuse, la plus complète, et la mieux définie de la lutte des classes, c'est la lutte des partis...

La division en classes est certes l'assise la plus profonde du groupement politique; certes c'est toujours elle qui en fin de compte détermine ce groupement... Mais cette fin de compte, c'est la lutte politique seul qui l'établit».

V. I. Lénine

Préambule

Ce texte a été déposé comme contribution au Comité central du 30 septembre et soumis au vote à celui du 21 octobre. Nous avons assisté entretemps au développement des luttes et à l'évolution du débat dans les comités issus de la campagne présidentielle. La fonction du document n'étant pas de régler les problèmes immédiats, mais de fixer une orientation générale et de l'illustrer par l'expérience pratique, nous n'avons pas éprouvé à la relecture le besoin de lui apporter des modifications.

I. Les acquis du dernier congrès

Lors du dernier congrès, nous avions tracé le cadre général de notre projet de construction du parti, à partir d'une analyse des formes de recomposition du mouvement ouvrier (à l'échelle nationale et internationale), de leur différence par rapport à celles des années 30, de l'actualité fonctionnelle d'un programme et d'une organisation révolutionnaires (cf. annexe):

- une mutation en cours, politique et sociale, du mouvement ouvrier, sous les effets d'une crise historique du capitalisme, dont on ne saurait envisager une issue «douce» (Résolution, p. 32);

- une crise de direction du mouvement ouvrier différente de celle des années 30 : «il ne s'agit pas seulement de remplacer une direction politique faillie à la tête d'un mouvement ouvrier riche de traditions révolutionnaires et profondément attaché à un projet socialiste» (Résolution, p 36);

- après un long cycle d'expérience (1968/1986), des débuts de reclassements à l'oeuvre dans le mouvement ouvrier français, avec en leur centre la crise du parti communiste:

- un projet de construction du parti révolutionnaire inscrit dans la durée, ce qui implique à la fois clarté et fermeté sur les fondements programmatiques, capacité à intervenir dans les processus concrets de recomposition, à saisir les médiations permettant de progresser vers ce parti révolutionnaire à audience de masse ;

pratiquement, une orientation axée sur la construction d'une organisation révolutionnaire indépendante (par opposition à une orientation entriste ou à la théorie dite du «parti organique»).

Notre démarche vis-à-vis des communistes rénovateurs et nos propositions pour

les élections présidentielles se situaient dans ce cadre général.

La différence, par rapport à la tentative dite de l'Alternative, tenait à l'existence d'une première rupture issue des rangs du PC, susceptible, dans un action commune avec nous, de continuer à mordre sur les partis traditionnels et de créer une dynamique de regroupement plus large.

Ainsi la perspective d'une nouvelle organisation était-elle envisagée, assez classiquement, dans la partie sur la crise du PC, en termes de fusion à partir d'organisations ou courants nationaux :

«S' il surgissait de la crise (du PC), un courant prêt à tirer un trait sur le passé stalinien sans renoncer au communisme, c'est-à-dire à la construction d'un parti d'action luttant pour l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière, pour un projet socialiste et démocratique, pour une solidarité active avec les peuples en lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie, nous serions les premiers à explorer avec eux la possibilité d'une organisation commune, ouverte à tous ceux qui seraient disposés à s'engager dans cette voie».

Dans la partie finale, nous insistions sur le vecteur de regroupement que doivent constituer des forces politiques nationales : la traduction de cette démarche unitaire en orientation politique suppose l'existence et la volonté de forces motrices présentes à l'échelle nationale, capables de renverser les tendances centrifuges aujourd'hui dominantes. Sans cela, les expériences unitaires locales, quel que soit leur intérêt pour rassembler dans l'action et exprimer la continuité d'un projet unitaire, ne peuvent constituer une ligne politique nationale.

L'apparition d'un courant issu de la crise du PC et en prise sur de nouvelles différenciations à venir était donc clef pour féconder une démarche unitaire prolongée et plus large.

Il fallait rappeler cette approche pour répondre sans détours à la question que 80 % de l'organisation s'était posée, tant dans la résolution de congrès que dans la résolution de CN sur la présidentielle : il s'agirait d'un test quant à la possibilité d'émergence «d'une nouvelle force politique révolutionnaire» (Résolution du congrès sur les municipales). Pas seulement d'une campagne électorale unitaire donc, mais d'un moment de vérification dans la tentative de constituer une force politique supérieure à celles existantes au départ.

L'expression de «force nouvelle» est vague et algébrique. Mais le sens des résolutions ne fait pas de doute : il s'agissait non de tester les «tendances lourdes» de la recomposition, et le fait qu'un rassemblement de forces soit historiquement à l'ordre du jour..., mais bien de vérifier des convergences permettant de prendre de initiatives concrètes et de définir des échéances pour cristalliser et matérialiser cette force nouvelle.

C'està cette question précise qu'il faut répondre, pour savoir dans quel cadre nous travaillons aujourd'hui.

ARCHER...

II. LA QUESTION DU TEST A ÉTÉ POSÉE, IL FAUT Y RÉPONDRE...

Soyons plus précis. Nous tomberions vite d'accord pour énumérer les aspects et acquis positifs de la campagne en tant que campagne électorale :

- notre espace politique s'est incontestablement élargi, même si cette influence ne s'est pas matérialisée (par exemple dans un progrès significatif de la diffusion de notre presse);

- la campagne a permis d'affirmer des thèmes clefs, en rupture avec la politique de l'Union de la gauche au gouvernement, et en contradiction flagrante avec les impératifs de la gestion gouvernementale respectueuse;

- la réalité des comités a traduit une impulsion militante limitée mais réelle.

Ceci dit, la question plus précise du «test» réclame une réponse aussi précise : il n'existe pas, à nos yeux, au sortir de la campagne, les conditions pour franchir un pas qualitatif dans la construction d'une «nouvelle force» ou dans sa cristallisation. Sauf nouveaux événements majeurs dans la lutte de classe nationale ou internationale (avec de nouvelles différenciations significatives dans les partis traditionnels), le dépassement de la Ligue n'est pas pratiquement à l'ordre du jour.

Cette conclusion découle pour nous des limites et des résultats de la campagne électorale (le score y a son importance), mais tout autant de la trajectoire des Rénovateurs qui, en tant que courant national, ont perdu l'initiative dans la crise du

PC.

- Cela ne signifie pas que cette crise soit close. Elle rebondira très certainement à court ou moyen terme ;

 cela ne signifie pas non plus que le courant rénovateur se soit évaporé, ni que la dialogue et l'unité d'action avec les Rénovateurs, dans ou hors les comités, soit désormais inutile.

Il s'agit seulement de constater que les Rénovateurs ont manqué l'occasion de se doter d'une orientation et d'un fonctionnement minimum leur permettant à la fois de rester attractifs aux yeux de nouvelles oppositions internes au PC et de contribuer à féconder la dynamique unitaire de la campagne Juquin. Ils seront désormais plus sous la pression des reconstructeurs internes que l'inverse.

Les raisons en sont multiples : inflexion de la politique du PC autour des législatives, expectatives suscitées par Gorbatchev, non-crédibilité électorale de

Juquin. Mais c'est un fait.

Plus profondément encore, au-delà des défauts relevant du contenu et de la conduite de la campagne, les limites du résultat, électoral et militant, renvoient à des données de la situation politique : au fait que la remobilisation sociale amorcée en 86 et confirmée depuis ne se traduit pas mécaniquement sur le terrain directement politique, notamment dans la jeunesse scolarisée.

III. Pourquoi l'expérience a tourné court...?

Faut-il pour autant regretter ce que nous avons entrepris ? Absolument pas. Une possibilité s'ouvrait, du fait des développements de la crise du PC. Il fallait la saisir, essayer de peser positivement. C'est ce que nous avons fait. Et, si le problème se présentait à nouveau, il faudrait recommencer. En mieux ou autrement, à la lumière de l'expérience. Nous avons certainement commis des erreurs de jugement et nous devons nous défaire d'une mauvaise habitude; celle qui consiste à mélanger les considérants d'une initiative avec des pronostics. Mais ceci n'est pas l'essentiel.

Certains camarades tirent aujourd'hui un bilan négatif de notre attitude sous prétexte que nous n'aurions pas pesé sur l'évolution des Rénovateurs ou sur Juquin. Ce verdict est trop péremptoire pour n'être pas hasardeux. D'une part, nous avons certainement pesé sur l'origine du processus. Sans la présence de la Ligue comme organisation communiste indépendante et son rôle dans les luttes de 86, il est déjà probable que les problèmes se seraient posés en d'autres termes pour les Rénovateurs. Ensuite, nous avons pesé sur la campagne électorale et sur les décisions à plusieurs moments cruciaux (attitude vis-à-vis du gouvernement, législatives...). Enfin, le chapitre des Rénovateurs n'est pas clos.

Il faut cependant apporter des éléments de réponse à la question de savoir pourquoi le test, à cette étape, a tourné court.

On pourrait énumérer sur ce point des raisons d'inégale importance.

a) En premier lieu bien sûr la campagne elle-même et son verdict électoral, puisque il pèse lourd dans les conclusions que peuvent tirer aujourd'hui Juquin, les

Rénovateurs, les Verts, ou même l'opposition interne au PC. Avec un score légèrement meilleur (il n'y a aucune fatalité dans une marge de 2 à 3 %) et un écart plus réduit vis-à-vis de Lajoinie, nous pourrions nous trouver en position d'initiative vis-à-vis de LO ou des Verts. Il s'est passé le contraire. Le choix du caudidat d'éluder les grandes questions en se situant «ailleurs» et en jouant les candidats du troisième type, au lieu d'exploiter l'idée d'un communisme démocratique et unitaire pour se tourner vers les grands partis, y est pour quelque chose. De même que les rapports de défiance établis envers les forces qui le soutenaient, au détriment d'une dynamique militante, qui aurait supposé confiance réciproque et clarté.

b) Au-delà, et plus globalement, il y a la fragilité même du courant rénovateur. Ce courant était apparu comme le fruit d'une scission improvisée dans le PC, sans projet préalable, et non comme l'aboutissement d'une longue bataille d'opposition. Il en résultait des faiblesses connues :

- d'une part, son apparition obéissait avant tout à une réaction au déclin électoral

du PC après les législatives de 86;

 le gros de ses militants et cadres appartient grosso modo à la génération du programme commun. En l'absence de référence vécue à d'autres expériences fondatrices du mouvement ouvrier, la problématique de l'Union de gauche constitue donc son cadre naturel de pensée.

Malgré ces limites, le courant Rénovateur a évolué très vite et répondu positivement aux échéances de la lutte de classe. Alors qu'il n'a pris corps qu'en 86, à peine un an plus tard, en s'engageant dans le soutien à la candidature de Juquin il assumait la rupture avec la direction du Parti. En même temps, il répondait dans le bon sens aux luttes de l'hiver 86.

Cette trajectoire positive trouvait son expression dans le Manifeste de l'automne 87, où l'accent est mis sur «une sortie unitaire de la cohabitation», sur les mouvements sociaux et leurs formes d'auto-organisation. Malgré la somme de questions laissées en suspens, le balancier partait dans le bon sens. Il était juste de saisir ce mouvement pour le consolider.

Les faiblesses et la fragilité du processus demeuraient en effet :

- absence d'un projet défini (d'où hésitations permanentes sur la construction des Rénovateurs ou du mouvement des comités), et d'une direction collective nationale

(apparition et disparition de responsables éphémères);

- référence aux luttes sociales, mais sans insertion militante organisée, qu'il s'agisse des cheminots ou des instituteurs, qui aurait permis de consolider et enraciner cette évolution dans la réalité;

- pas de prolongement pratique de cette rupture politique avec la direction du PC en termes de bataille syndicale dans la CGT;

- quasi inexistence au niveau de la jeunesse.

Dans un mouvement ascendant, en progression, ces faiblesses pouvaient être partiellement surmontées. Il y aurait fallu du temps. Devant la première déception électorale, elles ont au contraire pris le dessus chez des camarades pour qui le critère électoral (important dans leur dissidence) reste privilégié.

c) Derrière tout cela, il faut remonter encore plus loin, aux ressorts sociaux de la recomposition. Nous avons salué à juste titre les luttes de 1986 comme l'amorce d'une remobilisation. Nous constatons que ce mouvement est confirmé par les données sur les luttes du premier semestre 1988. C'est important, voire décisif pour notre intervention.

Ce n'est pas encore suffisant pour accélérer des reclassements politiques de grande ampleur :

- dans les luttes majeures, on voit germer de nouveaux cadres organisateurs de la classe, notamment parmi de jeunes travailleurs qui n'ont pas connu les expériences et les déceptions passées. Mais la reprise des luttes n'en est encore qu'à son début, éparse. Les conditions de leur politisation sont marquées par le passif de la gauche au gouvernement et les coordonnées internationales. Il suffit de comparer les chiffres avec ceux de la première moitié des années 70 pour percevoir les limites. Si une telle génération existait d'ores et déjà comme un tout, les conditions de construction en seraient substantiellement modifiées.

Les municipales et les échéances électorales ne pèseraient pas de la même manière dans les préoccupations de nos partenaires. Les effets s'en ressentiraient très vite dans la jeunesse;

- or, c'est l'autre aspect notoire de la campagne Juquin. L'écho dans la jeunesse a été réel en termes d'assistance aux meetings. Mais l'effet escompté de la radicalisation de 86 ne s'est pas produit, ni électoralement, ni du point de vue d'un engagement militant significatif dans les comités.

IV. LES COORDONNÉES DU PROJET DE CONSTRUCTION DEMEURENT...

Du point de vue de la possibilité de franchir un pas qualitatif dans la construction d'une «force nouvelle, «le «test» est donc négatif . Il faut le dire clairement, pour ne pas courir après notre ombre et nous poser des problèmes que nous ne sommes pas aujourd'hui en mesure de résoudre.

Le chapitre de la recomposition du mouvement ouvrier est-il clos pour autant?

Doit-on réviser radicalement les perspectives du dernier congrès ?

Les problèmes demeurent. La façon dont nous avons exprimé les différences entre les manifestations de la crise de direction révolutionnaire dans les années 30 et aujourd'hui reste valide. Nous en concluions que la reconstruction d'une direction révolutionnaire ne se réduirait pas au remplacement d'une direction faillie par une direction de rechange. Qu'il faudrait pour cela une réorganisation des forces du mouvement ouvrier aussi bien au plan social et syndical qu'au plan politique, ainsi qu'une nouvelle accumulation d'expériences fondatrices. Il fallait donc inscrire notre projet dans la durée et envisager par conséquent les médiations permettant de progresser vers notre but : la construction d'un parti révolutionnaire.

Mais la politique a du rythme. Elle n'égrène pas indifféremment les mois et les années, comme les perles égales d'un chapelet. Elle alterne temps forts et temps faibles. Des initiatives et des pauses. Nous ne devons pas diluer les moments forts et les séquences, dans le déroulement indifférent d'une démarche ou d'une routine hors du temps. Dans ce travers, fuite en avant et repli sectaire peuvent au demeurant se rejoindre, comme deux formes d'indifférence aux événements qui constituent la

matière même de l'action politique.

Nous nous sommes fixés un cadre général d'orientation. Dans ce cadre nous sommes et serons amenés à prendre des initiatives politiques précises. Ce que nous avons fait avec la campagne présidentielle. Au vu du résultat, il faut savoir rectifier

C'est pourquoi les conclusions de l'expérience et les tâches du moment présent doivent être précisées. Deux dangers opposés nous guettent en effet :

celui de la fuite en avant vers la nouvelle force à tout prix, quitte à rectifier légèrement le rythme de la marche ;

- celui du repli sur soi, au nom d'une accumulation de force à engranger pour les

jours meilleurs, quand viendront les reclassements véritables.

Concernant la première tentation, un désaccord court depuis le bilan de l'alternative. Notre but est la construction d'un parti révolutionnaire et nous sommes prêts à envisager les médiations politiques et organisationnelles sur cette voie. Ainsi, si surgissait un courant significatif sur la gauche des partis traditionnels mettant à l'ordre du jour la cristallisation d'un parti centriste, nous pourrions non seulement envisager d'y participer, mais prendre des initiatives pratiques pour qu'il voie le jour. Non en définissant a priori les programme commun minimum à partir de généralités («changement de société, indépendance de classe, démocratie...»), inconsistantes si elles ne trouvent pas leur traduction pratique dans les épreuves quotidiennes de la lutte de classe, mais en aboutissant éventuellement à un compromis explicite au terme d'une discussion et d'une confrontation pratique.

Il n'y a là aucune innovation en matière de tactique de construction. C'est au contraire la tradition des années de fondation de la IVè Internationale (voir le cahier de l'IIRF Sur les années de formation de la Quatrième Internationale).

Un désaccord de méthode revient sans cesse à ce propos. Nous n'avons pas à nous exercer en solo à définir ce que serait a priori un compromis programmatique acceptable. Rien de ce que nous défendons ne nous semble accessoire ou superflu. Si tel était le cas, nous serions effectivement une secte. A l'entrée d'un processus de rapprochement, nous défendons donc, en illustrant dans la politique quotidienne leur actualité et leur fonctionnalité, l'intégralité de nos grandes définitions programmatiques. Un compromis clair et explicite, s'il devait intervenir entre des forces réelles et militantes, ne serait que l'aboutissement d'un processus et non le fruit d'une négociation diplomatique à froid.

A titre d'exemple : certains camarades nous reprochent de poser à nos partenaires la question de l'Etat, dont les conséquences ne seraient pas vérifiables, en dehors de grandes turbulences révolutionnaires. Nous leur répondons :

- d'une part, il ne s'agit pas d'une simple question «théorique», qui deviendrait pratique seulement dans les situations d'imminence de la Révolution. Elle sert de fil à plomb à l'indépendance de classe dans les questions d'alliances, dans le rapport

aux institutions, à l'armée, etc. L'Etat, même au quotidien, n'oublie pas ceux qui font mine de l'oublier;

- d'autre part, que nous pourrions envisager de construire une même organisation avec des courants théoriquement confus sur la question de l'Etat, si leur réalité sociale, leur insertion militante, leur trajectoire permettait de vérifier des convergences pratiques substantielles. Ainsi, pourrions-nous poser en termes de fusion nos rapports avec un courant de type rénovateur communiste de quelques milliers de militants effectifs, confus sur l'Etat, mais clairs sur les axes de lutte contre la crise dans les entreprises et les syndicats, intransigeants sur la question du désarmement ou de l'égalité des droits, clairs dans leurs rapports vis-à-vis de la majorité présidentielle ou gouvernementale. Il est en revanche totalement stérile de répertorier des accords sur des formules aussi générales que «le changement de société», «l'indépendance de classe», ou «la démocratie de masse», si elles ne trouvent pas une application concrète dans les grandes tâches courantes de la lutte de classe.

Il n'y a là aucune recette, aucun mode d'emploi. Les rapports avec de tels courants sont toujours concrets. Il arrive comme dit l'auguste ancêtre qu'un pas en avant vaille mieux que dix programmes, à condition qu'il s'agisse d'un bon gros pas en avant. Il ne s'agit pas là de nombre : seulement le fait d'avoir affaire à des forces réelles et réellement engagées dans la pratique renforce les chances de clarifier et de convaincre à la chaleur de l'expérience sur les questions programmatiques en suspens. Ce qui n'est pas le cas quand nous sommes confrontés à des petits fragments éclatés, hétérogènes, peu militants, ne permettant pas de tirer des leçons claires d'une pratique commune.

V. Une rupture par rapport à l'orientation du VIIIè Congrès...

Une chose donc est d'envisager des médiations sur la voie d'un parti révolutionnaire. Mais une autre, une toute autre, est de déterminer a priori que la constitution d'un parti centriste sera non seulement une étape inévitable sur la voie du parti révolutionnaire, mais encore l'optimum possible dans la situation présente, et de chercher en conséquence obsessionnellement les médiations vers... le parti centriste. Il y a là, par rapport aux thèses du dernier congrès, une inversion de perspective.

La discussion était à l'époque latente à partir de contributions individuelles. Elle est devenue explicite au printemps dernier à l'initiative de camarades qui la pensaient urgente et directement fonctionnelle, pour préparer l'organisation à s'engager à fond dans la perspective d'une nouvelle organisation, si le test bien sûr était positif.

Personne aujourd'hui n'affirme que le test soit positif au point de permettre dans cette voie une avancée significative. S'il ne l'est pas il faut le dire. Tourner la page (sans clore ni le chapitre ni le livre) et repartir du cadre commun du dernier congrès. Cela irait de soi si un nouveau débat n'avait été ouvert.

Nous sommes quant à nous en désaccord avec une démarche déductive abstraite qui part de caractéristiques générales sur la période pour déduire un «espace politique» abstrait et un optimum organisationnel («une organisation non délimitée stratégiquement») indépendamment des interlocuteurs précis qui sont les nôtres. C'est un raisonnement infernal. Car si l'apparition d'un parti centriste est bien le mieux qui puisse arriver dans les circonstances, et si ce projet (comme c'est le cas aujourd'hui) ne peut pas se concrétiser, alors le risque est grand de voir certains camarades en conclure qu'on ne peut a fortiori construire ni un parti révolutionnaire, ni même la Ligue...; et d'autres encore conclure paradoxalement que les prémisses étaient fausses, que la recomposition emprunte d'autres voies, et qu'il faut serrer les rangs d'une cohorte de fer tournée exclusivement vers la radicalité sociale...

Les conséquences d'une telle approche sont évidentes :

- elle installe l'organisation et ses militants dans un état d'esprit provisoire et intérimaire, dans l'attente angoissée de son propre dépassement, au risque d'accroître la démoralisation quand ce dépassement s'avère impossible. Au lieu de penser à ce que nous pouvons faire et de nous attacher à le bien faire, nous nous lamentons alors sur ce que nous devrions et ne pouvons faire;

- elle émousse la bataille programmatique au profit de la recherche a priori de

compromis;

- elle démobilise les énergies au lieu de les mobiliser à contre-courant autour de quelques tâches difficiles de redressement organisationnel (pour écarter tout mal-

entendu, précisons qu'il ne s'agit pas là de comportements individuels : des camarades défendant ces positions peuvent très bien être les plus disponibles pour les tâches quotidiennes comme pour les tâches du rassemblement. Il s'agit d'un comportement de direction qui fixe un cadre de travail et une perspective collective à l'ensemble des militants).

Inversement, il serait aussi erroné de déduire des limites d'une expérience particulière (la campagne Juquin et l'apparition des Rénovateurs) une ligne générale sur la recomposition du mouvement ouvrier.

Pour nous, les données générales ou «tendances lourdes» acquises au dernier congrès demeurent. Elles sont à prendre en compte dans leur ensemble. La construction du parti révolutionnaire ne peut être suspendue exclusivement ni aux différenciations internes dans le PC et le PS, ni à une capitalisation directe de la radicalité ouvrière s'exprimant dans les luttes et les phénomènes d'auto-organisation, quelle que soit leur importance.

Nous devons donc continuer à percevoir l'ensemble des éléments qui n'ont pas trouvé de catalyseur ou levier assez puissant dans la situation, et rester prêts à reprendre l'initiative lorsqu'un tel levier apparaît.

VI. DE LA LIGNE GÉNÉRALE À LA TACTIQUE

Dans cette perspective, nous refusons l'alternative entre construction du mouvement des comités comme étape vers le parti centriste, et le retrait total.

Quand le cadre général est tracé, les problèmes tactiques ne sont pas du même coup réglés. Mais nous savons du moins dans quelles bornes les traiter, qu'il s'agisse des assises, des municipales, de la coordination ou de l'exécutif des comités

Le test ne permet pas un pas en avant dans la constitution d'une force nouvelle. C'est un fait. Mais il n'annule pas les acquis militants de la campagne. Nous n'avons pas subi de désaveu ni défaite majeure sur des questions cruciales. Au contraire. Nous n'avons pas à déserter les comités. Ce serait sectaire et incompréhensible. Nous devons en revanche y faire les propositions constructives et convaincre qu'elles permettent de préserver ou faire fructifier les acquis de la campagne.

Tout mouvement précipité de formalisation d'une organisation ou mouvement sans qu'en existent les base politiques solides ne ferait que précipiter une explosion. C'est pourquoi la seule possibilité est de nourrir le cadre unitaire de nouvelles propositions d'action. Si l'action commune est possible, parallèlement à la discussion, les comités se maintiendront et échangeront leurs expériences. S'ils se vident d'action, ils péricliteront.

Dans tous les cas, dès lors que l'obsession ou l'angoisse du parti centriste n'est pas à l'ordre du jour, la question des comités redevient une question tactique, qui peut être traitée sereinement comme telle. Il est clair du même coup que nous proposons des initiatives aux comités comme à d'autres partenaires éventuels, mais que nous proposons et agissons comme organisation indépendante et non comme simple fraction d'un mouvement en devenir, qui ne prendrait d'initiatives propres qu'après être passée par les canaux des comités. C'est d'ailleurs ce qu'explicite la résolution municipale majoritaire du Comité central d'août.

Mais pour pouvoir prendre des initiatives tactiques, corriger au vu des résultats, dissocier les questions immédiates de l'orientation générale, deux conditions sont requises :

a) un accord et une clarté partagées sur le socle programmatique et stratégique à partir duquel nous intervenons. C'est à dégager et rappeler cet accord que visaient les thèses du dernier congrès, comme préalable à notre mobilité tactique. Le but n'a été que partiellement atteint, en grande partie du fait des camarades qui ont voulu faire l'impasse sur ce débat pour ne trancher que des questions tactiques ou de politique immédiate. Ce sont parfois les mêmes qui réclament aujourd'hui que la question du parti soit tranchée nettement au prochain congrès par le petit bout de la lorgnette («Etes-vous pour un parti révolutionnaire ? Répondez par oui ou par non...»), au lieu de réaffirmer une démarche programmatique et stratégique face aux processus concrets de recomposition, et aux interrogations parfois confuses ou maladroites, mais néanmoins fondées qu'expriment nos partenaires;

b) une maîtrise collective des choix organisationnels, des investissements militants. Or, si la campagne et les luttes élargissent notre espace d'intervention, les clignotants organisationnels sont au rouge (diffusion de la presse, effectifs, situation de division interne). Le congrès devra définir dans une résolution d'organisation quelques mesures urgentes de redressement. Sans quoi «la complémentarité» toute théorique entre la construction autonome de la Ligue et son

intervention dans les phénomènes de recomposition risque de devenir une contradiction pratique.

VII. LA VOLONTÉ C'EST AUSSI DE LA POLITIQUE

Il est faux de prétendre que nous pourrions être dix mille et que nous ne le sommes pas à cause de la ligne ou de la direction. C'est un argument d'agitation qui se retourne comme un gant et porte en lui la démoralisation. Il est tout aussi faux de commencer à dire que dans les circonstances actuelles on ne peut rien faire de mieux qu'une petite organisation d'acier de quelques centaines de membres.

La contradiction est évidente entre le rôle des courants révolutionnaires dans les luttes et leur marginalité électorale. Elle renvoie à la nature et aux rythmes de la politisation. Elle indique néanmoins la possibilité de maintenir une organisation révolutionnaire et de la faire progresser de quelques centaines de militants. Ce qui, pour aborder les échéances prévisibles, constitue déjà un capital important.

Dans cette perspective, nous avons plusieurs cibles, car il n'y a pas d'élément majeur qui unifie immédiatement les phénomènes encore épars de recomposition :

- l'émergence de militants combatifs (souvent jeunes) issus des luttes en cours, mais dont la politisation reste lente, inégale et limitée, par rapport à leur combativité sur des questions concrètes :

- les différenciations qui vont se poursuivre dans les partis traditionnels. La crise du PC continue à y occuper la première place, aussi bien pour des raisons internationales que par le rôle historique du PC dans l'organisation de la classe ouvrière en France (CGT...). La place acquise désormais par le PS fait que des différenciations en son sein pourront jouer un rôle majeur, et se réfracter notamment dans la jeunesse. Les contradictions devraient s'aiguiser entre les bases traditionnelles de la bureaucratie social-démocrate (gestion de «l'Etat providence») et les impératifs de la modernisation-libéralisation, des alliances à droite, etc... Néanmoins, ce parti, s'il reste «ouvrier-bourgeois», est très bourgeois. Ses liens avec l'appareil d'Etat et le rôle des élus y ont acquis une place déterminante. Les embryons d'opposition sont pour l'heure instables ou vélléitaire. Cela n'exclut pas l'apparition de courants combatifs, mais le plus important pour peser alors sur leur réflexion et leur trajectoire sera la capacité d'une organisation révolutionnaire indépendante à démontrer pratiquement, même si partiellement, l'efficacité et l'utilité de ses idées;

- les luttes et la radicalisation de la jeunesse. Ici encore, l'écart reste énorme entre la disponibilité à se mobiliser et l'engagement militant organisé. Certains facteurs internationaux, mais surtout la faible attraction pour l'heure du mouvement ouvrier en tant que tel, favorisent à l'échelle de masse une polarisation en termes électoraux autour du PS, sans qu'il en résulte un contrôle de la social-démocratie sur la jeunesse;

- enfin les courants syndicalistes militants qui peuvent surgir autour de la défense des acquis sociaux et de l'indépendance des syndicats, contre la fonction assignée au mouvement syndical dans le cadre des projets de modernisation capitaliste.

Il n'y a pas d'opposition entre une politique unitaire visant à rassembler dans l'action les secteurs en rupture, même partielle, avec les appareils réformistes, et une politique de Front unique.

Le Front unique est une méthode de mobilisation, il n'est pas en lui-même une ligne de construction du parti. Inversement, les regroupements ponctuels ou plus durables à la gauche des partis traditionnels ne constituent pas une politique de Front unique. Ils peuvent contribuer à créer sur des revendications précises, pour des campagnes, ou des initiatives, un rapport de forces plus favorable vis-à-vis des partis majoritaires traditionnels et des organisations de masse. Mais ils ne peuvent se perpétuer indéfiniment. Leur apparition même pose le problème de leur dépassement, d'un côté par la construction et le renforcement d'un parti révolutionnaire, de l'autre par la mise en oeuvre d'une politique de front unique tournée vers les larges masses.

Tout cela requiert d'accorder une attention particulière aux questions de centralisation (politique et organisationnelle), d'apparition (presse, propagande, initiatives publiques), et de vie politique autonome de la LCR. Il ne s'agit pas de se substituer ici à la résolution d'organisation que doit discuter le congrès, mais de souligner son importance particulière dans ce congrès-ci, comme partie prenante, à part entière, d'une orientation.

VIII. QUELQUES CONCLUSIONS SYNTHÉTIQUES POUR ESSAYER D'Y VOIR CLAIR

- 1) Quels que soient les acquis et aspects positifs de la campagne présidentielle, le test qu'elle constitue ne permet pas de franchir un pas significatif dans la constitution d'une nouvelle force politique.
- 2) La LCR intervient dans la lutte de classe et cherche à s'y renforcer pour mieux contribuer à construire un Parti révolutionnaire des travailleurs capable de répondre aux grandes tâches des années à venir. Sur cette voie, elle est prête à envisager des médiations politiques et organisationnelles en fonction des différenciations significatives à l'oeuvre dans le mouvement ouvrier.
- 3) Les comités issus de la campagne constituent un cadre d'unité d'action et de débat dans lequel nous faisons des propositions d'action. Ils n'ont par eux même ni les bases politiques d'accord ni les forces militantes propulsives leur permettant de se transformer en nouvelle organisation ou mouvement politique supérieur aux organisations existantes.
- 4) Notre présence dans les comités constitue un aspect de notre intervention, mais non l'aspect prioritaire par rapport à notre propre intervention dans les luttes ou en direction d'autres courants du mouvement ouvrier.
- 5) Notre orientation générale se situe dans la continuité de la résolution du dernier congrès. Face à la détérioration de l'état général de l'organisation, en contradiction avec les possibilités d'intervention élargies, le prochain congrès devra doter l'organisation de mandats précis pour un redressement organisationnel.

Annexe:

Voici le résumé de la résolution sur la construction du parti qui avait été publié dans le courrier de CC 63 de janvier 87. Il permet, à titre indicatif, puisqu'il n' avait pas été voté, de rappeler les idées forces et de les confronter à ce qui s'est passé pendant cette année et demi.

1) Nous vivons une mutation historique du mouvement ouvrier qui s'opère dans et par la crise de longue durée, dans laquelle le système impérialiste s'enfonce

depuis le début des années 70.

2) Alors que l'illusion libérale est frappée de plein fouet, il n'existe aucune loi du système qui déterminerait la sortie de la crise, au seul prix de sacrifices sociaux limités et d'une modernisation technologique. L'issue de la crise dépend de conflits politiques et sociaux de grande envergure, seuls susceptibles de façonner une nouvelle configuration du rapport de forces entre classes à l'échelle nationale et internationale.

3) Des appareils d'Etat d'une puissance sans précédent, des institutions internationales de concertation, des intérêts économiques colossaux pèsent de tout leur poids pour différer l'explosion de conflits pourtant inévitables. L'étirement de la crise dans le temps ne résoud rien par lui même. Il entasse les contradictions

explosives.

4) L'enjeu des batailles en cours n'est pas la recherche d'un «nouveau compromis social» négociable entre partenaires responsables, mais une attaque systématique contre les acquis sociaux et démocratiques de la classe ouvrière et une intensification des formes d'exploitation. C'est à ces épreuves que le mouvement ouvrier doit se préparer sur une ligne de résistance intransigeante, pour préparer les conditions de sa contre offensive.

Remarque: La plupart des questions qui se trouvent derrière ces points, sur la continuation et les hypothèses de sortie de la crise ont été en pratique clarifiées notamment à l'occasion du krach d'octobre 87. De sorte que les arguments en faveur de nouveaux compromis sociaux, présents jusque dans les franges de la campagne Juquin, n'ont même plus comme justification de contribuer à une issue indolore de la crise. C'est aussi pourquoi le discours sur la rigueur du PS lui même passe avec de plus en plus de difficulté.

5) La classe ouvrière affronte cette situation handicapée dans un premier temps par les trahisons passées et présentes de ses directions majoritaires, par le poids du chômage, par les transformations de l'organisation du travail à l'oeuvre dans la crise. L'extension du prolétariat, résultat de la longue expansion de l'après-guerre, va de pair avec de profondes différenciations sociales que la crise révèle et accentue.

6) Par sa place dans les rapports de production capitaliste et par ses traditions, la classe ouvrière industrielle, directement productive, constitue la colonne vertébrale du prolétariat dans son ensemble, seule classe capable de prendre la tête d'une

transformation révolutionnaire de la société.

7) L'unification sociale du prolétariat constitue au même titre que la conquête et la défense de son indépendance politique une tâche stratégique qui commande les

problèmes tactiques d'alliances.

8) L'entrée en action collective et les formes de politisation d'une nouvelle génération constituent l'une des clefs de l'avenir: jamais n'a existé une scolarisation aussi longue et massive, face à un avenir professionnel aussi incertain que précaire. L'insertion de nouvelles générations combatives dans les secteurs clefs de la production renouvellera les forces et réveillera celle des générations antérieures.

9) La contre-offensive impérialiste et patronale a rejeté, depuis la fin des années 70, la classe ouvrière sur la défensive. Elle a subi des défaites significatives, mais aucune défaite sociale ou politique comparable à celles des années 30 ne s'est produite. Par delà le désarroi politique, les forces sociales accumulées tout au long des années d'expansion restent considérable.

Remarque: Ces appréciations sont pour une bonne part vérifiées, tant par une reprise les luttes à l'échelle européenne et nationale depuis le milieu des années 80, que par l'instabilité politique et la fragilité des partis bourgeois. En revanche, l'entrée en action d'une nouvelle génération de la jeunesse scolarisée et travailleuse, si elle se vérifie, demeure plus lente et moléculaire que nous l'envisagions, freinée par le poids du chômage, le passif des partis traditionnels, mais aussi l'impact de facteurs internationaux.

10) Pour affronter les conséquences de la crise, l'obstacle majeur demeure la crise de direction révolutionnaire. Elle a pris cependant une toute autre dimension que dans les années 30. Il ne s'agit pas du simple remplacement d'une direction faillie par une direction de rechange, à la tête d'un mouvement ouvrier dont les traditions militantes seraient intactes, mais d'une réorganisation à tous les niveaux, social, syndical, et politique.

11) L'expérience accumulée depuis 1968, de la grève générale au retour de la droite, en passant par les unions et désunions de la gauche, de 1972 à 1986, laisse un horizon politique bouleversé. Elle débouche sur la recherche confuse et éclatée

de nouvelles formes d'expression et d'organisation.

13) La méfiance de la jeunesse et de larges secteurs de la classe ouvrière envers les appareils traditionnels se traduit par un affaiblissement général de leur contrôle sur le mouvement ouvrier, un décalage croissant entre combativité et conscience, entre influence électorale des partis et des syndicats, et leur capacité de mobilisation, Il en résulte une aspiration d'une ampleur nouvelle à l'organisation démocratique des luttes et un poids des courants révolutionnaires dans la mobilisation, sans commune mesure avec leur faible poids électoral.

13) Le Parti communiste, qui subit de plein fouet l'accélération de la crise du stalinisme connait un déclin historique. Si surgissait de cette crise un courant prêt à tirer un trait sur le passé stalinien, sans renoncer pour autant au communisme, c'est à dire à la construction d'un parti d'action luttant pour l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière, pour un projet socialiste et démocratique, pour une solidarité active avec les peuples en lutte contre l'impérialisme et les travailleurs en lutte contre la bureaucratie, nous serions les premiers à explorer avec eux la possibilité d'une organisation commune, ouverte à tous ceux qui seraient disposés à s'engager dans cette voie.

14) Pour l'heure, le Parti socialiste reste un colosse électoral aux pieds d'argile. Il sera confronté dans un proche avenir à des choix entre son ancrage dans le mouvement ouvrier et ses projets d'alliances avec des secteurs significatifs de la bourgeoisie. Des différenciations en son sein sont inéluctables à terme. La meilleure façon de peser sur leur développement et leur trajectoire dépendra avant tout de la

force acquise par une organisation révolutionnaire indépendante.

15) Un alignement du mouvement syndical sur les nouveaux rapports de forces entre les partis de gauche approfondirait la division. La seule perspective conforme aux intérêts des travailleurs est celle d'une véritable réunification du mouvement syndical dans une centrale unique et démocratique. La première tâche sur cette voie

consiste à battre la division dans les luttes et à forger un front syndical unitaire, des entreprises à la confédération.

Remarque: Les développements de l'effet Gorbatchev à l'échelle internationale, loin de décanter et clarifier les reclassements dans le mouvement ouvrier, ouvrent l'éventail des positions et amplifient l'instabilité des processus de recomposition. De même les résultats électoraux de 88, la trajectoire des Rénovateurs et des Reconstructeurs, la lenteur des différenciations dans le PS, confirment les freins qui pèsent sur cette recomposition à l'échelle nationale.

16) Face aux défis de la crise, au bilan de l'Union de la gauche, et à l'état du mouvement ouvrier, il n'est pas de tâche plus urgente que la construction d'un authentique Parti révolutionnaire, délimité de la classe et démocratiquement centralisé. C'est la condition même de possibilité d'une stratégie révolutionnaire anticapitaliste.

17) La démocratie qui doit régir aussi bien la vie interne d'une organisation d'avant garde que ses rapports avec les mouvements de masse, syndicaux et

associatifs, constitue un principe programmatique à part entière.

18) La question soulevée par la crise est de savoir s'il n'y a plus de choix qu'entre un libéralisme sauvage et un libéralisme tempéré par la social-démocratie, entre un effroi nucléaire sans fin et une fin atomique effroyable, entre la fatalité du pire et la résignation au moindre mal, ou si une autre société est non seulement nécessaire mais possible. La résistance de la jeunesse et des travailleurs montre la voie : l'exigence démocratique radicale, à commencer par le droit à l'emploi et à la formation pour toutes et tous, revêt un contenu social incompatible avec la logique du capital.

19) L'exacerbation des contradictions entre l'essor incontrôlé des forces productives et le maintien des rapports de production archaïques, met à l'ordre du jour la nécessité d'une socialisation des grands moyens de production et de communication, d'une planification articulée et autogérée de l'économie, d'une démocratie

pluraliste où le citoyen ne soit plus séparé du travailleur.

20) La conquête du pouvoir politique est pour le prolétariat la clef de son émancipation sociale et culturelle. Toutes les prétentions réformistes à édifier le socialisme en faisant l'économie de la révolution ont été durement sanctionnées par l'histoire. Il n'y aura pas d'édification d'un socialisme autogestionnaire sans rupture révolutionnaire. Seul un gouvernement des travailleurs, appuyé sur leurs mobilisations unitaires et leurs organes souverains, fidèle à leurs mandats, sera en mesure de prendre les mesures énergiques de rupture avec la logique du capital et de riposter au sabotage de la bourgeoisie.

21) Une orientation de rupture avec le capitalisme implique la mise en oeuvre d'une politique unilatérale de désarmement et de réduction des budgets militaires; une offensive internationale pour la paix et le socialisme, pour une Europe dénucléarisée, un soutien aux luttes de libération nationales, à commencer par celles des peuples qui sont encore sous le joug colonial de l'impérialisme français.

22) Le prolétariat est la seule classe capable de conduire une construction effective de l'Europe, d'édifier un nouvel espace économique et de nouveaux droits sociaux à l'échelle continentale, de promouvoir une décentralisation réelle et de résoudre les questions nationales dans le cadre d'une planification démocratique au sein des Etats Unis socialistes d'Europe.

23) La démarche de Front unique est le fil à plomb d'une bataille systématique pour l'unité de la classe à travers l'unité de ses organisations et pour son indépendance envers toute coalition dominée par la bourgeoisie comme envers les

institutions de l'appareil d'Etat bourgeois.

24) Les racines de la crise du mouvement ouvrier sont internationales. Elle ne sera surmontée que sur la base de réponses internationales, qui commencent par la solidarité avec la lutte des travailleurs du monde entier, ceux du Nicaragua face à l'agression impérialiste, comme ceux de Pologne face à la bureaucratie. Plus profondément, il s'agit d'oeuvrer à la construction d'une Internationale révolutionnaire de masse. C'est aujourd'hui le sens du combat de la IV Internationale.

25) Pour construire un Parti révolutionnaire des travailleurs, indépendant des appareils réformistes, la tâche de l'heure est la construction et le renforcement de la LCR. C'est la seule manière d'agir efficacement, de maintenir l'unité vivante de la théorie et de la pratique, des expériences nationales et internationales du

mouvement ouvrier, et de jeter un pont entre le passé et le présent.

26) Il est illusoire de prétendre surmonter la crise actuelle du mouvement ouvrier en fermant la parenthèse ouverte par la Révolution russe et en effaçant la clarification du Congrès de Tours, pour reconstituer au sein du PS l'unité d'avant 1914, et la coexistence entre réformistes et révolutionnaires. Ce serait en réalité une

régression historique considérable.

27) Le dépassement de cette crise appelle des réponses de fond, historiques et programmatiques: toute entreprise sérieuse de construction d'un parti révolution-naire s'inscrit dans un champ politique qui n'est pas celui de la première expérience d'organisation de la classe. Il est d'emblée déterminé par la présence de nombreux courants nationaux et internationaux, dont les racines historiques et matérielles sont profondes. C'est pourquoi un «Parti des travailleurs» qui ne serait ni un réel parti de masse, ni un parti révolutionnaire sur un programme clair, serait impuissant à répondre aux besoins de mobilisation et d'orientation.

28) La radicalisation en cours prend la forme durable non de grandes fractures verticales dans les organisations réformistes majoritaires, mais de courants instables et disparates, tant dans les partis que dans les syndicats. Nous sommes prêts à chercher le maximum d'action et d'expérience commune, en même temps que la libre confrontation d'idées avec tous ces éléments sans exclusives ni a priori. Cette convergence, loin de tourner le dos au front unique, n'a de sens que si elle constitue un levier efficace pour une unité d'action plus large, mettant en mouvement la masse des travailleurs à travers l'unité d'action de leurs organisations syndicales et politiques. Et si, loin de cristalliser des regroupements sur des bases trop confuses pour une intervention cohérente de parti, et trop restrictives pour une unité d'action sans exclusives, elle clarifie à l'épreuve de la pratique la nécessité d'un parti d'action.

29) La traduction de cette démarche unitaire en orientation politique suppose l'existence et la volonté de forces motrices présentes à l'échelle nationale, capables de renverser les tendances centrifuges aujourd'hui dominantes. Sans cela, les expériences unitaires locales, quel que soit leur intérêt pour rassembler dans l'action et exprimer la continuité d'un projet unitaire, ne peuvent constituer une ligne politique nationale.

al most abendure 1 d man secondarion not school strement and usednism Note "

Ce texte a été voté par 9 camarades du CC et 1 camarade de la CCC.

SUR LE PARTI

(Texte présenté par 6 camarades du CC et de la CCC)

1. L'expérience récente de la campagne Juquin a posé à une échelle plus grande et sur la base de réelles possibilités, la question de la construction d'une nouvelle force à gauche du PS et du PCF. L'objectif fixé était donc celui d'une modification substantielle du champ politique actuel tel qu'il est structuré par les formations politiques du mouvement ouvrier. L'ouverture d'un espace politique de contestation de la domination du PCF et du PS (et des dangers d'une hégémonie quasiexclusive du PS) est bien l'enjeu des phénomènes de recomposition du mouvement ouvrier; la campagne Juquin l'a partiellement permis sans parvenir à déboucher concrètement sur la base de son seul mouvement. Telle est la situation qu'il faut apprécier politiquement sous tous ses aspects.

Il convient de souligner immédiatement que l'exigence collective de «tester les possibilités de construction d'une nouvelle force à gauche» a été portée dès le départ par tous les courants et organisations qui se sont rassemblés autour du soutien à Pierre Juquin. Cette convergence, qui a largement contribué à convaincre nombre de militants inorganisés, syndicalistes «lutte de classe», féministes ou ex-organisés, de l'intérêt d'une telle expérience, constituait en tant que telle une avancée considérable dans la compréhension des enjeux des phénomènes actuels de recomposition.

2. En effet, pour la première fois dans le contexte politique actuel, un certain nombre d'éléments d'analyse et d'orientation ont convergé :

- l'analyse de la crise du mouvement ouvrier, du cours droitier, collaborationniste, gestionnaire de l'ordre établi suivi par le PS, du non-redressement possible et du déclin historique du PCF, de la nécessité d'oeuvrer concrètement à la recomposition à gauche du mouvement ouvrier;

- l'appréciation des voies et des moyens nécessaires à cette recomposition, comprenant notamment la mise en place de cadres unitaires et pluralistes, rassemblant courants et organisations en rupture avec les partis traditionnels, mais aussi

au-delà une frange militante inorganisée ou ex-organisée, voire même un début de jonction entre les générations;

 la nécessité de tests communs dans l'action au regard des échéances politiques et sociales pour vérifier le degré d'avancée collective pratique et éclairer les débats généraux;

 la nécessité d'accords consensuels à partir d'axes politiques permettant de se situer par rapport au PC et au PS, à leur politique, à l'enjeu des Présidentielles face à la droite, et à quelques points-clefs de délimitation : revendications en rupture avec le «réalisme gestionnaire», anti-racisme et lutte contre le Front national, Kanaky, immigrés, désarmement, rôle central de la mobilisation, de l'unité, de l'auto-organisation, à la lumière des expériences de 86.

Toutes ces questions ont fait l'objet de débats, de réajustements, avec une maîtrise plus ou moins grande à tel ou tel instant, et des difficultés réelles de fonctionnement général notamment dans les rapports au candidat, mais elles constituent les acquis et les points d'appui communs de l'expérience de la campagne présidentielle.

3. C'est dans ce cadre, et sans préjuger à cette époque ni des formes, ni des rythmes d'avancées concrètes de la recomposition en cours, et donc de l'émergence réelle d'une nouvelle force, qu'a été posée dans la LCR, la question du Parti.

Le risque d'un échec du score et des effets négatifs qu'il aurait sur le processus, a toujours été l'une des hypothèses possibles. Mais notre objectif était bien d'oeuvrer à la réussite de la campagne et partant de là, à celle de la dynamique engagée à cette occasion.

La proposition d'un changement dans la tactique de construction du Parti traditionnellement définie dans la LCR, ne se fondait pas sur un pronostic tel que le cheminement inéluctable du processus, mais sur une analyse largement confirmée par la réalité des courants de rupture avec le réformisme observés dans ce processus et de leurs limites quant aux définitions stratégiques.

Les thèses du dernier congrès de la LCR apportaient un éclairage nouveau sur l'analyse de la crise du mouvement ouvrier : «Il faut entendre cette crise de direction (du mouvement ouvrier) autrement que dans les années 30. Il ne s'agit pas seulement de remplacer une direction politique faillie à la tête d'un mouvement ouvrier riche de traditions révolutionnaires et profondément attaché à un projet socialiste. Cette crise est d'abord celle du mouvement ouvrier international dans son ensemble. Ses racines politiques, sociales, culturelles sont profondes». Suivaient l'énumération des causes profondes du caractère actuel de la crise du mouvement ouvrier telles que : l'image repoussoir du socialisme «réellement existant», les doutes nés du Cambodge ou de l'Iran sur les processus révolutionnaires dans les pays dominés, l'absence de processus révolutionnaires importants dans les pays développés. La conclusion avançait le constat selon le quel « Le poids des défaites passées et des accommodements devient un obstacle supplémentaire à la reconstruction d'une direction révolutionnaire».

Cette analyse ne remettait pas en cause les éléments positifs de la crise du mouvement ouvrier, notamment le développement de courants de rupture avec le réformisme à partir d'événements importants de la lutte des classes telles que : l'expérience de l'Union de la gauche et de son échec, l'expérience de la politique concrète de la gauche au pouvoir, les mobilisations de l'hiver 86 etc... Elle posait par contre de fait dans la suite logique du raisonnement le problème suivant : les difficultés à partir de ces courants de rupture d'oeuvrer à une recomposition rapide sur des bases directement révolutionnaires (au sens où nous l'entendons et où il faut l'entendre car, en l'occurrence, les mots ont un sens précis).

4. De ce point de vue, la trajectoire du courant des rénovateurs confirme un certain nombre d'éléments d'analyse, et le double axe politique sur lequel ils se situent:

- réaffirmation du but lui-même : nécessité d'une rupture avec le capitalisme et instauration d'une société communiste et démocratique (ce qui signifie à la fois une rupture avec l'acceptation par la social-démocratie de l'aménagement du capitalisme comme but final, et une rupture avec la conception du socialisme dans sa version stalinienne des pays de l'Est);

- réaffirmation d'un ensemble de points-clefs tant sur la politique immédiate que sur un certain nombre de références : revendications, démocratie ouvrière, rôle du mouvement social, refus du «réalisme» de la gestion capitaliste, rapports entre parti

Autant d'éléments d'identité qui ont permis l'émergence du courant rénovateur et l'élaboration de ces références de départ.

Mais la question des moyens pour parvenir à l'objectif, c'est-à-dire de la stratégie, est restée pour partie du domaine des divergences ne serait-ce qu'au travers d'une série de formulations floues sur une question-clef : celle de la rupture révolution-

108

C et de la CCC)

naire frontale, de la confrontation de masse avec l'Etat bourgeois pour sa destruction.

Les références des rénovateurs à leurs début concernant la démocratie de masse ou la lutte de classe, pour positives qu'elles soient, ne règlaient pas ce débat de fond : même «en creux» il se dégageait du *«Manifeste»* une conception gradualiste d'occupation progressive des sphères de l'Etat.

Or, il existe des liens ténus, mais réels, entre ces questions stratégiques et les problèmes politiques d'orientation en situation non révolutionnaire. On ne peut considérer cette divergence comme abstraite en dehors des périodes révolutionnaires même si de telles questions ne sont pas notre lot quotidien de débats. Ces liens «ténus» s'expriment notamment sur les questions d'indépendance par rapport à l'appareil d'Êtat, à sa gestion (gouvernement, municipalités), ou de conception des rapports unitaires avec les autres forces du mouvement ouvrier (type d'alliances, objectif des alliances, base des alliances etc...)

5. Or, cette caractéristique des forces disponibles à la recomposition est durable: tant que perdureront les caractéristiques susdites, notamment dans les pays développés: l'absence d'expérimentation d'une véritable crise révolutionnaire. Nous ne considérons pas les désaccords sur les questions stratégiques comme un simple point aveugle, une hésitation facilement surmontable à la simple épreuve des échéances immédiates de la lutte des classes mais comme une orientation; celleci peut être plus ou moins explicitement définie, voire comporter des approches différentes en fonction de l'origine politique du courant en question (issu du PC ou du PS, d'un parti ou d'un syndicat).

Autant les luttes sociales passées ou à venir (et il n'y a aucune raison d'être pessimiste à ce sujet), les expériences accumulées de la gestion réformiste (qui atteint aujourd'hui des sommets en terme de gestion loyale du capitalisme et d'effets sur la classe ouvrière) sont autant d'éléments qui ont permis le dégagement des courants de rupture actuels sur la gauche et qui reproduiront les même effets sans qu'on puisse en prévoir les rythmes, les formes exactes etc.... Autant, tant que des modifications substantielles remettant à l'ordre du jour les délimitations stratégiques achevées, ne seront pas intervenues, ces courants garderont les

caractéristiques des rénovateurs à leur origine.

6. L'enjeu de la phase actuelle de recomposition est la construction d'un parti dont les délimitations stratégiques resteront inachevées. Mais il s'agit d'un enjeu : autrement dit, rien n'est automatiquement joué à l'avance, comme l'a montré la campagne Juquin. Si cet enjeu est réalisable, il demande cependant une orientation précise de notre part, sans concessions quant au but :

- il doit s'agir d'un parti, car au-delà des dangers de bureaucratisation ou de non maîtrise des rapports aux masses, c'est encore la forme la plus efficace pour un combat politique commun et la forme la plus démocratique de ce combat;

- un tel parti, s'il voyait le jour, aurait évidemment un certain nombre de définitions politiques et programmatiques, condition même de son existence comme formation politique séparée et de sa viabilité. Il ne s'agit donc pas ni d'une somme de mouvements de pression «par thème» qui feraient l'économie d'une intervention politique globale, ni d'un mouvement politique aux bases minimum qui éclaterait face à toute échéance politique sérieuse.

Nous proposons de fixer comme objectif de notre orientation dans les phénomènes actuels de recomposition, la construction d'un parti à influence de masse, délimité par rapport aux partis réformistes, indépendant de l'appareil d'Etat, privilégiant le mouvement de masse face à tout autre considérant, favorable à la rupture avec le capitalisme et à la construction d'un société communiste et démocratique, ferme sur les revendications centrales, féministe, internationaliste et démocratique.

Telles sont les conditions pour la construction d'un parti qui puisse jouer un rôle politique central dans les échéances à venir de la lutte des classes.

7.LaLCR réaffirme et réaffirmera, si un tel cadre d'avancée se réalise, ses options révolutionnaires fondamentales et avancera l'intégralité de ses positions programmatiques et stratégiques. Elle ne fera pas de l'accord sur l'ensemble de ces délimitations et notamment des questions liées à la destruction de l'Etat, une condition stricte de délimitation du futur parti.

Son combat sur ces définitions stratégiques et les éventuelles conséquences en terme d'orientation, se poursuivra au sein d'un tel parti, dans le souci de convaincre de la validité de ces positions.

8. Une telle orientation définit l'enjeu de la phase de recomposition actuelle, tant que les conditions générales qui l'ont vu se développer perdurent, tant que des



événements importants à l'échelle nationale et/ou internationale, dans un sens ou dans l'autre, ne modifient pas qualitativement l'appréciation des voies et des

movens de la recomposition du mouvement ouvrier.

Mais cela ne signifie évidemment pas qu'une fois cette analyse établie, les conditions concrètes d'un tel saut qualitatif soient spontanément ou facilement réunies sous l'impact de notre seule volonté. L'expérience faite à l'occasion de la campagne Juquin démontre qu'il faut d'autres évolutions pour réunir les conditions d'un saut qualitatif posant concrètement la question d'un tel parti.

Il faut donc revenir sur le bilan de ce point de vue et démêler ce qui relève de limites objectives incontestablement sous-estimées et ce qui relève de faiblesses de

notre part.

9. La conjugaison des différents facteurs analysés au point 1 a permis :

- de rendre crédible le test pour la construction d'une nouvelle force ;

sans pour autant permettre sa réalisation.

La faiblesse relative du score a témoigné à la fois du réel potentiel de départ, mais aussi de ses propres limites; ce qui a ensuite des effets importants : insuffisance du résultat final pour relancer durablement la dynamique (malgré l'effet-retard enregistré au moment du 1er Mai ou de la Kanaky) et surtout impossibilité de convaincre l'ensemble des forces de la justesse de leurs choix de départ : type d'unité, contenu de cette unité, objectif d'une nouvelle force.

Mais c'est bien au cours de la campagne elle-même qu'une série de limites ont

fini par constituer autant d'obstacles :

- la première question renvoie à la déconnexion persistante entre d'une part la remontée des luttes et leur caractère exemplaire, d'autre part, la politisation des

avant-gardes et les recompositions dans la sphère politique.

En effet, si l'impact des mouvements sociaux de l'hiver 86-87 a été décisif dans l'évolution des rénovateurs et des courants qui ont pu se greffer autour de la campagne Juquin, à l'inverse la dynamique créée autour des comités, n'a que peu mordu sur l'engagement politique des avant-gardes de lutte ou de la jeunesse.

Ce décalage, déjà enregistré aux lendemains des mouvements de l'hiver, n'a pas été (même partiellement) surmonté à l'occasion de cette campagne et a, en retour,

affaibli la crédibilité même du projet.

La question de la jeunesse pèse de tout son poids : une des conditions de crédibilité d'un processus de recomposition à gauche, c'est-à-dire de modification à gauche d'un champ politique structuré depuis des décennies, est évidemment la jonction entre la génération de 68 et celle de 86. On ne construit pas un nouveau parti exclusivement sur une génération qui a 20 ans de militantisme et trop d'échecs sur son chemin.

Or, s'il était évident que l'aspect «crise du PCF» et «identité communiste» jouait un rôle important sur la génération pré-soixante-huitarde, il était tout aussi évident que de telles références n'avaient qu'un aspect négatif pour la jeune génération; pour ceux qui sont entrés en politique à la fin des années 80, le PCF n'est plus qu'un parti ringard, vieillot, anti-démocratique, tournant le dos à toutes les valeurs positives de la jeunesse.

Les références réelles et obstinées du candidat et de l'ensemble de la campagne aux mouvements de la jeunesse, n'ont pas davantage permis que la greffe s'opère à une échelle significative. La contradiction entre un public ex-communiste, syndicaliste de gauche, soucieux d'un certain profil de respect des valeurs ouvrières contre les dérives de la social-démocratie et une jeunesse défiante a priori face à toutes les références passées, faillies à ses yeux, n'est pas facile à résoudre.

La jonction entre les générations est 1'un des enjeux de cette phase de recomposition.

Plus généralement l'impact des mouvements sociaux et notamment des luttes ouvrières modifie positivement l'appréhension du rôle de la mobilisation, de la démocratie et de l'unité dans les luttes, de la crise profonde du syndicalisme, mais souligne en même temps le décalage entre ces éléments considérables d'accentuation de la crise du mouvement ouvrier, et les difficultés à déboucher concrètement dans l'émergence d'une force politique globale.

 La deuxième question renvoie à la faiblesse des rénovateurs et aux difficultés réelles que nous avons rencontré pour réaliser une convergence politique autour d'une plate-forme, de la définition des axes politiques de la campagne, de l'élaboration et du débat programmatique et stratégique, de la préparation collective de

Il est clair que nos propres insuffisances n'ont pas facilité les choses de ce point de vue : nous avons été incontestablement sur la défensive en permanence dès qu'il s'agissait de préciser «l'après-présidentielle» alors même que le débat était posé (y compris par nous) dès l'origine de la campagne Juquin. Si nous avions pu mener l'offensive et faire des propositions à l'ensemble des forces dès le début, sur la

construction d'une nouvelle force, sur le sens du «test» opéré, sur les médiations possibles, sur des questions telles que le rôle des comités, celui d'un lien permanent entre organisations, celui d'un front, etc... et surtout si nous avions pu annoncer et expliciter notre volonté de tenter de construire un parti ensemble, sans cacher aucune de nos options programmatiques et stratégiques, mais sans non plus faire un préalable de l'accord sur tout, lequel contribuait à interdire tout débat sérieux, nous aurions réuni davantage de capacités à peser sur l'évolution des rénovateurs.

Mais il aurait fallu pour cela une avancée plus importante de la LCR sur les enjeux de la phase de recomposition, une élimination radicale de toutes les illusions dangereuses sur la «roche communiste» qui masquaient la nécessité d'un débat sur les questions stratégiques, et partant de là, un accord sur le fait que nous étions prêts à nous engager dans la construction d'un parti en commun et non à favoriser a priori la construction propre des rénovateurs dans l'illusion que nous serions alors ramenés à un schéma classique de fusions entre forces.

Les rénovateurs n'avaient d'avenir à partir de leur évolution vers la gauche et de leur rupture avec le PCF, que dans un processus de convergence et de confrontations politiques dans l'objectif de la recomposition du mouvement ouvrier.

Une fois ceci dit, cela ne doit pas nous empêcher de rester lucide : les limites des rénovateurs rapportées aux obstacles précédents, compromettaient de toute façon

l'issue positive du processus.

D'entrée de jeu, les rénovateurs n'ont pas pu entraîner dans leur sillage la plus grosse partie de leurs alliés potentiels (les actuels «reconstructeurs» dont une bonne partie des militants CGT ce qui n'est pas sans importance). Nous avons sous-estimé les effets ultérieurs de cet échec de leur part, en considérant que la campagne Juquin et la dynamique créée à cette occasion entraînerait rapidement une nouvelle scission du PCF. Les effets du score de Juquin, surtout en comparaison avec ceux de Lajoinie d'une part, de LO de l'autre, n'ont justement pas permis cette démonstration. Enfin, la génération des «rénovateurs» pour l'essentiel se recrute dans les couches qui fait leurs armes au PCF durant l'Union de la gauche; la faiblesse politique de dirigeants formés dans un parti réformiste durant ce genre de période ne doit pas être sous-estimée.

Tout cela ne remet en cause ni l'appréciation de la profondeur de la crise du PCF, ni même les possibilités de voir à l'avenir émerger des courants tels que les rénovateurs. Il faudra simplement tenir compte de ces questions dans de nouvelles expériences.

Îl n'est pas exclu cependant que nous ayons «raté» (même involontairement) une conjoncture particulièrement favorable et que les lendemains soient difficiles. Mais à ce sujet, rien ne peut être affirmé avec certitude ni sur l'avenir immédiat au niveau national (formes de la crise du PCF, du PS, des syndicats, type d'usure du gouvernement Rocard, réactions futures de la jeunesse, impact des luttes), ni sur les effets difficilement mesurables des ébranlements en cours à l'échelle internationale: évolution de l'URSS de Gorbatchev, Europe de 92, désarmement etc...

10. Il est donc vital que la LCR réaffirme son analyse des phénomènes de recomposition, leur caractère durable sans modification substantielle de la situation, les médiations nécessaires dans l'approche de ces phénomènes.

De ce point de vue, la question des actuels comités Juquin et notre attitude dans ce cadre doit se définir ainsi :

 nous pensons que les conditions ne sont pas réunies pour la construction d'un nouveau parti, qui supposerait des débats et des délimitations d'une autre ampleur sur la base d'une dynamique permettant un véritable saut qualitatif.

- Mais nous ne tournons pas la page : les acquis de la campagne sont pour nous des éléments décisifs de toute possibilité de rebondissement ultérieur qui serait permis par de nouveaux développements de la crise du mouvement ouvrier. Acquis, tant du point de vue des bases politiques encore aujourd'hui réaffirmées, car permettant d'ouvrir un espace politique cohérent de contestation du consensus mou établi autour de la social-démocratie; mais acquis aussi du point de vue de la construction de comités pluralistes, cadres de convergence de courants et d'organisations d'origine diverses, et cadre d'action et de débat autour de questions-clefs de la situation politique actuelle.

Nous sommes conscients de l'involution générale de la dynamique et de l'affaiblissement des comités, mais notre investissement demeure à la hauteur de leur réalité locale et nationale, dans l'objectif de poursuivre cette expérience initiée et

de préserver les capacités d'action et d'expression.

Note:

Ce texte a été voté par 5 camarades du CC et 1 camarade de la CCC

construction d'une nouvelle force, an le sens du «test» opéré, sur les médiations possibles, sur des questions telles que le rôle des contrés, celui d'un lieu permanent entre organisations, celui d'un front , etc... et sur unu si nous avons pur annoncer et expliquen nouve volocié de tenter de construire un para ensemble, sans cacher aucume de nos options propriemens iques et sanstruire, un para ensemble, sans non plus faure un préstable de l'accordant tout, lequel contribusi à intendure tout débat aérieux, nous un rous réuni devantage de conacité à neser sur l'évolution des virtors acces.

Mais il aurait fallu pora cela une ny ancée plus importante de la LCR sur les onjeux de la phase de recomposition, une élimination radicale de routes les illustons disregereuses sur la eroche continuation qui musquaren la riduesció d'un dépat sur les questions stratégiques, et parant de la, un accord sur le fait que nous étions prête anous engager dans la construction d'un parti en commune etuon à lavortsera priori la construction propre des renovasous etiens l'illustion que nous acrions alors remenés à un schéma classifique de funcus coire forces.

Les réacvaieurs n'ayaiem d'avant à partir de ten évolution vers la guache et de our repour avec le PCF, que dans un processes de convergence et de confrontations sobreuce dans l'objecur de la recommentation du mouvement ouvrier.

Une fois ceci dit, cela ne doit pas nons empichar de retter facide: les limites des rénovateurs rapportées aux obstaclos précédents, compromettation de toute l'açon

"Issue nontrive du procesus."

D'entrée de jeu, les rénovateurs n'ont pas pu caminer dans leur aillage la plus grosse partie de leurs alliés potentiels (les actuels « reconstructeurs» dont une bonne partie des mituants CGT es qui n'est passeurs importance). Noue nous sons estimé les effects abbineurs de cet debec de lour part, un considérant que la campagne luquin ette d'ynamique crée liceur occasion entrainement que nouvelle scission de PT. Essettes du score de Juquin, au tont en companison uvec coux de Lajoine d'une part, de LO de l'autre, it on juxiement pes permis cette dévionstration. Lufin, la gent de le considérant conclus pour l'essentiel se recente dans les couches qui fait leurs acrons de CF dansert. Union de la gent de période ne dou pas être sous-lornée; dans on parti réformiste durant le gente de période ne dou pas être sous-

Top one ne remot en ouirse in l'appréciation de la profondeur de la crise du PCF, ni même les possibilités de voir à l'avenir émarger des courants lets que les rénovements. Il faudra simplement tenir compte de ces questions dans de nouvelles e infrierces.

If n'est pas exclude pendant que nous ayons entito (même involontairement) une conjoncture parturalidrament tavorable et que les fendemants soient distinctes. N'his a ce sujet, rier on peut être allumé avec conjude ni sur l'avenir immédiat au moint autres d'est peut et la crise du PCF, du PS, des syndients, type d'usare du gouvernement Rocard, reactions futures de la journe se, impact des hitres), ni sur les elles difficilement mesqualvies, des éprintements en cours à l'échelle automationne de l'URSS de Gorbatchey, Europe de 92, désarmament etc.

10. Il est donc viuil que la LCR réallirme sus analyse des phénomènes de recomposition, four estractée durable seus modification substantielle de la situation, les médications nécessaires dans l'amproche de ces phénomènes.

Lic expolm de ver, la question des actuels comitée l'agrite et notre unimée dans ce culte don se éélique missi :

 nous persons que les conditions ne sont pas réunits pour la construction d'un nouvers parti, qui suppresent des débats et les définitations d'une autre ampleur en la bise d'une dynamerre permettant un véritable saut qualitaill.

Negre porce no impresons has page. To acquis de la campagne sont pour nous des élements ufei ets de room possibilité de rébondissement ultérieur que serunt permissent de nou resurcidente de cours du point de vire des bases politiques encare arjourd'har réalitomètes car para-regard ouvelr une page politiques encare arjourd'har réalitomètes car étable account de la social-démocratie, mais acquis anssi du point de vue de la constance de contrés pluraisses, carles de convergence de contrés pluraisses, carles de convergence de contrês pluraisses, carles de convergence de contrês et d'euganisses de détent autour de questions-chels de la situation politique net uelle.

Nous somores consolected l'involution générale de la dynamique et de l'altaiplissement des comités, mais notre investissement demoure à la hautuur de four réglisé locale et nationale, dans l'objectif de poursusver cette expérience infinée et de créserver les capacités d'action et d'oupossion.

910Y

Oe texte a été voié par 5 camarades du CC et 1 camarade de la CCC





Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil-sous-Bois. Tél : 48.59.00.80 Directeur de la publication ; Christian Lamotte. Imprimerie Rotographie. ISSN : 0759-0989 N° : 56 551